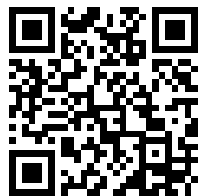

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

Google™ books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

B 49980 7

IN
E
ES
pes

3



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY

W. B. Knell 1930

DC
611
.A553
S8

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ D'ÉTUDES
DES HAUTES-ALPES

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ D'ÉTUDES
DES HAUTES-ALPES

Paraissant chaque trimestre

VINGT-CINQUIÈME ANNÉE
TROISIÈME SÉRIE. — N° 17

Premier Trimestre 1906



G A P
LOUIS JEAN ET PEYROT, IMPRIMEURS - ÉDITEURS
—
1906

Dunning
Nijhoff
10-21-26
13603

COMPOSITION
DE
CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE LA
SOCIÉTÉ D'ÉTUDES DES HAUTES-ALPES
(AU 1^{er} JANVIER 1906)

Art. 6 et 7 des Statuts

BUREAU

Président d'honneur: M. HUGUES, avocat, ancien président.

Président: M. WILHELM (Ivan), O. ~~N~~, ingénieur des Ponts et Chaussées, à Gap.

Vice-Présidents: M. TEISSIER (Edouard), avocat, docteur en droit, à Gap.

M. DE MANTEYER (Georges), archiviste paléographe, au château de Manteyer.

Secrétaire: M. MICHEL, licencié en droit, greffier de la Justice de Paix, à Gap.

Secrétaire-adjoint: M. l'abbé ROUX, secrétaire de l'évêché de Gap.

Trésorier: M. VALLON (Jules), rentier, rue d'Abon, à Gap.

COMITE D'ADMINISTRATION

MM. les MEMBRES du Bureau.

CLAVEL (Phillppe), ancien receveur-économe des établissements de santé, à Gap.

LÉOUFFRE (l'abbé), vicaire de la paroisse de St-André, à Gap.

MANGAREL, *, chef de division honoraire.

PINET DE MANTEYER (Léon), à Gap.

COMITÉ DE PUBLICATION

MM. les MEMBRES du Bureau.

ALLEMAND (l'abbé), curé de Jarjayes.

HUGUES (Edmond), avocat à Gap.

ITIER (Paul-Jules), **, avocat, au château de Vêras, par Veynes.

ROMAN (Joseph), I. **, avocat, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, à Gap.

SIBOUR (Ernest), rentier, avenue de Veynes, à Gap.

LISTE
DES
MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ D'ÉTUDES
des Hautes-Alpes

AU 1^{er} JANVIER 1906

Anciens Présidents de la Société

† M. JAUBERT (1882).	† M. le chanoine BLANCHARD (1890).
† M. AMAT, * (1884).	† M. GRANDIDIER, * (1893).
† M. DE LA VALETTE, C. * (1886).	† M. GAUTIER, * (1896).
† M. LEMAITRE, C. * (1889).	M. HUGUES (1897).

Membres d'Honneur

M. LE PRÉFET DU DÉPARTEMENT.

M. LE GÉNÉRAL, commandant la subdivision.

M. LE MAIRE DE LA VILLE DE GAP.

MGR L'ÉVÊQUE DU DIOCÈSE.

VIII

Membres Fondateurs

MESSIEURS

ARNAUD (François), ✱, licencié en droit, ancien notaire, à Barcelonnette (Basses-Alpes).

BLANCHARD-CHANCEL (Le Dr Raphaël), ✱, professeur à la faculté de médecine de Paris, membre de l'Académie de médecine, 226, boulevard St-Germain, à Paris.

DUPONT-DELPORTE (Le baron), ingénieur des chemins de fer P.-L.-M., à Grenoble.

FLOURENS, O. ✱, ancien ministre des Affaires étrangères, ancien député des Hautes-Alpes, député de la Seine, 129, rue de la Pompe, Paris.

LAURENÇON (Léon), député des Hautes-Alpes, 26, rue Freycinet, Paris.

MANTEYER (Georges de), archiviste paléographe, au château de Manteyer.

VESIGNIÉ (Louis), lieutenant d'artillerie, 2, rue de Dun, à Bourges (Cher).

WILHELM (Ivan), O. ✱, ingénieur des Ponts et Chaussées, à Gap.

Membres Fondateurs décédés

MESSIEURS

AMAT, ✱, ancien conseiller général, président honoraire de la *Société d'Études*, † 1895.

BERTHELOT, ancien vice-président du Conseil général des Hautes-Alpes ; † 26 avril 1895.

BLANC (Xavier), sénateur, président du Conseil général des Hautes-Alpes ; † 7 juin 1896.

BLANCHARD (Zéphirin), vicaire général, ancien supérieur du Grand Séminaire de Gap ; † 26 juillet 1897.

CHANCEL (Évariste), ancien député ; † 11 juillet 1882.

IX

CLAPIER, propriétaire à Chabestan ; † 1900.

GOUZOT (Mgr), ✱, ancien évêque de Gap, archevêque d'Auch ; † 1895.

GUILBERT (S. Em. le Cardinal), O. ✱, ancien évêque de Gap et d'Amiens, archevêque de Bordeaux ; † 15 août 1889, à Gap.

JACQUENET (Mgr), ancien évêque de Gap, évêque d'Amiens (Somme) ; † 1^{er} mars 1892.

LAVALETTE (A. de), C. ✱, intendant militaire ; † 16 décembre 1888.

LAVALETTE (Mlle Fanny de) ; † 4 novembre 1903.

MARCELLIN (J.-E.), ✱, sculpteur ; † 16 décembre 1887.

PALLIAS (Honoré), ancien conseiller général des Hautes-Alpes ; † en 1896.

TEISSIER (Eugène), avocat, à Gap ; † 25 août 1883.

TOURNIER, pasteur en retraite, à Pressy-Vendœuvre, près Genève ; † 1904.

Membres Honoraires

MESSIEURS

BLANCARD, archiviste en chef des Bouches-du-Rhône, à Marseille.

CHANTRE (Ernest), sous-directeur du *Muséum d'histoire naturelle*, à Lyon.

CHEVALIER (Ulysse), correspondant de l'Institut, à Romans (Drôme),

DELISLE (Léopold), C. ✱, membre de l'Institut, rue de Lille, 21, à Paris.

JESSÉ-CHARLEVAL (Le marquis de), président du Conseil d'administration de la *Revue de Marseille et de Provence*, rue Breteuil, 10, à Marseille, ou à Château-Arc, commune de Fuveau (Bouches-du-Rhône).

MISTRAL (Frédéric), à Maillane (Bouches-du-Rhône).

PLAUCHUD (Eugène), à Forcalquier.

ROCHAS-D'AIGLUN (A. de), O. ✱, lieutenant-colonel, administrateur de l'Ecole polytechnique, à Paris.

Membres Titulaires

MESDAMES

CHANCEL (Marius), 226, boulevard St-Germain, Paris, et
au château de St-Léon, à Cannes.

DUMAS, rentière, rue Carnot, à Gap.

FERRARY-JULIEN (Amélie), à Embrun.

LA MAZELIÈRE (Marquise de), rue Barbet-de-Jouy, 40, Paris.

VENTAVON (de), au château de Jarjayes, par Gap.

MESSIEURS

ALBRAND, agent-voyer à Ténès (Algérie).

ALLEMAND (L'abbé), curé de Jarjayes.

ANDRAULT (Gustave), professeur au Lycée de Grenoble.

ANDRÉOLY, ancien avoué, rue d'Abon, à Gap.

ARBAUD (Paul), bibliophile, président de la Société d'Etudes
provençales, 2, rue du Quatre-Septembre, Aix-en-
Provence.

ARDUIN (Auguste), I. 106, cours Liautaud, 106, Marseille.

ARMAND (l'abbé), curé à Châteauroux-les-Alpes.

ASHER & Co, Unter der Linden, 13, Berlin.

ATHANÉ, I. 106, inspecteur d'académie honoraire, à Toulouse.

AUBERT (Clément), O. 106, ancien directeur des chemins de
fer du Nord de l'Espagne, à Gap.

AUDOYER, 106, directeur de l'usine Sainte-Catherine, à
Briançon.

AYASSE (Dr), 106, médecin, place Ladoucette, 6, à Gap.

BARDE, négociant, avenue de la Gare, à Gap.

BARLE (Adolphe), ancien directeur général de la compagnie
Madrilène des gaz, à Charance, près Gap.

BEAUREGARD (le comte O. de Costa de), correspondant des
Antiquaires de France, à Sainte-Foy, par Longueville
(Seine-Inférieure).

BERAUD, ancien juge au tribunal, rue de la Terrasse, 1,
à Gap.

XI

- BERGE (baron), G. C. ✱, ancien gouverneur militaire de Lyon, au château de la Malle, par Reims (Marne).
- BERMOND (l'abbé), curé de Lagrand.
- BERNARD (l'abbé Antonin), aumônier du Lycée de Gap.
- BERTRAND (Ferdinand), ✱, notaire, ancien président du Conseil d'arrondissement, rue Carnot, 26, à Gap.
- BÉRTRAND (Léon), notaire, à Aix-en-Provence.
- BÉTHOUX (l'abbé), curé de St-Michel-en-Beaumont, par Corps (Isère).
- BIBLIOTHÈQUE des Archives de l'Isère, à Grenoble.
- BIBLIOTHÈQUE de la Ville, à Grenoble.
- BLANC (Louis), directeur de la succursale de Gap de la *Banque de l'Union provinciale*, rue Carnot.
- BLANC (Romuald), rédacteur à la direction des Postes et Télégraphes, à Marseille.
- BONNIARD (Victor), I. ✱, banquier, conseiller général, à Embrun.
- BONNIOT (l'abbé Auguste de), chanoine honoraire de Gap, curé de St-Denis-la-Chapelle, à Paris.
- BOUCHIÉ DE BELLE, avocat au Conseil d'État, rue de Miromesnil, 16, à Paris.
- BOUFFIER (Amédée de), au château de Livron.
- BOUSSON (le colonel), O. ✱, commandant le 22^e d'infanterie, au camp de Sathonay, Lyon.
- BOURCIER (Jean), adjoint d'Aiguilles, à Embrun.
- BOURCIER (Mathieu), rue de l'Entrepôt, 30, à Paris.
- BRACHET F., instituteur à Remollon.
- BRENIER (Jean-Eugène), propriétaire, quartier St-Michel, à Gap.
- BUMAT inspecteur des Contributions indirectes, en retraite, 6, rue Thomas, à Marseille.
- BURLE, inspecteur des Contributions directes, en retraite, 15, rue Bonald, à Lyon.
- CADORET, O. ✱, professeur départemental d'agriculture, rue Carnot, 28, à Gap.
- CAILLAT, négociant, adjoint au Maire, rue de France, à Gap.
- CARAL, sous-inspecteur de l'enregistrement à Gaenoble.
- CARAL, docteur en médecine, à Veynes.

XII

CASTELLI (Charles), boulevard de la Liberté, à Gap.

CHABRAND, avocat, à Grenoble.

CHABRAND (Valentin), banquier, conseiller général, rue de la Blache, 3, à Gap.

CHAIX (Léon), Imprimeur à Gap.

CHAMPSAUR (Dr), rue Carnot, 23, à Gap.

CHANCEL (Alphonse), , conseiller général des Hautes-Alpes, 47, cours du Chapitre, à Marseille.

CHAUVET (Joseph), docteur en droit, avocat, rue Voltaire, 19, à Grenoble (Isère).

CHEVALIER, docteur en médecine, place Saint-Michel, 3, à Marseille.

CLAVEL (Philippe), ancien receveur économe des établissements de santé, rue de la Trésorerie, à Gap.

COMMISSION DE MÉTÉOROLOGIE, à Gap.

COOLIDGE (W.-A.-B.), à Grindelwald (Suisse).

CORRÉARD (colonel), C. , à Veynes.

CRÉVOLIN (Marius), propriétaire à La Gay, près Gap.

CROZET (Ernest de), homme de lettres, à Oraison (Basses-Alpes).

DIDIER DE ROUSSET (Henri), , avocat, à Bonne, près Gap.

DUHAMEL (Henri), , à Gières, près Grenoble.

DUMAS (Alfred), , professeur au lycée de Toulon.

EBERLIN, I. , officier du Dragon de l'Annam, boulevard de la Madeleine, 1, à Marseille.

ESCALLE (Hippolyte), , notaire, conseiller d'arrondissement, à Briançon.

ESPIÉ, , I. , directeur honoraire de l'Enregistrement, à Privas (Ardèche).

ESPITALIER (Marius), négociant, avenue de Grenoble, à Gap.

EYMÉOUD (André), imprimeur, 2, place du Caire, à Paris.

EYSSÉRIC (St-Marcel), ancien magistrat, à Sisteron.

EUZIÈRE, , , avocat, conseiller général, député des Htes-Alpes, 24, rue Vanneau, à Paris.

FABRE (Adrien), avoué, rue Carnot, 71, à Gap.

FAURE (Alphonse), instituteur suppléant, à Oran.

XIII

- FAURE (Joseph), , avoué, ancien maire, rue St-Arey, à Gap.
- FAURE I. , pharmacien, ancien maire de la ville de Briançon.
- FERRAND (Henri), avocat, 2, cours Berriat, à Grenoble.
- FINET (Auguste), pharmacien, rue du Mazel, à Gap.
- FORTOUL, chanoine-honoraire, curé-archiprêtre, à Tallard.
- GAIGNAIRE (Paul), licencié en droit, notaire, rue de France, à Gap.
- GAUTIER (Fabien), avoué, à Forcalquier.
- GONNET (Aimé), avoué honoraire, à la Tronche (Isère).
- GONZALÈS (Edouard), avenue Malaussena, 20, Nice.
- GRIMAUD (Louis), avocat près la Cour d'appel de Grenoble.
- GRIMAUD (J.), , , sénateur des Hautes-Alpes, membre du Conseil général, 119, boul. St-Michel, à Paris.
- GUÉRIN (l'abbé), chanoine titulaire, à Gap.
- GUÉRIN-LONG (Paul), docteur en droit, président du tribunal civil d'Aix-en-Provence.
- GUEYDAN, , propriétaire, conseiller général des Hautes-Alpes, à Orcières.
- GUIEU (Mgr), protonotaire apostolique, vicaire général à Gap.
- GUIGUES (Pierre), professeur à la Faculté de Médecine de Beyrouth (Turquie).
- GUILLAUME (Paul), I. , chan. hon., correspondant du Ministère de l'Instruction Publique pour les travaux historiques, archiviste des Hautes-Alpes.
- GUILLEMIN (Paul), , inspecteur général de la navigation et des ports de la Seine, 46, rue de Saint-Cloud, à Billancourt (Seine).
- HUGUES (Edmond), avocat, rue Carnot, 39, à Gap.
- IMBARD-SARRAZIN, propriétaire, maire de Bas-en-Basset (Haute-Loire).
- IMBERT licencié en droit, notaire, à Embrun.
- ITIER (Paul-Jules), , avocat, maire d'Oze, au château de Véras, par Veynes.
- ITIER (Henry), ingénieur-chimiste, rue de la Blache, à Gap.

XIV

- JACOB, , architecte du Gouvernement, 7, rue Gay-Lussac, à Paris.
- JACOB (Louis), élève de l'École des Chartes, rue Marbeuf, 8, à Paris.
- JEAN (Ferréol), , négociant, ancien président du Tribunal de Commerce, adjoint de la ville de Gap, rue Carnot, 47, Gap.
- JEAN (Louis), imprimeur, directeur du *Courrier des Alpes*, à Gap.
- JEAN (Louis), libraire, place Jean-Marcellin, à Gap.
- JEANSELME (J.), négociant, avenue de Grenoble, à Gap.
- JOUGLARD (Ferdinand), , conseiller municipal, ancien notaire, rue Elisée, à Gap.
- JULLIEN, receveur de l'enregistrement et des domaines, à Villefranche-sur-Saône (Rhône).
- LAFOND (Auguste de), avocat, à Constantine.
- LAGIER (Auguste), instituteur, aux Costes, par St-Bonnet.
- LAMBERT, agent-voyer cantonal en retraite, à Veynes.
- LAMORTE Henry, commis des Contributions indirectes, 23, quai Bourbon, Paris.
- LATY (Albert), avocat, 27, boul. Carabacel, Nice.
- LAURENT (M. le chanoine), chez les Missionnaires, avenue du Casino, à Liège (Belgique).
- LÉAUTIER, , officier d'administration à l'état-major du XV^e corps d'armée à Marseille.
- LEMAITRE (Paul), avocat, rue Alphonse-Daudet, à Gap.
- LÉOTIER, I. , inspecteur de l'enseignement primaire, en retraite, ancien maire d'Embrun, aux Milles (Aix-en-Provence).
- LÉOUFFRE, docteur en médecine, à Bois Ste-Marie, par la Clayette (Saône-et-Loire).
- LÉOUFFRE (l'abbé), vicaire de la paroisse de St-André, à Gap.
- LOPPÉ (Étienne), étudiant en médecine, 240, rue de Vaugirard, à Paris.
- MAGNUS (E.), inspecteur d'assurances, 19, rue Duhamel, Lyon.
- MANGAREL, , , chef de division honoraire de la Préfecture, rue de Valserres, 22, à Gap.

- MARCIAND, I. ☉, pasteur en retraite, président honoraire du consistoire, à Aspres-sur-Buëch.
- MARENTHIER (François), St-Barnabé, Grand rue, 32, à Marseille.
- MARTIN (David), ☉, professeur en retraite, conservateur des Musées et de la Bibliothèque, place St-Arnoux, à Gap.
- MARTIN (l'abbé), curé-archiprêtre, à Vitrolles.
- MAZIMBERT, avocat, 2, rue Bayard, à Grenoble.
- MEIFFRE (A.), cité d'Hauteville, 8, à Paris.
- MEIFFRE (Chaffrey), négociant, 55, rue de Châteaudun, à Paris.
- MEUNIER, I. ☉, négociant, avenue d'Embrun, à Gap.
- MEYÈRE (le colonel du génie), en retraite, rue de Paris, 26, à Nice.
- MICHEL, greffier de la justice de paix, place St-Arnoux, 5, à Gap.
- MIRIBEL (comte de), à Villard-Bonnot (Isère).
- MONCLAR (marquis François de Ripert-), ministre plénipotentiaire, château d'Allemagne, à Allemagne (Basses-Alpes).
- MOURRE, O. ✱, commandant l'Escadrille des Sous-Marins de la Manche, à Cherbourg.
- NEL, ☿, agent-voyer d'arrondissement à Briançon.
- NICOLLET, ☿, professeur au lycée, 2, avenue Victor-Hugo, à Aix-en-Provence.
- OLIVE (Charles), avoué, place Ste-Colombe, à Gap.
- ORIOI (A.), agrégé de l'Université, profess. au lycée de Gap.
- PARIS, ✱, ☿, ingénieur honoraire des ponts et chaussées, 78, cours Lieutaud, à Marseille.
- PASCAL (l'abbé), I. ☉, aumônier du lycée, officier de la couronne de Roumanie, rue du Collège, à Gap.
- PAVIE, ✱, ☿, député, conseiller général, maire de Savines, 7, rue Chanaleilles, à Paris.
- PEIX (Emile), sous-directeur des Contributions indirectes, à Remollon (Hautes-Alpes).
- PELLOUX, maître d'hôtel, à Gap.
- PERROT (Victor), ☉, inspecteur des forêts, en retraite, à Gap.

XVI

- PEYROT (Ferdinand), architecte de la ville de Gap.
- PEYROT (H.), imprimeur, rue St-Arey, à Gap.
- PICHOU (Polycarpe), conducteur des travaux des chemins de fer P.-L.-M., en gare, à Aubagne (B.-du-R.).
- PINET DE MANTEYER (Léon), rue de Valserres, à Gap.
- PIOSIN, ✱, commandant de marine, en retraite, villa René, 2, place Mozart, à Nice.
- PIOSIN (Joachim), en retraite, à Gap.
- PIROSSIN (l'abbé L.), curé en retraite, à Embrun.
- PROVANSAL (Alfred), ✱, ☉, juge de paix du 2^e canton, à Marseille.
- PRUNIÈRES (comte de), à Prunières, par Chorges.
- QUEYRAS, ✱, ☿, conseiller général, à la Roche-de-Rame.
- REYNAUD (François), propriétaire, à Gap.
- REYNAUD, professeur à l'Ecole Normale, à Privas (Ardèche).
- ROCHE (Achille), architecte, inspecteur diocésain, rue de Provence, 26, à Gap.
- ROCHE (Célestin), ingénieur civil, 65, cours Berriat, à Grenoble.
- ROMAN, I. ☉, avocat, correspondant du Ministère de l'Instruction publique pour les travaux historiques, au château de Picomtal, près Embrun.
- ROMAN (Joseph-Charles), au château de Picomtal, près Embrun
- ROSTAIN (Joseph), maire de La Roche-des-Arnauds.
- ROUX (l'abbé), secrétaire de l'évêché, à Gap.
- RUELLE, ingénieur au P.-L.-M., rue de Londres, 48, a Paris.
- SARRAZIN (Jean), homme de lettres, rue Sala, 44, à Lyon.
- SAUGNIER, trésorier-payeur général des Hautes-Alpes, à Gap.
- SENTIS (Henri), professeur de physique au lycée, place Ste-Claire, 14, à Grenoble.
- SIBOUR (Ernest), propriétaire à Gap.
- SIGNORET (Jules), ☿, juge de paix, à Ribiers.
- STECHELT (J.-E.), 76, rue de Rennes, à Paris.
- SUPÉRIEUR (le) du petit Séminaire, à Embrun.
- TAVERNIER, ✱, ancien ingénieur en chef des ponts et chaussées des Hautes-Alpes, 6, rue de la Bourse, à Lyon.
- TEISSIER, docteur en droit, avocat, rue Elisée, 1 bis, à Gap.

XVII

TEMPLIER (l'abbé), chanoine honoraire, curé du Plan-de-Vitrolles.

THOUARD (Auguste), licencié en droit, avoué, à Embrun.

THOUMAZOU, C. ✱, intendant général, Hôtel des Invalides, à Paris.

TIVOLLIER, commis des Postes et Télégraphes, 34, rue Molière, Lyon.

TOUR-DU-PIN LA CHARCE (comte de la), rue Borgnis-Desbordes, 26, Versailles (Seine-et-Oise).

TOURRÈS (Auguste), ancien maire, président de la Chambre de Commerce, conseiller d'arrondissement, conseiller municipal, à Gap.

TOY-RIONT, négociant, rue Sainte, 71, à Marseille.

TURLIN (E.), ✱, conducteur principal des ponts et chaussées, à Gap.

VAGNAT, ✱, Ⓢ, docteur en médecine, sénateur, conseiller général, ancien maire de Briançon, 6, rue Abbé-de-l'Épée, à Paris.

VALLENTIN DU CHEYLAR (Roger), I. Ⓢ, rue du Jeu-de-Paume, à Montélimar (Drôme).

VALLON (Jules), propriétaire, rue d'Abon, à Gap.

VÉSIGNIÉ (Henry), 10, rue du Cirque, à Paris.

VÉSINNE (de), ingénieur des Arts et Manufactures, directeur du Canal du Drac à Gap.

Bibliothèques abonnées

Bibliothèque de l'Ecole normale de garçons, à Gap.

- du grand Séminaire de Gap.
- du Couvent de St-Joseph, à Gap.
- de la ville de Gap.
- communale d'Embrun.
- de N.-D. du Laus (R.-P. RICARD, curé de
St-André).
- paroissiale de Rambaud.
- paroissiale de Trescléoux.
- paroissiale de Valserres.

Bibliothèques pédagogiques :

d'Aiguilles,	du Monétier-les-Bains,
de l'Argentière,	d'Orcières,
d'Aspres-sur-Buëch,	d'Orpierre,
de Barillonnette,	de Ribiers,
de La Bâtie-Neuve,	de Rosans,
de Briançon,	de St-Bonnet,
de Chorges,	de St-Etienne-en-Dévoluy,
d'Embrun,	de St-Firmin,
de Gap,	de Savines,
de Guillestre,	de Serres,
de La Grave,	de Tallard,
de Laragne.	de Veynes.

LISTE DES SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES

FRANCE

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS

Comité des travaux historiques (cinq exempl.)

Comité de la Société des Beaux-Arts des départements (deux exempl.)

1. AIX. Académie des sciences, arts et belles-lettres.
2. — Société d'Études provençales.
3. — Bibliothèque de l'Université.
4. ALAIS. Société scientifique et littéraire.
5. ALBI. Revue historique, scientifique et littéraire du département.
6. ANNECY. Société Florimontane.
7. AUTUN. Société d'histoire naturelle.
8. — Société Eduenne.
9. AUXERRE. Société des sciences historiques de l'Yonne.
10. AVIGNON. Académie de Vaucluse.
11. BEAUNE. Société archéologique.
12. BESANÇON. Académie des sciences, belles-lettres et arts, rue Moncey, 5.
13. — Société d'émulation du Doubs, rue St-Vincent, 37.
14. BÉZIERS. Société archéologique, scientifique et littéraire.
15. BONNE. Académie d'Hippone.
16. BOURG. Société Gorini.
17. BOURGES. Société historique, littéraire, artistique et scientifique.
18. — Société des antiquaires du centre.
19. CAEN, Académie de Caen.
20. CAMBRAI. Société d'émulation.
21. CARCASSONNE. Société des arts et des sciences.
22. CHALON-SUR-SAONE. Société d'histoire et d'archéologie.
23. — Société des sciences naturelles de Saône-et-Loire.
24. CHAMBÉRY. Académie de Savoie.
25. — Société Savoisienne d'histoire et d'archéologie.

26. CLERMONT-FERRAND. Société d'émulation de l'Auvergne.
27. COMPIÈGNE. Société historique,
28. CONSTANTINE. Société archéologique.
29. DAX (Landes). Société de *Borda*.
30. DIGNE. Société scientifique et littéraire.
31. DIJON. Académie des sciences, arts et belles-lettres.
32. — Société Bourguignonne de géographie et d'histoire.
33. DRAGUIGNAN. Société d'Études scientifiques et archéologiques.
34. ELBEUF. Société des sciences naturelles.
35. ÉPINAL. Société d'émulation du département des Vosges.
36. ÉVREUX. Société libre d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres.
37. GRENOBLE. Académie delphinale.
38. — Société Dauphinoise d'ethnologie et d'anthropologie.
39. — Société de statistique des sciences naturelles et des arts industriels de l'Isère.
40. — Société des Touristes du Dauphiné, rue Montorge, 11.
41. LANGRES. Société historique et archéologique.
42. LE PUY. Société agricole et scientifique.
43. LONS-LE-SAULNIER. Société d'émulation du Jura.
44. LYON. Mémoires de la Société littéraire, artistique et archéologique.
45. — Bulletin historique du diocèse de Lyon, place de Fourvière.
46. MACON. Académie des sciences, arts et belles-lettres.
47. MARSEILLE. Société de géographie.
48. — L'Académie de Marseille.
49. MENDE. Société d'agriculture, industrie, sciences et arts.
50. MONTAUBAN. Société archéologique du Tarn-et-Garonne.
51. MONTBRISON. *La Diana*, Société historique et archéologique du Forez.
52. MONTPELLIER. Académie des sciences et lettres.
53. — Société languedocienne de géographie.
54. — Société pour l'étude des langues romanes.
55. NANTES. Société académique de Nantes et du département de la Loire-Inférieure.
56. — Société archéologique.
57. — Société des sciences naturelles de l'Ouest de la France.
58. NARBONNE. Commission archéologique.
59. NEVERS. Société nivernaise des sciences, lettres et arts.
60. NICE. Société des lettres, sciences et arts des Alpes-Maritimes.
61. NIMES. Académie de Nîmes.
62. — Société d'Études des sciences naturelles.
63. ORAN. Société de géographie et d'archéologie.
64. ORLÉANS. Société archéologique et historique de l'Orléannais.

XXI

65. PARIS. Club Alpin français, rue du Bac, 20.
66. — Société topographique de France, rue Visconti, 18.
67. — Société de l'histoire de France.
68. — Revue des Études historiques, librairie Picard, 82, rue Bonaparte.
69. PARIS. Société historique et archéologique du Gâtinais, 54, rue Saint-Placide.
70. — Société nationale des antiquaires de France, au Louvre.
71. — Société de spéléologie.
72. PÉRIGUEUX. Société historique et archéologique de Périgord.
73. PERPIGNAN. Société agricolé, scientifique et littéraire.
74. POITIERS. Société des antiquaires de l'Ouest.
75. RIVE-DE-GIER. Société des sciences, lettres et arts.
76. ROCHECHOUART. Société des amis des sciences et des arts.
77. ROUBAIX (Nord). Société d'émulation.
78. SAINT-MALO. Société historique et archéologique.
79. SENS. Société archéologique.
80. TARARE. Société des sciences naturelles.
81. TOULON. Académie du Var.
82. TOULOUSE. Académie des sciences, inscriptions et belles-lettres.
83. — Société archéologique du Midi de la France.
84. TUNIS. Revue tunisienne publiée par le Comité de l'Institut de Carthage.
85. VALENCE. Société d'archéologie et de statistique de la Drôme.
86. VENDOME. Société archéologique, scientifique et littéraire du Vendômois.

ÉTRANGER

1. ALLEMAGNE. Société d'histoire de la Haute-Hesse, à Giessen.
2. AMÉRIQUE DU NORD. Missouri botanical Garden à St-Louis-Mo.
3. BELGIQUE. Analecta Bollandina (R. P. de Smedt, directeur), à Bruxelles.
4. ITALIE. Reale academie delle scienze di Torino, à Turin.
5. — Regia deputazione di storia patria, Piazza Castello, 12, Turin.
6. — Revista storica italiana, via Massena, 31, Turin.
7. — Société d'histoire vaudoise, à Torre-Pellice.
8. — Società storica Lombarda di storia patria, Milan, castello Sforzeco.
9. — Società Pavese di storia Patria. Pavie.

XXII

10. GRÈCE. Le Parnasse, à Athènes.
11. RUSSIE. Club alpin de Crimée, à Odessa.
12. SUÈDE. Académie of historie och antiquitets, a Stockolm.
13. — Société de géologie de l'Université d'Upsala.
14. SUISSE. Institut national genevois, à Genève.
15. — Société neuchâteloise de géographie, à Neuchâtel.

Journaux correspondants

L'Ami des Monuments Parisiens, Paris.
Feuille des Jeunes Naturalistes, 31, rue Pierre-Charron, Paris.
La Revue Félibréenne, Paris.
Le Polibiblion, 2 et 5, rue St-Simon, boulevard St-Germain, Paris.
Le Dauphiné, Grenoble.
Le Courrier des Alpes, Gap.
Les Alpes Républicaines, Gap.
L'Annonciateur, Gap.
Le Réveil des Alpes, Gap.
La Durance, Embrun.

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES DES HAUTES-ALPES

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

du 28 Décembre 1905

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE

L'Assemblée générale annuelle de la *Société d'Études des Hautes-Alpes*, a eu lieu le jeudi 28 décembre 1905, à 4 heures 1/2 du soir, dans la salle de lecture de la Bibliothèque de Gap, sous la présidence de M. Léon Pinet de Manteyer, ancien vice-président, membre du Comité.

M. le Président, ayant déclaré la séance ouverte, présente les excuses de M. Wilhelm, président, malade, et de M. Teissier, vice-président, absent.

On procède ensuite à l'élection de cinq membres du Conseil d'Administration, conformément aux statuts.

Les sociétaires dont les noms suivent ont envoyé leur bulletin de vote par correspondance : MM. l'abbé Allemand, Andréoly, abbé Bermond, Castelli Charles, Chaix, Chauvet ; Clavel ; colonel Corréard, Eberlin, Espié, Escalle, Eysseric, Guillemin, Mgr Guieu, Imbert, Jean Louis, Marillac, Nicollet, Roman, Sarrazin, Signoret, Teissier, Tivolier, Wilhelm.

MM. l'abbé Allemand, Georges de Manteyer, Michel, Sibour et Wilhelm, obtiennent la majorité des suffrages et

sont proclamés membre du Conseil d'administration pour trois ans.

Une communication écrite de M. Teissier, relative aux factures des imprimeurs, est renvoyée pour examen, au Comité spécial d'administration.

Les facultés des lettres et de droit de l'Université d'Aix-en-Provence, demandent l'échange de leurs publications avec celles de la *Société d'Études*. Adopté.

L'Assemblée renouvelle les pouvoirs de la Commission (composée de MM. Hugues, Itier et Teissier), qui avait été chargée d'examiner s'il y aurait avantage pour la Société à solliciter la reconnaissance de la personnalité civile, dans les conditions prévues par la loi du 1^{er} juillet 1901. Cette commission est priée de présenter son rapport à la prochaine Assemblée générale.

Deux membres de la Société, MM. D. Martin et Itier, font une communication ayant trait à la récente création du Comité départemental de recherches sur la vie économique de la Révolution. En raison de son importance, cette communication fera l'objet d'un article spécial à insérer dans la chronique du prochain *Bulletin*.

L'Assemblée décide qu'il n'y a pas lieu de limiter à des questions spéciales le programme du concours de 1906 ; les concurrents auront toute liberté pour le choix du sujet à traiter ; le prix à attribuer est fixé à 300 francs.

Les comptes de l'exercice 1905 et le projet de budget pour 1906, sont approuvés à l'unanimité. Des remerciements sont votés, sur la proposition du Président, à M. Vallon, trésorier, dont la gestion intelligente et dévouée mérite les plus chaleureux éloges.

L'Assemblée à le regret d'enregistrer les démissions de MM. l'abbé Lesbros, curé de Bruis ; Bayard, curé de Laramagne ; Achard, curé de Trescléoux.

Sont agréés en qualité de nouveaux membres :

MM. Bumat, inspecteur des contributions indirectes, en retraite à Marseille, présenté par MM. Eberlin et Vallon ;

Brachet, instituteur à Remollon, présenté par MM. Martin et Vallon ; Bourcier Mathieu, à Paris, Bourcier Jean, à Embrun ; Eyméoud André, imprimeur à Paris, présentés par MM. Guérin et Michel ; Lamorte Henry, à Paris, présenté par MM. Hugues et Martin ; Brenier Jean-Eugène, à Gap, présenté par MM. Vallon et David Martin.

M. D. Martin, déclare que, pour des raisons particulières, il donne sa démission de membre du Conseil d'administration de la Société. L'Assemblée, après avoir exprimé tous les regrets que lui cause cette détermination qui paraît irrévocable, nomme par acclamation, en remplacement de M. Martin, M. Itier (Paul-Jules), avocat, maire d'Oze, qui accepte la fonction qui lui est confiée, et exprime ses remerciements.

La séance est levée.

Le Président.

L. PINET DE MANTEYER.

Le Secrétaire.

J. MICHEL.

P.-S. — Dans sa réunion du 27 janvier 1906, le Conseil d'administration de la *Société d'Études* a élu son bureau qui est composé de la façon suivante : Président, M. Wilhelm ; Vice-Présidents, MM. Teissier et Georges de Manteyer ; Secrétaire, M. Michel ; Secrétaire-Adjoint, M. l'abbé Roux ; Trésorier, M. Vallon.

SITUATION FINANCIÈRE

DE LA SOCIÉTÉ D'ÉTUDES DES HAUTES-ALPES

Au 31 Décembre 1905

COMPTE DE L'EXERCICE 1905

RECETTES

Fonds libres de l'exercice précédent	312 23	
M. Wilhelm, cotisation de membre fondateur..	100 »	
M. Georges de Manteyer, pour frais d'impression des deux premiers bulletins.	600 »	
Produit des cotisations 1903. 1 = 10 »	} 1.710 »	
— 1904. 7 = 70 »		
— 1905. 163 = 1.630 »		
Bibliothèques abonnées.....	35 »	
— pédagogiques.....	120 »	
Subvention départementale.....	150 »	
Rentes 3 %..... 178 »	} 195 50	
Dépôt..... 15 »		
Vente de Bulletins..... 2 50		
Prix non distribué.....	200 »	
TOTAL.....	<u>3.422 73</u>	

XXVIII

DÉPENSES

Impression du Bulletin n° 13.....	700 »	}	1.986 10
— n° 14.....	600 »		
— n° 15.....	345 50		
— n° 16.....	340 60		
Frais d'envoi du Bulletin.....			76 85
— de recouvrement.....	48 35	}	58 15
— de secrétariat.....	9 80		
Salaire de l'employé.....			130 »
Entretien de la salle.....			20 »
Payé a M. Nicollet.....			10 »
Fouilles faites par M. Martin David.....			44 60
Factures d'imprimerie pour les années 1904 et 1905.....			63 50
Prix du concours.....			200 »
TOTAL.....			2.589 20
Reste en caisse.....			833 53
TOTAL GÉNÉRAL.....			<u>3.422 73</u>

PROJET DE BUDGET

Pour l'année 1906

RECETTES

Fonds libres de l'exercice précédent.....	653 53
Produit des cotisations.....	1.550 »
Reste à recouvrer.....	60 »
Bibliothèques abonnées.....	35 »
— pédagogiques.....	120 »
Subvention départementale.....	150 »
Rentes et divers.....	190 »
Réserve, prix non payé.....	200 »
TOTAL.....	<u>2.988 53</u>

DÉPENSES

Fonds de réserve.....	400 »
Impression du Bulletin.....	1.400 »
Frais d'envoi du Bulletin.....	100 »
Salaire de l'employé.....	130 »
Frais de recouvrement et de secrétariat.....	150 »
Prix du concours.....	300 »
Entretien de la salle.....	20 »
Dépenses diverses et imprévus.....	488 53
TOTAL.....	<u>2.988 53</u>



NOTICE

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

Sur la Commune de la **BATIE-NEUVE**

Par M. l'Abbé F. ALLEMAND

I. — Topographie ; population ; nom.

La commune de la Bâtie-Neuve est située à l'extrémité supérieure des deux vallées de la Luye et de l'Avance. Le territoire forme entre le mont Piolit (2.200 m.) et le massif du Laus, une plaine allongée s'ouvrant sur Gap, Chorges et Avançon. Cette plaine, d'un sol assez fertile, un peu marécageux, présente dans toute son étendue des prairies, des jardins et des champs cultivés.

Au centre, sur un petit mamelon, à 858 m. d'altitude, s'élève le bourg, chef-lieu de la commune et du canton. Avec son vieux château et ses tours en ruine, il offre un aspect pittoresque et gracieux. Il est longé, au nord, par la route nationale et, au midi, par la voie ferrée. A son avenue, du côté de Gap, est construite la gare de la Bâtie-le-Laus.

Aux environs, sont situés les hameaux des *Aubins*, des *Bernards*, des *Borels*, des *Carles*, des *Césaris*, des *Brès* et des *Clots*. Ces deux derniers tirent leur nom de la configuration du sol, et les autres empruntent le leur à ceux d'anciens possesseurs de la terre.

Outre les hameaux, nous trouvons les fermes de *St-Pancrace*, sur l'emplacement de l'ancien bourg ; du *Villard*, dont l'étymologie, *Villa*¹, nous dit que là furent, pendant le haut moyen-âge, des groupes de maisons ; de la *Fauvie* (*Fagus*, hêtre), qui appartient au duc Créquy de Lesdiguières ; des *Oddou*, des *Brès*, des *Soques*, d'*Espagne* et des *Paris*, noms d'anciens propriétaires. Près de cette dernière, ont été trouvées quelques tuiles à rebord et deux ou trois poteries non déterminées².

Nous devons mentionner aussi les quartiers de *Tournefort* où existèrent un château et un prieuré de même nom, ainsi que le village qui remplaça celui de St-Pancrace ; de la *Via de Gap* où passait la route de la Bâtie-Neuve à Gap au XIII^e siècle ; du *Couvent* où sont les restes d'une ferme probablement des Dominicaines de Gap, et enfin du *Devès*, ancien bois mis en défend.

J'ajoute qu'il existe près des confins de la Rochette une source légèrement ferrugineuse appelée *Font-des-Lavoirs* ; au-dessous des Aubins, une carrière de marbre gris et, au-dessus, un gisement de tuf, ainsi que la belle forêt du *Sapet*. D'après la tradition, on trouvait au même endroit une ancienne ardoiserie qu'un éboulement de la montagne aurait recouverte en y ensevelissant trois hommes. Enfin, il y eut au quartier de Malemort au XVIII^e siècle, une faïencerie.

La population totale du chef-lieu, des hameaux et fermes était, en 1706, de 725 habitants ; en 1799, de 794 ; en 1886, de 704 et en 1901, de 656.

Le nom de Bâtie-Neuve, *Bastida nova*, *Bastia nova*, commence seulement d'apparaître au XIII^e siècle (1255 et 1257) dans deux chartes de Durbon. Il a d'abord désigné le château, puis le bourg et enfin la commune. Il est évidemment

¹ Ce nom nous vient, en effet, du haut moyen-âge et signifie *Village*. Dans le bas moyen-âge, ce nom fit place à celui de *Vières*, même sens.

² Ce sont ces quelques restes qui ont porté MM. Martin et Nicolet à placer en cet endroit la station d'*Ictodurus*, ce qui n'est vraiment pas suffisant comme l'a démontré M. J. Roman dans le *Bull. de la Soc. d'Études*, II, 1905.

postérieur à celui de *Bâtie-Vielle*, *Bastida vetus*, désignant la commune voisine appartenant, comme la Bâtie-Neuve, à l'évêque de Gap, et dont le château remonte à la fin du XI^e siècle¹.

Je vais essayer, après cet exposé préliminaire, de déterminer l'emplacement où exista le principal village pendant le haut moyen-âge, celui où il émigra au XI^e siècle, et préciser l'époque où il s'est ensuite reformé à l'endroit actuel. Je donnerai ensuite, à partir du bas moyen-âge, un historique succinct de la seigneurie, de la paroisse et de la communauté.

II. — *Les trois emplacements successifs du bourg.*

C'est à *St-Pancrace* qu'était située la principale agglomération des habitants avant le XI^e siècle. Là, s'élève une chapelle, là se trouve le cimetière. Ce double fait nous fournit une première preuve de l'existence en cet endroit du groupement dont il s'agit.

Cette chapelle que les habitants vénèrent comme ayant succédé à la plus antique église de la contrée, paraît elle-même assez ancienne, ainsi qu'il sera dit plus loin. Elle s'élève au milieu du cimetière, et ce fait nous dit qu'elle était autrefois l'église paroissiale.

On sait, en effet, que les églises, d'après les usages et règlements ecclésiastiques, étaient toujours entourées du champ des morts. Or, comme à la Bâtie-Neuve on ne trouve aucune trace d'autre cimetière, il résulte que l'église de paroisse était bien en cet endroit.

Ce qui le démontre encore est que cette chapelle porte le

¹ Voir ma *Note sur une découverte archéologique à la Bâtie-Vieille et sur l'emplacement de l'ancien village.* (Bull. de la Soc. d'Études, I, 1901.)

nom de *St-Pancrace*, c'est-à-dire le vocable même de la paroisse. Ce sont ensuite ses dimensions — 20 m. de longueur sur 7 de largeur, — qui ne sont pas celles d'une chapelle rurale, mais d'une église.

D'autre part, on y trouve l'ancienne cuve baptismale et le tombeau d'autel formé d'un monolithe maçonné dans l'autel actuel. Ce tombeau massif, qui formait avec la maçonnerie le soutenant un autel fixe, remonte à une époque où on n'avait point encore l'usage des pierres d'autel portatives, c'est-à-dire pour le moins au XII^e siècle.

Enfin, les procès-verbaux des visites pastorales des évêques de Gap en 1599, 1641, 1664 et 1707, nous assurent, comme nous verrons, que la chapelle dont il s'agit était bien l'église paroissiale.

Or, si l'église et le cimetière se trouvaient à *St-Pancrace*, nous concluons que le principal village s'y trouvait également. On y a d'ailleurs recueilli des tuiles à rebord, preuve de l'existence d'anciennes habitations ; on y voit de même de nombreux amas de pierres, probablement formés des débris de ces anciens bâtiments disparus.

A l'église de *St-Pancrace* était joint un hôpital sous le même vocable et dont nous aurons à parler plus loin. Son origine se perd dans la nuit du moyen-âge. Or, comme il est notoire que les maisons hospitalières avaient été construites sur les parcours des voies romaines, il nous est permis de faire remonter l'existence de l'ancien village à l'époque gallo-romaine. Il est prouvé, en effet, par plus d'un exemple¹, que nos villages alpins ont conservé jusqu'au XI^e siècle les emplacements qu'ils occupaient au temps gallo-romains.

Ce qui notamment le persuade pour la *Bâtie-Neuve*, c'est le partage à *St-Pancrace*, de la voie romaine en trois branches.

¹ Tels les villages de *St-Pierre* à *Jarjayes*, de *St-Vincent* aux *Saix*, de *St-Laurent* à *Oze*, de *Notre-Dame* à *La Bâtie-Montsaléon* et de *Notre-Dame-des-Rives* à *Lettret*, comme je l'ai démontré dans les *Monographies* respectives de ces communes.

L'une se dirigeait vers le Champsaur en montant aux Aubins, et on en trouve encore, au-dessous de ce hameau, le tracé sur un parcours de 100 m. environ ; ce fragment est appelé *Chemin ferré*, nom qui indique partout où il se trouve une voie romaine ; il est soigneusement pavé et mesure 2 mètres de largeur.

L'autre descendait sur Gap, du côté du nord, en suivant le bas de la montagne. Nous en avons deux preuves. C'est d'abord un tronçon bordé de haies, s'embranchant, en aval de St-Pancrace, sur le chemin actuel et qui ne peut s'expliquer que comme un reste de l'ancienne voie. C'est ensuite la route qui, sous le nom de *Via de Gap*, partait de la Bâtie-Neuve, au moyen-âge, et allait s'infléchir vers le nord, c'est-à-dire vers cette antique voie qu'elle allait rejoindre¹.

La troisième descendait vers le midi et, passant au quartier du *Pré-la-Charrière*, allait aboutir soit à la vallée de l'Avance soit au chemin d'Avançon à Gap. La preuve en est précisément dans ce vieux mot de *Charrière* qui signifie *rue*, *chemin*, et désigne le plus souvent d'antiques voies.

Sur l'ensemble des données qui précèdent, nous établissons donc comme points acquis, que la plus importante agglomération, dont le nom ne nous est point parvenu, existait à St-Pancrace ; qu'elle remontait à l'époque romaine ; qu'elle était le point d'embranchement de trois voies antiques se dirigeant, l'une sur le Champsaur, l'autre sur Gap du côté du nord, et l'autre sur le midi, venant joindre le chemin d'Avançon à Gap et la vallée de l'Avance.

¹ On peut m'objecter pourquoi cette voie, qui aurait encore existé au XIII^e siècle, n'a pas laissé de traces de son parcours. C'est à cause d'une trombe d'eau qui survint en 1668 et qui a totalement dévasté la pente de la montagne, comme je l'indique plus loin.

Au XI^e siècle, la féodalité s'établit et les populations, pour se mettre à couvert d'invasions toujours envisagées, ainsi que des troubles intérieurs de l'époque, quittent les plaines et vont se réfugier sur les hauteurs. Là, sont élevés les premiers châteaux forts ou donjons, et les habitants groupent autour de ces forteresses leurs nouvelles demeures. En ce qui touche la Bâtie-Neuve, l'évêque de Gap, son seigneur, vint construire le château sur le rocher escarpé de *Tournefort*. Ce lieu qui dominait les trois vallées de Chorges, de Gap et d'Avançon, qui était défendu, d'un côté, par la montagne abrupte et, de l'autre, par une pente d'accès difficile, constituait une place forte de tout premier ordre.

C'est alors que les habitants du quartier de St-Pancrace désertèrent leur habitat pour s'en former un autre au-dessous du rocher et sous la protection de la forteresse. C'est ainsi que le second village succéda au premier. Il était protégé d'un côté par un mur longitudinal descendant du nord au midi et dont les vestiges se remarquent encore sur une longueur de 150 m. environ.

Toutefois l'église, comme je l'ai constaté plus haut, ne fut point transférée sur la hauteur. Elle continua d'exister à St-Pancrace et d'y servir de paroisse au nouveau village, fait dont on rencontre maints exemples dans les Hautes-Alpes¹.

Le castrum de Tournefort se trouve compris dans le privilège accordé en avril 1237, par l'empereur Frédéric II à Robert, évêque de Gap, lui confirmant la possession des terres concédées en 1184, par Frédéric I^{er} à Guillaume d'Esclapon.

¹ Tels ceux de Chabestan, du Saix, Jarjays, Lettret, Valserres, etc.

Cet état de choses dura jusqu'au milieu du XIII^e siècle. A cette époque, des dissensions s'étaient élevées entre l'évêque Othon de Grasse, et le Dauphin, Guigues. Le 21 juin 1256, une transaction intervint entre eux, en vertu de laquelle, du consentement du chapitre et de la ville de Gap, cette dernière payera au Dauphin 30.000 sous Viennois, pour lesquels le fief de Furmeyer sera donné en nantissement ; le Dauphin restituera à l'évêque le château du Lazer et continuera à percevoir ses revenus dans le territoire de Gap ; l'évêque démolira dans les huit jours son château de Tournefort. (*Arch. de l'Is., Invent. de la cour des comptes ; Bibl. nat., mss. lat. 10.954, p. 230*).

La démolition de la forteresse amena la disparition du village dont la position était d'ailleurs d'un accès fort incommode. Du reste, aux époques de trouble avait succédé une ère plus calme. Les habitants émigrèrent une seconde fois et vinrent se grouper autour du château actuel.

Il ne resta plus sur la hauteur que quelques débris de maçonnerie et de pierres taillées, derniers vestiges du vieux donjon, et, au-dessous, les ruines des maisons abandonnées dont on remarque encore les substructions. Des vieillards ont raconté qu'au commencement du siècle dernier, il en subsistait encore une quinzaine à état de mesures, ainsi que les derniers pans du mur d'enceinte. Il y avait aussi sur le rocher un petit prieuré sous le vocable de *Notre-Dame de Tournefort* et une chapelle, probablement celle de ce prieuré devenue le but d'un pèlerinage¹. Nous en reparlerons d'ailleurs un peu plus loin.

Concluons donc que le principal village, après avoir été transféré de St-Pancrace à Tournefort, resta sur cette hauteur depuis le XI^e jusqu'au milieu du XIII^e siècle.

¹ Ainsi, on garde le souvenir que les Pénitents de Montgardin y seraient venus en procession.

La disparition du château de Tournefort coïncide avec l'apparition du château actuel. Le premier est démoli en 1256, et le second est désigné en 1255 et 1257 dans deux chartes de Durbon: *Apud Bastiam novam*; — *In Bastià novà*. De là, nous déduirons que ce dernier existait déjà quand le premier fut détruit, mais qu'il existait depuis peu de temps, puisqu'on n'en trouve aucune mention que je sache avant ces dates. L'archéologie est d'ailleurs conforme à cette assertion.

On trouve, en effet, dans ce château maintenant en ruine un reste de la construction primitive, lequel est bien du XIII^e siècle. C'est la tour du midi qui faisait l'office de donjon et à laquelle venaient se raccorder les autres pièces de l'édifice. Cette tour, si elle a été surélevée à plusieurs reprises comme en témoignent les divers appareils de la maçonnerie, est demeurée intacte à sa base, et c'est cette partie qui porte le caractère du XIII^e siècle.

C'est ce donjon primitif qui prit le nom de *Bâtie-Neuve* par rapport à celui de la *Bâtie-Vieille* dont l'origine, comme je l'ai démontré ailleurs¹, remontait au XI^e siècle. Les habitants vinrent élever autour de cette forteresse leurs nouvelles demeures. Les uns étaient sans doute des émigrants du village de Tournefort et les autres, des divers quartiers de la partie inférieure du territoire, peut-être même de la *Bâtie-Vieille* qui appartenait aussi à l'évêque.

C'est ainsi que fut formé le bourg moderne. Défendu, d'un côté, par le château, il l'était, de l'autre, par un demi-

¹ Note sur une découverte archéologique à la *Bâtie-Vieille* et sur l'emplacement de l'ancien village.

circuit de murailles dont l'emplacement nous est marqué par le quartier appelé *Barri*, nom qui signifie *rempart*.

Le château antérieur aux guerres de religion, hors la partie que je viens d'indiquer, n'existe plus. Il fut démoli, disent les documents de l'époque, jusque « *ras pied, ras terre* »¹. Quant au château actuel, il fut bâti après les troubles, probablement par Étienne de Bonné, acquéreur en 1594 de la majeure part de la seigneurie, et il n'est qu'un pastiche du château précédent.

Outre la tour du midi, il comprend deux autres tours percées d'archières en forme de croix ; dans l'une est un escalier à vis fort élégant. Le corps de logis qui les relie les unes aux autres, possède des fenêtres à ressauts, en accolade, à plein cintre, sans doute celles du château antérieur. Il y avait encore deux autres tours maintenant disparues, mais dont les vestiges étaient encore visibles naguère. En sorte que le monument, quand il était complet, formait un quadrilataire cantonné de quatre tours et accosté d'une cinquième, le tout entouré, dit la tradition, d'une terrasse. Au-dessus de la porte, est un écusson portant les armoiries des de Bonne : *De gueules au lion d'or, au chef cousu d'azur, chargé de trois roses de gueules*.

Cependant l'église paroissiale continuait d'exister à St-Pancrace. Mais, au XV^e siècle, on en avait construit une autre dans le bourg sous le vocable de *Notre Dame de Consolation*. Cette église, qui devait plus tard devenir paroissiale, est encore celle d'aujourd'hui.

Il nous reste maintenant à conclure de tout ce qui précède que le plus grand village exista à St-Pancrace pendant le haut moyen-âge, à Tournefort, du XI^e au XIII^e siècle et qu'il s'est reconstitué au lieu actuel à partir de cette dernière époque.

¹ *Requête de l'évêque Paporin de Chaumont au Parlement en 1583.*

III. — *La seigneurie, la paroisse, la communauté.*

La Bâtie-Neuve formait avec la Bâtie-Vielle le mandement de la *Bâtie*. Elle appartient, dès un temps immémorial, à l'évêque de Gap. C'est ainsi qu'en avril 1237, l'empereur Frédéric II confirme, comme il a été dit plus haut, à l'évêque Robert les fiefs conférés par Frédéric I^{er} en 1184 à Guillaume d'Esclapon, entr'autres ceux de Rambaud, de la Bâtie-Vielle et de Tournefort¹.

Cependant le comte de Provence, puis le Dauphin eurent aussi des droits dans le mandement. C'est ce qui ressort d'un acte du 8 janvier 1297, où nous voyons Bienvenu de Campéis, bailli du Champsaur, inféoder, au nom du Dauphin, à Arnaud et Guillaume Arnulphi, de Sigoyer, une rente de 100 livres et 100 sols sur la Bâtie-Neuve, Tournefort et le péage de Rambaud, et ceux-ci en passent hommage le 11 mars suivant².

Il y avait aussi, entre la Bâtie-Neuve et la Rochette, le petit fief de Montréviol, *de monte Roverio*, qui appartenait au Dauphin. L'évêque ayant voulu, en 1422, étendre sa juridiction sur cette terre, il en résulta une enquête et, en suite d'une ordonnance rendue en 1463 par le gouverneur du Dauphiné, il dût renoncer à ses prétentions. En 1521, 21 octobre, le Dauphin vendit au prix de 300 écus à Honoré de Bonne, seigneur de la Rochette et d'Auriac, le fief de Montréviol avec la juridiction mère, mixte et impère, le droit de juge, de greffier, de châtelain et deux tiers du fournage. En 1749, le roi Dauphin revendit cette terre au s^r Darbet, bourgeois de Paris³.

¹ Arch. de l'Isère; B. 3013.

² *Idem.*

³ *Mémoire au procès entre la communauté et les dames de Louvat.*

Quant au fief de la Bâtie-Neuve, l'évêque Pâparin de Chaumont, pour payer les dettes contractées pendant les guerres de religion, dût l'aliéner presque en totalité. C'est ainsi qu'en 1593, 8 mai, il vendit d'abord à Etienne de Bonne, successeur d'Honoré, deux tiers de sa juridiction sur la terre. Enfin, le 28 janvier 1594, il vendit au même le château, deux moulins bannerets, deux prés, un bois, un champ et une partie de montagne à Ancelle ; mais il se réserva la seigneurie majeure, les lods, les investitures, la rétion, la prélation et autres droits¹.

Etienne de Bonne était né vers 1550 ; il devint capitaine, colonel, maréchal de camp, fut gouverneur de Tallard (1557-78), chef de la ligue en Gapençais (1580-90) ; puis il se réconcilia avec Lesdiguières, son cousin, le suivit dans toutes ses campagnes contre le duc de Savoie ; il acheta le vicomté de Tallard (1600), fut fait chevalier de l'ordre du roi et mourut en 1638². Il, laissa la seigneurie à Alexandre de Bonne, qui épousa Marie de Neuville et mourut en 1640. Catherine, sa fille, fut mariée en 1660, à François Roger d'Hostun³, vicomte de Tallard. En 1680, François de Neuville-Villeroy retint le fief pour les reprises de sa tante, Marie de Neuville, femme d'Alexandre de Bonne. Il le vendit, en 1720, à Mathieu de Louvat. Catherine de Louvat, sa fille, fut mariée en 1748 à César d'Agoult⁴, président au parlement. Ils eurent pour successeur Hippolyte-Auguste Venceslas qui vivait encore en 1789⁴.

Il nous reste maintenant à enregistrer quelques faits d'ordre féodal et que voici par ordre de dates :

En 1274, les Gapençais s'étant révoltés et ayant cédé leur

¹ Son frère, Gaspard de Bonne Fontclaire, était entré dans les ordres, fut archidiacre du chapitre de Gap, prit les armes avec son frère pour la ligue et fut tué dans le sac de Moirans par les soldats d'Ornano, gouverneur du Dauphiné.

² Les d'Hostun portaient pour armes : *De gueules à la croix engrelée d'or* (Guy-Allard).

³ Cette famille descendait d'Agoult de Wolf, maréchal de l'empire en l'an 1000 ; ses armoiries étaient : *D'or, au loup ravissant d'azur, armé et lampassé de gueules* (Guy-Allard).

⁴ M. J. Roman : *Tableau historique des Hautes-Alpes*.

consolat au Dauphin, un traité intervint entre l'évêque, Othon de Grasse, et le sénéchal de Provence, Guillaume de Gonesse, par lequel l'évêque se déclare vassal du comte de Provence pour Gap, la Bâtie-Neuve, Tournefort et autres terres. Ce traité nous explique les hommages que les évêques prêteront aux comtes de Provence, quoique le Gapençais fit partie du Dauphiné.

En 1496, une convention fut passée entre Geoffroi de Lincel, évêque de Gap, et Hugues de Vicinis, sénéchal de Provence, en vertu duquel le premier prêtait hommage pour la Bâtie-Neuve, Tournefort et autres terres, et lui fournissait six cavaliers, tandis que le second lui cédait Sigoyer de Malpoil, Reynier et la forêt de Sylve.

En 1329, hommage prêté par Dragonnet, évêque de Gap, à Jean d'Aigueblanche, sénéchal de Provence, représentant le roi de Sicile, pour la Bâtie-Neuve et autres terres. En 1353, même hommage par Gilbert, évêque de Gap, à Foulque d'Agoult, sénéchal de Provence.

Le 13 mars 1368, une sentence arbitrale prononcée par Philippe, patriarche de Jérusalem, annule un jugement de l'official qui avait condamné la Bâtie-Neuve et autres terres à payer solidairement 30.000 florins d'or à l'évêque pour ses frais dans la guerre contre les Provençaux.

En 1321, reconnaissances passées par les habitants à l'évêque et basées sur les privilèges concédés par les empereurs en 1134 et 1237. — Autres reconnaissances en 1371 et 1441 fixant les lods à 3 sols par florin, et le moulinage et fermage à 20 florins par an. — En 1339, commencement d'un long procès au sujet des droits féodaux¹.

Les années 1406, 1410 et 1439, nouvelles prestations d'hommages par les évêques au comte de Provence².

En 1574, le capitaine d'Aspremont ayant été pris par les réformés, Guillaume d'Avrilly, enseigne de sa compagnie, est chargé du commandement du château de la Bâtie-

¹ Arch. de la Bâtie-Neuve : *Mémoire au procès entre les Dames de Louvat et la communauté.*

² M. J. Roman ; *Tabl. histor. des Htes-Alpes.*

Neuve¹. — La même année, Balthazard de Comboursier, seigneur du Monétier, s'empare de la place pour le roi et y met garnison, sauf à la livrer ensuite aux flammes pour qu'elle ne tombât pas aux mains des protestants². — En 1577, « la ville de Gap et la Bâtie-Neuve furent surprises par ceux de la prétendue religion réformée, et l'évêché fut saccagé, démoli, ruiné, même le château de la Bâtie-Neuve, *ras pied, ras terre*. tellement qu'aujourd'hui il ne reste plus pierre sur pierre ». C'est ainsi que s'exprime une requête de l'évêque Paporin de Chaumont au parlement en 1559, et d'autres documents confirment la ruine du château à cette époque³. — En 1586, la place fut probablement reprise pour le roi par les armées de la Valette et d'Epernon allant assiéger Chorges.

En 1582, 1584 et 1596, arrêts du parlement dans le procès pour les droits féodaux et maintenant l'évêque en la possession de la directe universelle et du droit de percevoir les lods au 13^e denier⁴. — L'année suivante, transaction entre l'évêque et les habitants de la Bâtie-Neuve, Bâtie-Vieille et Rambaud, en vertu de laquelle ceux-ci payent au premier 1000 écus d'or de 60 sols la pièce pour tous droits de lods dûs à ce jour, et, pour l'avenir, 1 éminée de blé par maison pour fournage. Cet acte était la conclusion du procès en cours depuis 1339⁵.

¹ M. P. Guillaume: *Inv. somm. des arch. des Htes-Alpes, série G.*

² M. J. Roman: *Tabl. hist. des Htes-Alpes.*

³ M. P. Guillaume: *Inv. somm. des arch. des Htes-Alpes.*

⁴ Cette juridiction de directe universelle et ce droit de lods semblent indiquer qu'à l'époque où la féodalité s'établit, la terre appartenait toute ou presque toute à un grand propriétaire, et que les habitants avaient été réduits, pendant le haut moyen-âge, à l'état de servage. (Voir sur cette question mon *Précis historique sur la Vallée de la Vence*).

⁵ *Arch. de la Bâtie-Neuve: Mémoire au procès entre les Dames de Louvat et la communauté.*

La paroisse de la Bâtie-Neuve a porté, dès une époque immémoriale, le vocable de St-Pancrace. Elle se trouva d'abord comprise dans l'archiprêtré du Champsaur et fut ensuite unie à celui du Gapençais entre les années 1516 et 1576¹.

L'évêque était le collateur de la cure et le principal décimateur de la paroisse. Les dîmes se payaient en grains, laines et agneaux. En 1777, une discussion s'éleva sur la question de savoir si les dîmes en grains devaient être acquittées avant ou après la mise des gerbes en tas. Le résultat n'en est pas connu.

L'église paroissiale était située, comme il a été dit plus haut, à St-Pancrace où elle existe d'ailleurs encore à titre de chapelle. C'est un édifice de 20 mètres de longueur sur 7 mètres de largeur avec tribune couvrant un tiers de la nef. La nef se compose de trois travées voûtées en arête et à plein cintre. Le chœur moins ancien que celle-ci, est en cul de four. Dans le mobilier on remarque un autel dont les gradins sont en colonnettes torses et à anges bouffis, et une toile représentant Saint Pancrace-avec cette inscription: *Allard dedit, 1648*. Cette église fut visitée en 1699, 1641, 1644 et 1707. A toutes ces dates, elle est donnée comme paroissiale. Ce ne serait donc qu'après 1708 qu'elle aurait cédé son titre à *Notre Dame de Consolation*.

Cette dernière était sise dans le bourg, au-dessous du château et servait spécialement aux habitants du chef-lieu.

¹ M. J. Roman dit que la Bâtie-Neuve faisait partie de l'évêché de Chorges et que, lorsque ce dernier fut supprimé et partagé entre ceux de Gap et d'Embrun, on la rattacha à l'archiprêtré du Champsaur (*Lettre du 18 décembre 1904*).

Elle remonte au XV^e siècle ; c'est ce qu'indiquent une fenêtre en accolade et d'autres à plein cintre. Elle fut ensuite réparée en 1632, comme en témoigne cette date écrite sur la porte refaite après coup. Sur cette porte sont sculptées les armoiries de l'évêque Salomon du Serre, avec cette devise qu'il avait déjà fait inscrire sur la porte du château de St-Léger : *Hinc cælum, inde solum.*

L'édifice mesure 25 mètres de longueur sur 8 mètres de largeur. Les murs ont 2 mètres d'épaisseur. La nef est voûtée en berceau et à plein cintre et forme trois sections divisées entr'elles par des arcs-doubleaux retombant sur des piliers dont les chapiteaux sont ornés de feuilles d'acanthé. Le chœur est en cul de four et plus élevé que la nef. A l'intérieur on remarque le maître autel dont les gradins et le rétable sont en bois sculpté et doré avec colonnettes torsées et statuettes du XVII^e siècle. Sur le tombeau sont peintes les armoiries de l'ordre de Saint-Dominique : *D'azur à un chien d'argent portant dans sa gueule un flambeau de même surmonté d'une étoile d'or.* Il vient probablement de la chapelle de la ferme du Couvent.

Visitée en 1599, cette église est trouvée « en fort mauvais état, presque toute ruinée, n'ayant aucun habit ni ornement de valeur ; l'évêque fait dire la messe dans la chapelle du château non encore consacrée, mais qui l'est le 9 juillet à la prière de noble Etienne de Bonne, seigneur du lieu ». Aux visites de 1641 et 1685, elle est dite bien tenue. Dans *l'État des bénéfices du diocèse de Gap, 1708*, on trouve cette mention : « Paroisse sous le vocable de St-Pancrace ; autre église de N. Dame de Consolation », ce qui indique la prédominance que celle-ci avait prise sur la première, en attendant de devenir en fait, sinon en titre, l'église de paroisse.

D'après ce même document, nous trouvons dans la paroisse, outre la chapelle du château, celles que voici : 1^o *N. Dame de Tournafort*, de l'ordre de St-Benoît et dont fut recteur l'évêque Salomon du Serre ; 2^o *Ste-Madeleine* qui était unie à la cure et possédait un revenu de 25 livres ;

recteur, Étienne Richaud ; 3^o *N. Dame de Confort* ; 4^o *Ste-Catherine* ; recteur, Gaspard Pontis ; 5^o une autre de même nom ; recteur, Gaspard Bonnet, curé des Infournas ; 6^o *Ste-Colombe*, contérée à François de l'Isle ; 7^o une autre fondée par Marguerite Argence.

La cure possédait des biens auxquels furent unis, en 1620, ceux de l'hôpital de St-Pancrace et, en 1708, ceux de la chapelle de Ste-Madeleine. Ses revenus montaient, en 1695, à 250 et, en 1729, à 268 livres.

Pour curés, nous trouvons : vers 1595, Michel de Bonne ; Louis Fortune ; le P. Barban, dominicain ; Victor Marcelin ; 1641, Jacques Souchier ; Pierre Ricard ; Bernard Marie-Tournet ; Jean Simian ; Jean Génaubrier ; Lyonnais ; Mathieu Joly ; Jean Gauthier ; Clément Santon ; Pierre Eyssautier ; 1685, Pierre Borelly ; 1693, Arnoux Reymond ; 1720, Ysnard ; 1730, Anglès ; 1748, Peyre ; 1770 à 1792, Reymond, transféré à Tallard et l'un des héros du poème de la *Tallardiade*.

De 1792 à 1812, la paroisse est desservie par Meysonnier et Pons, prêtres de La Bâtie-Neuve, retirés dans leur famille.

De 1812 à nos jours, Roux, Roul, nommé supérieur du Grand-Séminaire en 1823, Argence, Tholozon, Rey, Albert, Borel, Lafont et Aye Joseph-Casimir, curé actuel.

Nous avons dit plus haut qu'il y avait à la Bâtie-Neuve un prieuré sous le vocable de *N. Dame de Tournefort*. Situé sur le rocher, près de l'ancien château, ce prieuré était de l'ordre de St-Benoît et dépendait d'abord de la Novalaise, puis de Bréma et enfin de Boscodon. Il fut ruiné pendant les guerres de religion et, en 1616, nous le trouvons converti en simple chapelle. Cette chapelle a existé jusqu'à la Révolution et était le but d'un pèlerinage ; on s'y rendait en procession le 15 août et le 8 septembre. Un pan de mur, quelques décombres et un bénitier est tout ce qu'il en reste.

Il y avait aussi dans la paroisse l'hôpital de St-Pancrace dont nous avons également parlé. Il était construit, d'après le procès-verbal de visite de 1641, « au-devant de l'église,

contre (sic) le cimetière; il était couvert en ardoises, et ses chambres et planchers s'en allaient en ruine ». Nous lisons, d'autre part, dans une déclaration du curé Raymond, en 1696, qu'« il y avait à la campagne une maison assez vaste qu'on a toujours appelé l'*Hôpital St-Pancrace*, où quelques habitants brûlés (sic) par le duc de Savoie, se sont retirés. On sait par la tradition, et non autrement, qu'un chevalier de Malte l'avait fondé. Il n'a aucun revenu. Véritablement, les moines de Boscodon possédaient dans ce lieu des fonds qui rendaient 60 livres et qu'on dit avoir appartenu à cette maison¹.

Dans l'*État des bénéfices de Gap*, 1708, il est dit que l'hôpital fut uni à la cure en 1620; mais dans celui de 1729 il figure à part avec un revenu de 60 livres. Parmi ses possessions, figurait une maison fermière située aux Aubins et appelée *Boscodon*; elle existe encore de nos jours. Enfin on trouve en 1731 une nomenclature des moines de Boscodon auxquels ce bénéfice avait été conféré par le chapitre de la dite abbaye².

L'ordre de St-Jean-de-Jérusalem possédait aussi dans la paroisse des fonds dont le commandeur passe hommage en 1560³.

Ajoutons qu'il existe dans le quartier appelé le *Couvent*, propriété de M. L. Pinet de Manteyer, des restes de constructions et de caveaux, aux environs desquels on trouve des fragments de tuiles à rebord. Ce sont apparemment, si on s'en réfère au nom du lieu, les ruines de la maison fermière des Dominicaines de Gap.

Il y avait aussi dans la paroisse de la Bâtie-Neuve, comme du reste dans celles des environs, une confrérie sous le vocable du *St-Esprit*. C'est ce que nous savons par un échange passé, le 30 juin 1393, en présence de l'évêque Artaud de Montauban. En vertu de cet acte, les consuls cèdent à Jean de Nantua, recteur de la chapellenie fondée

¹ M. P. Guillaume: *Invent. somm. des arch. des Htes-Alpes*, G. IV.

² M. P. Guillaume: *Inv. somm. des arch. des Htes-Alpes*, G. IV.

³ M. J. Roman: *Tabl. hist. des Htes-Alpes*.

par Hugues Rostaing, un pré appartenant à la communauté à cause de la confrérie du St-Esprit et situé à St-Pancrace, et reçoivent un chazal (*casale*), sis au même lieu¹.

Nous terminons par les deux faits suivants d'ordre paroissial : En 1463, l'évêque prétendait que l'église de Montréviol nommée en 1152, dans la bulle d'Eugène II, *de Monte Roverio*, devait lui appartenir comme faisant partie du Gapençais, mais il fut débouté de ses prétentions. — En 1583, une défense est portée à la Bâtie-Neuve de blasphémer et de travailler les jours de dimanche.

La communauté de la Bâtie-Neuve, fut comme les autres en général, constituée au début du moyen-âge, lorsque le seigneur eut accordé aux habitants des biens communs et la permission de les administrer par des syndics ou consuls. Ces consuls, au nombre de deux, étaient nommés, chaque année, à la pluralité des voix, par tous les chefs de famille réunis. Ces consuls et ces chefs de famille formaient le conseil général. La communauté était ainsi comme une petite république où tous étaient administrés et gouvernés par tous.

La Bâtie-Neuve dépendait de l'élection et de la subdélégation de Gap. Au point de vue judiciaire, elle fit partie jusqu'au XV^e siècle de la châtellenie du Champsaur et du baillage de Graisivaudan et, en 1463, elle fut unie à celui de Gap. Peut-être était-ce parce qu'elle dépendait du Champsaur pour l'administration ecclésiastique qu'il en dépendait aussi pour la justice. Il serait curieux dans tous les cas de

¹ M. P. Guillaume : *Inv. somm. des arch. des Htes-Alpes*, G. IV.

connaître l'origine et les causes de cet état de choses, ce qui paraît difficile.

L'évêque possédait aussi à la Bâtie-Neuve une juridiction particulière qu'il exerçait par le juge des châteaux épiscopaux, avec droit d'appel pour les justiciables au vibailage Delphinal. Une enquête de 1422 et une ordonnance de 1463, nous apprennent, comme il a été dit, que l'évêque cherchait, à ces dates, à établir sa juridiction sur Montréviol dont le Dauphin était seigneur.

La commune possède trois cadastres : un du XVI^e siècle, un de 1641, et l'autre de 1791. Au second de ces documents, les fonds nobles figuraient pour 17 charges, 6 civayers. Dans le Pouillé du diocèse, les fonds curiaux étaient taxés pour chaque décime 3 l. 15 s. et, pour l'année 1700, ils devaient 34 l., 3 s., 9 d. Les autres fonds étaient rôturiers.

Avant 1615, la communauté était imposée de huit feux. A cette date, par suite d'incendies et de passages de troupes, elle fut réduite à trois feux et demi. En 1664, elle était chargée de cinq feux et, en 1756, de quatre feux, un vingt-quatrième et un trente-deuxième de feu. En 1666, on paye pour tailles, à raison de 378 l., 5 s. 4 d. par feu, 1591 l., 6 s., 8 d. Outre ces charges supportées par les fonds rôturiers, il y avait encore les vingtièmes payés par les fonds nobles, les décimes payés par les fonds ecclésiastiques, les capitations et la taille négociale dues par tous les fonds. Le total de ces divers impôts ne montait pas à 2.000 livres et n'étaient qu'une faible part de ceux qu'on paie aujourd'hui, même en tenant compte de la différence du change aux deux époques ¹.

En 1615, ai-je dit, la communauté obtint une réduction de feux, à la suite de désastres qui avaient appauvri la population. A ces maux devaient en succéder de plus graves. Une requête adressée à l'intendant le 8 novembre 1668, pour obtenir une nouvelle décharge de feux, nous apprend que des orages et des pluies torrentielles avaient dévasté le territoire. « Le désastre fut tel, dit ce document, que les

¹ Arch. de la Bâtie-Neuve : *Péréqués des tailles*.

habitants l'attribuaient à une cause surnaturelle et croyaient qu'une armée de démons était venue dans leur montagne, à la suite d'une conversation que l'évêque de Gap avait eue avec un homme vêtu de rouge et qui avait fait apparaître cette armée de démons. » Un rapport de trois experts envoyés par l'intendant constate, en effet, du fait des inondations, la destruction de plusieurs maisons et une perte de 300 sétérées de terrain cultivé¹. C'est à ce fléau, sans doute, qu'est dû l'aspect aride et ravagé que présente encore la partie nord du territoire et la disparition du tracé de la voie antique.

Dans le fonds territorial se trouvait un quartier nommé le *Sapet*, indivis et limitrophe entre la Bâtie-Neuve et Ancelle : il comprenait des bois, des pâturages et des terrains vagues. Ce quartier, dès un temps reculé, donna lieu à des contestations entre les deux communautés. En 1445, 8 novembre, commission fut donnée par le conseil Delphinal au châtelain du Champsaur de régler les désaccords. Que fut-il fait ? On l'ignore. Mais, en 1452, 27 juillet, une sentence arbitrale fut prononcée entre les habitants d'Ancelle et Louis, Dauphin de France, d'une part, et les habitants de la Bâtie-Neuve et Gaucher, évêque de Gap, de l'autre. Les arbitres délimitèrent les terrains en litige, fixèrent les endroits où chacune des deux parties aurait droit de bucherage et de pâturage, décidèrent que les habitants de la Bâtie-Neuve ne cultiveraient dans le quartier que ceux déjà cultivés, que, si ceux d'Ancelle voulaient en défricher des parcelles, ils devaient les clore de haies, que les premiers auraient droit de passage sur le terroir des seconds pour extraire leur bois de la forêt². Toutefois des difficultés ne cessèrent de s'élever encore, et les différends ne furent bien terminés qu'au siècle dernier par une nouvelle plantation de limites et la cessation de l'indivis.

¹ *Arch. de la Bâtie-Neuve ; Mémoire au procès entre les Dames de Louvat et la communauté.*

² *Mémoire ou procès entre la communauté et les Dames de Louvat.*

Un procès, qui présente quelque analogie avec le précédent, est celui qu'intenta en 1742, le marquis de Louvat et que continuèrent, en 1752, Angélique de Louvat et Catherine, sa sœur, épouse de César d'Agoult, ses filles et héritières. Ces dames se fondant sur la directe universelle qu'elles prétendaient avoir et sur ce qu'elle leur donnait droit de faire *tiercer* les fonds communs en vertu d'un édit royal de 1667, introduisaient une demande en distraction d'un tiers à leur profit des bois et terrains communs. Elles alléguaient que la directe universelle faisait préjuger que les habitants tenaient en concession gratuite des anciens seigneurs leurs droits usagers sur ces biens. Une sentence, en date du 7 septembre 1752, rendue par la maîtrise des eaux et forêts de Grenoble, ordonna en effet, le partage en distraction du tiers. La communauté en appela au parlement, fit dresser un plan des lieux et, plaidant sur le fond, produisit un mémoire au procès. Elle y soutenait que ces Dames n'avait point la directe universelle, puisque le Dauphin était seigneur de Monréviol et que l'évêque, vendant la terre de la Bâtie-Neuve à Etienne de Bonne, s'était réservé la haute seigneurie et les droits y afférents, qu'en conséquence les droits usagers des habitants sur les bois, leur étaient acquis à titre de propriété et non par concession gratuite des anciens seigneurs. Sans connaître les suites du litige, je crois savoir qu'il ne fut efficacement éteint qu'à la Révolution par l'abolition des droits féodaux.

Dans les pièces de la procédure figure un rapport d'expertisse de 1755, où il est dit que « les Dames de Louvat avaient établi depuis quelque temps dans le lieu, une fabrique de faïence et avaient employé une quantité de bois, soit pour cuisson de la matière soit pour construction d'un toit au four et d'une étagère en planches. » Ce rapport nous donne ainsi la date de l'établissement de cette fabrique imitée de celle de Moustier et dont les produits sont aujourd'hui fort rares. Cependant, les Dames de Louvat ayant abandonné leur industrie, elle fut reprise, vers la fin du siècle, par un nommé Guiramand. Mais elle n'eut, cette fois encore, qu'une existence éphémère et disparut définitivement.

vement. Il n'en subsiste plus que quelques vestiges du four ; il était situé au quartier de *Malemort*¹.

Signalons encore les quelques faits que voici : — En 1550, le juge du seigneur évêque fait défense de porter dagues et autres armes offensives à la Bâtie-Neuve. — Au mois de janvier 1554, fut assassiné, près du hameau des Césaris, Antoine Rambaud, sieur de Furmeyer, qui s'y était réfugié à cause de la peste qui s'évissait à Gap. — En 1656, le régiment de Navarre loge à la Bâtie-Neuve. — En 1667, on construit une fontaine dans le bourg. — En 1692, la Bâtie-Neuve fut incendiée et entièrement ravagée par le duc de Savoie. — En 1737, un grand incendie détruisit le chef-lieu, hors l'église et deux maisons. — Pendant la guerre de la succession d'Autriche, de 1742 à 1748, les armées de France et d'Espagne campèrent à la Bâtie-Neuve. — En 1793, Antoine Rostaing de Bataille, sieur de Font Claire et coseigneur d'Ancelle, fut assassiné par des jacobins à la Bâtie-Neuve, dans un jardin où il s'était caché sous des échalas. — En 1813, nouvel incendie général du bourg et, en 1890, autre incendie de trois maisons.

¹ Ce nom a une légende. On raconte que les habitants d'Ancelle, bataillaient fréquemment avec eux de la Bâtie-Neuve. Un jour, ces dernières ferrèrent leurs mulets à l'envers. Les premiers, trompés par l'empreinte des pas de ces animaux, crurent à la retraite de leurs rivaux. Mais ceux-ci, qui s'étaient embusqués, fondirent tout-à-coup sur les combattants d'Ancelle et en tuèrent un grand nombre. Et c'est de là que le lieu aurait tiré son nom de *Malemort* (*Malamors*).

² M. J. Roman et M. Nicolle ont écrit chacun une notice sur cette fabrique dans le *Bulletin de la Société d'Études*.



A ma femme

VOX RERUM

Lorsque de la forêt j'écoute le silence
Mystérieux, vibrant de l'effort créateur
De Celui par lequel tout ici-bas commence,
Vers lequel tout finit, j'éprouve une terreur

Sacrée. Ebloui, j'en admire la puissance
Dans l'herbe frissonnante et dans le Mont songeur.
Quel est-il ? En vain j'interroge la science,
Qui me révélera ce secret obsesseur ?

Hauts sapins paraissant, dans les nuits étoilées,
Frôler les cieux profonds, pics, ombreuses vallées,
Sources, doux yeux cachés sous les longs cils des bois !

Nature, toi qui vis les aubes primitives !
Qui nous a créés ? quand ? pourquoi ? sur quelles rives
Devons-nous atterrir ? — Parle, j'entends ta voix.

Aix, 10 janvier 1906.

A mon fils

Beatus ille qui procul negotiis...
(Horace, Ode II, Epodes).

Aux Ides de Juillet, Flavus, vainqueur des Scythes,
Le front ceint de laurier, montera triomphant,
Au Capitole pour, suivant les anciens rites,
Offrir deux taureaux blancs à Jupiter tonnant,

Qui préside aux destins glorieux des Quirites.
Fuis Rome et ses ennuis. J'ai, bâtie au penchant
D'un côteau, vert repli des montagnes Samnites,
Une maison que ne garde aucun chien méchant.

Devant la porte est un olivier que mon père
Planta. Couchés dans l'herbe, à son ombre légère
Nous boirons du Byblos fait quand je vis le jour.

Nous n'entendrons pas les trompettes triomphales :
Vain bruit auprès de la chanson de mes cigales,
S'enivrant de soleil et frémissant d'amour !

Aix, le 15 novembre 1905.



CONVENTION

POUR LA

CONTRIBUTION DE GUERRE LEVÉE SUR LE QUEYRAS

En 1693.

Par M. J. TIVOLLIER

Pour se soustraire aux mesures de rigueur prises contre les réformés, après la révocation de l'édit de Nantes, une partie de la population protestante du Queyras se réfugia en Suisse, en Allemagne, en Hollande ; l'exode se fit pendant les années 1685-1686-1687. Les vallées de Luzerne, d'Angrogne, de St-Martin, situées sur le versant italien des Alpes, dont les habitants, descendants des anciens vaudois ralliés à la Réforme, étaient connus sous les noms de *Vaudois*, de *Barbets* ou *Vallarins*, offrirent aussi par leur proximité un refuge sûr aux protestants du Dauphiné et particulièrement à ceux du Briançonnais et du Queyras qui depuis longtemps avaient avec leurs coreligionnaires des Vallées des relations amicales et qui en des circonstances critiques, leur avaient donné aide et assistance¹. Les Vaudois, eux aussi, voulurent à l'occasion de la démolition des

¹ Voir « Transits de Molines », *Bulletin de la Société d'Études*, 1890, p. 406.

temples, venir au secours de leurs frères du Queyras. Les communautés effrayées « mandèrent les sieurs Jean Arnaud et Jean Laurent pour parler au marquis de Luzerne et d'Angroigne pour empêcher que les Vallarins ne vinsent mestre le feu et esgorger les catholiques et les nouveaux convertis¹ ».

La présence des Vaudois, aux confins du Dauphiné, parut inquiétante à Louis XIV et à son ministre Louvois ; le duc de Savoie, Victor-Amédée II, sous la pression du puissant roi de France, ne tarda pas à leur interdire de recevoir les réfugiés français et par un édit ultérieur leur enleva la liberté du culte et tous les privilèges dont ils jouissaient. « En l'année 1685, le prince de Savoye a fait dire aux habitants des vallées de Luzerne, val St-Martin et d'Angroigne, de changer de religion et aller à la messe, ce qu'ils n'ont voulu faire, mais se sont quantonnés au val d'Angroigne, au lieu appelé *Pra de la Tour* et aultres endroits des dittes vallées... disant qu'ils avoyent souffert vingt-sept guerres et qu'ils vouloyent encore souffrir la vingt-huitième, etc... »².

La résistance des Vaudois amena l'intervention des armes françaises ; Catinat fut désigné pour les réduire, de concert avec le duc de Savoie. A la suite de cette campagne, les vallées furent complètement dévastées et leurs malheureux habitants amenés prisonniers : ceux qui purent échapper, se retirèrent en Suisse, en Allemagne.

Le duc de Savoie ne supportait toutefois qu'impatiemment la politique qui lui avait été imposée. Pour s'y soustraire, il se rallia à la ligue d'Augsbourg, formée contre la France. Par un édit du 4 juin 1690, il permit aux Vaudois de rentrer dans leur pays, les rétablit dans leurs biens et leur accorda la liberté du culte.

Dès lors les Vaudois, qui jusque là avaient été amis et clients de la France, eurent à l'égard de ce pays un revirement de sentiments bien compréhensible.

¹ « Mémoires inédits » de M^r Garcin, notaire de Molines.

² Mémoires cités.

Pendant toute la longue campagne de Catinat, dans les Alpes, le Queyras eut particulièrement à souffrir des incursions de bandes de partisans qui se formaient dans les vallées limitrophes et venaient jeter l'épouvante et apporter la dévastation dans ce malheureux pays. Il suffira pour donner une idée des déprédations commises de résumer le récit qui en est fait dans les mémoires déjà cités :

« Le 1^{er} septembre 1690 il se donna un grand allarme « que les ennemis avaient pris la *vachayre*¹ de St-Véran ».

Le 21 septembre, la montagne et le village de Valpreveyre, village d'Abriès, sont pillés et brûlés.

Le 15 novembre, Costeroux et Fontgillarde, hameaux de Molines, sont pillés « sans que les soldats (logés à Molines) « y soient allés ny fait aucune défense ».

Le dernier jour de mars 1691, 300 hommes pénètrent dans le Queyras par le col La Croix, mettent le feu à Ristolas; à la Maison Neuve, 30 maisons sont brûlées.

Le 18 avril, Valpreveyre est pillé et brûlé.

Le 26 mai, les ennemis viennent butiner à Abriès, à la Monteyte, à Pra-Roubaud, aux Granges.

« Le vendredi 15 juin 1691, les Vallarins et gendarmes « du prince (de Savoie) sont venus piller Aiguilles... ont « brûlé deux villages dit les Varencs à Abriès, brûlé la « Monta, à Ristolas, etc. . »².

Le 29 juillet, Ceillac, les Turres³ et Ristolas sont pillés.

Le 11 août, c'est le tour de Costeroux et de Fontgillarde.

« Le 14 août, les Vallarins sont venus à St-Véran sur le « gros du jour et amené 140 bestes à corne et 120 brebis... « et nota qu'il y avoit trois compagnies de soldats qui ny « ont rien fait ».

Le 5 septembre, une bande prend la « chabayre »⁴ de

¹ Le troupeau de vaches.

² Voyez aussi *Bulletin de la Société d'Études*, 1884, p. 482 : « Les dévastations des Piémontais en Queyras », par M. P. Guillaume.

³ Village du Briançonnais dans les vallées cédées par le traité d'Utrecht, limitrophe d'Abriès.

⁴ Troupeau de chèvres.

Costeroux et, le 8, une autre bande s'empare du bétail du même village.

Le 12 octobre, c'est le Raux, hameau de St-Véran, qui est pillé « et les soldats qui y estoient en garnison ny ont rien fait ».

Le 22 mai 1692, les ennemis viennent butiner à Molines, à Ville-Vieille, à Aiguilles, brûlent le reste « de la ville à Ristolas ». « Le monde cest tout enffuys par les bois ».

Le 1^{er} août, un détachement de l'armée du duc de Savoie envahit le Queyras sous les ordres de Schomberg.

Il n'est pas utile, je crois, de poursuivre l'énumération des incursions dont eurent à souffrir les communautés du Queyras pour faire connaître la situation qui leur était faite.

Les troupes françaises envoyées en cantonnement dans la vallée étaient souvent aussi redoutées par leur indiscipline, les vols et les abus dont elles se rendaient coupables; ne donnant aux habitants, la plupart du temps, aucun secours contre les envahisseurs.

Il faut ajouter qu'une contribution de guerre était exigée de toute la vallée du Queyras: « Le 4 juin 1692, Louys « Roux et Jean Laurent sont allés pour la vallée trancher à « Luzerne la contribution à 2.000 escus raport qu'ils en « voulouyent X mil escus¹. »

Les communautés, pour se mettre à l'abri des incursions dont elles étaient l'objet, pour ramener un peu de sécurité, firent même un traité régulier ce qui n'empêchapas à différentes reprises, le pays d'être visité par de nouvelles bandes ennemies: « Quoique nous heussions traité de la contribu-
« tion, les Vaudois ou reffugez venoient prendre des gens
« dans leur lict, les ranssoner à droite et à gauche, sans
« qu'on peut dire sa raison. A l'imitation de quoy, en l'an-
« née 1693, quatre compagnies... sont venues le 18 octobre,

¹ « Mémoires Garcin ». La contribution fut payée pendant les années 1692, 1693, 1695. Le premier quartier de 1696 fut payé seulement la paix ayant été conclue.

« quoique nous heussions payé nostre contribution en
« violant la foy d'icelle..., etc. »¹.

Voici la convention passée par les communautés du Queyras pour la contribution².

Coppie de la convantion passée avec le sr Versely, commandant aux vallées de Luzerne pour la contribution de 1693.

Nous, Jacques Arnaud, consul, assisté de Pierre Ayme, député pour la communauté de Mollines; Charles Fantin, pour la communauté d'Arvieu; Louis Roux, consul pour la communauté du Château; Barthélemy Merle et Anthoine Audier, consuls pour la communauté d'Abriès; Gaspar Jouve, consul, assisté de m^{re} Estienne Messimily, pour la communauté d'Aiguilles; Blaize Martin, pour la communauté de St-Véran; Anthoine Laurens, Anthoine Girard, consuls, assistés de m^{re} Jean Laurens, pour la communauté de Ristolas. Tous députés des susdittes communautés de la vallée de Queyras soubsignés pour laquelle nous nous faisons forts et promettons de faire rattifier le présent traité au sujet de la contribution que laditte vallée soblige à payer à Monsieur le chevallier Versely, commandant pour son Altesse royale aux vallées de Luzerne et province ou à Messieurs du conseil desdittes vallées pour cest et fait estant assemblés au lieu de la Tour³ ce jourd'hui vingt unième may mil six centz quatre vingt et treize, avons convenu et accordé que nous susditz consulz et députez promettons de payer au nom des susdittes communautés et vallée de Queyras pour ladite contribution la somme de quarante un mille livres ducales en quatre paiements esgaux, le 1^{er} de la somme de dix mille deux centz cinquante livres payable le premier jour du prochain mois de juillet de la courante année, le second de pareille somme payable au premier jour du mois de

¹ *Les dévastations des Piémontais en Queyras*, déjà cité.

² Ce document m'a été communiqué par M. l'abbé Berge, curé de St-Clément, ancien curé de Molines-en-Queyras.

³ Torre-Pellice, sur le Pellice, affluent du Pô.

septembre suivant, le troizième au premier jour du mois d'octobre prochain et le quatrième de pareille somme de dix mille deux centz cinquante livves payable au premier jour du mois de novaimbre suivant. Laquelle somme de quarante un mille livres ducals nous promettons de rendre et payer à nos frais et dépanse, périls et risques, aux termes cy sus énoncés, au lieu de Villeneuve¹ entre les mains de mondit sieur le commandant ou conseil ou à ceux que Messieurs ledit commandant et conseil donneront pouvoir, et ny satisfaisant pas aux susdits termes nous soumetons à tous depens, daumages et intérêt et dy estre contrainct et réduits par toutes les rigueurs et le droit de la guerre.

Nous, dit commandant et conseil, promettons de nostre part aux susdis consulz et députtés, moyennant le payement de la susdite somme de quarante un mille livres, qu'il ne leur sera fait par aucun de nos officiers et soldatz aucune hostilité tant que le présent traité tiendra et subsistera pour une année à venir commençant dès ce jour et et finissant apvril, en outre qu'ils pourront pouvoir lever fruits et récoltes qui sont pendants sur leurs biens fonds qu'ils pourront faire paistre leurs bestiaux sur toutes leurs montagnes, y habiter, recueillir les foins et fruits, y cultiver leurs biens en toute sûreté, sans estre ny molestés en leurs personnes, biens, maisons et autres chozes leur appartenant. De plus, a esté convenu que les biens fonds des personnes qui sont de ladite vallée de Queyras et qui sont au servisse dans la vallée seront exant et déchargés de la présente contribution et quil leur sera permis de s'accomoder avec ceux qui les tiennent en rente ou aultrement.

Ainsi convenu et accordé les susdits jour et an ainsi signé: Barthelot; Jaques Arnaud, consul; Pierre Ayme; Charles Fantin; Roux, consul; Barth. Merle, consul; Anthoine Audier, consul; Gaspar Jouve, consul; Estienne

¹ Localité dans la vallée du Pellice, sur le chemin du Col la Croix à la Tour.

Messimily ; Martin ; Anthoine Laurens ; Anthoine Girard ; Laurens.

Chevalier Vercely, Barth. Malarot, capit. J. Negrin, capit. Jacques Peyrot, capit. J. Frasche, capit. Pierre Albarret, capit. Jan Maira, sergent D. Mondon, capit. Michel Michelin, capit. Pierre Fontan, capit. Paul Bertinat, capit. J. Marin.

Extrait tiré de son original et par nous vidimé le susdit jour et an : Jaques Léger, secrétaire.

Pour Empliation pour les consuls de Mollines, Barthelot, consul (original d'une feuille, accompagnée des frais et dépenses faites par les consuls et députés).

Estat de la despance faite par les soussignés députés de la vallée de Queyras pour aller à la vallée de Luzerne au sujet de la contribution, le 2 may 1693 et revenu le 8 dudit :

Il a esté despancé pour le voyage, tant pour la despance faite par tous les messieurs du conseil des vallées à la Tour que pour celles faites par messieurs les officiers et soldats de Boby¹ et pour les estrennes données à Mirebouc² aux soldats à la porte et divers autres faux frais soufferts à ce sujet, suivant le compte par nous arrêté à la totale somme de deux cents cinquante sept livres huit sols duccales lesquelles reparties sur 117 servants³, revenant pour chasque servant à deux livres 4 sols duccales, de quoy la communauté de Mollines en doit cinquante trois livres sept solz duccales etc...

Estat de la despance faiste payée par les consuls et députés de la vallée de Queyras sur le traité qui a esté fait avec Messieurs le chevalier Vercely, commandant dans les

¹ « Bobbio », dans la vallée du Pellice, sur le chemin du col la Croix à la Tour.

² Fort dans la vallée du Pellice, que les Français firent sauter en 1794.

³ « Servant ». Le servant était la base qui servait à la répartition des charges communes aux 7 communautés de l'Escarton ou mandement de Queyras.

vallées de Luzerne et province pour son A. R. et messieurs les officiers du conseil comme résulte du traité du 21 mai 1693, fait à la Tour.

Primo. — Il a esté despencé et donné trois repas à Latour à tous les messieurs du conseil, soldatz, réfugiés estant de cette vallée de Queyras et Prajela¹ au nombre de 140 hommes pour un repas à une livre ducale par dit fait 140 livres

Plus a esté despencé à Luzerne pour un repas au sieur ... ? leur major et autres officiers dépendant de laditte vallée quy ne sestoyent pas vennis à Latour et pour avoir ~~consamment la somme~~ de vingt-cinq livres, cy.. 25 livres

Plus a esté despencé pour les officiers du cartier de Boby et Villar pendant cinq repas pour les prévenir à ce qu'ils ne vouloyent pas consanter à un traité pour la contribution sçavoir la somme de 83 livres ducales, cy. . . 83 livres

Plus a esté donné à un messenger qui esté venu apporter une lettre aux conseils de cette vallée de la part de M. Barthelot, lieutenant, pour la porter audit Luzerne, à faire ledit traité vingt livres, cy. 20 livres

Plus a esté donné vingt-cinq livres pour l'escorte qui a accompagné ledit sieur Barthelot et Fantin, depuis le pont de Mirandol jusques à Latour, cy. 25 livres

Plus a esté despencé par des officiers et soldats que lesdits sieurs Barthelot et Fantin ? à la Tour avant l'arrivée des autres députés de la présente vallée pour les prévenir à faire ledit traité en tout trente-deux livres, cy. , ... 32 livres

Plus a esté donné au sieur Léger, secrétaire, pour ses paines, la somme de trente-deux livres, cy. . 32 livres

Plus a esté donné au sieur commandant de Mirabouc, pour paines et estraines tant à luy quaux soldats la somme huitante livres, cy. 80 livres

¹ Vallée ou mandement de l'ancien Briançonnais cédé par le traité d'Utrecht.

Et finalement a esté donné à l'escorte quy accompagne
lesdits députez tant allant que revenant faire ledit traité
huit livres quatorze sols, cy. 8,14

Revenant lesdites sommes à la totale de quatre cent
quarante une livre 4 solz quy on esté desparty sur 117 ser-
vants qu'est compozé la présante vallée traduit à trois livres
15 solz 6 deniers pour chaque servant dont il en touche :

A Molines.	91 livres	5 sols
A Arvieux.	84	10
A Château-Ville-Vieille. . .	74	12
A Abriès.	61	?
A Aiguilles.	50	1
A St-Véran.	46	1
A Ristolas. . . , ...	32	14

Ainsi que dessus a esté par nous dits consulz et députés
procédé audit compte et département au retour de nostre
voyage fait au Pra¹, le 23 may 1693.

J. ARNAUD, P. Ayme, Roux, consul ;
B. MERLE, consul ; Gaspard Jouve,
consul ; Martin LAURENS.

Pour amplication, pour s^{rs} consuls de Mollines :
BARTHELOT, consul.

¹ Auberge et chalets sur le versant italien du col la Croix.



LA STATION DE MONTSELEUCUS

ET LA

VOIE ROMAINE DES ALPES COTTIENNES

par M. DAVID MARTIN

Quand nous avons occasion de lire un travail dont l'auteur ne partage pas nos opinions, nous avons pour habitude de faire, à la première lecture, abstraction complète, absolue, de notre personne, de nos connaissances spéciales en la matière traitée, et de notre manière de voir, afin de pouvoir juger l'œuvre comme la généralité des lecteurs, c'est-à-dire, d'une façon tout à fait désintéressée et impartiale.

Dans cet état d'esprit, la lecture de l'article publié dans le dernier *Bulletin de notre Société*, relatif à la *Station de Montseleucus*¹ a produit sur nous une excellente impression. Les affirmations et les démonstrations y paraissent exposées avec tant de bonne foi, d'assurance, de naturel, et, parfois, avec une finesse de touche si persuasive, que nous nous sommes senti entraîné, et que les conclusions de l'auteur nous ont semblé une sentence sans appel.

Mais dans la deuxième lecture, les faits, les affirmations, les preuves citées par l'auteur, sont relevées, mises en évidence, avec le questionnaire obligatoire pour les références.

¹ In. *Bul. Soc. d'Et. des Hautes-Alpes*, 4^e trim. 1905, p. 434.

Et dans ce travail d'examen critique, nous avons constaté, en la présente circonstance, qu'à part cette perfection dans la forme, le travail diffère si peu des précédents du même auteur, et sur le même sujet, qu'il n'en est que le résumé ou même la reproduction à peu près intégrale dans les parties essentielles ; car l'auteur n'apporte, à l'appui de sa thèse, je ne dirai pas aucun argument nouveau qui n'aurait rien à faire ici, mais aucun fait probant, aucune preuve inédite. Et l'on dirait qu'une bonne fée allonge ou raccourcit à souhait les vraies distances des lieux dans l'application qu'il fait des données des itinéraires romains.

Nous aurions été heureux, cependant, de voir l'auteur de ce travail saisir et traiter la question de la voie romaine de Luc à Gap, dans son ensemble ; d'en fixer les points essentiels, et d'en équilibrer les parties. Mais il a préféré s'attacher aux détails et se cantonner dans la seule question de l'emplacement de Montseleucus.

Nous ne nous attarderons pas à examiner ce qu'il dit des ruines de la Beaumette ou de Serre-la-Croix, pas plus qu'aux autres détails de simple érudition qu'il donne, car la question réside tout entière dans l'examen des itinéraires romains, par rapport aux emplacements proposés pour les stations.

Itinéraire d'Antonin

Nous lisons à ce sujet, dans le mémoire en question, pages 436 et 437 :

« Celui d'Antonin (l'itinéraire) marque, de Gap à Montseleucus, XXIII milles, soit 34 kil. 74 m. Or, la distance de Gap à la Bâtie PAR LA ROUTE ACTUELLE » (*la route nationale, s'il vous plaît, pour les automobiles !*) « étant de 36 kilom. » (non pas 36, mais 37 kilom. !) « ces XXIII

« milles étaient insuffisants pour y atteindre. Ils l'étaient
 « d'autant plus que la voie romaine s'infléchissait dans les
 « plaines de la Roche, de Montmaur, de Saint-Marcellin...
 « c'est donc la Beaumette que vise l'itinéraire ».

Aucune donnée, aucun fait ne prouve que ces inflexions aient existé. On n'a donc pas le droit de les imaginer pour les besoins d'une cause, d'autant plus qu'on ne conçoit pas une route s'infléchissant en lacets, sur une plaine, à sol stable et perméable, comme le sont celles dont-il s'agit.

En tout cas, il aurait été indispensable de s'assurer, par des mesures précises, si ces inflexions compensaient les nombreux contours de la route nationale entre Gap et la Roche, contours qui allongent cette route de 5 kilomètres sur l'ancien chemin par Sainte-Anne, Quint et le Pomeret.

D'ailleurs, il demeure un fait capital et que tous les artifices d'argumentation ne pourront éluder, c'est que, entre Gap et la Bâtie-Montsaléon, il n'y a, en suivant les anciens chemins par Sainte-Anne, qui furent très certainement la voie romaine, il n'y a disons-nous, que 32 kilomètres, c'est-à-dire une distance inférieure de 2 kilom. aux XXIII milles de l'itinéraire d'Antonin, tandis qu'il n'y en a que 26 entre Gap et la Beaumette. Ces 2 kilom. en moins, nous paraissent largement suffisants pour parfaire *les inflexions de la voie romaine* sur les plaines à l'aval de la Roche.

Mais n'insistons pas.

« Le même itinéraire, lisons-nous ensuite¹, donne de
 « Luc à Montseleucus, XXVI milles, soit 38 kil. 519 m.
 « Or, la distance de Luc à la Beaumette est de 39 kilom.
 « C'est donc encore la Beaumette que le document désigne
 « et non la Bâtie-Montsaléon située à 4 kilom. plus loin² ».

L'auteur ne nous dit pas sur quelle direction, ou quel emplacement, il a mesuré les 39 kil. entre Luc et la Beau-

¹ *Bul. cit.* p. 437.

² A la précédente page, lig. 25, c'était 8 kil.; ici c'est 4 et l'année dernière, (*Bul.* 4^e trim., p. 278, ligne 15), c'était 3 k. 1/2 : voilà une distance bien élastique,

mette. Est-ce avec intention ou par oubli ? Nous aurions tenu à savoir si c'est par la route actuelle, comme entre Gap et Montseleucus, car on lit, sur *les poteaux indicateurs des routes*, sur *les cartes routières*, sur *les Guides du Dauphiné* : « De Luc à Aspres-sur-Buech, 40 kilomètres ».

Mais la Beaumette étant, par la route actuelle, à 3 kilom. d'Aspres, il s'ensuit que Luc est à 43 kilom. de la Beaumette. Ce n'est donc pas la Beaumette que le document désigne.

Ça ne cadre donc pas, ni d'un côté ni de l'autre. La station de Montseleucus n'était donc pas à la Beaumette.

Il est vrai que notre excellent confrère faisait passer la voie romaine par un des cols qui dominent celui de Cabre de 150 m. environ. Mais ces cols élevés auraient donné des distances plus longues et qui cadreraient encore moins avec les données de l'itinéraire d'Antonin.

Itinéraire de Bordeaux

L'auteur ne s'occupe pas de la partie de cet itinéraire comprenant les stations de *Vologatis* et de *Cambonum* sur l'emplacement desquelles il prépare, dit-il, un travail ; il n'examine que la partie comprise entre *Vapincum* et *Montseleucus* ; et, à ce sujet, il nous adresse, discrètement en note, le reproche d'avoir pratiqué un *maquillage* dans le texte de l'itinéraire.

Or, nous avons donné (2^e Bull. 1905, p. 257, lignes 8 et 9), le texte de l'itinéraire aussi intégral que le donne notre confrère, et aussi authentique que nous l'a transmis l'histoire. Puis nous avons cherché à interpréter ce texte, ce qui est le droit de tout le monde et n'est pas à coup sûr

un *maquillage*. Nous n'avions donc pas commis l'indélicatesse qui nous est reprochée.

Au reste, en cherchant à retrouver le texte primitif de cet itinéraire évidemment altéré par la distraction d'un copiste, nous étions plus respectueux vis-à-vis de ce document que notre honorable confrère qui propose simplement de ne pas en tenir compte¹.

On conçoit en effet, combien la donnée de cet itinéraire relative à la longueur de l'étape *Montseleucus Daviano*, doit être déplaisante à ceux qui veulent emplacer Montseleucus à la Beaumette.

« *De Montseleucus à Veynes, VIII milles ou 11 k. 852 mètres* », dit l'itinéraire ; et c'est justement la distance de Veynes à la Bâtie, tandis que la Beaumette n'est qu'à 6 kilom. de Veynes.

Cette concordance de l'itinéraire avec la distance réelle des lieux est certainement en faveur de l'emplacement de la mansion à La Bâtie-Montsaléon.

Mais voilà ! Les distances données par cet itinéraire entre *Veynes* et *Ad Fines* et entre cette dernière et *Gap*, ne concordent pas avec les vraies distances. Et alors, on dédaignerait tout le reste comme entaché d'erreur !

Telle ne fut pas notre manière de voir. Quand nous eûmes exactement réperé la distance totale entre Gap et Veynes, nous cherchâmes quel était le point intermédiaire qui répondait le mieux à l'emplacement de la station de *Ad Fines*.

Nous avions pour cela trois sortes de renseignements :

1^o D'abord *le nom de Ad Fines*, vers les limites. Limites de quoi ? Mais évidemment la limite des peuples du voisinage, les *Voconces* et les *Tricorii* dont la ligne frontière était justement celle séparant encore aujourd'hui les cantons de Veynes et de Gap par la croupe séparant les pentes

¹ *Bul.*, 1904, p. 279.

de l'Ubac de celles faisant face à Montmaur, et coupant la vallée à la base du cône du Matacharre.

2° *La disposition topographique des lieux.* — Vers ce point, en effet, se trouve un élargissement ensoleillé de la vallée au débouché du vallonnement des Sarignons, au quartier des vignes des Casses ou de Saint-Martin.

3° Vers ce point, jaillit une des plus belles sources du gapençais, le Ruissant ou Reissant, dont le point d'émergence a été rejeté de quelques centaines de mètres au sud-ouest depuis l'époque romaine par le cône de déjections récentes du Rif-de-Larc ou Matacharre.

Ce point que nous indiquaient ainsi ces renseignements, répond d'une manière très satisfaisante aux rectifications que nous avions proposées¹.

Cette interprétation laisse subsister, il est vrai, une différence de un mille entre Vappincum et Montseleucus, par rapport à l'itinéraire d'Antonin. Notre confrère se plaint à tirer avantage de ce petit détail qui ne fut dû peut-être qu'à un changement de place d'une passerelle, soit sur le Buech de la Roche, soit sur la Béousse, par suite d'une divagation toujours possible des rivières.

L'emplacement de *Ad Fines* sous le cône du Rif-de-Larc que nous proposons se trouvera, croyons, rendu plus probable encore par un travail que publiera bientôt notre excellent confrère et ami M. Nicollet, qui vient de découvrir dans un ancien cadastre de la Roche un LIEU DIT dont le sens est l'équivalent de *Ad Fines* et situé dans ces parages².

En résumé, l'existence de ruines romaines, soit à Serrela-Croix, soit à la Bâtie-Montsaléon est incontestable ; mais, à elles seules, ces ruines ne prouvent pas que la station de Montseleucus fût dans l'une plutôt que dans l'autre de ces deux localités. En l'état actuel des connaissances histori-

¹ *Bul. Soc. Etud.*, n° 7, 3^e série.

² Nous demandons pardon à M. Nicollet, si nous déflorons ainsi quoique discrètement, son intéressante découverte.

ques et archéologique, la question ne peut donc être résolue qu'à l'aide des données fournies par les itinéraires qui nous sont parvenus.

Mais les distances, pas plus que les autres quantités, ne se discutent pas : elles se mesurent ; et c'est par la mesure des distances des diverses localités, comparées à celles fournies par les itinéraires, que la discussion aurait dû commencer et finir.

Aussi, nous faisons à notre honorable contradicteur, la proposition suivante qui nous paraît la plus propre à produire la lumière et à clore le débat sous l'envenimer :

Suivre ensemble la région comprise entre Luc et Gap, en repérant à nous deux les distances pour emplacer la voie romaine et les stations de Valogatis, Cambonum, Montseleucus et ad Fines.

3 décembre 1905.



CHRONIQUE

I

Sépultures du Serre de La Bâtie-Neuve

Communiqué par notre distingué confrère M. David Martin, sous la date du 1^{er} décembre 1905 :

« Le 28 septembre dernier, M. Gillet, secrétaire général de la Préfecture voulut bien nous informer qu'on venait de mettre à jour, dans les fouilles pour les fondations de la nouvelle école de La Bâtie-Neuve, « plusieurs squelettes dans des poses diverses, sans cercueils ni tombeaux et dont on n'avait tenu nul compte, mais qu'il y aurait sans doute intérêt à étudier de près ».

Trois jours après, nous reçûmes d'Aix une lettre datée du 29 septembre, de notre ami M. Nicollet, professeur au lycée Mignet. Par cette lettre, notre confrère nous apprenait que, de passage à La Bâtie, il avait visité, en compagnie de son frère, les travaux de terrassement de l'école où on venait de découvrir de nombreux squelettes. « J'ai appris des ouvriers, ajoute M. Nicollet, qu'ils en étaient à leur dixième squelette, que tous avaient les bras étendus en croix, sans trace de cercueil, ni de dalles autour. Ces restes ont été recouverts de terre. On a trouvé aussi, sous un peuplier, de la maçonnerie antique. J'ai en outre recueilli quelques débris et une défense de sanglier. Tout cela me paraît intéressant et digne d'être suivi ».

Enfin le *Courrier des Alpes* du 5 octobre signale à son tour cette découverte en ces termes : « Dans les travaux de terrassement effectués ces jours-ci à l'emplacement de l'école laïque, de nombreux ossements ont été mis à découvert et notamment dix crânes presque intacts. On présume qu'ils proviennent des guerres de religion ».

Aussitôt après la lettre de l'honorable M. Gillet, nous avions demandé à notre correspondant de la Bâtie de nous avertir par télégramme dès qu'on découvrirait d'autres sépultures. Sur son avis nous nous rendîmes le 3 octobre sur les lieux.

Ces sépultures se trouvent sur le monticule qui sépare le vieux château du marais de la Bâtie. Ce monticule de 30 mètres de largeur et 2 mètres de hauteur porte une allée d'arbres séculaires : tilleuls, peupliers, ormeaux, saules et semblait avoir été édifié pour une promenade et surtout pour défendre le château et le village soit contre le mistral très violent à La Bâtie, soit contre les émanations des marais.

Et de fait le Serre était le site le plus gracieux de la Bâtie. C'était le rendez-vous unique des petits enfants et des vieillards pendant la saison des chaleurs.

Les arbres séculaires ont été abattus et le monticule rasé et mis au niveau de la route pour faire place à l'école communale.

Nous ne saurions passer sans exprimer le regret qu'on éprouve à voir ainsi vandaliser ce site si pittoresque et qui avait été jusque-là comme le bosquet sacré de la région.

Les travaux de terrassement ont abaissé le niveau du monticule de 1^m75 environ et mis à jour une quinzaine de sépultures établies à une profondeur maxima de 0^m75.

Nous avons pu suivre et compléter l'exploration de quatre de ces sépultures. Les squelettes étaient allongés en général dans le sens du monticule, c'est-à-dire du N.-E. au S.-O., couchés sur le dos, les jambes et les bras allongés dans le sens du corps.

Tout autour de ces squelettes se trouvaient des amas d'ossements humains. Nous avons compté à côté de l'un

d'eux quatre crânes jetés pèle-mêle avec les ossements des autres parties du corps. Nous avons eu absolument l'impression des mêmes choses que nous avons si souvent observées pendant les sépultures auxquelles nous avons assisté dans nos villages du Champsaur et du Valgodemar.

Le fossoyeur, en creusant la fosse du mort (*le cros*), mettait de côté, en un tas, les ossements qu'il exhumait. Puis, dès que le cercueil était mis en place dans la fosse, il jetait sur les côtés et à la pelle les ossements exhumés. C'est évidemment cette disposition des ossements qui a fait croire aux ouvriers à la position des *bras-en-croix* des squelettes.

Il y a donc loin, de ces faits d'une simple banalité, aux dramatiques sépultures qu'avaient cru y voir les terrassiers. Le Serre de la Bâtie-Neuve n'est donc qu'un ancien cimetière du village. Ce cimetière fut sans doute transféré autour de l'église, puis à Saint-Pancrasse où se font aujourd'hui encore toutes les sépultures de la commune.

A quelle époque remontent les sépultures du Serre de la Bâtie ?

Ces sépultures n'étaient protégées que par une faible couche de terre que traversaient en outre, en tous sens, les puissantes racines des arbres. Malgré ces conditions peu favorables à la conservation des sépultures, les ossements se trouvaient encore dans un remarquable état de fraîcheur. De l'avis de tous les ouvriers, les crânes étaient tous à peu près intacts. Et, détail significatif, ces crânes étaient complètement vides de terre. Un d'eux même était plein d'une substance légère et grisâtre qui s'affaissa en une pincée de poussière quand on le remua. C'était apparemment la cervelle décomposée mais ayant encore conservé la connexion de ses parties.

Tandis que dans les sépultures, soit préhistoriques soit seulement romaines, les crânes sont pleins d'argile que les eaux d'infiltration y ont entraînée par les fissures, à la suite des siècles.

Une des sépultures était adossée à un reste de maçonnerie qu'enlassaient de toutes parts les grasses racines d'un peu-

plier. Mais ce massif de maçonnerie n'avait pas un mètre de côté et ne présentait aucune surface de parement. Il est donc un faible reste de construction antérieure et qu'on ne saurait définir.

Les sépultures du Serre de la Bâtie nous paraissent remonter à quelques centaines d'années, tout au plus à quatre à cinq cents ans.

Dans les travaux de terrassement il a été trouvé au voisinage des sépultures vers 0^m25 de profondeur par un des terrassiers, M. Pierre Rispaud, un sceau de bulle en plomb que nous avons pu acquérir pour le compte du Musée de Gap.

Ce sceau, que décrira M. Georges de Manteyer, est aux armes du chapitre de Gap et à celles d'un évêque du diocèse, *Guillaume Etienne*.

Il remonte vers le XIII^e ou XIV^e siècle.

Il nous paraît assez vraisemblable que le sceau de l'évêque Guillaume Etienne peut dater les dernières sépultures du cimetière du Serre de la Bâtie-Neuve. »

II

Comité départemental de recherches sur la vie économique de la Révolution

Dans l'assemblée générale de la *Société d'Études* qui a eu lieu le 28 décembre 1905, deux membres de la société, MM. Itier et David Martin ont exposé qu'ils font également partie du Comité départemental de recherches sur la vie économique de la Révolution, créé l'année dernière, en juin 1904, et qui a pour objet de correspondre avec la Commission centrale de Paris, et de lui transmettre tous les renseignements qu'il pourra recueillir sur l'état économique de années qui ont précédé la Révolution jusqu'en 1789.

Ces renseignements demandés portent sur le mouvement de la population : recensement, statistique des mariages, naissances et décès, et la propriété foncière, sa constitution, mutations par ventes, échanges, donations ou successions, l'instruction et l'assistance publiques, le prix des denrées, le commerce, l'industrie, la propriété rurale mobilière, etc.

Ces divers renseignements peuvent être tirés, soit des cahiers connus sous le nom de *Cahiers de paroisses* et rédigés dans les assemblées primaires, soit des *Cahiers de corporations*, rédigés dans un certain nombre de villes, en exécution des articles 26, 27 et 28 du règlement du 24 janvier 1789, soit encore des *Cahiers spéciaux du Tiers-Etat*, rédigés dans les assemblées préliminaires, prescrites par l'art. 33 du même règlement, dans les baillages secondaires et dans les baillages principaux ayant des secondaires, soit enfin des cahiers destinés aux Etats généraux et rédigés dans les assemblées générales dites des Trois ordres.

L'ensemble de ces renseignements permettrait donc plus tard, de comparer l'état économique de cette époque avec l'état actuel dans les Hautes-Alpes, et d'en tirer des conséquences intéressantes.

Ces pièces et renseignements se trouvent soit dans les archives des mairies, soit dans celles des particuliers. Il est inutile, pour le moment, de copier ces documents ; on peut se contenter simplement d'en indiquer le nombre, la nature, la date et le lieu où ils se trouvent.

Comme ces recherches peuvent rendre également service à la Société d'Études, MM. Itier et David Martin ont proposé d'adresser par la voie du *Bulletin* un chaleureux appel à la bonne volonté des membres de la société, des notaires, maires, secrétaires de mairie, instituteurs, et en général de tous les savants et de tous ceux qui ont à cœur d'étudier en détail la vie économique des générations qui nous ont précédé dans notre département.

Les communications pourront être adressées soit à MM. Itier et David Martin, membres de la Société d'Études des Hautes-Alpes, à Gap, soit à M. Michel, secrétaire de la même société, à Gap, ou au besoin, à M. Dufour, professeur au lycée de Gap, secrétaire du Comité départemental.

III

Etymologie de Versailles

La Commission de l'histoire de Versailles (Seine et Oise) nous fait connaître qu'elle s'occupe de fixer l'origine du nom de cette ville, et qu'elle voudrait s'appuyer de tous les documents qui peuvent concourir à cet effet.

Elle serait reconnaissante à tous ceux qu'intéressent les questions d'étymologie de lui communiquer, aussitôt que possible, les anciennes formes (s'il y en a) du ou des Versailles du département, en indiquant, avec l'interprétation courante et populaire de son étymologie, leur interprétation personnelle, justifiée par la science et par les circonstances locales.

Les communications pourront être adressées directement à la Mairie de Versailles, ou au secrétaire de la *Société d'Etudes* qui les fera parvenir à M. le Président de la Commission.

IV

Congrès des Sociétés savantes de la région

La *Société d'Etudes provençales* a pris l'initiative d'un congrès des Sociétés savantes de la région qui se tiendrait à Marseille en août 1906, à l'occasion de l'Exposition coloniale organisée dans cette ville. Nous applaudissons de grand cœur au projet de la *Société d'Etudes provençales*, et nous invitons les membres de la *Société d'Etudes des*

Hautes-Alpes, à prendre part à ce congrès dont nous publierons prochainement le programme. Dès à présent, nos collègues peuvent préparer les mémoires dont ils se proposent de donner communication au congrès. Les questions à étudier ne sont pas limitées. On pourra traiter indistinctement de points d'histoire, d'archéologie, de sciences, de géographie, d'économie politique ou sociale relatifs à la Provence, ou plutôt à la région de langue provençale (Comtat, Nice, principautés d'Orange et de Monaco, *Gapençais*). Les manuscrits, devront être adressés à M. Fournier, 2, rue Sylvabelle, à Marseille, *avant le 30 juin*. Les congressistes sont priés d'envoyer leur adhésion le plus tôt possible, afin de permettre au comité d'organisation de demander en temps voulu aux Compagnies de transport les réductions de tarif.

V

Découverte archéologique

Les ouvriers de l'entreprise Castelli qui sont occupés à des travaux de terrassement ayant pour but de dégager les abords de la nouvelle cathédrale, viennent de faire une découverte qui ne manque pas d'intérêt. Tout près de la porte latérale de droite, leurs pioches heurtaient un mur maçonné que l'on crut être la paroi d'un aqueduc. Une ouverture pratiquée dans ce mur révéla l'existence d'une crypte, ou caveau funèbre, voûtée à plein cintre et ayant comme dimensions, en longueur 3^m55, et en largeur 1^m95 centimètres. A l'intérieur, sur les parois de ce caveau, sont peints à fresque un crucifiement du Christ et douze personnages qui sont probablement les douze apôtres. Ces fresques, qui paraissent dater du XV^e siècle et appartenir

à l'école italienne, sont admirablement conservées. Elles manifestent dans leur dessin une certaine naïveté qui, du reste, n'est pas sans charmes. La crypte était comblée de débris de toute sorte : briques, pierres, ossements, fragments de bas reliefs de marbre blanc... On l'a soigneusement déblayée, sans découvrir aucun document quelconque susceptible de nous fixer sur son origine. L'hypothèse la plus probable est qu'on se trouve en présence d'un caveau funèbre construit par quelque personnage important, bourgeois ou chanoine, à qui sa fortune personnelle avait permis de faire décorer son tombeau avec quelque pompe...



LISTE BIBLIOGRAPHIQUE

(OUVRAGES OFFERTS A LA SOCIÉTÉ)

N. B. — Il sera rendu compte dans le *Bulletin* de tout ouvrage dont un exemplaire aura été adressé à la *Société d'Etudes*.

“ Annuaire-Almanach illustré des Hautes-Alpes et de Barcelonnette ”. 1906. — Gap, Louis Jean et Peyrot, 1 vol. in-8° carré de xxii-314 pages, plus 108 pages d'annonces. (1 fr. 60 franco).

Nous avons eu l'occasion déjà de dire tout le bien que nous pensons de cette intéressante publication, dont il n'est pas permis de méconnaître l'importance et l'incontestable utilité pratique. L'*Annuaire-Almanach* des Hautes-Alpes pourrait très justement inscrire à son frontispice, en guise d'épigraphe, l'hémistiche célèbre du poète : *Vires acquirit eundo*... Chaque année, ses éditeurs, aussi consciencieux qu'intelligents, se font un devoir de réaliser quelque perfectionnement notable. Le volume de 1906 se présente au public coquettement paré d'une nouvelle couverture polychrome, où sont harmonieusement groupés, dans leur variété pittoresque, les sites alpestres, gracieux ou imposants, de nos différentes altitudes. Une innovation qui ne manquera pas d'être fort appréciée, c'est la liste à peu près complète des habitants de Gap, par rues et par numéros de maisons, avec, à côté et en caractères italiques, les jours de réception des dames.

Nous souhaitons de grand cœur à l'*Annuaire-Almanach* des Hautes-Alpes le succès et la diffusion que lui méritent l'effort continu et l'évidente probité professionnelle de ses imprimeurs.

“ Armorial général de France ”, recueil officiel dressé en vertu de l'édit de 1696 par Charles d'Hozier. “ Provence, Généralité d'Aix, Sénéchaussée de Sisteron ”, publié par St-Marcel EYSSERIC. — Sisteron, Allemand, 1905, in-8°. 187 pp. chiffrées et 23 pp. non chiffrées.

M. Eysseric est un véritable bibliophile ; sa nouvelle publication est faite avec un soin, un luxe, qu'on ne saurait trop louer. Tous les blasons sont gravés avec une scrupuleuse exactitude et on ne remarque presque pas de fautes dans le texte et celles qui ont échappé à l'imprimeur sont corrigées dans un *errata*. M. Eysseric ne se fait pas illusion sur la valeur de l'armorial qu'il publie, il en connaît les lacunes et les défauts, lui-même les a relevés dans une trop courte préface. Il ne s'est pas contenté de cela, il a joint à sa publication un certain nombre de notes rectificatives et explicatives. Le seul défaut que je trouve à son ouvrage, c'est qu'il aurait pu doubler le nombre de ses notes ; tout le monde y aurait gagné. Quoique relatif à la sénéchaussée de Sisteron, ce fragment de l'armorial général intéresse aussi le département des Hautes-Alpes. On y trouve les armoiries des communes de Barillonnette, d'Esparron et de Vitrolles qui faisaient, en 1696, partie de la Provence ; on y trouve les armoiries des familles d'Hugues, Paporin de Chaumont, du Serre, de Bardel, de Jouffrey, de Ruffo de Laric, Arnaud de Vitrolles, de Rastel de Rocheblave, etc., qui possédaient des fiefs dans les Alpes aussi bien qu'en Provence. Pour me résumer, publication très utile et très bien comprise.

J. R.

“ Le livre de Raison d'Honoré de Gras, conseiller au Parlement de Provence ”, publié par Paul DE FAUCHER. — Valence, impr. Valentinoise, 1905, in-8° 75 pp., 5 planches.

La famille Gras qui possédait depuis le XII^e siècle au moins la seigneurie du Valgaudemar en Champsaur et qui était l'une des trois grandes familles chevaleresques de cette vallée (les autres étaient les Faudon et les Montorcier) s'était divisée, au commencement du XVI^e siècle, en deux branches. La cadette alla se fixer en Provence, et tandis que la branche aînée s'éteignait en 1720, celle de Provence persistait jusqu'à notre époque ; Jean-Paul de Gras de Prégentil, conseiller honoraire à la cour d'appel d'Aix, est mort dans cette ville, le dernier de sa famille, le 20 octobre 1856. M. Paul de Faucher qui a hérité des papiers de la famille de Gras, y a trouvé un intéressant livre de raison d'Honoré de Gras, conseiller au parlement de Provence, seigneur de Mimet et autres lieux, et a eu la bonne inspiration de le publier. Nous y trouvons les détails les plus intéressants et les plus authentiques sur les lettres du Parlement contre le chancelier Maupou, sur les événements qui précédèrent la révolution, sur la révolution en Provence et sur les prodiges d'habileté que durent faire les anciens nobles pour conserver leur tête, sinon leur liberté. Ce livre de raison nous initie aussi à l'administration des biens d'une famille riche, et nous fait connaître quelle peine le chef de famille était obligé de prendre pour conserver et augmenter sa fortune. M. de Faucher a joint à sa publication des planches fort bien faites, reproduisant des portraits, des sculptures et des autographes. Cette publication est très intéressante et ne pouvait être mieux faite.

J. R



M. BENJAMIN TOURNIER

NÉCROLOGIE

Benjamin TOURNIER

Le 8 novembre 1904 s'éteignait au Guiard, près d'Oran, un de nos plus distingués confrères, M. Benjamin Tournier, membre fondateur de la Société d'Etudes des Hautes-Alpes depuis le 8 septembre 1883.

B. Tournier n'était pas un inconnu pour nos Alpes ; il avait exercé avec distinction le ministère pastoral à Saint-Laurent-du-Cros de 1856 à 1865.

Nous devons à l'obligeance de M. de Schaeck, son neveu, les renseignements suivants sur cet homme de bien.

« Benjamin Tournier, né le 20 janvier 1820 à Saint-Félix de Sorgues (Aveyron), étudia la théologie à la Faculté de Montauban et débuta dans le ministère pastoral en faisant plusieurs suffragances, principalement en Suisse. Nommé pasteur à Saint-Laurent-du-Cros, il remplit ces fonctions à Saint-Laurent même, pendant bien des années.

« Il se retira ensuite à Pressy-Vendeuvre où sans avoir de charge régulière d'église, il collabora souvent à des œuvres d'évangélisation et de bienfaisance tout en s'occupant avec zèle de recherches et d'études d'archéologie. Il travailla beaucoup le dessin à la plume dans le domaine du pittoresque surtout, s'intéressant à toute la nature en fervent des sociétés protectrices d'animaux, qu'il dirigea à Genève.

« A partir de 1890, il n'habita presque plus Genève et donna ses soins les plus dévoués à la colonie d'Algérie

« Aïn-Tolba (Guiard) dans la province d'Oran, où il installa les familles protestantes des Hautes-Alpes, auxquelles la *Société Coligny* avait fait obtenir des concessions ; plusieurs de ces familles étaient même de ses anciens paroissiens.

« C'est au Guiard que Benjamin Tournier finit sa carrière si admirablement remplie à l'âge de 78 ans ».

De son côté, M. E. Marchand, pasteur en retraite, son ami et son successeur à la présidence du consistoire d'Orpierre, nous envoie les détails suivants qui nous montrent bien Tournier dans le cadre de ses œuvres :

« M. Tournier acheva ses études de théologie à Genève où il épousa une jeune fille distinguée et de grande aisance.

« Il débuta dans les fonctions pastorales à Grenoble en qualité de suffragant du pasteur Fermand. De là il fut nommé à Saint-Laurent-du-Cros le 29 mai 1856 et devint président du Consistoire d'Orpierre le 30 janvier 1862.

« S'étant démis de ses fonctions le 26 janvier 1865, il se retira à Pressy où il se reposa quelques années sans oublier jamais les Alpes où il aimait à venir toutes les années.

« M. Tournier s'était épris des beautés de nos montagnes et s'était voué aux besoins de nos églises disséminées ; il améliora son presbytère de Saint-Laurent ; et, avec les ressources qu'il avait su se procurer, en fit bâtir un à Pierregrosse en Queyras de 1860 à 1862. Mais c'est surtout à la vallée de Freyssinières qu'il se donna entièrement. Convaincu qu'un grand nombre d'habitants de ce pays déshérité, surtout ceux de Dormillouse, ne pourraient plus y vivre, il contribua largement à l'installation d'une douzaine de familles aux Trois-Marabouts près d'Oran. Il alla lui-même en 1890, les diriger et leur servir de pasteur.

« M. Tournier était aussi instruit que modeste. Il a parcouru dans tous les sens notre département comme alpi-

« niste, archéologue, géologue, etc., et la riche collection
« qu'il nous a laissée prouve combien il avait su mettre à
« profit ses nombreuses excursions.

« Mais ce qui distinguait surtout M. Tournier, c'était
« son grand cœur, son inépuisable charité. Par suite de
« son excessive bonté, il se laissait parfois entraîner à sou-
« tenir tout ce qu'on lui présentait comme digne d'intérêt ;
« aussi a-t-il été souvent dupe de son bon cœur.

« Quoi qu'il en soit, on peut dire de lui qu'il a traversé
« la vie en y faisant le bien ».

Venu du centre de la France, Tournier fut vivement épris de l'aspect grandiose des Alpes ; aussi il devint un fervent de la montagne et un des premiers apôtres de l'alpinisme.

Il explora nos régions jusqu'aux vallées les plus reculées, franchit les cols et escalada les hautes cimes pour avoir une vue d'ensemble. En ce faisant, il entretenait un journal de voyages d'où sont sorties des pages exquises. Tournier s'est en effet montré un maître dans son *Ascension de Rochebrune* ; dans *Coup d'œil sur les Alpes du Dauphiné*, ou dans *En Vallouise il y a cinquante ans*. Observateur toujours en éveil, il sait saisir au vol l'imprévu, la grâce, la misère ou l'originalité des mille détails de la vie et du paysage alpestre. Avec quelle délicatesse de touche il parle de nos montagnes, des choses et des êtres qui leur appartiennent et qu'elles ont pour ainsi dire façonnées à leur image. Tournier excelle à saisir et à exprimer leurs caractères et leurs contrastes, à peindre d'un mot un aspect, une situation, à exprimer d'une manière saisissante et toujours vraie une impression.

C'est que, chez lui l'écrivain était doublé d'un artiste. Ses descriptions, ses comptes-rendus d'ascensions étaient accompagnés de croquis à la plume d'une exactitude et d'une vérité qui les rend parfois précieux pour la science.

Ainsi, seuls les croquis de Tournier nous ont conservé l'aspect que présentait, en 1855, la confluence, sur le Pré-

de-Madame-Carle, du glacier Blanc et du glacier Noir, aujourd'hui retirés à deux kilomètres l'un de l'autre.

Dans le même ordre d'idées, deux croquis de cet auteur, publiés dans l'annuaire du C. A. F. (1875), donnent également l'aspect que nous présentait entre 1850 et 1860 le glacier du Vallon qui dressait, à droite de l'Olan, sa pente continue de glace et qui, aujourd'hui, est tronçonnée sur tout son travers et d'une manière un peu oblique par deux escarpements de rocs à teinte sombre.

Ce sont là deux précieuses contributions fournies par Tournier à l'histoire de la glaciologie alpine.

Une seule fois Tournier semble subir l'impression des jambes lasses: il rentrait à Saint-Laurent au retour de son exploration au Pelvoux. Après avoir remonté l'interminable vallon de Bonvoisin et franchi l'Alp-Martin, il voit du haut du col de la Cavale, fuir, dans un sinueux et bas lointain, les vallées du Drac et de Gap: « C'est, dit-il, toujours l'Alpe grandiose et intéressante, mais de ce côté *c'est très long* et rien de particulièrement beau. »

Champoléon est au Pelvoux ce que sont les Pyrénées aux Alpes, plus intimes, plus mignonnes... Champoléon était alors un écran de glaciers en miniature. Quel dommage que Tournier n'ait pas alors fixé par un coup de crayon l'aspect, la position qu'avaient en 1855, ces unités glaciaires aujourd'hui éteintes: la Pierre, Crupillons, le Tournon!

Mais pour Tournier, homme de foi et de devoir, l'alpinisme n'était qu'un agréable délassement et il consacrait le meilleur de son temps à son ministère et à des œuvres d'évangélisation et de bienfaisance; c'était pour lui, pour sa délicatesse exquise, un besoin de soulager les misères et de procurer aux malheureux le nécessaire, et cela, toujours avec la plus grande discrétion. Et nous savons que lors de la guerre de 1870, nos malheureux soldats étaient accueillis à Pressy, dans la maison de Tournier, avec la plus affectueuse hospitalité.

Dans sa retraite, Tournier n'avait pas oublié les Hautes-Alpes, où il revenait souvent soit pour revoir des amis, soit

pour réaliser quelque escalade ajournée, comme Roche-brune, la Maye, etc., soit surtout pour y continuer ses recherches préhistoriques.

A son dernier voyage, en octobre 1902, il vint encore nous voir. Nous parlâmes du passé, des amis disparus, de la montagne et de sa collection d'objets préhistoriques. Sa fine figure d'ascète s'animait aux évocations de ces vieux souvenirs, et surtout en parlant de ses études préférées relatives à la primitive histoire de l'homme et qui nous reportaient à près d'un demi-siècle en arrière. Car B. Tournier était arrivé dans les Alpes au moment où les découvertes de Boucher de Perthes commençaient à recevoir l'adhésion du monde savant et provoquaient dans les croyances régnantes une émotion extraordinaire, émotion mêlée de doutes, d'enthousiasmes, de controverses, qui gagnait rapidement les régions les plus reculées.

Vers cette époque (1860), la bibliothèque de l'érudit abbé Templier, aumônier de l'école normale, était un rendez-vous presque quotidien des nombreux gapençais qui cultivaient alors les sciences pour elles-mêmes. On y rencontrait fréquemment le Dr Eugène Blanc, le pasteur Benjamin Tournier, les géologues Rouy, Valentin, l'érudit Reynaud, les botanistes Gariaud, Burles, Borel, sans parler des savants étrangers de passage à Gap.

Dans ces réunions, ces amis érudits échangeaient leurs impressions, leurs manières de voir, se communiquaient leurs observations, leurs découvertes, leurs doutes, leurs trouvailles.

Et nous, en notre qualité de jeune parent de l'abbé, nous avions la bonne fortune de familiariser, comme à la dérobée, notre œil avec la nature, la forme des objets préhistoriques ou des fossiles et des plantes de la région; et notre oreille s'habituaient au langage scientifique, tandis que notre esprit recevait l'heureuse impression exercée sur nous par les rapports de courtoise confraternité de ces hommes graves, désintéressés, au cœur élevé et à l'esprit libéral.

Benjamin Tournier le plus libre et le plus jeune de

ce groupe d'amis, mieux préparé aussi peut-être par ses connaissances spéciales, poussa, plus loin qu'eux, ses préoccupations et ses investigations; et il organisa avec le concours de ses confrères et de personnes de bonne volonté, une sorte de service de renseignements dans les Hautes-Alpes. Et c'est ainsi qu'il put assister ou tout au moins s'intéresser aux découvertes archéologiques faites dans le pays et qu'il put recueillir un bon nombre d'objets précieux.

Il fit mieux encore; il donna l'exemple des recherches personnelles et pratiqua lui-même des fouilles sur divers points et entre autres dans un *tumulus* qu'il avait découvert sur la croupe entre Ancelles et le hameau du Collet, sur les pentes Ouest de Faudon, ainsi qu'à Peyre-Haute, près de Guillestre et dans le val de Freyssinières, etc.

Pendant sa retraite il continue ses recherches dans les dolmens et tumuli de l'Aveyron, son pays natal, ainsi que dans les palafittes des lacs de la Suisse.

Cet homme érudit et méthodique ne se borne pas à collectionner des matériaux, il les classe, les coordonne et les fait connaître dans une étude d'un haut intérêt pour notre département et qui parut en 1878 dans la revue mensuelle des « Matériaux pour l'histoire primitive et naturelle de l'homme » qui se publiait à Toulouse. Elle avait pour titre :

« Essai d'un inventaire d'archéologie préhistorique du département des Hautes-Alpes ».

Dans ce travail il commence par déplorer au point de vue scientifique et patriotique l'absence de tout renseignement précis sur les trouvailles qui ont pu être faites, la destruction des monuments préhistoriques et la dispersion constante des objets trouvés qui seuls pouvaient nous apprendre quelque chose sur les premiers habitants du pays. Il y avait donc un réel intérêt à résumer ce qu'il connaît « de monuments vrais et de trouvailles authentiques concernant un département qui lui est devenu très cher quoiqu'il ne soit pas le sien ».

Il donne ensuite un aperçu surprenant de flair, d'intuition, de connaissances profondes relativement à la distribution sur le pays des traces des premiers habitants aux divers âges de l'humanité en indiquant, pour chacun d'eux, les monuments détruits, les rares qui peuvent survivre, l'époque, le lieu, la nature et la destination des trouvailles. Il décrit ensuite les objets qui sont en sa possession en complétant son travail par treize croquis à la plume d'une parfaite exactitude.

L'auteur termine son précieux mémoire par ces deux réflexions que nous nous faisons un devoir de reproduire :

« Ce n'est pas sans un vif sentiment de regret que l'on voit sortir du département des Hautes-Alpes presque tous les objets découverts sur son territoire...

« Enfin, est-il permis d'exprimer aussi le vœu que quelques-unes des pièces doubles, de celles surtout provenant des trouvailles considérables comme celles de Ribiers ou de Réallon, soient données à son Musée naissant par leurs heureux propriétaires ».

B. Tournier, qui a toujours prêché par la parole et l'exemple, s'est souvenu que les trouvailles archéologiques ne réunissent tout l'intérêt que dans le pays même où elles ont été faites. Aussi un an avant sa mort il eut le soin d'envoyer à la municipalité de Gap, par l'intermédiaire de ses amis, M. Guillaume, archiviste départemental, et le Conservateur du Musée, l'acte de donation de la partie de sa collection archéologique provenant des Hautes-Alpes.

A cette collection que nous avons recueillie au nom de la ville de Gap, à Pressy-Vendeuvre, en novembre 1905, Madame veuve B. Tournier a bien voulu, suivant en cela les intentions de son cher défunt, ajouter un intéressant outillage provenant soit des palafittes de la Suisse, soit des dolmens de l'Aveyron qu'elle s'était aidée elle-même à explorer.

Nous remercions au nom de la Municipalité de Gap et du département des Hautes-Alpes, Mme Tournier, de ses libéralités et du bienveillant accueil qu'elle nous fit à Pressy ; et nous gardons à la mémoire du savant et aimable confrère et ami que fut Benjamin Tournier, la plus vive gratitude et un souvenir ému.

DAVID MARTIN.

NOTE BIBLIOGRAPHIQUE

1874. Sur un usage particulier des outils en pierre polie chez les populations pastorales des Hautes-Alpes françaises. Extrait des *Bull. de la Soc. d'Anthrôp. de Paris*, 3 p.
1875. Ascensions de Rochebrune. Extrait de l'*Annuaire du C. A. F.*, 2^e vol., 1875, 19 p. avec 2 croquis à la pl.
1878. Essai d'un inventaire d'archéologie préhistorique du département des Hautes-Alpes. Extrait de la Revue . *Matériaux pour l'histoire primitive de l'Homme*, Toulouse, 18 p., avec 13 fig.
- (?) *Coup d'œil général sur les Alpes du Dauphiné au point de vue pittoresque*, 14 p., 2 croquis.
- 1878 (?) Panorama du Pic de la Maye, in « La Bérarde », par H. Duhamel.
1888. Les Vaudois français et le Val de Freissinières. Extrait du *Club Alpin Français*, 1887.
1900. Quelques mots sur l'usage du tabac, *Courrier du Dimanche*, Alger, broch. in-8^o 15 p.
1901. En Vallouise il y a cinquante ans. Extrait de l'*Ann. du C. A. F.*, 28^e vol., 1901, 16 p., 2 croquis.



UNE RECTIFICATION

Embrun, le 29 janvier 1906

*Monsieur Michel, Greffier de la Justice de Paix,
Secrétaire de la Société d'Etudes des Hautes-
Alpes, Gap.*

MONSIEUR ET CHER CONFRÈRE,

Le dernier fascicule de la Société d'Etudes des Hautes-Alpes renferme une relation du siège d'Embrun, extraite des minutes du notaire Rispaud, que j'ai eu l'honneur de vous communiquer. Cette relation est suivie d'annotations auxquelles je suis étranger et dont l'une est incontestablement inexacte :

L'arcade de la porte du St-Esprit est probablement cette porte de Briançon stupidement détruite, etc.

La porte du St-Esprit est la porte de Gap, pour cette raison que le quartier du St-Esprit commence à la porte de Gap pour se terminer à peu près au cimetière, et qu'au milieu des vignes, actuellement *dans le talus* du chemin de fer (propriété Ricou, autrefois Rossignol), se trouve recouverte de terre une chapelle connue sous le vocable du St-Esprit.

Vous m'obligeriez, mon cher Secrétaire, en mettant dans le prochain fascicule une note rectificative.

Bien à vous,

A. THOUARD.

Le Secrétaire-Gérant,

J. MICHEL.



LE PREMIER RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE POLICE

Promulgué par le Corps municipal de Gap

(5 AOÛT 1792)

Par J. MICHEL

La Constituante, brisant les anciens cadres administratifs, avait décidé, par les lois des 14 et 22 décembre 1789, que les cités, bourgs, villes ou villages de France formeraient à l'avenir, sans aucune distinction, des *communes* ou *municipalités*, et que ces communes auraient à leur tête un maire et un corps municipal, composé de trois à vingt-un membres, suivant l'importance de leur population.

Pour se conformer aux dispositions de ces lois organiques, les citoyens actifs des deux districts des Capucins et des Cordeliers, convoqués dans leurs salles de vote respectives pour le 11 février 1790, élurent, en qualité de maire de Gap, à la presque unanimité des suffrages, M. Joseph-Augustin Marchon¹, avocat en la cour, et maire royal en exercice.

¹ M. Marchon, remplissait, à Gap, au moment où s'ouvrit la période révolutionnaire, les fonctions de maire royal ou d'échevin. Il avait acquis cet office à titre perpétuel depuis 1787, dans l'espoir d'arriver à l'anoblissement. Cf. J. Roman : *Histoire de la ville de Gap*, page

Trois tours de scrutins furent nécessaires pour l'élection des huit membres du Corps municipal. MM. Ignace de Cazeneuve, chanoine de la cathédrale¹; Joubert, échevin; Gréyère, serrurier; Escallier, avocat; Joseph Clément, bourgeois; Blanc-Beauchâteau, cultivateur aux Fauvins; Jean-Jacques Nebon, échevin, et Joseph André, négociant, obtinrent successivement, dans les scrutins des 14, 15 et 16 février, le plus grand nombre de suffrages. Enfin les électeurs des districts désignèrent comme procureur de la commune, le 17 février, M. Jean-Jacques Delabastie² fils, avocat du Roy au baillage de Gap.

Le même jour, la proclamation des maire, officiers municipaux et procureur était faite solennellement dans la principale salle de l'hôtel de ville par M. Guion, échevin. La municipalité gapençaise était définitivement constituée³.

Il rentrait dans les attributions de cette nouvelle assemblée, d'assurer, au moyen de résolutions revêtues d'une sanction pénale, le bon ordre, la sécurité et la salubrité

248, note 1. Sur l'attitude quelque peu étrange et flottante de M. Marchon durant la première période de sa magistrature municipale, voir J. Roman: « La fin de l'administration de l'ancien régime à Gap », Bulletin de la Société d'études, 2^e trimestre de 1900, p. 99.

¹ Qui fut élu plus tard évêque constitutionnel des Hautes-Alpes (15 mars 1791).

² Telle est la façon dont ce nom est orthographié dans les procès-verbaux des délibérations de l'assemblée municipale. La signature est absolument conforme. Selon les renseignements qui m'ont été obligeamment fournis par M. Roman, le nom patronymique des Labastie est Clerc. Le premier qui vint de Vienne se fixer à Gap, vers 1600, se nommait Jacques Clerc, sieur de la Bastie. Jusqu'en 1789, ils ont été enregistrés à l'Etat civil sous le nom de Clerc de la Bastie. Mais, comme tant d'autres bourgeois, au moment de la Révolution, ils crurent donner une preuve de leur civisme en supprimant toute particule. C'était une sorte de concession puérile faite aux idées du jour...

³ Tous les renseignements relatifs à l'organisation de la municipalité gapençaise en février 1790, ont été puisés dans le « Registre des délibérations et arrêtés du Conseil municipal de Gap (Archives communales de Gap. Un registre in-4^e, recouvert en parchemin).

publiques dans la ville dont l'administration lui avait été confiée. Pénétrés du sentiment de leur responsabilité dans cet ordre d'idées, les magistrats communaux mirent de bonne heure au nombre de leurs préoccupations, la rédaction d'un règlement complet de police municipale. Une de leurs délibérations en date du 28 février 1790, décide « qu'il « sera fait... un règlement de police relatif aux aprovi-
« sionnements de la ville et autres objets les plus pressants, « et que MM. Escallier et Joubert seront chargés de le « rédiger et de le présenter ensuite à la municipalité pour « être sanctionné. »

Ce règlement fut l'objet d'un lent travail d'élaboration qui dura à peu près deux ans.

La tâche imposée aux commissaires rédacteurs était sérieuse et délicate. Il s'agissait, non seulement de recueillir, pour les ordonner ou les codifier, toutes les résolutions spéciales ayant un caractère d'arrêté de police que l'assemblée municipale avait pu voter, au hasard des circonstances, et qui se trouvaient éparses dans les procès-verbaux de ses délibérations; mais encore de légiférer préventivement pour tous les cas inédits: de dresser, en un mot, une classification aussi exacte et complète que possible de tous les actes matériels qui pouvaient être qualifiés de contraventions punissables, et de doser équitablement la pénalité, par rapport au caractère de gravité de ces infractions.

Un projet, comportant cinquante-quatre articles, fut enfin présenté par les commissaires rédacteurs, au corps municipal, dans sa séance du 5 août 1792. L'assemblée l'approuva sans modifications, et le transforma définitivement en règlement général de police¹.

¹ A l'époque où fut promulgué le règlement de police, M. Marchon n'occupait plus le poste de maire de Gap; il avait démissionné le 18 juillet 1790, et avait été remplacé, le 1^{er} août suivant, par Ignace de Cazeneuve, chanoine. Celui-ci se démit à son tour de ses fonctions de maire, le 15 mars 1791, quand ses concitoyens l'eurent élu évêque constitutionnel des Hautes-Alpes. D'Héralde, docteur en médecine, lui succéda le 28 mars, et demeura à la tête de la municipalité gapençaise jusqu'au 6 novembre 1791. Enfin, le 14 novembre 1791, le corps

C'est ce règlement de police, extrait du « Registre des délibérations et arrêtés du Corps municipal de Gap » que nous publions ci-après.

Quelques-unes des dispositions qu'il contient ont fait, par la suite, l'objet d'une mesure de législation particulière applicable à toute l'étendue du territoire français. On en retrouve d'autres, sous une forme plus concise, dans le livre IV de notre Code Pénal¹ où sont prévues et réprimées les petites infractions dénuées de la malice intentionnelle. Enfin un certain nombre des prescriptions de ce règlement ont été transformées en arrêtés distincts, plus complets et plus explicites, par les diverses municipalités qui se sont succédé, depuis plus d'un siècle, à la tête de la ville de Gap.

Le document que nous exhumons de nos archives communales n'est point, comme d'aucuns paraissent tentés de le penser peut-être, totalement dépourvu d'intérêt.

Notons d'abord qu'il constitue l'une des premières et des plus importantes manifestations d'activité de cet organisme nouveau créé, dans notre pays, par les lois révolutionnaires, sous le nom de Municipalité, organisme qui a subsisté et qui fonctionne encore de nos jours sans avoir subi de modifications essentielles. A ce titre, il mérite déjà de retenir l'attention.

Au surplus, comme il s'agit d'un arrêté réglementant en quelque sorte toute la vie publique communale, on peut tenir pour certain que plus d'un trait des mœurs et des

électoral désigna en qualité de maire de Gap, M. François Boyer, qui signa et promulgua l'arrêté de police. Entre temps, les officiers municipaux élus en février 1790, avaient tous été remplacés, en suite de démissions ou de décès.

¹ Une remarque s'impose dès à présent : c'est que tous les actes punissables prévus et réprimés par le règlement de police de 1792 sont l'objet d'une sanction beaucoup moins sévère dans le livre IV du Code Pénal où on les retrouve. L'adoucissement constant de la pénalité des infractions, au fur et à mesure que se développe le progrès des mœurs et de la civilisation, est un phénomène qui se manifeste dans toutes les législations. « L'histoire de la peine, a écrit quelque part Ihering, est une abolition perpétuelle. »

habitudes de l'époque où cet arrêté fut promulgué doit s'y trouver assez exactement réflété; et ceci est susceptible de piquer vivement notre curiosité.

Enfin, la publication d'un tel document se justifie encore par une raison d'utilité pratique qu'il serait imprudent de méconnaître.

On oublie trop, en effet, que les règlements de police légalement faits par l'autorité compétente, à l'instar des décrets et des lois, ne tombent jamais en désuétude, quelque complète qu'ait été leur inexécution, durant un laps de temps très considérable¹. Ils conservent donc indéfiniment leur force obligatoire, à moins toutefois qu'ils n'aient été abrogés, soit expressément, au moyen d'un article spécial de règlement postérieur, soit tacitement, par suite de l'incompatibilité qui existerait entre les dispositions d'un arrêté nouveau, et celles des anciens arrêtés.

Parmi les nombreuses prescriptions que contient le règlement de police du 5 août 1792, il doit incontestablement s'en rencontrer un certain nombre qui n'ont jamais été l'objet d'une abrogation expresse ou tacite, et qui, par conséquent, sont encore aujourd'hui revêtues de toute leur force d'obligation, sanctionnée par une pénalité. Qu'en fait, ces prescriptions demeurent à l'état de lettre morte, cela tient à ce que l'administration en ignore probablement l'existence. Mais, à l'occasion, sous l'empire d'une nécessité urgente, ou par pur esprit de tracasserie policière, une Municipalité pourrait fort bien, à l'improviste, puiser, dans l'arsenal des vieux règlements non rapportés, les armes dont elle aurait besoin, pour réprimer des actes que l'on avait cru, de très bonne foi, pouvoir commettre impunément, parce qu'on ignorait leur caractère illicite,

C'est donc faire œuvre utile, — après avoir, en passant, rappelé le principe, trop oublié, de la survivance des arrêtés de police, — que de porter à la connaissance des intéressés

¹ En fait, on peut citer des règlements ou édits plusieurs fois séculaires dont certaines dispositions demeurent toujours en vigueur. Tel, notamment, l'édit de 1607 ayant trait à la police de la petite voirie,

les documents susceptibles de les éclairer sur l'existence et sur l'étendue des diverses obligations auxquelles a pu les assujettir le pouvoir réglementaire des Municipalités.

« Le cinq août mil sept cent quatre-vingt-douze, l'an quatre de la liberté.

Le Corps municipal, ouï le procureur de la commune, a délibéré et arrêté les dispositions suivantes :

ARTICLE 1^{er}

Il est défendu à tous citoyens de former aucun embarras dans les rues et chemins publics dépendants de cette municipalité, d'y faire aucun amas de pierres, de fumier, de matériaux quelconques, à peine de vingt livres d'amende¹.

ART. 2

Il est enjoint à tous ceux qui seroient obligés de mettre un embarras passager dans la rue, d'en avertir le corps municipal, et de l'indiquer, pendant la nuit, par une lumière, sous la même peine de vingt livres².

ART. 3

Il est défendu à tous charretiers de laisser séjourner dans les rues et chemins, leurs charrettes, tombereaux et autres équipages ; et s'il arrivoit qu'ils fussent obligés de les

¹ Cet article 1^{er} du règlement de police a été tacitement abrogé par l'art. 471 § 4 du Code pénal qui punit d'une amende de un à cinq francs ceux qui embarrassent les voies publiques.

² Les prescriptions de cet article ont fait l'objet de plusieurs arrêtés municipaux successifs, notamment le 15 pluviôse an XIII, et le 10 mai 1858.

laisser passer la nuit, soit devant les auberges, soit ailleurs, de l'indiquer par une lumière¹.

ART. 4

Aucun particulier ne pourra faire des avancements, placer des auvents, des saillies d'aucune espèce, placer des bancs de pierre ou de bois, et faire des escaliers dans les chemins de la municipalité, ni encore moins faire de nouvelles constructions sans en avoir obtenu la permission du Tribunal de police, à peine de démolition et de vingt-cinq livres d'amende.

ART. 5

Aucune personne ne pourra établir les objets détaillés en l'article précédent dans les rues qui servent de chemin public, ni faire des alignements, sans avoir justifié au Tribunal de police, de la permission qui aura été obtenue du département sur l'avis du district.

ART. 6

Les maçons, charpentiers et couvreurs qui travaillent sur des maisons et bâtiments, sont obligés de mettre au-devant des dites maisons et bâtiments des marques visibles, qui puissent être apperçues des passants, à peine de quarante livres d'amende.

ART. 7

Il est défendu à toutes personnes de tenir sur leurs fenêtres ou en dehors de leurs maisons, aucuns vases, caisses et autres corps, qui, par leur chute, puissent blesser les passants, à peine de vingt livres d'amende.

¹ L'infraction prévue par cet article se trouve virtuellement comprise dans les contraventions pour embarras des voies publiques. Au reste, le décret du 10 août 1852 portant règlement sur la police du roulage vise spécialement le cas, dans son article 10, des voituriers qui laissent stationner sans nécessité sur la voie publique, les véhicules attelés ou non attelés. La sanction est fournie par l'art. 5 de la loi du 30 mai 1851.

ART. 8

Les murs et édifices donnant sur les rues et autres endroits publics, qui menaceront ruine, seront tout de suite démolis par les propriétaires, et s'ils le négligent, le procureur de la commune, d'après une ordonnance du Tribunal de police, en fera faire lui-même la démolition aux fraix des dits propriétaires¹.

ART. 9

Il est défendu de laisser vaguer aucuns cochons, ni truies dans les rues, ni autres animaux nuisibles, à peine de dix livres d'amende².

ART. 10

Il est fait défenses à tous aubergistes et autres particuliers de confier à leurs enfants, domestiques et autres, au-dessous de l'âge de dix-huit ans, aucuns chevaux ou mulets pour les mener à l'abreuvoir à peine de trente livres d'amende et d'être responsables des accidents causés par les dits chevaux ou mulets³.

¹ Toutes ces matières de voirie urbaine ont été l'objet d'une réglementation très abondante, dont le point de départ est l'édit de décembre 1607, et qu'il serait trop long de reproduire. En fait, les prescriptions n'ont subi aucun changement notable, durant le cours de plusieurs siècles. Seule, la pénalité a été modifiée. Toutes les infractions aux règlements légalement faits par l'autorité administrative tombent aujourd'hui sous le coup de l'art. 471 § 15 du Code pénal.

² Un arrêté municipal du 15 pluviôse an XIII, a tacitement abrogé cet article. « Il est pareillement défendu de laisser vaguer dans les rues aucune espèce de volaille, porcs et autres animaux nuisibles, et ceux qui en élèvent dans la campagne de les laisser courir sans garde » (art. 17). Au surplus, l'article 475, n° 7 du Code Pénal, punit aujourd'hui d'une amende depuis six jusqu'à dix francs ceux qui laissent divaguer des fous ou des animaux malfaisants ou féroces.

³ Les prohibitions contenues dans cet article 10 subsistent certainement encore, bien qu'en fait les agents de la police locale les aient totalement oubliées. Elles étaient dictées par un sentiment de prudence égitime, dont on a eu tort de se départir.

ART. 11

Il est enjoint aux maîtres des chiens enragés de les faire tuer sur le champ à peine de cinquante livres d'amende et d'être responsables du mal qu'ils pourront faire.

ART. 12

Si quelques chiens ou loups enragés, ont mordu des bœufs, vaches, moutons ou pourceaux, ou quelque autre bête, il est enjoint aux propriétaires de les faire tuer et enterrer à un lieu écarté, dans des fosses profondes, et en présence d'un commissaire de police requis, à peine de cinquante livres d'amende, et d'être responsable de tout fâcheux évènement¹.

ART. 13

Il est deffendu à tous les particuliers de porter de la lumière dans leurs écuries et greniers à foin autrement que dans une lanterne, à peine de cinquante livres d'amende et d'être responsables des évènements auxquels ils auront donné lieu par leur imprudence².

ART. 14

Il est enjoint à tous les propriétaires, locataires et sous-locataires des maisons, de faire ramoner exactement les cheminées des lieux qu'ils occupent, à peine de trente livres d'amende³.

¹ Les prescriptions relatives aux chiens atteints de la rage se trouvent énoncées dans le décret du 22 juin 1882, et dans la loi du 21 juillet 1881, sur la police sanitaire des animaux.

² Cette mesure de prohibition, dont on ne saurait méconnaître l'utilité constante, conserve encore aujourd'hui sa force d'obligation, bien qu'en fait, on l'ait totalement oubliée.

³ L'article 471 n° 1 du Code pénal punit d'une amende d'un à cinq francs « ceux qui auront négligé d'entretenir, réparer ou nettoyer les fours, cheminées ou usines où l'on fait usage du feu ». Au reste, un arrêté municipal en date du 19 novembre 1825 prescrit le ramonage général, chaque année, de toutes les cheminées de la ville et fixe la rétribution qui doit être payée, par les particuliers, à l'entrepreneur de ce travail.

ART. 15

Il est enjoint aux maçons, charpentiers et menuisiers, sur le premier avis qui leur sera donné d'un incendie, de se transporter à l'instant sur les lieux où il se sera manifesté, et d'y faire transporter leurs ouvriers et apprentis, pour donner les uns et les autres tous les secours qui seront de leur pouvoir, à peine de vingt livres d'amende¹.

ART. 16

Il est défendu aux maçons de placer du bois dans les tuyaux des cheminées qu'ils construisent et de poser les âtres ou foyers des dites cheminées sur les solives des planchers, à peine de cinquante livres d'amende².

ART. 17

Il est défendu à tous citoyens de jeter des bêtes mortes et autres choses qui peuvent infecter l'air ; il leur est enjoint de les enterrer à un lieu écarté, dans une fosse profonde, à peine de cinq livres d'amende³.

ART. 18

Tous ceux qui exposeront en vente des viandes corrompues ou d'autres comestibles d'une qualité nuisible et mal faisante, seront condamnés à l'amende de cinquante livres, et leur viande et autres comestibles seront confisqués pour être enterrés⁴.

¹ Depuis la création à Gap, en 1828, d'une compagnie de sapeurs-pompiers, en vue de combattre les incendies, l'injonction contenue dans cet article doit être tenue pour non avenue.

² Cet article vise ce qu'on appelle aujourd'hui le *vice de construction*, qui met en jeu la responsabilité du propriétaire au regard de son locataire, conformément aux dispositions de l'art. 1386 du Code civil, dans le cas d'un incendie provenant de ce vice. Il ne s'agit plus ici d'une contravention entraînant une sanction pénale, mais d'un quasi-délit productif d'obligations.

³ Abrogé par l'arrêté municipal du 12 septembre 1853, concernant l'enfouissement des bestiaux morts.

⁴ Les mesures relatives à la vente des viandes de boucherie ont fait successivement l'objet des arrêtés municipaux du 26 mai 1854, 6 novembre 1863, 4 janvier 1865, et d'un règlement général du service des abattoirs promulgué le 18 juin 1896,

ART. 19

Il est défendu à tous marchands de poisson d'en vendre ni d'en faire vendre dans la ville, avant qu'il n'en ait été fait gratis une visite par les commissaires de la commune, et que le Tribunal de police ait statué sur le rapport qui lui sera fait par les dits commissaires, à peine de cinquante livres d'amende et de la confiscation du poisson ¹.

ART. 20

Les aubergistes et cabaretiers feront étamer très fréquemment leurs ustensiles de cuivre ; et si lors de la visite qui sera faite par la police, elle trouve que cette précaution salutaire n'a pas été mise en usage, ils seront condamnés à l'amende de trente livres ².

ART. 21

Il est enjoint aux aubergistes, cabaretiers et autres logeurs des étrangers de tenir un registre en papier timbré et paraphé par un officier municipal, sur lequel ils obligeront tous les dits étrangers d'inscrire leur nom, leur âge, domicile habituel, date d'entrée et de sortie, et dans le cas où les dits étrangers seront illétrés (*sic*), les aubergistes seront tenus de les y inscrire eux-mêmes ou de les y faire inscrire ; comm'aussi si quelque étranger refusoit de dire son nom ou de donner des renseignemens suffisans, les aubergistes les dénonceront tout de suite à la police.

Ils seront de même tenus de représenter leur registre tous les quinze jours, et en outre toutes les fois qu'ils en seront requis, soit aux officiers municipaux, soit aux officiers de police, à peine d'amende du quart de leur droit

¹ Je ne sache pas qu'aucun arrêté municipal postérieur à celui-ci se soit préoccupé de la réglementation de la vente du poisson frais. Les mesures prescrites par cet article 19 sont depuis très longtemps oubliées.

² L'étamage des ustensiles de cuivre des cabaretiers a été à nouveau prescrit par l'arrêté municipal du 1^{er} mai 1848.

de patente et d'être civilement responsables des désordres et délits commis par ceux qu'ils logeront dans leurs maisons¹.

ART. 22

Il est défendu aux marchands de vin et de comestibles, revendeurs de tabac, marchands et fabricans de poudre à poudrer, di mêler aucuns ingrédiens, à peine de cinquante livres d'amende, de confiscation, et même d'être poursuivis extraordinairement par la vindicte publique².

ART. 23

Il est enjoint aux apothicaires et aux droguistes de ne vendre que des drogues de bonne qualité, de les renouveler lorsqu'elles commencent à vieillir. Il leur est défendu de vendre ni donner du poison à des gens suspects ou à des enfans à peine d'être poursuivis et punis conformément aux lois³.

ART. 24

Il est défendu à toutes personnes d'établir des cloaques dans les lieux fréquentés et d'antasser du fumier dans les rues, à peine de vingt livres d'amende⁴.

ART. 25

Personne ne pourra rien laver dans les bassins des fontaines publiques, ny y jetter des immondices, à peine de dix livres d'amende⁵.

¹ C'est l'article 475 n° 2 du Code pénal qui prévoit et punit aujourd'hui la contravention visée dans cet article. La sanction est une amende de six à dix francs. Un arrêté préfectoral du 10 octobre 1889 oblige en outre les logeurs à fournir à la police le bulletin individuel des voyageurs ayant logé chez eux.

² La vente du tabac constitue actuellement un monopole de l'Etat français.

³ L'exercice de la pharmacie a été définitivement réglementé par la loi du 21 germinal an XI.

⁴ Il existe de nombreux arrêtés municipaux relatifs à la salubrité publique. Inutile de les énumérer.

⁵ Contravention prévue par l'arrêté municipal du 24 novembre 1835 et punie par l'art. 471 n° 15 du Code pénal,

ART. 26

Il est enjoint à tous propriétaires qui aurait des bêtes malades ou soupçonnées de maladie épizootique, d'en avertir tout de suite le tribunal de police, à peine de cinquante livres d'amende, à l'effet par le Tribunal de faire marquer les dites bêtes malades ou soupçonnées de maladie, avec un fer chaud portant la lettre M, de faire constater que les dites bêtes ont été séparées des bestiaux sains, et qu'elles ont été renfermées dans des endroits, d'où elles ne pourront communiquer avec les dits bestiaux sains.

ART. 27

Il est défendu aux dits propriétaires de faire conduire, sous quelque prétexte que ce soit, dans les pâturages, ni aux abreuvoirs, les bêtes attaquées ou soupçonnées d'épizooties, sous la même peine de cinquante livres d'amende.

ART. 28

Il est enjoint à tous les citoyens qui rencontreront, soit dans les paturages, soit aux abreuvoirs, des bêtes marquées de la lettre M, de les conduire au-devant de la maison commune, et d'en avertir le Tribunal de police.

ART. 29

Il est défendu aux bouchers de tuer aucune de ces bêtes malades, à peine de cinquante livres d'amende et de confiscation.

ART. 30

Il est enjoint à toutes personnes qui auront des chevaux ou mulets, qu'ils soupçonneront atteints de la morve, d'en faire la déclaration au greffe de la police, à peine de cinquante livres d'amende.

ART. 31

Les propriétaires des chevaux ou mulets morveux feront parfumer et blanchir à neuf leurs écuries; les harnois, selles et licols, les couvertures et généralement tous les autres

équipages ainsi que les bois du ratelier et de la crèche qui auront servi à ces chevaux ou mulets, seront brûlés en présence d'un commissaire de la police, à peine de deux cents livres d'amende contre le chacun des propriétaires qui négligeroient la disposition du présent article.

ART. 32

Il est enjoint aux maréchaux qui auront connoissance de quelques chevaux ou mulets attaqués de la morve, d'en faire leur déclaration au greffe de la police, à peine de cinquante livres d'amende. Il leur est pareillement enjoint de prêter leur ministère pour examiner ceux qui en seront soupçonnés, et en cas de refus, ils seront condamnés à la même amende¹.

ART. 33

Il est défendu à tous citoyens qui voudront établir des cabarets, ou des boutiques, de poser aucune enseigne sans la permission du Tribunal de police; et il est enjoint aux marchands déjà établis d'asseoir leurs enseignes, de façon à ce qu'elles soient solides, et qu'elles ne puissent tomber sur les passants; en conséquence, défenses leur sont faites de les suspendre dans la rue, à peine de quinze livres d'amende².

ART. 34

Aucuns nouveaux cabaretiers et marchands ne pourront s'établir, savoir, les cabaretiers, sans avoir fait visiter et étalonner les pots, bouteilles et mesures dont ils entendront se servir, et les marchands, leurs mesures, poids et tous les instruments dont ils entendent aussi se servir, à peine de cinquante livres d'amende.

¹ La police sanitaire des animaux a fait depuis peu de temps l'objet d'une législation très sévère. Elle est actuellement réglementée par la loi du 21 juillet 1881, modifiée par celle du 31 juillet 1895.

² Cette mesure de prohibition rentre dans la catégorie de celles qui sont prévues par les nombreux règlements relatifs à la petite voirie.

ART. 35

Il est enjoint aux cabaretiers et aubergistes de ne servir que des pots, bouteilles et mesures étalonnées, à peine en cas de contravention, de confiscation des pots, mesures et bouteilles et de cent livres d'amende pour la première fois, et aux marchands de ne se servir que des mesures férées aux deux bouts et étalonnées, à peine, en cas de contravention, de la même amende¹.

ART. 36

Les boulangers seront tenus de vendre du pain de bonne qualité, et bien cuit, à peine de cinquante livres d'amende.

ART. 37

Ils ne pourront discontinuer de vendre du pain qu'après en avoir fait la déclaration au greffe de la police au moins quinze jours avant, et en cas de contravention, ils seront condamnés à l'amende de cinquante livres.

ART. 38

Il ne pourront non plus se coaliser entr'eux pour faire renchérir le blé et augmenter le pain, à peine de cinquante livres d'amende et des autres peines qui pourront être prononcées par le Tribunal de police.

ART. 39

Il est défendu aux bouchers et aux boulangers de vendre leur pain et leur viande au prix plus haut que celui du taux de la police, à peine de deux cents livres d'amende².

ART. 40

Il est défendu à tous cabaretiers, taverniers et aubergistes de donner à boire et à manger aux citoyens de la ville les

¹ La loi du 4 juillet 1837 a consacré définitivement en France l'unification des poids et mesures. La sanction de toutes les infractions à cette loi est fournie par l'article 479 du Code pénal.

² Seuls, les boulangers sont aujourd'hui assujettis à la taxe.

jours de fête et de dimanche, pendant la célébration des offices divins, après dix heures du soir en été et neuf heures en hiver, et de loger des vagabonds et gens sans aveu à peine de trente livres d'amende¹.

ART. 41

Il est enjoint à tous les négocians et marchands de tenir leurs magasins et boutiques fermés les jours de fête et de dimanche, à peine de quinze livres d'amende².

ART. 42

Les habitants de la campagne et autres qui viennent vendre des comestibles aux marchés de la ville, sont tenus de les apporter sur la place Saint-Etienne et non ailleurs. Les seuls citoyens qui ne font aucun commerce de comestibles auront le droit d'en acheter avant dix heures du matin³.

ART. 43

Il est deffendu à toutes personnes d'aller accaparer les comestibles dehors la ville, et aux revendeurs et revendeuses d'en acheter dans la ville avant dix heures du matin, à peine de trente livres d'amende pour la première fois⁴.

¹ Depuis la loi du 17 juillet 1880, l'exercice de la profession de cabaretier est entièrement libre, sous réserve d'une déclaration préalable à faire au maire de la commune quinze jours à l'avance. Les heures d'ouverture et de fermeture des cabarets sont fixées par arrêtés municipaux ou préfectoraux. L'arrêté préfectoral du 9 mai 1902 prescrit la fermeture des établissements publics à minuit dans les chefs-lieux d'arrondissement, et à onze heures du soir dans toutes les autres communes du département.

² Abrogé.

³ La place St-Etienne, — aujourd'hui place Jean Marcellin, — est toujours affectée à la tenue des marchés. Voir arrêté du 30 juin 1854.

⁴ Les heures auxquelles il est permis aux revendeurs d'acheter sur les marchés sont fixées par l'arrêté municipal du 9 décembre 1865. A partir de dix heures pendant les mois de mai, juin, juillet, août et septembre ; à partir de onze heures, pendant le reste de l'année.

ART. 44

Il est défendu à toutes personnes de chanter des chansons scandaleuses et insultantes, d'exciter aucun tumulte dans les rues ou ailleurs, soit de jour, soit de nuit, ni de faire autre chose qui puisse troubler la tranquillité publique, à peine de huit jours de prison ¹.

ART. 45

Défenses sont faites aux personnes qui se masquent en carnaval de porter des épées et autres armes; à peine de huit jours de prison ².

ART. 46

Il est défendu à tous les citoyens sans distinction de donner ou de donner à jouer aucun jeu de hasard, à peine de trois cents livres d'amende pour la première fois et mille livres pour la seconde.

Il est enjoint aux propriétaires, locataires des maisons et appartements où le public seroit admis à jouer, d'en avertir tout de suite le Tribunal de police, à peine d'être condamnés solidairement à l'amende prononcée contre ceux qui occuperont les appartemens employés à cet usage ³.

ART. 47

Défenses sont faites à toutes personnes d'ôter, déchirer ou couvrir les affiches des lois, proclamations du Roi,

¹ Les bruits ou tapages injurieux ou nocturnes troublant la tranquillité publique sont actuellement prévus et réprimés par l'art. 479 n° 8 du Code pénal. La sanction est une amende de onze à quinze francs et la prison en cas de récidive (art. 480).

² Aucun texte de loi ne prohibe le port des armes ordinaires, *apparentes et défensives*. Il y a seulement quelques exceptions (dans les salles d'élection, les églises, foires, marchés et autres lieux de rassemblement).

³ Les articles 410 et 475 n° 5 du Code pénal répriment les jeux de hasard établis d'une façon permanente ou accidentelle. Toutefois, l'organisation de ces jeux est administrativement tolérée dans un grand nombre de casinos.

délibérations du Département et du District, délibérations de la municipalité et jugemens des Tribunaux. à peine de trois jours de prison¹.

ART. 48

Il est défendu à toutes personnes de battre de la caisse, de sonner de la trompette ou de faire d'autres criées sans la permission de la municipalité ou celle du tribunal de police, sauf les publications usitées pour la vente du vin et pour les effets perdus, à peine de six livres d'amende².

ART. 49

Défenses sont faites à toutes personnes de faire des fossés, d'enlever ni faire enlever de la terre sur les régales de la ville, le long des remparts, à peine de cinquante livres d'amende.

ART. 50

Il est défendu aux serruriers de fabriquer, ni prêter des clefs, des crochets ni autres instruments, aux enfans de famille, ni aux personnes suspectes ou sans aveu ; défenses leur sont pareillement faites d'ouvrir, ni enfoncer les serrures dans les maisons qu'en présence et de l'aveu des maîtres des dites maisons, à peine de cent livres d'amende et d'être poursuivis par la vindicte publique³.

ART. 51

Il est défendu aux citoyens de jouer aux boules sur la grande route et surtout aux avenues de la ville, à peine

¹ Voir la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, art. 15 et 17.

² Les crieurs publics qui formaient autrefois une corporation, n'existent plus en tant que fonctionnaires bénéficiant d'un monopole. Toute personne peut donc faire des criées à la condition de ne point troubler le repos public. Néanmoins, les crieurs de journaux sont soumis à une déclaration préalable par l'art. 18 de la loi du 29 juillet 1881.

³ Cette assimilation des enfans de famille aux gens suspects et sans aveu ne manque pas de piquant ; elle jette un jour tout à fait intéressant sur la moralité et sur la façon d'agir de cette catégorie de personnes durant la période troublée du commencement de la Révolution.

de cinquante livres d'amande et d'être responsables des évènements¹.

ART. 52

Il est défendu aux enfants de se rassembler le long des remparts, ni dans les autres lieux de la municipalité pour se jeter des pierres avec des frondes, à peine de prison ; et il est enjoint aux pères de famille de surveiller leurs enfans, à peine d'être responsables des évènements².

ART. 53

Il est enjoint aux commissaires de la police de tenir la main et faire exécuter la présente délibération, à peine de destitution.

ART. 54

Le **corps municipal** arrête que la présente délibération sera imprimée, lue et publiée, et affichée pendant trois dimanches consécutivement³.

Fait à Gap, dans la maison commune, le cinq août mil sept cent quatre-vingt-douze, l'an 4^{me} de la liberté. Et ont es délibérants signées.

Boyer, maire ; Allemand, Lacombe, Pascal, Blanc, Astier, officiers municipaux ; Richaud, procureur de la commune ; Paul, secrétaire. »

¹ Non abrogé selon toutes probabilités.

² Cet article vise le célèbre jeu de la *Concouare* qui a subsisté jusqu'à nos jours, malgré les nombreuses mesures de répression prises par l'autorité municipale.

³ Le règlement municipal du 5 août 1792 fut effectivement imprimé chez J. Allier, imprimeur de la municipalité de Gap (in-4° de 14 pages), probablement à un nombre fort restreint d'exemplaires. Ces exemplaires sont aujourd'hui introuvables.



LA BARBADO¹

II

Filopogoun se lanço

— Vous ai panca tout dich su lou Filopogoun,
Se n'en manco d'un pau, se n'en manco d'un proun. —
Aqueles quinge frans, ramplaçant trei decimes,
Revèlon óu mercier un avenir tout nòu :
« E vivo acò ! dissec, fouoro lef gans minimas :
Dardenos, e patac, e liardos, e centimes !
Ieu, à-cha louvidors, e noun pas à-cha sòu,
Cqumtarèi dès-avuro, e ma fourtuno es facho ;
La maire des escus me lei vèn traire à ròu.
Per la mouse, — a bouon pèd, — prenguen suen de la vacho,
Anen daise,... e dabord, ieu 'mé tu, ma moustacho,
Devèn rire sourets ».

Un jau sus un eiròu,
Quand li vei tant de gran eivoueïra per lou sòu,
Lou pren d'assaut, e se despacho
D'apelar sa pouralho, escacagnant sei ris ;
E galant cascataire,
E valènt esterpiaire
Eu se fringo de joïo, e sisclo à pechots cris
Que soun coumpres, diria que parle :

¹ Voir le *Bulletin de la Société d'études*, n^o .

« Hèi ! pouletos, eici ! de fricot, n'ai trouva ;
 Tu, negro, que fas l'uóu, tu, blanchó, qu'as couva,
 N'avèn de que bechir ! semblo que sian en Arle !
 Lou blad fautarè pas, aquest an, per pitar ;
 Lèu ! rousso, jalho, griso, ei l'ouro dòu goustar,
 Que gouston pereu les chouchaires,
 De la bouono oucasieu fòu saupre prouffitar ;
 Chascun, poulos e gènts, que soungé à ses afaires ! »

Parierament òu jau, l'espicier parle e fai,
 E se viro d'eici, piei se viro d'alai,
 Quouro chas eu, quouro à sa pouorto,
 Semblo que quaucarèn l'agito e lou transpouorto ;
 E per pouisse esplicar soun trin de vèn-e-vai :
 « D'esse barbu, disié, rènde un ome pu gai ».

E quand dei barbo-prim la bando se presènto
 Lou pebrier les curbènt de soun largi cop d'uel :
 « Intra, jouves, intra, qu'ai ma melhouro en vènto,
 Que rènt que de la sèntre acò vous encountènto,
 Dins un tau semena poussarè gis de juel ! »
 Les fins, que coumprenien, intravon em' ourguel,
 E n'avien, veie proun, un favorable acuel,
 Dou marchand, de sa fèno, amai de ses tres filhos,
 Que, lour n'en proumetien, de chousétei gentilhaos,
 A coundicieu d'aguer, de barbo, óu mench un pan
 Quand vendrè San-Sivèstre ou quand vendrè San-Jan.

Emacò lou jouvènt venie, venie tout l'an,
 E se, de cop, la prèssó un brisounou malavo,
 Per redounar counfianço à sei braves chalands,
 Moussu Filopogou d'un vor s'encimelavo
 Din l'argumentacieu ; e, de tèrmes puissants,
 Bourravo sei resous, e soun mounde estilavo,
 E n'èron enauras, e les embimbourelavo.
 Que, d'amount, douminant lou passa, lou presènt,
 Coumo eiglas que tamiso, e faciant soun jouvènt,
 Jitavo les eilus de la literaturo,
 E les flours dóu bèn-dire e lei mots fènt figuro ;

E de tout acò bèu fasié 'n deibourdamment
 Que dóu Rose óuria dich quauque escrebassament.
 N'en sabié quasi trop, sabié touto l'istòri.

— Quand cènt bouchos óurieu, em' un avouas dou tron,
 Poudrieu pai recitar tout moun Filopogon,
 E per forço nous fau resumir acò jòri ; —
 Car l'imaginacieu fournissènt sa memòri,
 Veia din sei discours la vasto antiquita,
 L'Ouriènt, l'Ouccidènt, touto l'umanita,
 Prouclamant d'un acord que, d'estre embarbata,
 Et acò tout souret la routo de la glòri.
 Li veia que tous tèms l'imbèrbe èro dengu,
 Que lou pu grand respèt, per couontro, èro rendu
 A tout mascle qu'engimbro uno barbanço flòri,
 Que de pèdre, èro rèn, rèn de tant defendu ;
 Qu'enfin per l'ome es tout, que sa barbassariasso,
 Coumo cresto per jau e sa couó per l'aïasso !

E piei, tau qu'un champiaire à la cimo dei roc,
 Ou bèn tau qu'un neblas eu n'en jítavo à broc ;
 N'avié tant, d'arguments, que n'èro uno plueiasso :
 « Lou rei Dàvi, disié, fec massacrar en bloc
 Aqueles qu'à sei gènts n'avien coupa qu'un floc ;
 Qu'es qu'óurié fach, disè, se fau qu'eiçò coumplète,
 Amaï que fousse tèndre e meme grand pouète,
 Se les enfants d'Amoun, estènt enca pu gus,
 Boutèssin l'embassado e nuso e rasibus ?
 Tau rei sabié que barbo es pas per antifaço,
 Mai lou bout de l'ounour coumo n'ei la prefaço.
 Sèmpre à tout cè qu'ei grand la barbo s'engerbec,
 Toujout se li toucha la mesuro ei lèu coumo :
 La guerre dei Cènt ans su la Franço arribec
 A l'encauso d'un rèi que s'èro fa blanc bec ».

E l'espicièr parti, countavo, coumo e coumo
 Les Quirites avien touts la barbo à Roumo,
 E coumo lou Senat emé Papirius

Preferèron mourir, puleù que lour boutèssin,
 Lei soudarts dóu Brenus,
 La man su la barboueiro e 'nsint la proufanèssin.
 « E 'nsint quatre cènts ans e 'ncaro mai belèu,
 Se veguec perdurar la roumano valènço,
 E 'ncaro durarié, sèns uno orro imprudènço :
 Es qu'un Counsul indigne, un Jan-feno esturnèu,
 Un jour, anec pas-ti, de la Sicilo, adure
 De marris perruquiés... o vargougno ! o parjure !
 Lou noble pieu tounba soui lei rasours agus,
 De la voio d'antan n'en restec gaire plus.
 Barbo raso, toujout a marca decadènci !
 E, que trop, se n'es fach la tristo experiènci.
 Ah ! vóudrié, vóudrié mieis bàrbei roujos ou blués
 Que de n'en gis aguer ! jamai n'ia proun que pouso,
 Qu'un Barbanegro, un Barbesués,
 Un Barbasan, un Barbarouso,
 Se leissaren jamai tratar per de marmots...
 E se jamai la guerro arribavo, pechots !!! »

Aqui restavon touts badants de la secoussò ;
 Piéi, quand avien sesi cè que farié d'eros,
 Sous coundicieu, sabè, de n'aguer uno trouso,
 L'ome se reprenènt fieravo mai soun tros :
 « Leissen la guerro óu diantre, e viren vèi l'Asio ;
 Un autre cop qu'ourèi mai de legour, amis,
 Vous countarèi lou tourt que juec Semiramis ;
 Mai, passen la Carcas ;... es, que de pouesìo,
 Qu'anaren, per encuei, querre din tau país :
 Ieu li veiou toujout lei bàrbei d'Assirio
 Virant l'oundo su pitre e, majestousament,
 Li fasènt touts les ans uno novo estagiéro,
 Mounumentau decourament
 D'un puple qu'a saupu la beuta sèns pariéro.

« E quau empacho piéi, daboque es arriba,
 De dire qu'uno reino, aquelo de Saba,
 Deupec en countemplant la barbusso esplendido

Dôu Salamoun-toumbar à sei ginouts, avido
 De la veire enca 'n pau,
 Tant èro mouolo e bloundo, e de parfums umido,
 E subrumaio d'or, mai lusènto qu'èsmaut.

« E se rebridavian avuro din l'Elado
 Que lei Sàvis aquí couneissien la Barbado :
 Eisa vous prouvarieu que, lou pu grand, Platoun,
 L'ami d'Acadèmus, s'en fretavo ou mentoun ;
 E creiè-ti, sèns que tant grate,
 Que sènso, foussin lou Soucrate,
 L'Aristoufane, e l'Ipoucrate,
 E Pitagoro e lou Zènoun,
 E tau grand plebeian ou fier aristoucrate ?
 Tous à la mourro, tous, aqueles qu'an renoum,
 N'avien din lour credanço e din lour mantèus gofes,
 Lours armàris, ana, segur, n'èron pai bofes
 De moun famous filopogoun,
 Eu que, souret, avié, coumo a 'ncaro lou doun,
 De faire lei bouons filousofes.

« Mes, chavaren peimai dedin l'antiquita,
 Quaucun poudrié me crier : ieu l'ai pai vesita,
 Meme que franchament destrepasso ma visto.
 Eh ! bèn, charren d'encuei : Que sarié 'n deputa,
 Que sarié 'n senatour ? (Tenè, que n'ai la listo,
 Perque m'escrivon touts, l'un, l'autre, à l'improuvisto) :
 Vaqui Moussu Ferry, ves cici Gambeta,
 Regarda-les ! Ourien uno babino tristo,
 Un barjou trop coumun, se n'èro entignassa
 D'un barbas que voui semblo un ginèst qu'a poussa
 Su lour gaugno ; Es, qu'en bloc, abenon ma poumado.
 D'eïço, mutessia pas, tant que soun en parado !

« Vous fôu-ti 'nca lei reis, d'encuei, de l'an passa,
 M'aquélei de deman ! n'en tènou la manado :
 Touts les chèfs, touts lei gros, qu'an quinze ans su lou nas,
 M'escrivon : Mando-nous, fraire, de ta Barbado.
 De taus ordres ansint n'ai sous clau un floucas.

« Enfin, coupén de còurt, eseouta-me, meinas,
Qu'après òuren tout dich : Un avesque d'Africo

Maugrat sa scienco teourico,
S'embarganec din la pratico,

Que, jusco à l'engafage, esparriec en tau cas.
Veici l'afaire : Aquest, s'èro clavela 'n tèsto
Que la barbo des clerc es piérugnò de rèsto,
E de toundre aqueu pieu les a vougu fourçar,

Disènt : que la barbo èro salo
E que foudrè se n'en passar ;

Que din soun avescat e din sa catedralo,
A partir de tau jourt, sarè bèn defendu
De se li presentar en mourre pas toundu,
E qu'ou retourt de sa vesito pastouralo
Sarié sèns remissieu. Parier ordre entendu,
Coumo pas un n'avié lou visagi tout nud,
Vous anesse arribar quauque estraourdinàri ;
Su tant de barbarins un vènt d'agitacieu
Rounflassiant, fasiè cregne uno revoulucieu !
Urousament eici qu'un adrech Grand-vicàri,
Que sa griso embarburo òurié rampli 'n tinèu,
Qu'èro enca, franc d'errour, lou prieu dóu Seminàri,
Es prèirei lour dissec : boufia pas ; ei nouvèu,
L'avesque, mes ei brave, e n'en revendrè lèu.
Pas pu luen qu'ou revir de la vesito dicho,
En plaço de fa traire e moustacho e barbicho,
Me charjarè d'escrieure, e d'escrieure à soun noum,

Ou bèu marchand Filopogoun,
Per que li mande uno barrico
De sa poutingo específico.

Or, lou paire Gerard, Messiés, avié resoun,
E s'èro pa 'n secrèt, dedinc un bouon besoun,
Voui moustrarieu sa letro, aquelo que m'a 'scricho,
Que ses quatre quintaús de Barbado respicho !
E ves eici cè que de-founs a deivira
L'èime de l'Archavesque e li l'a peutira :
Din lou prumier endrech ounte es que s'avieirèron
L'Ourdinàri e sa suito. à lour entourt courrèron

Les Arabes en foulo ; e parlec gravament
 Lou supèrbe Prelat, e pereu bravament ;
 Mes tout bèu just se l'escoutèron,
 Que venien vèi lou viel, coumo lou counaissien :
 Eron drolos pareis les chausos que disien ;
 Lei vourié fa quesar ; mai din lour idiome :

« Aqueu, si, li fasien,
 Sarié 'n ome, s'avié de barbo coumo un ome ;
 Nous parlo mieis qu'un libre, e l'abit li vai bèn,
 Es fier sèns esse fier, que semblo que nous amo ;
 Hòu ! veièn proun qu'ei vouosto Damo,
 E que dei mourres fins avè chòusi la cramo ;
 Dei bellos ei la bello, e dîn lou grand se tèn ! »
 E d'aise, acò disien, m'un uel que clugnouchavo...

« Lou Segnour s'avisant que dengu l'escoutavo,
 E que chascun 'mé l'autre, en riènt s'abouchavo,
 Sabènt plus que sounjar, que li coumprenié rèn,
 Fai yenir lou Decan e l'engajo à li dire

Ce qu'èro que les fasié rire.

— « Fasia pas atencieu, Mounseigne, ei de meinas ». —
 Mai Sa Grandour ensisto, e vouó saupre l'afaire ;
 E l'un : « Acó 's d'enfants ». E l'autre : « Sieu lour paire,
 E devè m'esplicar cè que devinou pas ».

— Aiai ! — De que s'agis ? — Soun d'anouges ou prèsque.

— E piéi ? — N'avien gis vist de coumo vous de Vèsque

E lour fasè 'n drole d'efèt ;

De pòu de voui n'en faire acò me fai de peno. —

Lou Prelat li tèn plus : Parla-me dounc sèns geno,
 Coumàndou, disè tout, dessus aqueu sujèt.

— « De graci, pardouna, dison que sia... ma feno !

E que, dóu blanc fenun, sia 'n moudèle parfèt !

E coumo s'en fachar ! parlon sèns mechantiso ;

Car jamais ome eici, sèns barbo, ome fouguec,

Tout ome déu n'aguer pulèu mai qu'uno briso ;

Se souvènon enca de la lèi de Mouïso :

Neç radetis barbam ».

« Lou Primat coumprenguec,

E tant bèn a coumpres qu'a manda soun couontordre,
 E lou clargè d'Argier avuro ei rassura,
 Eu, rèsto estoua vès eu, sèns vouler n'en deimouordre,
 Tant que, de ma Barbado, estènt pas tenchura,
 Pouorto pai su sa trougno uno barbassarasso
 Pu grosso que les pins n'an lour garnassarasso,
 Pu lonjo que gis de cura !
 Ves aqui cè que vèn d'arribar en Africo ».

Après uno taro lougico
 E de pariés temóis, sèns ajustar un mot,
 Chascun, levant la man, reclamavo soun pot.
 E lou mercier, qu'es pas un sot,
 Recriavo : « Cregnèn plus que la barbo pousticho,
 Siégue en còchis ou 'n sedo, e siegue rufo ou richo »,
 E couontre elo larjavo aquesto forto dicho :
 « Es acò l'ennemi que li fòu courre sus ;
 Vaqui la fausseta, vaqui l'ipoucristio,
 Lou grand dangier, l'ignouminio,
 E per tout dire enfin la novo Barbario !
 Juren d'estermnar aquel ourrible abus ;
 E 'mé quau ? Em' eiço !... (Teniè 'n pot de poumado)
 E touts li respoundièn : « Vivo vosto Barbado ! »

E l'espicier trioumfatour,
 Se veiènt devenir un Barbo superiour,
 Fasiè, durbènt sei bras : « Emé vosto counfianço,
 Ieu, aguènt cè que fau, vòus, aguènt l'esperanço,
 La gariren segur, la sauvaren la Franço.
 Dóu cousta de la barbo, ei la sagesse en flour ;
 Dóu cousta de la barbo, ei la touto puïssanço ;
 Dóu cousta de la barbo ei la francho valour,
 La braveta coumplèto e lou suprème ounour ! »

Sur aquelo espoueissia, mouio e filhos intravon,
 N'èron plus apendris, e lou mounde servièn,
 Déjà les counaissènts meme lei desiravon
 Tant graciosament lou cirage pourjien ;

Car lou Filopogon servié plus sa pratico
 Ero adeja trop naut din l'estimo publico,
 L'obro anavo que miéis, boque encauso d'acò
 Tout dóu tèms de la vènto, eu n'en chaplavo encaro :
 « Despacha-vous, fasié, coumenço d'estre raro
 La marchandiso, e lèu, demán, sarè pu charo,
 Que me n'en fau fournir óu Tsar, óu Micadò,
 Ou nouvèu rei d'Espagno, à n'aqueu d'Angloterro,
 A Menelic, eilai,... davant que partre en guerro
 N'en vouo férme, Guilhem !... Que d'obro ! e que travau !
 Li tènou quasi plus ! la tèsto me fai mau !

Belèu me boutarèi en grèvo !

Ah ! n'ourieu bèn lou drech !... cè que lou mai me grèvo,
 Es que ma barbo peso, e peso pas qu'un pau.
 Estènt, coumo Sansoun, qu'ai aqui ma sabènço,
 E la forço e lou biais de moun intelligènço...
 Oh ! jueinesso virilo, avèngue enfin lou jour,
 Que, fiers councitouians, vouguessia 'n ouratour,
 Saren prests à mountar ei ròstrei d'elouquènço !...
 E per tout defenir en bouono fenissènço,

Venguen ou fèt, leissen lei mots :

Emboursou mes escus, empoucha vòstes pots... »

(Seguirè.)



ESSAI HISTORIQUE
SUR LA
Formation des Limites
ENTRE
LE DAUPHINE ET LA SAVOIE

Par M. Louis JACOB

II

LES COMTES DE SAVOIE
ET
LES DAUPHINS DE LA TROISIÈME RACE

« On ne peut disconvenir que la maison de
« Savoie, à cheval sur les Alpes dès le XI^e
« siècle, n'ait essayé, à plusieurs reprises
« jusqu'à la fin du XVI^e siècle de reconstituer
« le royaume de Bourgogne... mais la cession
« du Dauphiné à la France et en 1355 l'oppo-
« sition de cette dernière au mariage d'Amé-
« dée VI avec Jeanne de Bourgogne dont
« l'apanage aurait doublé ses Etats, furent les
« premiers avertissements pour la maison de
« Savoie d'avoir à changer son programme
« politique ».

(Abbé Ducis. Occupation, neutralité mili-
taire et annexion de la Savoie).

Les rois de France, après avoir affermi leur trône, ne songèrent pas seulement à agrandir leur domaine aux dépens des fiefs voisins de l'Ile de France ; mais, comprenant la nécessité pour un Etat d'avoir ses limites naturelles, ils tournèrent leur ambition vers les pays du Midi et surtout vers ceux du Sud-Est dont la prise de possession sem-

blait plus facile. Le pouvoir impérial y décroissait de jour en jour, et les seigneurs de ce vaste royaume d'Arles étaient en fait absolument indépendants¹ ; toutefois, l'état de guerre continuelle dans lequel ils étaient, prouvait qu'ils avaient besoin de se rallier à un souverain puissant et actif. Nos rois comprirent l'avantage qu'une telle situation leur offrait ; ils ne laissèrent échapper aucune occasion de faire pénétrer dans ces pays l'influence française et préparèrent habilement le moment où ils pourraient se rendre maîtres de l'espace de terrain compris entre le Rhône et les Alpes.

Déjà Louis le Gros, voyant son beau-frère Amédée III sans héritier, avait tenté d'escompter à main armée sa succession en 1137. La mort l'arrêta. Mais, le plan de Louis VI eut-il réussi, il est permis de se demander si la Savoie, isolée du reste du royaume serait facilement restée en la possession du roi de France. Il était plus sage, comme le firent ses successeurs, d'acquérir sur les bords du Rhône le Lyonnais et le Dauphiné, pays intimement rapprochés du corps du royaume, et constituant le seul passage pour pénétrer dans les Alpes ou en Italie.

Cette œuvre de conquête pacifique dans le Sud-Est fut commencée par Philippe le Bel ; en 1307 il est maître de la ville de Lyon qui lui est cédée par l'archevêque ; puis, le Dauphiné excitant ses convoitises, il achète moyennant 1.500 livres de rente sur son trésor l'hommage des « souverains du Dauphiné ». Plus tard, en échange de ces 1.500 livres, le roi de France donnera à ces souverains des terres en Auvergne, et c'est à ce titre que Humbert II deviendra le vassal de Philippe VI et partant sera tenu à certains devoirs dont l'exécution sera bientôt réclamée².

¹ Cf. 1° L. Jacob. Le royaume de Bourgogne sous les empereurs Franconiens, 1038-1125 ; 2° M. Paul Fournier. Le royaume d'Arles et de Vienne, 1125-1378.

² Pour l'histoire des négociations qui préparèrent l'annexion du Dauphiné à la France cf. Guiffrey. L'annexion du Dauphiné à la France, 1 vol. in-8° 1868.

CONFÉDÉRATION SUISSE
o Fribourg

Comté

de Bourgogne

Baronnie de l'Aud

PROV. DE SAVOIE

o Meyvaillon

ÉTAT

du PAYS

de

Avignon

COMTE

DE

SAVOIE

LE COMTÉ de SAVOIE
&

LE DAUPHINÉ de VIENNOIS

après le Traité de 1355

d'après l'Atlas historique de M.A. Langlois



AMBITION DES COMTES DE SAVOIE. — Les rois de France n'étaient pas seuls à convoiter les pays fertiles qui s'étendaient du Rhône à la mer, la maison de Savoie dont les possessions s'étaient considérablement agrandies au cours du XIII^e siècle, ne cachait pas son désir de se rendre maîtresse de tout le pays de Vienne dont elle possédait déjà une grande partie.

La soif de s'agrandir fut toujours la caractéristique des descendants de Humbert aux Blanches Mains. Cette politique d'extension qui devait avoir son couronnement au XIX^e siècle, avait commencé de se développer au Moyen Age, et c'est sur le versant occidental des Alpes qu'elle s'exerça jusqu'à ce que la France, en prenant possession du Dauphiné forçât les « portiers des Alpes » à tourner leurs ambitions du côté de la Péninsule¹. Habitué à ne rien céder de leurs droits, ils ne négligèrent rien pour les faire valoir : pour un peu, tout le pays du Rhône leur aurait appartenu ; ils prétendaient même avoir des droits sur la ville de Lyon, et ce ne fut sans doute pas au détriment de l'influence savoisienne que plusieurs membres de leur illustre maison occupèrent le siège archiépiscopal de cette ville².

Nul doute que le Dauphiné enclavé dans les possessions

¹ L'annexion de la Provence et du Dauphiné fut toujours l'objet de l'ambition des princes de Savoie et la récompense qu'ils sollicitaient des monarques auxquels ils offraient leurs précieux services.

C'était leur objectif pendant les guerres de François I^{er} avec Charles-Quint (invasion de la Provence) et pendant les guerres de Philippe II avec Henri IV.

En 1729, lorsque Charles VI cherchait l'adhésion des souverains de l'Europe à la pragmatique sanction, son ambassadeur, le comte Filippi, promettait au roi de Sardaigne, au nom de l'empereur, le Dauphiné et la Provence, sachant bien que la possession de ces provinces avait toujours été le rêve chimérique de la maison de Savoie (cf. St-Genis. Hist. de Savoie, t. III, p. 30).

² 1^o Bouchard, archevêque de Lyon au commencement du XI^e siècle ; 2^o Philippe, fils de Thomas, c. de Savoie, évêque de Valence, élu de Lyon 1268, puis comte de Savoie, 1268-1285.

3^o Pierre de Savoie, fils de Thomas de Savoie, archevêque de Lyon du 7 août 1308 à novembre 1332.

des comtes de Savoie eut été réuni à leurs Etats, soit à la suite d'une guerre, soit grâce au hasard d'une alliance¹, sans la politique habile et énergique des rois de France qui, depuis Philippe le Bel jusqu'à Jean le Bon, établirent leur domination dans le Sud-Est en prenant possession du Lyonnais et en préparant la cession du Dauphiné². A partir du XIV^e siècle, ce ne sont plus seulement les Dauphinois et les Savoyards qui sont aux prises dans les nombreuses luttes qui se livrent sur les limites de leurs territoires : ce sont déjà la politique française et la politique savoisiennne qui s'opposent l'une à l'autre ; et le traité de 1349 qui fut le triomphe définitif de la diplomatie capétienne fut un échec pour la Savoie et le signal pour elle d'une politique nouvelle de l'autre côté des Alpes.

NOUVELLE GUERRE. — Dans un document de l'année 1299, nous trouvons clairement notée la trace des progrès de l'influence royale auprès de la cour des Dauphins : la Grande Dauphine laissant à un des fils d'Humbert (Hugues) sa baronnie de Faucigny, déclare que son testament est ainsi libellé « ad requisitionem regis Franciae » sur les instances du roi de France ; Philippe le Bel, avait-il pu prévoir la possibilité d'échanger plus tard cette baronnie, dépendance du Dauphiné, contre la partie du Viennois possédée par le comte de Savoie ? C'est possible. Et Amédée V comprit si bien l'importance et le sens de cet acte qu'il prit les armes et déclara la guerre au Dauphin (1299) ; interrompue un moment par une proposition d'arbitrage de Charles de Valois (1301), elle se continua jusqu'en 1305, date à laquelle le pape Clément V intervint et fit signer aux combattants une trêve qu'il leur ordonna d'observer sous peine d'excommunication³. Peut-être cette menace

¹ Cf. Tableau généalogique, nombreuses alliances contractées entre les maisons de Savoie et celles de Dauphiné.

² En 1316, le roi Louis le Hutin, fidèle à la politique de son père, se faisait gracieusement remettre par le comte Aymar IV les comtés de Valentinois et de Diois.

³ Valbonnais, t. II, instrumentum CXXIX, p. 124-125.

spirituelle n'eût-elle pas réussi à arrêter les irréductibles combattants, si la mort du dauphin Humbert, survenue en 1307 n'eût imposé aux deux parties une période de paix nécessaire.

Mais elle ne devait pas être de longue durée ; un traité d'alliance signé en 1311 entre le dauphin Jean, son frère Guy de Montauban et Philippe d'Achaïe, nous montre les dispositions peu pacifiques des princes alliés à l'égard de la Savoie. Les hostilités étaient sur le point de recommencer lorsque Henri VII de Luxembourg, empereur d'Allemagne, interdit au Dauphin sous peine de perdre ses fiefs d'attaquer son voisin le comte Amédée¹. Devant cette menace, le Dauphin arrêta ses préparatifs ; mais la mort mystérieuse de l'empereur² survenue quelques mois plus tard, laissa les mains libres à Jean II et à ses alliés.

Le roi des Deux Siciles lui-même, mécontent de la Savoie qui lui dispute son influence en Piémont et désirant se venger de l'appui que ses princes ont donné à Henri VII, vient se joindre à la coalition formée contre Amédée V³. Par le traité du 13 février 1314, le nouvel allié s'engageait à fournir 500 hommes d'armes et mettait les forces dont il disposait en Piémont au service des ennemis de la Savoie. Ces préparatifs peu rassurants pour le comte, contribuaient à incliner son esprit vers la paix, lorsqu'une circonstance imprévue vint en hâter la conclusion.

Le royaume d'Arles était à la veille de passer entre les mains de Philippe le Bel, conséquence naturelle de la politique d'influence française inaugurée par ce roi dans le Sud-Est de la France. En apprenant les projets de reconstitution de ce royaume au profit d'un roi de France, le Dau-

¹ Fournier, op cit.

² Mort le 15 août 1313 à Buonconvento : il allait combattre le roi Robert II de Naples et avait sommé le Dauphin (vassal du roi de Naples, en même temps comte de Provence, en raison du Gapençais) de le suivre en Italie.

³ Valbonnais, t. II, inst. XXII (Jean II) pp. 148-150. *Tractatus confœderationis inter Robertum Regem Siciliae et Joannem Dalphinum ad sex annos, contra Amedeum comitem Sabaudiae.*

phin renonce à la guerre contre le comte de Savoie pour s'opposer de toutes ses forces à la restauration projetée. La paix, une fois conclue, tous deux s'entendent, dans des articles adjoints et peu postérieurs au traité¹ pour conserver à l'Empire « le royaume d'Arles qu'ils n'avaient nul intérêt à voir passer aux mains de la France² ». Sur ces entrefaites, Philippe le Bel vint à mourir et le danger de reconstitution du royaume d'Arles disparaissant avec lui, l'alliance fut vite rompue et la paix oubliée.

SITUATION DES COMTES DE SAVOIE EN VIENNOIS. — Avant d'exposer les clauses du traité de 1314, il nous faut signaler des documents importants antérieurs de quelques années à cette date, et qui nous font connaître exactement la situation des comtes de Savoie en Viennois à cette époque : ce sont ces dénombrements opérés en 1309 qui sont publiés dans Valbonnais³.

1° *Leurs revenus.* — Il résulte de ces documents que leurs possessions aux environs de Lyon et de Vienne étaient pour eux une source de revenus considérables. Le dénombrement des propriétés et domaines qu'ils avaient dans le mandement de St-Symphorien établit que leur revenu annuel y dépassait 900 livres; ils percevaient un péage par terre à St-Symphorien et même à Vénissieux, sans compter un péage par eau qui, en raison de l'importance du transit entre Vienne et Lyon, fournissait 600 livres par an. De plus, les foires de St-Symphorien, dans lesquelles ils prélevaient le 1/30^e des prix de ventes, leur donnaient 270 livres par an. Le revenu annuel des comtes dans les man-

¹ Valbonnais, t. II, inst. XXXI, pp. 150-157. Unio ligæ et fœderis inter Amœdeum C. Sabaudiae et Joannem Dalphinum, pro deffensione regni Arelatensis, contra illos qui ipsum intotum vel in partem occupare præsumerent.

² Fournier, le Roy, d'Arles et de Vienne, p. 379.

³ T. I, pp. 85-87, 97-99. Extenta jurium Comitum Sabaudiae apud Costam S. Andrea et Boczosellum. Extenta jurium quae leventur a Comitibus Sabaudiae apud S. Symphorianum de Auzonæ.

dements de la Côte-St-André et de Bocsozel, s'élevait à 300 livres d'argent; ils y percevaient en outre deux péages, moins importhnts toutefois que ceux qu'ils avaient établis le long du Rhône.

2° *Leurs vassaux*. — En outre de ces propriétés, les seules dont nous connaissions l'étendue et le rendement exacts, les comtes possédaient en Viennois de nombreux vassaux : c'étaient notamment les Bocsozel qui tenaient d'eux en fief ce qu'ils possédaient dans le château et le mandement de Bocsozel, avec le devoir de leur prêter le serment de fidélité comme hommes liges¹.

C'étaient également les Beauvoir qui transformèrent au milieu du XII^e siècle une partie de leurs alleux en fief des comtes, par exemple à Falavier, à Jonagé, à St-Alban de Roche et à Meyrieu. C'étaient les Rives qui, possédant en alleu le mandement de ce nom, avaient inféodé le château lui-même de Rives au Dauphin, et au comte de Savoie le terroir de Charnècles qui dépendait de ce mandement². C'était enfin la famille d'Entremont qui faisait hommage lige aux comtes pour le château d'Entremont. Ces derniers avaient acquis en outre aux environs de Vienne le fief de Septème dépendant de l'archevêché et ils en faisaient régulièrement hommage à l'église de Vienne. Ce fut à eux encore que l'abbaye de St-André-le-Bas, de Vienne, remit en garde ses biens placés sur la Véronne, soit à Moirans, soit à Gemens, soit à Crisanton, soit à Chatenay. Telle était la situation importante des comtes de Savoie en Viennois et nous verrons que le traité de 1314 postérieur de quelques années à ce démembrement, ne lui fit pas subir de grandes modifications.

¹ Les seigneurs de Bocsozel tenaient également des comtes de Savoie, en fief rendable, le donjon, le château et le mandement de Chatonnay. Les noms habituels de Humbert et d'Aimon, chez ces seigneurs, suffisent à marquer qu'ils font partie de la clientèle de la maison de Savoie.

² Le chemin allant de Rives à Moirans limitait à l'ouest le terroir de Charnècles et cette limite fixe sur un point précis près de l'Isère le contact des dauphins et des comtes de Savoie en Viennois.

TRAITÉ DE 1314. — Il y eut des réclamations des deux côtés : le comte de Savoie reprochait au Dauphin d'avoir pris et de retenir injustement le château de Montrevel en Viennois, le fief du Bouchage, le château de la Buisse au mandement de Voiron et le château récemment construit de St-Laurent en Viennois. D'autre part, le Dauphin reprochait au comte de s'être emparé du territoire d'Ambonay (Bugey), des fiefs de Maubec, de Villeneuve de Marc, de la Palu, de Chandieu, de St-Jean-de-Bournay en Viennois, d'Arvillars, de Montbreton au mandement d'Avalon et du château d'Entremont.

L'évêque de Grenoble et celui de Tarentaise, Pierre d'Achaïe et Guigues Allemand, furent désignés comme arbitres. Ils ordonnèrent que la haute seigneurie de Maubec, de Villeneuve de Marc, de la Palu, etc., demeureraient au comte de Savoie ainsi que les terres d'Ambonay et de St-Jean-de-Bournay ; celle de la Buisse dont le Dauphin s'était emparé pendant la guerre, serait rendue au comte, après toutefois que le fort en aurait été démoli sans que le comte en puisse construire d'autre à l'avenir depuis Voiron jusqu'à l'Isère. Le dauphin devait remettre au comte tout ce qu'il possédait dans l'île de Ciers jusqu'à St-Genis. Le comte d'autre part, abandonna au Dauphin la mouvance de Montrevel, de Meysieu et la terre de Danthesieu, dont il promit de lui faire donner l'investiture dans un an par l'archevêque de Lyon de qui elle relevait. Le Dauphin fut maintenu dans la possession du château qu'il avait fait bâtir nouvellement à St-Laurent dans le Viennois ; en outre tout le territoire sis au-delà du ruisseau de Bréda devait rester au Dauphin mais tel qu'il était avant la guerre : partant le comte de Savoie devait démolir la forteresse de Montbreton, et les deux contractants s'engageaient à ne pas construire de château fort dans le mandement d'Avalon¹.

Ce traité fut lu et signé solennellement par le comte de

¹ Cf. texte du traité dans Valbonnais, t. II, preuve XXIX, pp. 155-156.

Savoie et par le Dauphin en l'église de Villarbenoit, près du château du Terrail, dans la vallée du Graisivaudan. Pour l'entourer de garanties, il fut convenu que le Dauphin le ferait ratifier par ses trois frères¹ et le comte par ses deux fils Edouard et Aymon.

ETAT DU DAUPHINÉ EN 1319. — Le 5 mars 1319 le dauphin Jean II mourut et son jeune fils, âgé de 9 ans lui succéda, avec son oncle Henri, évêque de Metz comme régent.

Jean II, pendant les douze ans que dura son gouvernement, avait sensiblement accru la puissance de sa maison, indépendamment du traité avantageux de 1314 et des alliances précieuses contractées par lui et les siens² il avait obtenu plusieurs hommages directs : notamment celui de Humbert, sire de Villars, qui exerçait des droits de souveraineté sur une grande étendue de la Bresse et du Bugey³, et celui du sire de Clérmont qui possédait en franc-alleu plusieurs enclaves dans le Dauphiné et sur les confins de la Savoie. A sa mort, le Dauphiné de Viennois comprenait les contrées suivantes : 1^o Relevant directement du Dauphin : une partie de la Bresse et du Bugey, la baronnie de la Tour du Pin, au-delà et en deça du Rhône, le Faucigny (apanage de Hugues de Viennois), la comté de Graisivaudan (cap. Grenoble), la comté de Viennois et d'Albon (cap. Vienne), les baronnies de Mévouillon et de Montauban⁴, les comtés de

¹ Hugues, baron de Faucigny, † 1328 ; Henri, évêque élu de Metz, † 1329 ; Guy de la Tour, baron de Montauban, † 1324.

² En 1296, il avait épousé Béatrix, fille de Charles Martel, roi de Hongrie, et fut chargé d'administrer les terres que ce prince possédait dans le royaume de Sicile. Philippe le Bel, roi de France, avait promis la main d'une de ses petites-filles pour Guigues, fils de Jean II, la promesse fut tenue par Philippe le Long. Enfin Louis le Hutin (en 1317) accorda à Jean une rente de 2.000 livres.

³ Valbonnais, t. II, p. 138, inst. X.

⁴ En 1293, le dauphin Humbert avait acquis le droit de suzeraineté sur la baronnie de Meuillon ; en 1317, ce droit devint un droit de propriété par la cession du baron Raymond en faveur de Jean II. (Valbonnais, t. II, p. 165, preuve XL). A la même époque, Humbert avait réussi à se faire remettre aussi la baronnie de Montauban voisine de la précédente,

Gap, d'Embrun, le duché de Champsaur, la principauté de Briançon ; 2^o Fiefs, vassaux et alliés : les comtés de Genève, de Piémont, le marquisat de Saluces, les comtés de Valeninois et de Diois, la comté de Forez.

LA SAVOIE A LA MORT DU COMTE AMÉDÉE V. — Amédée le Grand mourut en 1323 ; avec ce comte la Savoie s'était considérablement agrandie ; à ses états héréditaires de la Savoie, de la Maurienne et de la Tarentaise, où les comtes avaient substitué leurs droits à ceux des évêques ; aux duchés de Chablais et d'Aoste et à ses possessions en Viennois qui restaient intactes, s'étaient ajoutées la seigneurie de Bagé, l'investiture des droits impériaux sur Payenne et le pays de Vaud. Tous les fiefs, domaines et droits que la branche aînée de Savoie possédait en Piémont, la pleine juridiction sur Turin, Chieri et Asti avaient été attribués au comte Amédée à la suite des services intéressés qu'il avait su rendre aux empereurs Albert d'Autriche et Henri de Luxembourg, son beau-frère¹.

La paix avait duré jusqu'à la mort des deux princes signataires du traité de 1314 ; mais leurs jeunes successeurs reprirent bien vite les traditions séculaires de leurs familles et dès 1324 la guerre éclata de nouveau entre les seigneurs voisins. Le prétexte en fut l'invasion des états du comte de Genève, allié au dauphin par le comte de Savoie². Les hostilités eurent lieu dans le Faucigny, le Chablais et la Bresse ; les faits les plus importants furent le siège du château des Allinges et la bataille de Varey (1325) où « l'ost de Savoye fut bellement desconfit » ; les Dauphinois commandés par Guigues VIII firent un grand nombre de prisonniers de marque ». Cette journée, dit Valbonnais, qu'on peut considérer comme un des événements les plus mémorables de l'histoire de nos princes, acquit beaucoup de gloire au

¹ En 1294, 12 ans après la mort de Sibylle de Bagé, Amédée V avait épousé Marie de Brabant, sœur de Henri de Luxembourg, élu empereur en 1308.

² Pour le récit détaillé de cette guerre, cf. le mémoire de M. A. du Boys.

régent et au jeune Dauphin ». Peu de temps après cette bataille, le pape Jean XXII fit obtenir par ses délégués une suspension d'armes entre les deux combattants. Puis, Philippe de Valois qui faisait la guerre aux Flamands et avait besoin du secours de tous ses alliés contre des ennemis aussi puissants, songea à terminer les querelles du dauphin et du comte de Savoie, afin de pouvoir adjoindre leurs troupes à ses armées ; les princes, à sa demande, acceptèrent sa médiation et signèrent une trêve d'un an pendant laquelle le dauphin Guigues combattit avec les armées françaises et contribua pour une bonne part, au dire des chroniques, à la victoire de Cassel (1328). Au retour de son expédition, le roi s'entremet pour accommoder les différends des deux princes voisins ; mais l'entente fut difficile à établir, et la mort d'Edouard, survenue le 4 novembre 1329 fit suspendre les négociations entreprises à cet effet. Elles continuèrent, mais sans succès sous son successeur Aymon qui ne cherchait qu'un prétexte pour venger le désastre de Varey. La reprise de la guerre en 1332 devait être fatale au jeune dauphin : ayant rassemblé, l'année suivante, son armée au château de la Perrière, près de Voiron, il mit le siège devant cette place. Mais, au plus fort de l'attaque, il reçut un coup d'arbalète dont il mourut le lendemain, pendant que ses soldats excités par le meurtre de leur chef emportaient sur les Savoisiens une seconde victoire (28 juillet 1333).

Guigues VIII, dont la plupart des historiens s'accordent à louer le courage et à blâmer la témérité, n'avait guère songé à agrandir son territoire ; nous devons noter toutefois qu'à la suite de sa victoire de Varey et de la mise en liberté des seigneurs qu'il y avait fait prisonniers, il acquit plusieurs hommages : c'est ainsi que Guichard de Beaujeu se reconnut son vassal pour la terre de Miribel en Bresse. En 1523, le régent, l'ancien évêque de Metz acquérait la terre de Montluel et de ses dépendances (Valbonne), et ce domaine fut réuni au Dauphiné après sa mort (1329).

Mort à 24 ans, sans postérité, Guigues VIII eut pour successeur son frère Humbert qui devait être le dernier

dauphin indépendant. Il était à la cour du roi de Naples lorsque la nouvelle de la mort de son frère lui advint : un conseil de régence formé par la dauphine Béatrix s'empressa de signer une trêve avec la Savoie ; sur les instances de l'archevêque d'Aix et de l'évêque de Mende, envoyés par le pape Jean XXII, Didier de Sassenage, gouverneur d'Exilès et le bailli de Suse furent nommés de part et d'autre pour « contenir les peuples et assurer le repos de la frontière »¹. Au retour du dauphin, Philippe de Savoie, prince d'Achaïe, parent et ami des deux adversaires, s'entremet pour les accorder. Catherine et Béatrix de Viennois, son épouse et sa belle-sœur², voulurent avoir part aux négociations³. Le pape délégua l'archevêque de Brindes et l'abbé de St-Michel de la Cluse⁴ pour en diriger et presser la marche. Des arbitres furent désignés⁵. Le 7 mai 1334, les députés se réunirent « dans les prés »⁶, dans la plaine qui est entre Chapareillan et Montmélian, et le jour même le traité fut signé ; ce devait être le dernier traité solennel conclu entre les comtes de Savoie et les dauphines de Viennois. Les parties y convenaient des articles suivants :

Le dernier traité de paix (1314) fait entre le dauphin Jean et le comte Amédée était confirmé dans tous ses points, sous certaines clauses toutefois qu'on trouva bon d'y ajouter⁷. Les principales furent que le comte abandonnerait au

¹ Valbonnais, t. II, p. 251.

² Cf. tableaux généalogiques.

³ Valbonnais, t. I, p. 302.

⁴ Valbonnais, t. I, p. 302. L'archevêque de Brindes délégué était le franciscain Guillaume Isnard, † 1346.

⁵ C'étaient : Antoine de Clermont, seigneur de la Bastie en Albanois, Philippe de Provanne et le comte de Genève pour la Savoie ; Humbert de Choulay, seigneur de Buringe, et Amblard de Beaumont, pour le Dauphiné.

⁶ Les conférences de la Tour-du-Pin (1314) et celles qui eurent lieu entre Voiron et Moirans après la mort de Guigues VIII (1333) eurent lieu en plein air, dans les prés, à la lisière des bois, « signe caractéristique, ajoute St-Genis, de la rudesse des seigneurs et de la simplicité de vie des diplomates de ce temps ». (H. de Savoie, I, p. 361).

⁷ Cf. texte du traité dans Valbonnais, t. II, p. 251, inst. XXII.

dauphin toutes ses prétentions sur les châteaux, bourgs, mandements et territoires de Montluel et de Cirieu, excepté toutefois le fief de Chatillon en Chantagne et d'autres fiefs en Bresse que le dauphin ne possédait pas avant la guerre. En retour, le dauphin cédait au comte les droits et actions qu'il pouvait avoir sur les châteaux et domaines de St-Germain d'Ambérieu, sur les Alimes et leurs dépendances, sises le long de l'Albarine, dans la direction du mandement d'Ambronay ; le dauphin se relâche en faveur du comte des prétentions qu'il avait sur la sirerie de Beaujeu. Le dauphin et le comte promettent de n'acquérir ni fiefs ni vassaux sur les terres de l'un ou de l'autre, — pas même pour le comte aux dépens du sire de Villars, ni pour le dauphin aux dépens du sire de Beaujeu, — ni en Bresse, ni dans les Dombes. Le dauphin devait rendre au comte le château de Suse qu'il lui avait enlevé, moyennant la promesse de 25.000 petits tournois, il fit remise au dauphin de l'hommage qu'il lui devait pour le Faucigny¹. Les princes devaient vivre dans une parfaite correspondance ; ils formaient une ligue défensive contre leurs ennemis communs et devaient se prêter assistance dans tous les cas où ils en auraient besoin. Les délégués des deux contractants avaient plein pouvoir, et ils étaient chargés d'expliquer les articles du traité, d'interpréter les clauses dont le sens pouvait paraître douteux, enfin de régler toutes les contestations auxquelles l'exécution pourrait donner lieu.

Malgré le désir profond qu'il avait de maintenir la paix entre Dauphinois et Savoyards, Humbert II ne négligeait pas l'entretien des frontières de ses états. En 1336, il donnait des ordres pour la reconstruction de Château-Dauphin, forteresse importante sur les confins du Piémont².

¹ Le Faucigny donné par la grande dauphine Béatrix à son petit-fils Hugues, frère de Jean II, dauphin, revint à son neveu Guigues VIII à la mort du baron Hugues, et resta uni au Dauphiné (1321). En conséquence, les dauphins étaient tenus à l'hommage envers le comte de Savoie, depuis le traité de 1293.

² Valbonnais, t. II, p. 325. *Excerptum Computi Raymundi Chaberti, castellani Pontis Bellini et Castri Dalphini*.

Ce traité, délibéré et signé à la hâte, n'avait pas mis fin à toutes les difficultés. « Il y avait, dit Valbonnais, plusieurs terres enclavées dans celles du comte de Savoie : Lhuys, St-André de Briort et St-Sorlin dans le Bugey, Dolomieu, Faverges, Ornacieu. Beaurepaire dans le Viennois. On n'avait pu encore s'accorder sur les limites de ces terres ; il survenait tous les jours des sujets de démêlés qui n'auraient pu manquer d'exciter une guerre entre ces princes, si dans l'esprit où ils étaient d'entretenir les derniers traités, ils ne s'étaient mis en devoir de la prévenir. Il fut convenu qu'on ferait une enquête sur les lieux pour être en état de procéder avec plus de connaissance à un plantement de limites. Ce fut à cette occasion que Humbert se rendit, à la fin de cette année, au prieuré d'Ordenas dans le Bugey où il était attendu par le comte de Savoie. Ils nommèrent des commissaires devant lesquels témoins de l'enquête devaient faire leur rapport ; le dauphin et le comte voulant absolument terminer cette affaire, s'en remirent au jugement de Jacques, évêque de Belay et de Jean, évêque de Tinia. Ce fut par leur avis que les limites furent plantées et que toutes les difficultés qui faisaient le sujet de la contestation furent réglées¹ ».

Cependant, un troisième traité fut signé entre Aymon et Humbert II, à Chatonnay en Viennois, le 7 décembre 1337². Cet acte emportait confirmation de la paix conclue en 1334 et renfermait quelques articles nouveaux ; le dauphin et le comte de Savoie font d'importants échanges de domaines et de châteaux. Aymon transfère à Humbert II les châteaux, terres et mandements de St-Germain, des Alines, de Luy-

¹ Valb. t. II, pp. 327-328. Inst. LXXXII et LXXXIII. Il résulte de cet acte que les contestations auraient pour objet les limites entre le château de Roussillon et celui de Lueys, celui de St-André de Briort et de St-Saturnin, entre les chatellenies de Dolomieu et de Faverges, la Tour du Pin et Morestel, les chatellenies de Falavier et d'Ornacieu, de Faramany et de Beaurepaire.

² Valb. t. II, pp. 349-352. Inst. CV. Confirmatio pacis mitae anno 1334 inter Aymonem Comitem S., et Humbertum D. una cum articulis novae confederationis inter dictos Principes.

sandres, d'Ordeans, des Avenièrès, de l'île de Ciers, de Dolomieu, de la paroisse d'Arandaz, et tout ce qu'il possède au mandement d'Ambronay (si toutefois il peut le soustraire aux droits de l'abbé d'Ambronay), de même tout ce qu'il peut avoir aux mandements de St-Rambert et de Rossillon, depuis l'Albarone jusqu'au pied du domaine de Timiay, et les territoires qu'il possède depuis l'Albarone vers St-Sorlin, St-André de Briord et Lhuys. Il lui cède aussi, sous certaines réserves les châteaux, mandements et territoires, sis en Bresse et compris entre l'Ain et le Suran. En échange, le dauphin cède au comte les châteaux, terres et mandements de St-Sorlin, de Cuchet, y compris Lagnieu, de St-Denis, de Chanson, de Chazey, de Lueys, le château de St-André de Briord et celui de Lonnaz. Il lui transfère en outre tous les fiefs qu'il possède en Faucigny depuis le cours inférieur de la Giffre, jusqu'au lac de Genève. Les dispositions de ce traité témoignent chez les deux contractants des tendances à arrondir leur lot; le dauphin abandonne quelques territoires d'au-delà du Rhône et quelques fiefs en Faucigny, en échange des territoires d'Arandaz, des Avenièrès et autres, contigus à sa seigneurie et qui donnent à celle-ci ses limites naturelles du côté du Rhône.

Quelques incidents se produisirent encore après la signature de ces différents traités : un mandement de Humbert II (1339) enjoignant au bailli des Baronnies d'assembler les vassaux, nous apprend que le comte de Savoie élevait le château de Bellecombe sur la frontière des deux pays ; mais la mesure prise par Humbert fut inutile ; la construction du château fut interrompue à la suite des réclamations du châtelain delphinal de Bellecombe.

En 1346, pendant que le dauphin était à la croisade, il y eut quelques mouvements entre les sujets dauphinois et les savoyards ; mais le régent Henri de Villars sut intervenir à temps et empêcha la reprise des hostilités¹. Pour éviter ces

¹ On peut donner plusieurs raisons de l'absence de guerre pendant ces quinze années antérieures au traité de 1349 :

1° Les Savoyens et les Dauphinois étaient occupés dans les armées du roi de France contre les Anglais.

mouvements continuel sur la frontière entre les habitants de Savoie et ceux du Dauphiné, les deux parties résolurent de tenir une conférence : des commissaires nommés de part et d'autre s'assemblèrent à Bellecombe. Le régent (Henri de Villars) et Louis II, baron de Vaud, s'y rendirent, et dans ces réunions on termina tous les démêlés qui avaient donné lieu aux désordres précédents ou qui pouvaient en causer de nouveaux.

Mais au moment où cette conférence avait lieu, le Dauphiné était déjà entre les mains du roi de France ; deux traités avaient été signés entre le dauphin Humbert II et Philippe de Valois¹. Cependant, le comte de Savoie, fidèle à ses ambitions, n'avait pas renoncé à l'éventualité de succéder à Humbert II ; il eut l'idée lui aussi de marchander le Dauphiné² ; mais les haines étaient trop vives entre Dauphinois et Savoisiens pour que leur réunion, opérée par un tel moyen, pût avoir des chances de succès. Une alliance aurait pu amener facilement l'annexion du Dauphiné à la Savoie, et cette combinaison, encouragée par les conseils du Pape, fut mise aussitôt à l'essai par le comte Verd.

Humbert était sur le point de se remarier³ et une union fut projetée entre lui et Blanche, sœur d'Amédée, comte de

² Le comte de Savoie qui aspirait à la succession du Dauphiné par suite du manque de postérité chez Humbert II, avait une tendance intéressée à la paix.

³ Le comte de Savoie était menacé au même moment dans la vallée du Pô par l'ambition de Luchino Visconti et l'esprit de révolte des villes piémontaises contre la domination savoisiennne.

¹ Cf. Guiffrey.

² Guillaume de la Baume, qui devint ensuite régent, avait été chargé de traverser les négociations du Dauphin avec le roi de France et de s'entendre avec les Etats et Jean de Chissé.

Jean de Chissé, savoyen d'origine, évêque de Grenoble; conseiller intime du Dauphin, avait imaginé, dit-on, d'annexer le Dauphiné à la Savoie en faisant adopter le jeune Amédée par Humbert. (Besson, *Mémoire pour servir à l'histoire ecclésiastique*, p. 311.

³ Son épouse, Marie des Baux, était morte au mois de mars ou d'avril 1347, et son jeune fils André, âgé de deux ans, en 1355.

Savoie¹. Mais une guerre soulevée en Dauphiné par le sire de Beaujeu, vassal de la Savoie, la confiscation par Humbert du château de Miribel, appartenant au sire de Beaujeu, et son refus de le rendre, même à la demande du comte de Savoie, suzerain de Beaujeu, fournirent le prétexte pour rompre tout engagement. Humbert y gagna le château de Miribel (les Echelles) qu'il réunit à perpétuité au Dauphiné², mais il perdit sa fiancée. La France y trouvait doublement son profit. Pour mettre fin à toutes les entreprises compromettantes de l'imprudent dauphin, le roi se hâta de signer avec lui le traité définitif du 31 mars 1349 qui transportait « actuellement, définitivement et irrévocablement » le Dauphiné à Charles, fils aîné du duc de Normandie³.

« Dès lors, écrit Guichenon, le comte Verd se voyant le roi de France pour voisin, licencia ses troupes sur-le-champ⁴ ».

¹ Cf. Valbonnais, t. II, p. 569, inst. CCLI.

² Valbonnais, II, p. 575, inst. CCLXI.

³ Cf. Guiffrey, op. cit. Pièces justificatives et traités in-extenso.

⁴ Guichenon, op. cit., t. I, p. 404.

III

LES DAUPHINS DE FRANCE

LE TRAITÉ D'ÉCHANGE DE 1354-55 ENTRE LE DAUPHINÉ ET LA SAVOIE

SOMMAIRE : *Etendue du Dauphiné en 1349. — Guerre entre le comte de Savoie et le dauphin Charles. — Le traité du 5 janvier 1355. — Ses clauses. — Ses conséquences. — Son exécution. — Nouveau traité de 1376-77. — Etat de la question des limites.*

D'aussi longues guerres et d'aussi nombreux traités n'avaient pas procuré au Dauphiné des accroissements de territoire fort importants : les dauphins de la Tour avaient adjoint leur seigneurie héréditaire aux domaines préexistants, et l'acquisition la plus considérable qu'ils firent fut celle de la baronnie de Montauban et de Mévouillon¹, « partie la plus importante de l'Etat des Dauphins, dit Valbonnais, soit par son étendue, soit par le nombre des vassaux qui en relevaient ». Sur les frontières du Dauphiné et de la Savoie, il n'y eut que des échanges insignifiants

¹ En 1293, Raymond de Meouillon s'était reconnu vassal du dauphin et par un acte de 1317, il lui avait fait donation de ce domaine.

La baronnie de Montauban avait été acquise par Humbert I, en 1302 ; elle devint le partage de Guy, son troisième fils, et passa à Henri, évêque élu de Metz qui en fut titulaire jusqu'à sa mort en 1329, en vertu de son testament elle revint au dauphin Guigues VIII.

Montevideo

des

É de 1672

es au Traité de 1678

es actuelles —

conclus entre les seigneurs des deux pays. Une préoccupation cependant semble animer l'esprit de ces princes, celle de réunir et de rapprocher autant que possible leurs territoires épars ; c'est à cette fin que furent signés dans la première partie du XIV^e siècle, un certain nombre de traités d'échange entre les divers seigneurs du Sud-Est de la France, et c'est ce même principe de « concentration » qui présida à la préparation du traité définitif de 1355 entre les dauphins de France et les comtes de Savoie.

Les terres que le traité de 1349 transférait à la France ne constituaient pas tout ce qui forma plus tard la province de Dauphiné, c'est-à-dire les trois départements actuels de l'Isère, de la Drôme et des Hautes-Alpes. Le Valentinois et le Diois et une notable partie du Viennois soumise à la Savoie ne faisaient pas l'objet du transfert.

Voici, d'après le traité de 1343, l'énumération des territoires cédés :

- « Le Dalphiné de Viennois¹.
- « Le duché de Champsaur².
- « Le principé de Briançon³.
- « Le marquisé de Césane⁴.
- « La comté de Vienne⁵.
- « La comté d'Albon (cf. plus haut).

¹ Le Dauphiné de Viennois comprenait les possessions démembrées de l'ancien comté de Selmorens et situées entre le comté d'Albon, la baronnie de la Tour et le comté de Graisivaudan.

² Appartenant au dauphin au milieu du XI^e siècle, donné probablement par l'empereur en même temps que le Briançonnais.

³ Le Briançonnais ne fut pas uni au Dauphiné en même temps que l'Embrunais, et ne fit jamais partie de la Provence. Des documents du XI^e siècle (1063) nous révèlent que Guigues le Vieux était déjà souverain de cette principauté qui s'était séparée de l'évêché de Maurienne en 1033. J. Roman, *Le Briançonnais et sa formation*.

⁴ Humbert affectait de porter le titre de marquis de Césane pour s'opposer à celui de « Marchio in Italia » que prenait le comte de Savoie. Il y possédait un atelier monétaire.

⁵ Le titre de comte de Vienne (distinct de celui de comte en Viennois que prenait aussi le comte de Savoie), avait été conféré à Guigues V par Berthold de Zahringen.

- « La comté de Graisivaudan (cf. plus haut).
- « La comté d'Embrunois (cf. plus haut).
- « La comté de Gapençois (cf. plus haut).
- « La baronnie de la Tour (cf. plus haut).
- « La baronnie de Valbonne¹.
- « La baronnie de Fucigny².
- « La baronnie de Meuillon.
- « La baronnie de Montalbain (Montauban).

« Les territoires du Dauphiné sis au-delà du Rhône et qui se rattachaient à la baronnie de la Tour, étaient eux aussi cédés au roi de France. C'étaient : St-André-de-Briord, Lhuis, St-Sorlin, Lagnieu et les terres qui avaient fait l'objet de l'échange entre le dauphin et le comte de Savoie aux traités de 1334 et 1337 ».

Il ne pouvait échapper aux esprits politiques du temps, la possibilité d'un échange entre le Faucigny et les possessions savoisiennes en Viennois ; tellement la conformation des deux états voisins semblait anormale à la suite de la possession réciproque de ces deux enclaves. Cet échange qui aurait pu facilement être amené par une négociation bien suivie, devait être encore le résultat d'une guerre entre le nouveau dauphin et le comte de Savoie.

Le roi Jean, dès 1350, s'était empressé de renouveler et de faire confirmer les traités précédemment conclus entre les dauphins et les comtes de Savoie³. Des commissaires furent nommés pour régler les difficultés auxquelles le

¹ La baronnie de la Valbonne sise au-delà du Rhône et dont Montluel était le chef-lieu, avait été acquise des derniers seigneurs de Montluel par Henri, régent de Dauphiné, en 1325.

² La baronnie de Faucigny avait été donnée par la Grande dauphine Béatrix (1304) à son petit-fils Hugues, deuxième fils de Humbert I. Hugues de Faucigny (1321), transmet le Faucigny à ses neveux et à cette date la baronnie fut réunie de nouveau au Dauphiné.

³ Le 27 octobre 1351, un traité fut conclu à Villeneuve-les-Avignon, entre le roi Jean, au nom du dauphin, son fils, et Amédée V. On convint d'une trêve et il fut arrêté que le roy, le dauphin, ni leurs successeurs ne pourraient acquérir aucunes terres en Savoie, ni le comte de Savoie en Dauphiné. (D'après Guichenon).

règlement de certaines questions de frontières pouvait encore donner lieu. Mais les commissaires négligèrent d'exécuter leur mandat, et une rupture était à redouter.

GUERRE ENTRE LE DAUPHIN ET LE COMTE DE SAVOIE. — Ce fut dans le Bugey que les hostilités prirent naissance entre les gens du comte et ceux du dauphin¹. Des députés furent envoyés de part et d'autre pour les arrêter : leurs démarches furent inutiles. Une seconde conférence eut lieu à Voiron le 6 octobre 1352, mais qui n'eut guère plus d'effet. « Cette conférence, dit Chorier, fut célèbre par le nombre et la quantité de ceux qui s'y trouvèrent ; on y procéda à la nomination des commissaires chargés de régler ultérieurement les contestations », et notre historien de remarquer à ce propos : « C'était proposer la paix, mais ce n'était pas la faire, et souvent la guerre ennuie moins que la suspension entre la paix et la guerre ». L'ennui occasionné par cette suspension fut la cause de nouveaux troubles ; on reprit les armes ; les troupes du dauphin, sous la conduite de Hugues de Genève, son lieutenant général dans le pays de Faucigny et de Gex, prirent et saccagèrent un bon nombre de places dans le Bugey (St-Germain, Douveres, Ambronay, les Alimes, Montgriffon et Château-Gaillard). Les représailles ne se firent pas attendre : le comte de Savoie ravagea le pays de Gex qui appartenait à Hugues de Genève ; les Dauphinois envahirent et pillèrent le territoire de St-Symphorien d'Ozon et Dolomieu en Viennois qui étaient au comte de Savoie. « Il fut en vain parlé de pacification dans une conférence qui se tint pour cela dans la ville de Mâcon le 23 novembre 1353. Les Dauphinois continuèrent leurs incursions sur les territoires des Savoisiens,

¹ L'année précédente, son fils Charles, dauphin, avait pris des dispositions moins pacifiques ; il avait contracté une alliance avec Jean de Chalon, comte d'Auxerre et baron de Rochefort, par laquelle ils s'engageaient à s'aider « mutuellement l'un l'autre contre le comte de Savoie ». (Fontanieu, B. N. ms. 10956).

² Pour le récit détaillé de cette dernière guerre, cf. Chorier, op. cit., t. II, pp. 345-348.

mais le combat des Abrets (1354), dans lequel Hugues de Genève fut battu par le comte Amédée, et le siège de la Tour-du-Pin, firent hâter la conclusion de la paix¹.

Un accommodement eut lieu à Paris entre le comte de Genève, le seigneur d'Authon et le comte de Savoie en janvier 1354 ; puis les conférences en vue de la paix entre le dauphin et le comte de Savoie furent ouvertes. Les députés des deux parties s'assemblèrent à Mâcon au mois de mars 1354 ; mais rien n'y fut conclu, et le roi persuadé que sa présence était nécessaire pour lever une infinité d'obstacles qui arrêtaient la conciliation, fit agréer au comte que l'affaire fut traitée à Paris de l'avis du Parlement ; et le jeudi dernier jour du mois de juillet fut assigné pour cette assemblée.

« L'histoire ne nous a conservé le souvenir d'aucune autre plus célèbre ni plus honorable pour le tribunal dans lequel elle fut tenue. Le roy s'y rendit en manteau royal ; il était accompagné du cardinal de Boulogne, des archevêques de Rouen et de Sens, des évêques de Laon et de Chalons, du duc de Bourbon, du connétable, de l'abbé de Cluny. Les députés furent appelés et la noblesse de leurs noms embellit encore l'assemblée² ». Amblard de Beaumont et Mestral portèrent la parole et firent respectivement des plaintes de la part de leurs maîtres : « il était impossible qu'une aussi grave affaire pût être terminée sur-le-champ avec la même promptitude qu'un procès à l'au-

¹ La disgrâce que le comte de Savoie avait essuyée devant la Tour-du-Pin, le rendit moins fier et plus susceptible d'écouter les propositions d'accommodement ; son parti s'était affaibli par la retraite du comte de Genève et le roi Jean profita de ces circonstances pour terminer par une paix solide une guerre qui lui était préjudiciable à lui-même, puisqu'elle ne lui permettait pas de tirer dans les besoins pressants de son Etat les secours du Dauphiné et de la Savoie qu'il pouvait en espérer dans des temps tranquilles. Il parla de manière à vouloir estre écouté et l'on convint d'un congrès à Mâcon... On ne put rien conclure. (Fontanieu. Manuscrit. B. N. 10956. *Cartulaire gén. de Dauphiné*, 12 vol.).

² Fontanieu. Ms. cit. Suit l'énumération des députés de Savoie et de Dauphiné.

dience » ; aussi tourna-t-elle en négociations et en propositions de part et d'autre.

Tous les députés étaient persuadés que l'unique moyen d'établir la tranquillité entre les deux Etats, c'était de laisser au Dauphin tout ce qui était engagé dans le sien et de donner en récompense au comte les terres du dauphin qui joignaient les siennes et qui pénétraient dans son pays¹ ». L'ex-dauphin Humbert s'opposa d'abord à la réalisation de ce plan, « il semblait intéressé à ne pas le souffrir, tant pour conserver à sa principauté son ancienne forme et sa première étendue, que parce qu'il s'était réservé les fruits de diverses terres² qui auraient été du nombre de celles qu'il aurait fallu échanger avec le comte, ennemi héréditaire du Dauphiné. Néanmoins, pour faciliter le traité, il voulut bien relâcher au dauphin les terres réservées³.

Le projet fut approuvé, après l'exposé des prétentions du comte de Savoie et du dauphin, et les ministres des deux princes étant tombés d'accord de tout ce qui pouvait les regarder, il ne restait plus qu'à exécuter l'échange conclu et contracté. Le traité solennel conclu le 5 janvier 1355 contient outre ses clauses la désignation des commissaires députés pour procéder à l'exécution de l'échange et fixer les nouvelles limites des deux Etats.

CLAUSES DU TRAITÉ. — Le roi donne au comte l'hôtel de Bohême, situé à Paris, près la porte St-Honoré, pour le tenir en hommage de la couronne avec le vicomté de Maulevrier⁴. Le comte, moyennant 40.000 florins de Florence,

¹ Chorier, op. cit., t. II, p. 352.

² Particulièrement les terres de Chatillon et de Sallanches en Faucigny.

³ Chorier, id. Dans le récit de ces négociations, Chorier commet une grave erreur : il raconte que la mort du dauphin Humbert survint le 22 mai 1354 et que les « plénipotentiaires » interrompirent leurs travaux pour assister à ses funérailles. Le dauphin Humbert ne mourut qu'en 1355, 22 mai, et le traité de Paris était signé depuis le 5 janvier de la même année.

⁴ Maulevrier est dans la Seine-Inférieure, et resta aux princes de Savoie jusqu'au traité de 1601. Les archives de l'Isère conservent les

promet de remettre à Mâcon, le premier dimanche de carême, Jeanne, fille de Philippe de Bourgogne, libre des vœux de mariage et de religion pour être mariée à un autre prince qu'au comte de Savoie et qu'au dauphin¹. Cette clause qui paraît assez extraordinaire et dont l'exécution coûtait assez cher au roi de France, avait été introduite dans le traité par l'habileté de la politique française, afin d'empêcher le comte de Savoie d'acquérir des droits ou même des prétentions sur le duché de Bourgogne.

D'une part, Amédée, comte de Savoie, transmet, cède et livre irrévocablement au dauphin tout ce qu'il possède entre le Guiers à l'est, le Rhône au nord et à l'ouest, l'Isère au sud.

CESSIONS FAITES A LA SAVOIE. — D'autre part, Charles, dauphin, transmet, livre et cède en retour irrévocablement au comte de Savoie, à titre d'échange, toute sa terre de Faucigny, les fiefs que le comte de Genevois tenait du dauphin en Genevois ; le château, les villages et la terre de Gex ; les châteaux, villages, mandement, terroirs, justices, juridictions, fiefs, hommages et toutes dépendances de Miribel, Montluel, St-Christophe, Pérouges, Meximieux, Gourdans, Varey, Sathonay, St-Maurice et Authon ; les fiefs du sire de Villars, du seigneur de Chatillon-la-Palud, de Charnay et d'Arbent², et enfin toutes les autres propriétés, tous fiets, arrière-fiefs, juridictions, actions, droits et appartenances dépendant du dauphin, soit au nord de l'Albarine, soit à l'ouest de l'Ain, du côté de la Bresse, du Bugey et d'Ambronay.

comptes du gérant de ce fief au XIV, XV et XVI^e siècles (Jocerand Fripier).

¹ Jeanne de Bourgogne, fille de Philippe de Bourgogne (cf. tableau généalogique, p. 6), eut été à la mort de son frère, Philippe de Rouvre, l'héritière des droits de ce dernier au duché de Bourgogne. et le comte de Savoie n'eut pas manqué de les faire valoir pour elle, si l'union projetée avait eu lieu.

² Toutes ces localités se trouvent dans le département de l'Ain, excepté Authon qui est dans le département de l'Isère, dans le canton de Meyzieu.

En outre, le dauphin donne en fief-lige et à hommage au comte de Savoie les châteaux, villages, mandements, terroirs, justices, juridictions, fiefs, arrière-fiefs et hommages de St-Sorlin, Cuchet, St-André de Briord, Lhuis, Lagnieu et tout ce qu'il a entre le Rhône au sud, l'Ain à l'ouest, l'Albarine au nord. Il est spécifié que les comtes de Savoie tiendront désormais et perpétuellement des dauphins en fief-lige et à titre d'hommage, mais en supériorité pleine et sans ressort judiciaire, tout ce qu'ils reçoivent par cet acte, soit ce qui leur est remis en échange, soit ce qui leur est donné proprement en fief, ils tiendront le tout en bons et fidèles vassaux contre toute personne au monde, sauf les souverains de chacune des parties contractantes, c'est-à-dire les rois des Romains, les empereurs et les rois de France. Le dauphin, lui, ne devra aucun hommage au comte de Savoie pour ce qu'il en reçoit : cela s'explique par sa qualité prééminente de prince héritier du royaume de France.

CESSIONS FAITES AU DAUPHINÉ. — Les terres cédées par le comte de Savoie entre l'Isère au sud, le Guiers à l'est, le Rhône au nord et à l'ouest étaient moins étendues que celles qu'il recevait du dauphin, mais leur possession donnait au Dauphiné ses limites naturelles.

A l'est, dans l'ancien pays de Selmorens, le comte cède les châteaux de Tolvon, de Voiron, St-Laurent-du-Désert¹, Miribel², la Bâtie-des-Abrets, Pressins, Faverges, la Palud, Dolomieu, les Avenières, l'île de Giers, la moitié de la ville du Pont-de-Beauvoisin et de son mandement, une partie du mandement de St-Genis, et tout ce qu'il peut posséder à l'ouest du Giers, en remontant de l'Isère au Rhône³.

¹ Aujourd'hui St-Laurent-du-Pont.

² Nous avons vu que le dauphin Humbert avait annexé Miribel à ses Etats en 1347.

³ « ... Quicquid nos predictus Comes habemus, habebamus et habere poteramus et possumus citra flumen de Guyer a parte Viennessii et Ysarae usque ad Sanctum Genesium et a Sancto Genesio usque ad locum quo dictum flumen de Guyer intrat in Rodanum... ». Arch. Isère, B. 2616.

A l'ouest, il cède dans le Viennois toute la terre qu'il y possédait soit en propriété soit en seigneurie. En toute propriété, les châteaux et localités de Chabons, Bocsozel, la Côte-St-André, Azieu, Falavier, la Verpillère, Dolomieu, la Bâtie-des-Abrets, Lieudieu, Jonage, Septème, St-Georges-d'Espéranche, Venissieu et St-Symphorien-d'Ozon. En domaine seigneurial seulement, il cède les droits et les hommages à lui dus dans les châteaux et chatellenies d'Ornacieux, Faramans, Bocsozel, Eclose, St-Jean-de-Bournay, Maubec, les Eparres, St-Alban, Chézeneuve, Chatonnay, Serpaise, Formont, Villeneuve-de-Marc, Chandieu, Heyrieu et Meysieu en partie¹.

Dans cet échange² apparaît bien nettement la préoccupation d'établir comme frontières bien arrêtées les cours d'eau, sans plus tenir compte des anciennes limites traditionnelles qui ne s'identifiaient pas avec eux. Le dauphin abandonne tout ce qu'il possède à l'Ouest de l'Ain et au nord de son affluent l'Albarine ; il concède en fief tout ce qu'il possède plus bas, c'est-à-dire au sud de l'Albarine, à l'est de l'Ain et au nord du Rhône, enfin il reçoit tout ce que le comte de Savoie possédait entre le Rhône, l'Isère et le Guiers³.

— « Tel fut, écrit Fontanieu⁴, ce traité de 1355, le plus important que les Dauphins aient passé avec les comtes de Savoie ; le plus important moins par l'étendue et la conséquence des discussions auxquelles il mit fin que parce qu'il étouffa toutes les semences de haine et de division qui depuis si longtemps avaient pris racine dans le cœur des sujets des deux souverains et rétablit entre eux la liberté du commerce et la paix si nécessaire entre des voisins. Si cette paix fut depuis troublée par de légers mécontentements, ils ne furent que momentanés et nous

¹ Toutes ces localités se trouvent naturellement dans le département de l'Isère.

² Nous ne nous arrêtons pas aux causes secondaires du traité alliance, indemnités.

³ De Manteyer. Op. cit., p. 289.

⁴ Fontanieu. *Cartul. gén. de Dauphiné*, B. N. 10956, ms.

en verrons le feu s'éteindre presque aussitôt qu'il s'alluma¹ ».

« Certains historiens de France et de Dauphiné en se récriant contre ce traité ont dit que ce fut l'échange de Glaucus et de Diomède, que ce que la Savoie acquit valait dix fois plus que ce qu'elle céda² ». Au premier abord ce reproche semble bien justifié, si l'on fait attention seulement à l'étendue des terres échangées ; mais il convient de remarquer que la rupture du mariage projeté entre le comte de Savoie et Jeanne de Bourgogne valait bien la cession du Faucigny, si l'on songe aux conséquences désavantageuses pour la France qu'une pareille union eût pu amener six ans plus tard à la mort du dernier duc de Bourgogne³. Et si enfin on veut bien se rappeler qu'en 1355 la France était en guerre avec les Anglais et qu'elle avait besoin du secours de tous ses vassaux, on comprendra mieux que le dauphin ait fait une « paix de roi et non une paix de marchand », pour s'assurer l'alliance d'un vassal aussi inconstant que l'était le comte de Savoie⁴.

SUITES DU TRAITÉ. — Le comte de Savoie tenait évidemment à se réserver le bassin du Guiers ; en effet, après avoir dit qu'il abandonnait tout ce qu'il possédait à l'ouest de cet affluent du Rhône ; il faisait spécifier que les quatre commissaires chargés de reconnaître la nouvelle frontière

¹ Cf. Tableau chronologique à la fin de ce mémoire.

² Costa de Beauregard. *Mémoires historiques sur les princes de la royale maison de Savoie*, t. I, p. 89.

³ Ce sera au nom des mêmes principes politiques qu'un siècle plus tard Louis XI s'opposera au mariage de Philibert, son beau-frère, fils aîné d'Amédée IX, avec Marie de Bourgogne, unique héritière de Charles le Téméraire.

⁴ Peu de temps après la signature du traité, le dauphin Charles, régent de France pendant la captivité de son père, se faisait amener à Arras 300 hommes d'armes de Savoie. (Fontanieu, *Cartulaire*, t. V, p. 112).

Sur la coopération militaire de la Savoie aux luttes de la France contre l'Angleterre, voir Froissart. Edit Kervyn de Lettenhove, t. XXIII, p. 126, et Guichenon, op. cit., t. IV, p. 196.

auraient le droit de l'établir, conformément à la teneur de l'échange¹, soit par l'Echaillon de St-Aupre et par la rivière de Bièvre, soit par le Guiers lui-même, comme il leur paraîtrait devoir être le mieux. Or, la rivière de Bièvre forme, environ cinq kilomètres à l'ouest du Guiers, une ligne parallèle dont le prolongement tracé à vol d'oiseau par-dessus la vallée de l'Ainan, en partant de Montferrat, point dominant cette vallée au nord, aboutit précisément à St-Aupre, autre point la dominant au sud. De là, cette ligne, suivant désormais l'arête des hauteurs, entre les affluents de l'Isère à l'ouest et ceux du Guiers à l'est, devait finalement réserver à la Savoie tout le bassin du Guiers qu'elle contournait en passant approximativement de l'ouest à l'est par les cols de la Charmette, de Porte, de l'Emendra, puis finalement en remontant du sud au nord par la ligne élevée de la Dent de Crolles, de Bellefond et de l'Alpette jusqu'à la rivière de Glandon². Le comte n'admettait donc la limite par le lit même du Guiers, si elle devait y passer, que comme pis-aller ; la mention de la ligne de la Bièvre et de St-Aupre, indiquée comme alternative indique suffisamment que, dans ce cas, il entendait par le cours du Guiers, celui du Guiers le plus rapproché de la ligne de la Bièvre et de St-Aupre, c'est-à-dire celui du Guiers mort. De ce fait, il gardait au moins tout le territoire du massif de la Chartreuse situé entre les deux Guiers.

EXÉCUTION DU TRAITÉ. — Par lettres patentes datées de Paris le 11 février 1355, Aymar de Poitiers fut commis pour exécuter le traité d'échange au nom du dauphin³. Mais ne pouvant s'acquitter en personne de cette commission, il désigna par un mandement daté de Moirans le 1^{er} juillet 1355, deux chevaliers (Henri de Montagnieu et

¹ ... *Damus potestatem... discernendi limitationes hujus modi sive per Eschallionem Sancti Apri et per ripperiam de Bievro sive per flumen de Guier prout eis melius videbitur, pro bono perpetuae pacis...* (Traité de 1355).

² De Manteyer, op. cit., pp. 289-290.

³ Valbonnais, tome II, p. 593.

Artaud Cara) comme commissaires delphinaux chargés de le suppléer. Ils se transportèrent d'abord en Faucigny où l'exécution du traité ne se fit pas sans difficultés¹. Mais, le moins aisé pour eux fut la fixation de la nouvelle frontière orientale du Dauphiné. Les commissaires de Savoie cherchèrent naturellement à faire admettre la ligne de la Bièvre, mais les délégués delphinaux durent exiger la ligne du Guiers qui leur faisait gagner au moins une dizaine de localités, à s'en tenir à la rive gauche du Guiers mort. De plus, selon eux, puisque le traité parlait du Guiers, le dauphin pouvait aussi bien prétendre à la ligne du Guiers vif qu'à celle du Guiers mort. Dans ces conditions, il était difficile de s'entendre ; les choses restèrent en suspens et il en résulta l'existence d'un territoire contesté bien longtemps entre le Dauphiné et la Savoie².

¹ Le Faucigny avait été déclaré uni inséparablement au Dauphiné, et telle était la disposition de l'article du statut delphinal fait par Humbert II avant le transport.

Les peuples de ce pays avaient toujours eu un attachement extrême pour la maison des Dauphins ; ils refusèrent de changer de maître et il fallut réitérer les ordres « et envoyer des commissaires pour les y contraindre. Les habitants de Beaufort furent ceux qui marquèrent le plus de résistance ; mais enfin ils se soumirent. (Fontanieu, Cart. gén. 10956).

Le comte de Valentinois, suspect de négligence ou de corruption, fut condamné par le parlement de Paris à une amende de mille marcs d'argent. (St-Genis, *Hist. de Savoie*, t. I, p. 360).

² De Manteyer, op. cit., p. 291.

D'innombrables mémoires furent publiés relativement à cette contestation ; et leurs conclusions différaient suivant qu'ils émanaient de la France et de la Savoie. En faveur de la limite du Guiers-Vif, les juristes français exposaient :

- 1° Que le Guiers mort entre dans le Guiers vif et y perd son nom ;
- 2° Que dans les temps de sécheresse, il n'y a point d'eau, ou du moins si peu, qu'un homme à pied le traverse ;
- 3° Que le Guiers vif est beaucoup plus grand et plus propre à conserver ces deux Etats en ce que ses rivages sont très hauts ;
- 4° Qu'il est du côté du Viennois ;
- 5° Qu'il est plus près de Paris que le Guiers mort.

(Extrait d'un mémoire sans date. Fontanieu, Extrait de la Ch. des Comptes de Grenoble).

Le 22 août 1357, une diète fut tenue au Port de Quirieu par le Conseil du dauphin et celui du comte de Savoie pour traiter des différends entre les dits princes et leurs sujets¹.

Des commissaires continuaient lentement de tracer la délimitation des frontières, et leurs opérations n'étaient pas encore terminées en 1364 puisqu'à cette date, Raoul de Louppy, gouverneur de Dauphiné, envoyait deux requêtes au comte de Savoie pour hâter l'exécution du traité². En 1375, le marquis de Saluces, ancien allié des Visconti contre la maison de Savoie, mit son marquisat à l'abri en abdiquant entre les mains du roi de France; cet hommage qui reculait les frontières de la France au cœur des possessions piémontaises de la Savoie, devait faire lui aussi l'objet de longues contestations jusqu'au traité de 1601³.

TRAITÉ DE 1377. — Pour essayer de remédier à la difficulté du Guiers, un nouveau traité fut signé à Paris le 24 février 1376-77 entre le roi Charles V et son fils dauphin d'une part, et le même comte Amédée VI de l'autre. Il reproduisait le dispositif de la convention de 1355 et contenait quelques « articles additionnels » relativement à la limite du Dauphiné à l'est.

Le comte de Savoie y fait une concession : renonçant définitivement à la ligne de la Bièvre et de l'Echaillon de St-Aupre, il promet de livrer au dauphin avant le 1^{er} avril suivant, la possession de tout ce qui se trouve à l'ouest du Guiers ; il s'agit évidemment d'Aoste, de Romagnieu et des autres localités placées entre la Bièvre et le Guiers jusqu'à

¹ Fontanieu. *Cartulaire gén. de Dauphiné*, ms. 10956.

² L'empereur Charles IV, hostile à la France, faisait certaines difficultés pour l'exécution du traité de 1355. Il s'opposait notamment à la cession du Faucigny à la Savoie (Cf. Fournier, *Hist. du royaume d'Arles et de Vienne*, pp. 460-488, et mémoires et documents de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève, t. XVIII, p. 257.

³ Divers autres événements se passèrent encore entre 1355 et 1376 ; nous les mentionnons dans le tableau chronologique placé à la fin du mémoire.

Miribel-les-Echelles, de celles du moins qui précédemment dépendaient du comte de Savoie. Il était question surtout de la partie des mandements du Pont-de-Beauvoisin et de St-Genix placée sur la rive gauche du Guiers.

Mais en remontant plus haut, à partir du confluent des Guiers mort et vif, il s'agissait de savoir lequel de ces deux cours d'eau la frontière devait suivre. Le comte de Savoie prétendait qu'il n'avait cédé en 1355 que ce qu'il possédait au delà du Guiers mort, et le Roy soutenait que la cession comprenait tout l'entre deux Guiers, et sur cette contestation, on convint encore de nommer des arbitres¹. Chaque contractant devait nommer deux commissaires et ces commissaires devaient se réunir à Grenoble le 1^{er} mai suivant, afin de mener une enquête à ce sujet. Il était facile de prévoir le résultat d'une pareille décision : la réunion eut lieu², mais ni les Dauphinois ne purent persuader les Savoyards, ni les Savoyards ne réussirent à faire adopter leur manière de voir aux Dauphinois « et cette enquête dominée comme les précédentes et les suivantes par le patriotisme tenace et opposé des deux administrations voisines en conflit ne pouvait produire aucun résultat³ ». Il aurait fallu, pour aboutir, un tiers arbitre. Même constatation au milieu du siècle suivant ; de nouvelles conférences se tenaient entre commissaires delphinaux et savoyards pour discuter et émettre un avis sur certaines questions litigieuses que le dauphin et le comte pouvaient ensuite trancher en connais-

¹ Fontanieu. « La rivière du Guyers sert de limite entre la Savoye et le Dauphiné ». Mémoire dans le ms. lat. 10965. B. N. *Cart. gén. de Dauphiné*.

² Les commissaires delphinaux rédigèrent pour exposer leur manière de voir, un long mémoire conservé encore aux Archives de l'Isère.

³ De Manteyer, op. cit., p. 292.

Lors des préparatifs du traité de 1760, divers mémoires furent publiés par la cour de France et celle de Turin, relativement au vrai sens du traité de 1355. (Aff. ét. Turin, vol. 231, fol. 494-507).

Observations générales sur le vrai sens du traité du 5 janvier 1355, contenant échange entre la Savoye et la France (fol. 494).

Observations particulières pour établir la propriété de l'Entre-Deux Guiers en faveur de la France (fol. 499-507).

sance de cause, d'un commun accord. Le procès-verbal de la conférence du Pont-de-Beauvoisin (1451) constate qu'après avoir longuement discuté sur la question séculaire du Guiers vif et du Guiers mort, les commissaires n'ont pu arriver à s'entendre¹. Les habitants de ce territoire contesté profitèrent de cette situation inextricable; se réclamant de la Savoie quand ils se trouvaient en face d'un officier delphinial cherchant à établir sa juridiction, et du Dauphiné quand ils se trouvaient en face d'un officier savoyard cherchant à maintenir la sienne. A la fin du XVI^e siècle, Lesdiguières les annexa au Dauphiné en les exemptant d'impôts pour obtenir leur libre consentement; mais ce fut, nous le verrons, en 1760 seulement, que ce territoire contesté fut finalement reconnu à la France².

Cette contestation mise à part, à la fin du XIV^e siècle, le Dauphiné a atteint ses limites naturelles du côté de la Savoie. Son territoire formé par trois cours d'eau est sur la plus grande étendue de ses frontières, nettement déterminé, et les contestations auxquelles donnait lieu jadis l'enchevêtrement des possessions de l'un ou de l'autre seigneur ne sont plus à redouter. Divers incidents surgirent au cours des XV^e et XVI^e siècles, relatifs à la question des limites et à l'exécution délicate du traité de 1355; mais ces événements présentent moins d'intérêt et ont moins d'importance que ceux dont nous avons fait l'exposé. Aussi les

¹ *Super facto Guierii vivi et Guierii mortui, de quo ab antiquo fuit questio et processus, quis ipsorum faciat verum limitem provinciarum Delphinatus et Sabaudie... finaliter super hoc concordare esse nequeverunt.* (Arch. de l'Isère, B. 3876).

² Il est permis de se demander par quel phénomène historique un territoire comme l'Entre-Deux Guiers, pendant 400 ans, n'a pas fait l'objet d'un acte diplomatique et n'a pas été attribué d'une manière stable et précise au Dauphiné ou à la Savoie. Il est à croire que ni le Dauphiné ni la Savoie ne furent très jaloux de la possession de ce territoire, dont les ressources étaient très modiques. Le monastère de la Chartreuse qui en exploitait une grande partie, était exempté de tout droit; dès lors le chiffre des impôts qu'un souverain déterminé eut pu y percevoir, n'eut pas été très élevé.

avons-nous simplement énumérés par ordre chronologique à la fin de ce mémoire.

Le Dauphiné allait encore subir certaines modifications au cours du XVII^e siècle et du XVIII^e, les unes passagères comme l'extension de ses frontières jusqu'à Pignerol, et d'autres définitives comme le retrait de la vallée d'Oulx. Ce sont ces divers faits que nous exposerons au chapitre suivant et dont l'étude nous amènera jusqu'au traité définitif de 1760.

(A suivre).



APERÇU
SUR LES
TRAVAUX RELATIFS A LA MISE EN OBSERVATION
DES
GLACIERS DAUPHINOIS

Par M. DAVID MARTIN.

Notre génération s'est aperçu avec stupeur que les neiges étincelantes qui couvrent les hauts sommets des Alpes ne sont pas « *éternelles* » comme les poètes s'étaient plu à le répéter.

Nos glaciers en effet reculaient depuis un demi-siècle, mais seuls quelques explorateurs de la montagne avaient constaté et signalé le fait, et ce phénomène serait demeuré ignoré du public si la diminution notable des débits d'étiage de nos rivières n'avait alarmé une foule d'intérêts. Car l'évanouissement ou simplement la diminution de ces réservoirs naturels de force vive, serait la ruine des belles régions agricoles et des industries qui utilisent l'eau de nos torrents comme force motrice ; et, d'autre part, la haute montagne perdrait une grande partie de son attrait.

Celui qui le premier, peut-être, pressentit le mieux cet état de choses et provoqua par ses brillantes et persévérantes publications les études qui se poursuivent actuellement sur les glaciers des Alpes, fut l'illustre professeur de

Zurich, Forel de Morges. Mais M. Forel, inquiet pour l'avenir du Tourisme, question vitale pour la Suisse, voila ses vives appréhensions sous le savant et réconfortant euphémisme de : « *Variations périodiques des glaciers* ». Au demeurant, il avait raison de nous laisser l'espérance, car qui peut préjuger de l'avenir relatif à cette question !

La rémission des glaciers avait été constatée aussi par le glaciériste français, le Prince Roland Bonaparte qui, en 1890, publia¹ le résultat de l'enquête qu'il avait entreprise à ses frais sur les glaciers des Pyrénées et des Alpes. D'après ses observations et mesures à l'aide de repères, il avait constaté que des 30 glaciers dauphinois mis en obser-

14 avançaient,
14 reculaient,
2 étaient stationnaires.

D'après ses études, le Prince Bonaparte croyait prévoir une nouvelle et prochaine progression des glaciers. Et en effet quelques-uns parurent accuser une marche en avant, mais à partir de 1895 la régression devint générale.

L'importance et la gravité du phénomène n'avaient pas échappé non plus à la sagacité de l'éminent professeur de la Faculté de Grenoble, M. Kilian, qui avait entrepris cette même année 1890 une série de brillantes et suggestives conférences afin de vulgariser les connaissances que nous possédons sur les glaciers.

Ces savantes leçons furent recueillies pendant les cours de géologie de la Faculté des Sciences de Grenoble, par M. Alamelle, professeur à l'école Vaucanson, et publiées en trois fascicules de 1891 à 1892². Chacun de ces fascicules était en outre accompagné d'un chapitre important relatif à l'enquête poursuivie sur l'enneigement et les variations glaciaires.

En 1891, la *Société des Touristes du Dauphiné* adopta

¹ Les variations périodiques des glaciers français. Extrait de l'*Annuaire du C. A. F.*, 17^e vol., 1890.

² *Neige et Glaciers*. Grenoble, F. Allier p. et fils.

un projet d'enquête sur les glaciers, projet présenté par MM. Kilian et Collet, professeurs à la Faculté des Sciences de Grenoble; elle nomma une commission chargée de diriger les explorations et publia un programme et des instructions très précises, très détaillées, relatives aux observations à faire et à recueillir. Elle fit plus, elle ouvrit largement les colonnes de son Bulletin aux rapports présentés à ce sujet et vota des subsides aussi élevés que le lui permettaient ses ressources.

M. Kilian chargé de centraliser et de coordonner les documents recueillis organisa le service difficile et délicat de la mise en observation des glaciers du Dauphiné, de la Tarentaise et de l'Ubaye avec le concours dévoué de ses préparateurs, MM. Flusin et Offner, et plus tard de M. Jacob, et de celui de guides sérieux ou de personnes de bonne volonté.

Un système de repères conventionnels très apparents furent établis autour des glaciers. Ces repères visités chaque année donnaient de précieux renseignements sur les variations subies d'une année à l'autre par les glaciers. Ces documents étaient ensuite publiés avec des croquis et des photographies fixant les diverses phases de ces oscillations.

Ces efforts et ces publications reçurent, en juillet 1901, une éclatante sanction par la création d'une Commission française des glaciers qui ne ménagea pas ses encouragements à ces recherches et dont les subsides ajoutés aux contributions personnelles du Prince R. Bonaparte et à celles de la *Société des Touristes du Dauphiné*, facilitèrent la marche de l'enquête poursuivie avec tant de zèle et d'intelligence par M. Kilian et ses collaborateurs.

Grâce à ces recherches, les lois qui régissent nos glaciers sont mieux connues, comme aussi leurs conditions topographiques, leur régime et la valeur des variations qu'ils ont subies ces dernières années.

Mais pour parer à l'insuffisance des mesures et renseignements fournis à l'aide de points de repère, un plus grand effort a été tenté avec le concours pécuniaire de la *Société des Touristes du Dauphiné*, des Ministères de

l'Agriculture et de l'Instruction Publique et la contribution personnelle de M. J. Girard, vice-président de la Commission centrale de la Société de Géographie. Sur les indications de MM. de la Brosse et Tavernier, la Commission française des Glaciers a chargé MM. Flusin et Jacob de relever, pendant la campagne de 1904, un plan topographique au 1/10.000 du glacier Blanc et du glacier Noir tous deux situés en Vallouise dans les gorges du Pelvoux.

Ces plans relevés au tachéomètre par cheminement et rayonnement ont été ensuite dressés par M. Lafay, conducteur des Ponts et Chaussées à Grenoble, et publiés aux frais de la *Société des Touristes du Dauphiné* avec deux planches phototypiques et une étude détaillée très importante des deux glaciers.

MM. Flusin et Jacob nous ont donné là une œuvre magistrale ¹.

Un pareil travail était vivement désiré par tous ceux qui s'intéressent à nos montagnes et à la question des glaciers. Cette publication permettra de se rendre compte, dans l'avenir, des moindres oscillations de nos deux belles unités glaciaires, soit dans le sens d'une nouvelle progression vivement souhaitée, soit dans celui de la régression et de la diminution en étendue et en épaisseur.

Ainsi ce plan du glacier Blanc dressé en 1904 nous a permis de constater que les névés descendus du col du glacier Blanc sont complètement séparés du glacier Blanc par une barre de rochers et d'éboulis, tandis qu'au mois d'août 1898 ils se soudaient encore avec lui. A ce moment aussi le glacier Blanc était de plein pied avec la croupe du refuge Tuckett, tandis que, d'après ce même plan, il se trouve aujourd'hui en contre-bas de plusieurs mètres ².

¹ Ch. Jacob et G. Flusin. « Etude sur le glacier Noir et le glacier Blanc, dans le massif du Pelvoux », avec deux planches phototypiques et deux cartes topographiques au 1/10000^e, in-8° de 62 p. Grenoble, 1906.

² Sous le refuge il existait une grotte sous-glaciaire, sorte de crevasse entre le glacier et la paroi en surplomb de la roche encaissante, qu'il serait très intéressant d'explorer.

Nous admirons sans réserve l'étude que MM. Flusin et Jacob ont mené si prestement à bonne fin malgré les multiples difficultés qu'ils ont rencontrées, surtout celles d'une région isolée et sur deux glaciers si crevassés par places qu'un guide de Vallouise à qui nous parlions en 1898 de la haute importance qu'il y aurait à lever le plan de ces deux glaciers, s'écriait, en nous montrant une des régions crevassées : « Je n'irai pas là pour des millions ». Et cependant les guides de Vallouise y sont allés gaiement et pour bien moins, tellement ils étaient rassurés par la compétence des deux explorateurs.

Nous ne nous permettrons qu'une seule observation. Elle est relative à la position de la colossale moraine de la rive gauche du glacier Noir. Cette moraine domine le glacier de 50 à 150 mètres et isole, entre elle et la base de la Grande-Sagne, un large et profond vallon d'une longueur de 2 kilomètres.

Pourquoi cette moraine n'est-elle pas adossée à la montagne de la Grande-Sagne ? MM. Flusin et Jacob n'y sauraient voir un effet de la réverbération sur cette rive ensoleillée. Il leur semble plus naturel d'attribuer cette curieuse particularité à un « défaut de concordance entre la thalweg et l'axe de la vallée ». Cette explication nous paraît peu satisfaisante.

Pour trouver une interprétation à cette disposition anormale, il nous semble nécessaire de nous reporter par la pensée à l'époque où le glacier Noir, coulant à pleins bords, affleurait sur la crête de la moraine.

A cette épaisseur du glacier correspondait évidemment une phase d'enneigement bien supérieure à celle d'aujourd'hui. Une nappe considérable de névés accumulés par les avalanches devait régner tout le long de la base de la Sagne et il nous semble permis de croire, sans insister davantage, que ces névés, assez puissants pour refouler et maintenir à distance la moraine, n'eurent cependant pas assez d'importance ou d'alimentation pour progresser et refouler la moraine latérale en moraine médiane. Le vallon entre la moraine gauche du glacier et la base de la Grande-Sagne

nous paraît donc être simplement l'emplacement du culot des névés.

La rive droite du glacier Noir ne présente pas une pareille disposition parce qu'elle est dominée par les parois verticales du Pelvoux qui ne pouvaient donner lieu à la formation de névés vers leur base. Il n'y a pas non plus de moraine latérale plaquée contre la roche par suite de la verticalité de la rive et du manque d'assiette pour recevoir les dépôts morainiques.

MM. Jacob et Flusin auraient pu se demander aussi pourquoi un cours d'eau ne s'est pas établi dans la fosse de deux kilomètres de longueur que limite la moraine gauche du glacier Noir. Cette fosse reçoit en effet d'impétueux et nombreux ravins qui descendent des pentes très déclives de la Grande-Sagne. C'est que la moraine latérale du glacier Noir ne constitue pas une barrière étanche ; elle est comme toutes les moraines des glaciers du Pelvoux, même celles de fond, un crible grossier qui ne saurait retenir l'eau.

Et, à ce sujet nous aurions été très heureux si ces auteurs nous avaient renseigné sur la composition et les caractères particuliers des moraines de ces deux glaciers complètement établis dans des massifs granitiques homogènes peu propres à fournir de l'argile glaciaire.

Mais ces réserves qui ne concernent peut-être que des questions à part, n'enlèvent rien au mérite incontestable du travail des deux distingués et savants préparateurs de la Faculté de Grenoble.

Dans le chapitre final relatif à l'histoire des deux glaciers qu'ils ont si brillamment étudiés et illustrés, nous avons remarqué la pauvreté des renseignements fournis par la tradition du pays¹. C'est un fait acquis, nos anciens connaissaient mal la montagne et nous ont très peu fourni de renseignements relatifs aux glaciers.

Pour nous, nous avons passé notre jeunesse dans le Bas-Valgaudemar à la vue lointaine des glaciers, et nous n'avons parcouru de 1854 à 1872 que les régions à névés de cette vallée et de celle de Champoléon. Nous ne pouvons donc fournir ici que des détails rétrospectifs d'un intérêt bien secondaire.

La plus ancienne impression que nous ayons eue, relativement au retrait des glaciers, remonte à 1857.

C'était pendant les travaux de la moisson. Un des moissonneurs signala tout-à-coup un point noir qu'il venait de discerner sur la face étincelante de blancheur du glacier en dôme qui se dresse à l'Est du pic d'Olan et qui semble limiter de ce côté le Valgaudemar.

Et tous les moissonneurs, avertis de proche en proche, suspendent un instant le travail pour regarder la tache noire. Et mille questions et conjectures sont émises par les jeunes à l'adresse des anciens.

« Cà, nous dit notre père, est un rocher que la fonte de la glace vient de mettre à découvert. Je ne l'avais jamais

¹ En général, une question trop générale dérouta le montagnard et le met en défiance. Que peut-il répondre à la question suivante ainsi formulée : « Où était le Glacier Blanc quand vous étiez berger ? » Le montagnard penserait qu'on se moque de lui, car pour lui le glacier n'a pas changé de place.

vu, mais mon pauvre père l'avait aperçu pendant quelques années (vers 1770-1780) ».

Depuis, la tache noire s'est étendue et est devenue une barre escarpée de rocher qui coupe en travers tout le glacier d'Olan ¹.

Lorsque, en 1885, nous retournâmes à la haute montagne pour y rechercher les lieux de provenance des éléments erratiques des vallées inférieures et pour y étudier les caractères des moraines des glaciers actuels, nous fûmes profondément et désagréablement surpris en constatant la disparition de la plupart des névés persistants et celle d'une foule de petits glaciers suspendus. Les hauts escarpements qui présentaient autrefois jusqu'à la fin de septembre un aspect hivernal par suite de la continuité des neiges n'avaient plus que quelques petits glaciers ou des plaques de neiges isolées.

Le petit glacier des pentes ouest de Sirac qui, en 1871, projetait comme un gigantesque auvent sa belle et haute muraille bleue au-dessus de l'abîme ne paraissait plus qu'une plaque de neige sans relief.

La disparition récente des névés et petits glaciers qui accidentaient 19 ans auparavant les corniches, replats et cirques minuscules de Sirac et du Pelvoux, était nettement caractérisée par la couleur claire, et comme neuve, de la roche en place dont aucune végétation, aucune poussière, aucun éboulis ne couvrait la nudité. Il était facile aussi de reconnaître dans les hauts vallons ou sur les pentes, les éboulis qui avaient supporté les culots de névés, tellement étaient remarquables la fraîcheur et la propreté des pierres qui les constituaient.

Par leur retraite sur plusieurs centaines de mètres, les glaciers sans moraines superficielles du Lauzon (vallon du Gioberney), de la Pierre (pentes sud de Sirac), avaient mis à jour des plateaux rocheux à pente insensible dont la surface striée, polie et miroitante n'était recouverte d'aucun

¹ C'est le glacier du Vallon, d'après le guide Philomen Vincent.

dépôt morainique si ce n'est quelques éléments rocheux épars, tandis que le front de ces glaciers présentait une paroi verticale d'une quarantaine de mètres et divisée en séracs au glacier du Lauzon.

A ce moment (5 août 1885), le Glacier Blanc se terminait au haut de l'escarpement rocheux par un front en muraille de 45 à 50 mètres et avec séracs menaçants¹.

Le soir du 5 août 1885, en redescendant à Vallouise, nous fîmes route avec la caravane du jeune Dr Giraud, de Paris, qui venait d'escalader le Pelvoux et qu'attendait à notre hôtel son grand-père, vénérable et vigoureux vieillard de 86 ans, qui n'avait jamais quitté son village des Claux. Au dîner, je voulus être placé près de ce bon vieux pour deviser avec lui des glaciers.

Et, quand la *glace fut rompue*, s'engagea entre nous la conversation suivante qui montre le peu d'admiration des montagnards pour les glaciers.

« Nous sommes, M. Giraud, des voisins, puisque je suis du Goudemar où je gardais il y a trente ans. — Ah ! le Goudemar est là derrière le col du Sellar ; je n'y ai jamais été. Mais moi aussi, je gardais, il y a de cela 70 ans. — Et où gardiez-vous, M. Giraud ? — Un peu partout, à Ailefroide, à St-Pierre, au Pré Carle... — Au Pré Carle ? Il n'y avait donc pas la *Veyre* ? — Oh ! si. Mais elle était là-haut où vous avez vu des *cuchons* de graviers (refuge Césanne) que la *veyre* poussait devant elle². — Comme vous deviez vous amuser à courir sur la *veyre* ! — Pas possible, elle se ter-

¹ Nous l'avons revu plusieurs fois en 1898. La fière muraille bleue avait disparu. Le glacier, affaissé, affleurait à peine, au bord de l'escarpement, par un front frangé, boueux de 1 à 1^m50 à peine d'épaisseur.

² Elle est curieuse cette croyance des montagnards : pour eux la moraine frontale n'est pas le produit du dépôt successif des moraines superficielles. C'est le glacier ou *veyre* qui refoule devant lui les tas de graviers ou *cuchons* qui forment les moraines. Nombreux étaient alors sur le Pré Carle les monticules arrondis provenant des moraines superficielles. Les torrents les ont depuis à peu près totalement balayés.

minait tout autour par une muraille bleue de 40 mètres de hauteur. — Elle devait être superbe, M. Giraud, cette muraille de veyre bleue ? Et le bon vieillard secoua la tête d'un air peiné qui me navra. Cet intéressant entretien est terminé par un juron retentissant ; il est poussé par un indigène de 60 ans qui a suivi notre conversation et qui nous apostrophe ainsi : « On dirait, Monsieur, que vous n'êtes pas du Valgaudemar, car vous êtes comme les étrangers qui trouvent beaux les glaciers qui nous ruinent¹. — Ils vous ruinent ! Mais ils devraient faire votre fortune. Et, ayant remarqué l'embonpoint de cet interrupteur, nous ajoutons. D'ailleurs, vous ne les avez peut-être jamais vus les glaciers. — Jamais vus ! J'y suis allé plus de cinquante fois (et se rengorgeant) promener avec les hauts fonctionnaires qui venaient à Ville-Vallouise ! — Vous étiez tout de même bien bon d'aller voir des choses que vous n'aimez pas. — Mais si, à mon point de vue. Nous allions y prendre une royale absinthe. Nous approchions nos verres de la muraille bleue pour y faire couler les filets d'eau qui tombaient des flancs du glacier fins comme des cheveux de femme. C'était exquis et chacun trouvait que cela valait bien la course ».

Pour si banal que fût le renseignement, il était intéressant : vers 1850, le Glacier Blanc et le Glacier Noir, en se réunissant sur le Pré de Madame Carle formaient encore un escarpement rappelant celui de 1815 du moment où le vieux père Giraud gardait ses moutons.

Nos glaciers s'en vont. La plus lamentable leçon que nous ayons reçue à ce sujet nous fut donnée du haut du col du Glacier Blanc, quand nous constatâmes en 1898 que nombre de glaciers du Pelvoux débutaient par une bergs-krund qui baillait entre les escarpements rocheux supérieurs sans névés et le glacier, et que, pour le plus grand

¹ Pour nos montagnards, le beau est inséparable du bien et de l'utile, et ils ne peuvent admettre qu'on trouve beaux les glaciers qui ruinent les pâturages en en prenant la place.

nombre de cas, les traînées de névés supérieurs qui existaient encore prenaient leur origine à un dôme de neige provenant des neiges de tourmentes remontées par le mistral des régions inférieures.

Il nous semble donc naturel de conclure que les glaciers ne reprendront leur marche en avant que quand d'abondantes chutes de neige auront reconstitué les névés des cirques d'alimentation.

2 avril 1906.



CONGRÈS

DES

SOCIÉTÉS SAVANTES

DE PROVENCE

Le Bureau du *Congrès des Sociétés savantes de Provence* nous adresse la circulaire suivante que nous nous faisons un plaisir de reproduire :

MONSIEUR,

Nous avons l'honneur de solliciter votre adhésion au *Congrès des Sociétés savantes de Provence* qui se réunira pour la première fois à Marseille le 1^{er} août prochain, à l'occasion de l'Exposition Coloniale déjà ouverte dans cette ville.

Le Comité d'organisation, dont vous trouverez ci-après la composition, adresse un pressant appel aux membres des Sociétés savantes de la région provençale, des régions cir-convoisines et des pays comme la Corse, l'Algérie et la Tunisie, qui sont en rapports constants avec Marseille, métropole coloniale de France. Il adresse le même appel aux membres des Sociétés scientifiques des villes d'Espagne et d'Italie qui n'ont cessé d'entretenir avec la grande et noble ville des relations d'amitié, — d'une amitié remontant à une haute antiquité ou, tout au moins, au moyen-âge, alors que la Provence, Naples, la Sicile et l'Anjou étaient sous le même sceptre politique.

En cette terre de Provence si riche de souvenirs historiques, au passé si brillant et coloré, nombreux sont les

groupes savants : Académies, Sociétés historiques, littéraires, scientifiques, félibréennes, etc., ayant le même but, mais s'ignorant parfois, ou se connaissant à peine, faute d'occasions de se réunir, de mettre en commun le fruit de leurs labeurs.

Il a paru que l'Exposition Coloniale de Marseille, demeurant par plusieurs côtés une manifestation essentiellement provençale, était une occasion unique de réunir tous les groupes provençaux ou amis de la Provence, et affirmer ainsi magnifiquement la vitalité de notre petite patrie, sous ses formes si variées, si intéressantes, si dignes, à tous égards, d'être mises en pleine lumière.

Un Congrès était la forme la plus propre à atteindre ce but. L'ambition du Comité d'organisation serait pleinement satisfaite si chaque Société se trouvait représentée par un grand nombre de membres dont la présence au Congrès et la participation effective par des communications nombreuses et intéressantes sont les éléments essentiels de succès.

Telles sont, Monsieur, les raisons qui nous font insister pour avoir votre adhésion, celle tous les savants qui, Provençaux d'origine, habitants ou amis de la Provence, s'intéressent à ce qui touche ce grand et beau pays où naquit un grand mouvement décentralisateur qui a gagné les autres provinces.

Le Congrès des Sociétés savantes de Provence sera lui-même une manifestation décentralisatrice, qui pourra ultérieurement se poursuivre dans d'autres villes de la région, et dont la pleine réussite est assurée, si ces Sociétés, en tant que groupes constitués, et leurs membres individuellement, veulent bien associer leurs efforts aux nôtres, assurer le succès du Congrès par l'apport de leurs connaissances.

Nous vous demandons donc avec instance votre adhésion et votre participation à l'aide d'une étude personnelle sur l'un des sujets figurant au programme déjà distribué aux Sociétés savantes, ou sur toute autre question à votre choix, pourvu qu'elle ait un caractère provençal.

Vous trouverez ci-contre, en outre de la composition du Comité d'organisation, des indications pratiques relatives au Congrès qui ne donnera lieu à *aucune cotisation*. Non seulement la participation sera absolument gratuite, mais encore les adhérents bénéficieront de l'entrée gracieuse à l'Exposition Coloniale pendant toute la durée du Congrès. Un volume de mémoires présentés au cours de cette manifestation scientifique sera imprimé et témoignera de la science et de l'activité des groupes et des savants provençaux.

Veillez agréer, Monsieur, l'assurance de notre considération la plus distinguée.

Le Président,

F. BELIN,

Recteur de l'Académie, Officier de la Légion d'honneur.

Les Vice-Présidents : Ch. VINCENS, trésorier de l'Académie des Sciences et Lettres de Marseille ;

Dr Ph. AUDE, médecin en chef de la Marine E. R., Officier de la Légion d'honneur, ancien président de l'Académie d'Aix ;

Paul ARBAUD, président de la Société d'Études Provençales ;

P. MASSON, professeur à la Faculté des Lettres, secrétaire général de l'Exposition Coloniale.

Le Secrétaire général : F.-N. NICOLLET, professeur au Lycée Mignet.

Le Secrétaire adjoint : J. FOURNIER, archiviste-adjoint des Bouches-du-Rhône.

PRÉSIDENTS D'HONNEUR

MM. J. CHARLES-ROUX, commissaire général de l'Exposition Coloniale ;

FONCIN, inspecteur général de l'Instruction publique ;
Frédéric MISTRAL ;

R. DE SAINT-ARROMAN, chef du bureau des Sociétés savantes au Ministère de l'Instruction publique.

REPRÉSENTANT DE S. A. S. LE PRINCE DE MONACO

M. L.-H. LABANDE, conservateur des Archives de la Principauté.

BUREAU

Président : M. F. BELIN, recteur de l'Académie ;

Vice-Présidents : MM. P. ARBAUD, président de la Société d'Études Provençales ;

Dr Ph. AUDE, médecin en chef de la Marine E. R., ancien président de l'Académie d'Aix ;

P. MASSON, professeur à la Faculté des Lettres, secrétaire général de l'Exposition Coloniale ;

Ch. VINCENS, trésorier de l'Académie de Marseille ;

Secrétaire général : F.-N. NICOLLET, professeur au Lycée Mignet ;

Secrétaire adjoint : M. J. FOURNIER, archiviste adjoint des Bouches-du-Rhône.

COMITÉ D'ORGANISATION

MM. les Délégués de toutes les Sociétés qui adhèrent au Congrès. La liste en sera publiée dans le numéro de juillet-août des *Annales de la Société d'Etudes Provençales* avec celle des présidents et secrétaires des sections. — Une réunion des délégués aura lieu le 1^{er} août, avant la séance d'ouverture, à 9 heures du matin, au siège de l'Académie de Marseille, 40, rue Thiers.

NOTA. — La participation au Congrès est gratuite ; tout membre d'une Société savante de Provence ou des régions circonvoisines peut assister aux séances, y présenter des mémoires et prendre part aux discussions. Les dames sont admises. Les mémoires devront être parvenus au secrétariat du congrès (2, rue Sylvabelle, Marseille), au plus tard, le 15 juillet. Le sujet, s'il n'est pas pris dans le programme antérieurement publié, devra être une question d'intérêt provençal. Un quart d'heure environ sera accordé pour la lecture de chaque mémoire.

Le Congrès s'ouvrira le 1^{er} août. Il comprendra deux séances générales, d'ouverture (l'heure en sera indiquée par la presse) et de clôture, qui auront lieu au Palais de l'Exposition, dans la salle des Congrès, et des séances de section, qui auront lieu, soit à la Faculté des sciences, soit au Lycée. La durée ne pourra être fixée définitivement que lorsque l'on connaîtra le nombre des communications qui seront faites. Le Congrès comprendra trois sections : 1^o Histoire, archéologie et sciences auxiliaires ; 2^o Littérature et langue provençale, et beaux-arts ; 3^o Sciences. Les présidents et secrétaires de chaque section seront désignés par le Bureau, après entente avec le Comité d'organisation.

Des démarches devant être faites auprès des compagnies de transport pour obtenir aux congressistes un tarif de faveur, nous vous prions de nous faire parvenir *le plus tôt possible* le bulletin d'adhésion ci-joint.

Des bulletins d'adhésion sont mis à la disposition des membres de la *Société d'Etudes* qui voudraient répondre à l'appel du bureau du Congrès. Prière de s'adresser à M. MICHEL, secrétaire.

Le Secrétaire-Gérant,
J. MICHEL.



ESSAI HISTORIQUE
SUR LA
Formation des Limites
ENTRE
LE DAUPHINE ET LA SAVOIE
Par M. Louis JACOB

IV
LES LIMITES DU DAUPHINÉ ET DE LA SAVOIE

*d'après les traités du XVII^e siècle
Les traités d'Utrecht (1713) et de Paris (1760)*

Au cours du XV^e siècle et du XVI^e, aucune modification territoriale importante ne fut apportée à l'état des frontières du Dauphiné et de la Savoie tel qu'il avait été fixé par le traité de 1355. Cependant, en 1547, le Dauphiné s'était étendu du côté de la Savoie, par la cession faite à la France du marquisat de Saluces, à la mort de son dernier marquis. Mais cette acquisition ne devait être que provisoire, puisque le roi Henri IV allait céder ce territoire à la Savoie au traité de Lyon. Provisoires aussi furent la conquête et l'occupation de la Savoie opérées par le roi François I^{er} au cours de la guerre avec Charles-Quint¹. Les Etats de Savoie furent successivement rendus au duc Emmanuel-Philibert, par les rois Henri II et Charles IX. aux traités de 1559 et de 1574.

¹ Cf. Tableau chronologique ci-après.
BULL. H.-A. 1906.

Le duc de Savoie, de son côté, se trouvait maître d'un certain nombre de places du Dauphiné, notamment de Château-Dauphin et de Saluces, qu'il avait occupées pendant la guerre de 1598 ; mais le traité de Lyon allait l'obliger à les restituer à la France.

TRAITÉ DE LYON (1601). — A la suite de ce traité, le Rhône ne fait plus la limite entre la Savoie et le Dauphiné, par l'effet de la cession à la France des pays de Bresse, Bugey, Gex et Valromey, les deux rives du fleuve sont françaises à partir de son confluent avec le Guiers. Le roi Henri IV cédait au duc un territoire éloigné et dont la possession semblait peu sûre, et recevait en échange, des pays plus étendus, plus importants et se groupant naturellement au royaume. C'était la revanche du traité de 1355 ; le roi faisait une paix de marchand, et le duc jouait cette fois le rôle bien involontairement de prince.

Cet acte qui ne se rapporte pas directement à notre étude, méritait toutefois d'être mentionné : il semble être le complément du traité de 1355 ; comme ce dernier, il établit des limites naturelles aux possessions voisines des deux provinces ; il constitue une diminution d'affinités entre le Dauphiné et la Savoie. Dès ce moment, les châteaux et les innombrables forteresses qui s'élevaient sur la rive gauche, restent sans utilité et s'écroulent successivement¹. Enfin, ce traité marque surtout un changement naturel dans la politique des ducs de Savoie qui, rejetés au-delà du Rhône, et ne possédant plus en deçà des Alpes que leur fief héréditaire, vont chercher à étendre leurs domaines principalement du côté de l'Italie². Dans tous les traités d'alliance qu'ils contracteront au cours du XVII^e siècle, soit avec la France, soit avec d'autres nations, ils demanderont à leurs alliés des concessions dans le Monferrat ou dans le Milanais, mais ils n'aspireront plus à s'agrandir du côté de l'ouest.

¹ Delachenal. Hist. de Crémieu.

² Cf. d'Haussonville. La duchesse de Bourgogne et l'alliance Savoyarde. *Revue des Deux Mondes*, 15 avril 1896, p. 725.

TRAITÉ DE CHÉRASCO (1631). — Quelques années plus tard, la Savoie et le Piémont étaient envahis par les armées françaises et au traité de Cherasco (1631) Richelieu se faisait céder plusieurs places fortes au-delà des Alpes. Par cet acte, le duc Victor-Amédée I cédait au roi Louis XIII les forteresses de Pignerol, de la Pérouse, de Ste-Brigitte et tout le territoire dépendant de ces places. Diverses cartes du temps représentent la vallée de Pignerol comme une annexe du Dauphiné¹, et, bien que n'ayant trouvé aucun document sur ce point, nous sommes portés à croire que ce nouveau territoire fut adjoint à la province française qui l'avoisinait et que l'administration de ces places dépendait du gouvernement de Dauphiné.

D'abord provisoire (traité du 6 avril 1631), la possession de la vallée de Pignerol devint définitive par le traité de Turin (5 juillet 1632) qui stipulait « la vente de la ville de « Pignerol et du terrain nécessaire pour assurer la libre « communication de cette place avec le Dauphiné par les « vallées vaudoises² ».

Cette annexion était moins faite pour diminuer les Etats de la maison de Savoie que pour donner à la France une entrée en Italie où les Espagnols occupaient en même temps plusieurs places fortes. « Cette vente de Pignerol déplut fort à l'empereur et au roi d'Espagne³ dont le premier prétendait que la Savoie, étant un fief d'empire, le duc n'en avait pu rien aliéner que du consentement de l'empereur ; mais le roi répondit qu'il lui était aussi bien permis d'acquérir Pignerol en Italie qu'aux Espagnols d'y acquérir Casal ». Et le traité de Munster (1648), malgré les protestations des délégués savoisiens confirma la cession et la vente conclues dans les deux actes de 1631 et de 1632⁴. La France

¹ Atlas de Jailliot, de Blaeu.

² Traité de Turin (5 juillet 1632).

³ Dumont. Supplément au corps diplomatique. *Hist. des traités du XVII^e siècle*, t. I.

⁴ ... Pinarolo et pertinentiis inter S. M. Ch. ac D. Comitem Sabaudiae definitis et Ch. Regi Regnoque Galliae acquisitis per peculiare tractatus qui eadem stabilitate et firmitate consistent in iis omnibus

devait conserver jusqu'au traité de 1696 la possession de cette vallée qui lui ouvrait la porte de l'Italie. Malgré les compensations accordées en Montferrat (Trino, Asti, Ville-neuve-d'Asti), et confirmées par le traité de Munster, le Piémont ne put facilement se résigner à cette cession. « Pignerol, fait remarquablement observer M. d'Haussonville¹, devait être pour les Français ce que Calais avait été pour les Anglais, la plaie ouverte, le lambeau de chair arraché ». Aussi toute la politique piémontaise du XVII^e siècle tourne-t-elle autour de cet unique objet : la restitution de Pignerol.

POLÉMIQUE DELPHINO-SAVOISIENNE. — Une polémique qui s'engagea à cette époque entre Dauphinois et Savoisien mérite de fixer un instant notre attention.

Au cours des XV^e et XVI^e siècles, le parlement de Grenoble et celui de Chambéry avaient à maintes reprises discuté sur les prétentions réciproques des dauphins et des ducs de Savoie touchant leurs Etats respectifs. Vers 1630, ces discussions jusque-là renfermées dans les savantes assemblées des jurisconsultes, revêtirent une forme populaire et divers ouvrages panphlétaires, publiés les uns à Grenoble, les autres à Chambéry, se firent l'écho un peu exagéré des contestations toujours existantes entre les ducs de Savoie et les rois de France. Mais l'opinion publique ne se passionna pas outre mesure et la polémique ne se prolongea pas au-delà d'une année.

L'auteur dauphinois soutenait que : 1^o Nice et Villefranche étaient d'anciennes dépendances du comté de Provence et devaient par conséquent être réunies à la France ; 2^o la France avait le même droit sur le comté de Piémont que les comtes de Savoie avaient usurpé sur les comtés de Pro-

quæ translationem ant cessionem Pinaroli et pertinentium concernunt... (Art. 94). (Vast. *Les grands traités du règne de Louis XIV*, t. I, p, 46).

¹ D'Haussonville. La duchesse de Bourgogne. *Revue des Deux Mondes*, op. cit., pp. 726-727.





vence ; 3^o la France devait posséder le comté d'Asti qui avait été donné en dot à Valentine d'Orléans ; 4^o le duc de Savoie devait rendre hommage au roi pour plusieurs terres du Genevois et de la baronnie de Faucigny ; 5^o Le roi de France, héritier de François I^{er}, avait des droits sur le duché de Savoie qu'il tenait de Louise de Savoie, mère de ce dernier roi. Ces idées et d'autres du même genre étaient exposées dans deux lettres successivement publiées à Grenoble en 1630, sous le titre de *Première et seconde Savoisienne*¹.

A ces prétentions le Père Monod, savant religieux savoisien, opposait les arguments que lui dictait son patriotisme et son attachement à la maison de Savoie, et en 1631 il publia à Chambéry une réponse assez vive à la *Première et deuxième Savoisienne*². La discussion en resta là, et les événements ne firent pas grand bruit, puisque St-Genis, l'éloquent historien de la Savoie ne les mentionne même pas dans son volumineux ouvrage.

TRAITÉ DE 1672. — Avant d'arriver au traité de Turin (1696), qui devait rendre Pignerol à Victor-Amédée et ramener les limites du Dauphiné et de la Savoie à leur état antérieur, nous avons à mentionner les dispositions du traité de 1672, relatives à la fixation de ces limites.

Comme l'indique le sommaire de cet acte, ce traité intervenait seulement pour la délimitation du territoire situé entre Bellecomb et Chapareillan en Dauphiné et Apremont, les Marches et Fransin en Savoie. Le pays d'Entre-deux-Guiers ne faisait l'objet d'aucune disposition, les frontières entre le Dauphiné et la Savoie, dans cette région, restaient

¹ Arnould (Ant.) et de Rechignevoisin (pseudonymes). La première et seconde Savoisienne où se voit comme les ducs de Savoie ont usurpé plusieurs Etats appartenans aux rois de France. Grenoble, Marnioles, 1630, in-8°.

² Le P. Monod. (L'ouvrage parut sans nom d'auteur). Apologie française pour la serenissime maison de Savoie contre les scandaleuses invectives intitulées : Première et seconde Savoisienne. Chambéry, du Four, 1631, in-4°.

toujours indécises et ne devaient être réglées que par le traité définitif de 1760¹.

Les archives des Affaires étrangères ne nous fournissent aucun renseignement sur les événements qui amenèrent le roi de France et le duc de Savoie à signer le traité du 27 avril 1672. Ils y furent poussés, comme l'expose le préambule de l'acte, uniquement par le désir de régler les difficultés qui se rencontraient pour raison des limites de ces territoires².

Mais nous devons admettre que ce traité fut l'œuvre exclusive de Louis XIV et que la cour de Savoie, soumise à la volonté du grand roi n'en discuta pas les clauses qui étaient très avantageuses pour la France. La rédaction de cet acte, comme d'ailleurs celle de tous les traités du XVII^e siècle, est assez embrouillée et il est assez difficile de fixer d'une manière précise les limites, d'après les indications des trois premiers articles. (Nous avons pourtant essayé de le faire dans la carte ci-contre), mais malgré nos efforts et nos recherches, il nous a été impossible de trouver dans les cartes de l'époque ni dans les cartes modernes, la mention des noms de lieu tels que Bois de Bassine, Prê Paschalis, etc. énumérés dans ce traité³.

LE TRAITÉ DE 1696. — En 1696, le traité de Turin (ou de Pignerol⁴) mettait fin à la guerre qui durait depuis dix ans entre le roi de France et le duc de Savoie, allié des puissances liguées contre Louis XIV; et il ramenait le Dauphiné et la frontière de la France du côté de l'Italie aux limites

¹ Cette indécision de frontières est si manifeste que dans une carte du XVII^e siècle (Atlas de Tassin), ce n'est pas le Guiers, mais le Cozou qui est considéré comme faisant la limite entre les deux Etats.

² Les liaisons d'amitié entre le roi et le duc étaient alors si intimes, et Charles-Emmanuel paraissait si parfaitement résigné aux volontés de Louis XIV qu'il s'en remit à sa discrétion pour le vieil arbitrage de Chapareillan. St-Genis, *Hist. de la Savoie*, t. II.

³ Le texte complet du traité se trouve dans Dumont, *Corps diplomatique* (année 1672).

⁴ St-Genis l'appelle le traité de Pignerol, *Hist. de la Savoie*, t. II, p. 413.

assignées par le traité de Lyon¹. C'était pour Louis XIV la renonciation aux avantages des traités de 1631 et de 1632 ; Pignerol et les autres forteresses précédemment annexées à la France, furent rendues, démantelées, à la Savoie².

La princesse Adélaïde, fille de Victor-Amédée, était aux termes du même traité de paix, destinée au jeune duc de Bourgogne. Nous n'aurions pas mentionné ce dernier fait, si nous n'avions tenu à rappeler que la future duchesse, se rendant de Turin à Versailles, passa de Savoie en France par le Pont-de-Beauvoisin. Ce fut là que l'escorte savoisienne la quitta, après l'avoir remise aux gens du roi de France. C'est Saint-Simon qui raconte ce voyage : « Elle vint ensuite au Pont *qui tout entier est de France*, à l'entrée duquel elle fut reçue par sa nouvelle maison et conduite au logis du côté de France qui lui avait été préparé³ ». Ce pont de Beauvoisin, sur le Guiers, qui faisait la limite entre le Dauphiné et la Savoie, et dont Saint-Simon revendique la possession intégrale pour le roi, avait fait l'objet de nombreuses contestations. Au XVI^e siècle, diverses informations avaient eu lieu pour la réglementation des droits des deux princes sur les deux côtés du pont ; et il avait été décidé que les officiers delphinaux pourraient poursuivre les malfaiteurs jusqu'au milieu dudit pont. Mais à la fin du XVI^e siècle il s'écroula et on en reconstruisit un nouveau, toutefois uniquement aux frais des habitants du Dauphiné. D'où pour ces derniers le droit d'en revendiquer l'entière jouissance⁴. Nous retrouverons au

¹ Sur les négociations préparatoires à ce traité, cf. d'Haussonville. La duchesse de Bourgogne, *Revue des Deux Mondes*, 15 avril 1896, pp. 752-756.

² Voici d'après la correspondance diplomatique de l'époque l'état des pays cédés par Sa Majesté très chrétienne à Son Altesse Royale de Savoie, à la paix de 1696 : Pignerol, rasé de ses fortifications ; la Meto ; la Bayée ; Realet ; les Portes ; la valée de St-Pierre ; la vallée de Pérouse (Aff. et Cor. pol. 1713).

³ St-Simon. *Mémoires*, t. I, p. 424, édit. de 1829.

⁴ D'après Fontanieu. Mémoire intitulé : La rivière du Guiers sert de limite entre la Savoie et le Dauphiné. *Cart. gén. du Dauphiné*. B. Nat. Ms. latin 10965.

XVIII^e siècle l'affirmation des droits de la France sur le pont tout entier à l'occasion d'arrestations faites à l'extrémité de ce pont située en Savoie, par les officiers français.

TRAITÉ DE 1713. — L'alliance contractée au traité de 1696, entre le roi de France et le duc de Savoie, et resserrée encore par ce mariage qui unissait leurs deux maisons, ne devait pas être de bien longue durée ; Victor-Amédée n'était pas homme à tenir ses engagements, lorsqu'une occasion de s'agrandir lui était offerte¹.

L'idée de s'emparer du Dauphiné et de la Provence, était, nous l'avons vu, profondément entrée dans les traditions des princes de Savoie. La possession de ces provinces était la compensation continuellement promise par l'Espagne et par l'Empire « aux portiers des Alpes » dont l'alliance était précieuse, mais la fidélité bien précaire. Les projets de conquête formés par le comte Rouge et le comte Verd se retrouvaient dans l'esprit du duc Victor-Amédée qui espérait, en envahissant le Dauphiné en 1692, garder pour lui une partie de cette province : les succès que Catinat remporta sur ses armées lui firent perdre cette illusion. Mais en 1702, la même ambition le décida à prendre le parti des alliés contre la France, malgré la clause du traité de 1696 qui assurait Louis XIV de son précieux concours ; et devant les promesses d'agrandissement qui lui furent faites, il signa un traité d'alliance avec l'Empire².

Dans ce traité (du 8 novembre 1703) on trouve cette clause caractéristique : « Après la conquête de la Lombar-

¹ « Sachant ménager tout à la fois ses amis et ses ennemis, et prenant pour galanterie de violer la foi », écrivait le cardinal d'Ossat au sujet de la maison de Savoie.

² Ce traité secret fut dévoilé par une comtesse de la cour de Turin et vendu à Chamillart qui en informa le Roi. C'est alors que Louis XIV envoya Vendôme en Piémont en même temps qu'il expédiait à Victor-Amédée une dépêche ainsi conçue : « Monsieur, puisque la religion, l'honneur et votre propre signature ne servent de rien entre nous, j'envoie mon cousin, le duc de Vendosme, pour vous expliquer mes volontés ».

die et des Deux-Siciles, S. M. Impériale et S. A. Royale¹ joindront leurs forces et les tourneront contre la France, de sorte que tout ce qu'on prendra en Bourgogne et en Franche-Comté appartiendra à Sa Majesté Impériale, et ce dont on s'emparera dans le Pragellan, le Dauphiné et la Provence, restera à Son Altesse Royale ».

Les conquêtes opérées par les alliés dans la région du Sud-Est, à la suite du déplacement du maréchal Villars, ne dépassèrent pas la région des sources de la Dora Riparia², ce qui n'empêcha pas, à la conférence de la Haye en 1709, le duc de Savoie de réclamer pour lui l'entrée de la vallée de la Durance : Briançon, Mont-Dauphin, et Barrault, à l'entrée du Graisivaudan.

Mais bientôt, à la suite des campagnes victorieuses de Berwick, en 1709-10 et 11, tous les domaines du duc de Savoie sis en deça des Alpes, sont réunis à la France. Malgré ses défaites, Victor-Amédée, au début des conférences d'Utrecht (29 janvier 1712) réclamait la cession des vallées d'Exilles et de Fenestrelle, de Mont-Dauphin et de Briançon, du Fort-Barraux. C'était demander plus pour avoir; moins et la France, surtout au lendemain de la victoire de Denain (14 juillet), ne pouvait accepter de pareilles conditions de la part d'un souverain battu.

Victor-Amédée n'était pas pressé de conclure la paix, comme l'écrira d'Argenson quelques années plus tard, « le roi de Sardaigne ne craint rien tant que la fin des guerres et la cessation des occasions de s'agrandir³ ». Mais, sur les

¹ Le traité de 1696 avait accordé au duc de Savoie le titre d'Altesse Royale et ce titre lui fut définitivement reconnu au traité de Ryswick.

² En 1707.

³ C'est alors que le cabinet de St-James envoya à Turin le comte de Petesborough qui aborda le duc de Savoie avec une brusquerie de nature à déconcerter ses lenteurs calculées; il lui prouva qu'à hésiter plus longtemps il perdrait aux yeux de la reine les bénéfices de sa situation et que la paix faite avec l'Angleterre, il resterait exposé aux justes exigences de Louis XIV. Ce langage décidé modifia la conduite de Victor-Amédée, et ses représentants abandonnèrent leurs prétentions chimériques de peur de voir un jour rejetées les légitimes demandes. (Actes, mémoires du traité d'Utrecht, I, 237).

instances de l'Angleterre, il se décida à traiter ou plutôt à souscrire aux conditions et aux avantages qu'on lui proposait.

Les plénipotentiaires réunis à Utrecht avaient établi que l'article de la *barrière* serait appliqué à tous les pays voisins de la France et alliés de la Grande-Bretagne. Les états du duc de Savoie bénéficièrent de l'exécution de cet article qui consistait à affermir par des concessions faites aux dépens de la France, la sûreté des pays limitrophes. L'application de ce principe ne se fit pas sans difficultés. Toutefois Louis XIV consentit à céder au duc pour sa sûreté Exilles, Fenestrelles et la vallée de Pragelas. Mais Victor-Amédée qui avait toujours espéré étendre ses possessions plus avant en Dauphiné, ne voulait pas se contenter d'une aussi faible compensation ; il fit des instances réitérées auprès de la reine Anne pour lui faire exiger des plénipotentiaires des avantages plus considérables. Louis XIV, mis au courant de ces agissements par le vicomte de Bolingbroke refusa de céder davantage et dans une lettre adressée aux plénipotentiaires français, il exposait les motifs de son refus : le roi s'était engagé à donner au duc de Savoie ce qui était indispensable pour sa sûreté, mais il ne fallait pas que cette barrière « fut un prétexte à son agrandissement aux dépens de l'ancien domaine de France¹ ».

Enfin, pour débarrasser avec honneur la reine Anne des instances du duc de Savoie, les représentants de l'Angleterre, sur la proposition du maréchal de Berwick², adoptèrent l'excellent expédient de fixer la limite entre les deux Etats dans la région du Genève et du Viso, à la crête principale des Alpes. Ainsi était ajoutée, à la part déjà consen-

¹ Cf. Vast. *Les grands traités du règne de Louis XIV*, t. III, p. 132.

² Berwick avait été commandant des troupes françaises en Dauphiné pendant les campagnes de 1710-1712. Il avait su apprécier l'importance stratégique de la vallée de Barcelonnette et l'avantage qu'il y aurait pour la France à en prendre possession. Son intervention au congrès d'Utrecht eut pour la France cet heureux résultat. Cf. *Mémoires de Berwick*, t. II, pp. 159-160.

tie par Louis XIV la vallée de Château-Dauphin, mais il recevait en échange la vallée de Barcelonnette où il avait fait construire en 1692 le fort Tournoux.

La France cédait donc définitivement la vallée de Pragelas avec les forts d'Exilles et de Fenestrelles et les vallées d'Oulx, de Césanne, de Bardonnèche et de Chât'au-Dauphin. C'était l'abandon de l'ancien marquisat de Césanne, l'une des premières possessions acquises par les dauphins. Mais, de son côté, le duc de Savoie (nouveau roi de Sicile) abandonnait à la France la vallée de Barcelonnette, la ligne de partage des eaux devant désormais constituer la limite entre la France, le Piémont et le comté de Nice¹.

Voici d'après les relevés faits par les ambassadeurs, l'état des pays cédés par Louis XIV au roi de Sicile :

1^o La vallée du Cluson ou de Pragelas (6 communautés et 11 paroisses) : le Haut-Pragelas, Oreau, Fenestrelles, Mantous, Moulière, Chambon du Col, Roure, Méane.

2^o La vallée de Césane (10 communautés et 6 paroisses) : Césane, Sause, Bousson, les Turcs, Fevilles, Désert, les Jouvengaux, le Gadoux, Savoul, Salbertrand.

3^o La vallée de Bardonnèche (6 communautés et 6 paroisses) : Bardonnèche, Melezet, les Arnaudes, Rochemolle, Millaux, Château-Boulard.

4^o La vallée d'Oulx (5 communautés et 4 paroisses) : Oulx, la Fausse, Exilles, St-Colomban, Sels, la communauté et la paroisse de Chaumont.

5^o La vallée de Château-Dauphin (3 communautés et 2 paroisses) : Château-Dauphin, la Chenal et Chazal.

La vallée de Barcelonnette était composée de 13 communautés et de 12 paroisses :

Barcelonnette, le Lauzet, Alaus (*sic*), Estrones, St-Martin,

¹ Le Dauphiné, comme en 1536, demanda à s'annexer la vallée de Barcelonnette ; mais des remontrances furent adressées au roi par les Assemblées provençales, et Louis XIV l'annexa à la Provence. Toutefois, au point de vue militaire (actuellement encore) la vallée de Barcelonnette dépendait du gouvernement de Grenoble.

Revel, Miolans, Jausiers, Chatelard, St-Paul, l'Arche, Meyrone et Maurin¹.

La fixation des limites entre la vallée de Barcelonnette et le Piémont devait donner lieu, elle aussi, à de longues et nombreuses difficultés². Elles ne furent définitivement établies qu'au traité de 1760.

CONVENTION DE 1718. — La convention de Paris (4 avril 1718) entre le roi de France et le roi de Sicile, régla certains détails d'exécution et de limites. La France se faisait céder le territoire de Mas, dépendant du comté de Nice et des commissaires devaient être nommés de part et d'autre pour procéder « au règlement des limites des pais, terres et lieux respectivement cédés aux derniers traités ». Les chevaliers Nègre, ingénieur du roi de France, et Audibert, ingénieur du roi de Sicile, furent chargés de cette opération, et fixèrent les limites des deux Etats depuis le mont Thabor jusqu'au pays de Nice, par le mont Genève et le Viso. Le résultat de leurs travaux fut consigné dans un rapport dont nous avons pu avoir communication ; et les limites qu'ils ont tracées sont celles que l'on voit encore aujourd'hui sur la frontière du département des Hautes-Alpes et de l'Italie³.

INCIDENTS DE FRONTIÈRE. — Mais si le Dauphiné était définitivement limité du côté du Piémont, il était loin de l'être du côté de la Savoie où certains territoires étaient revendiqués à la fois par les deux Etats voisins et devaient faire l'objet de nombreuses contestations.

On en vit s'élever en 1728, lors de la confection du cadastre de Savoie⁴. Fontanieu, qui était à ce moment

¹ Relevé de l'état conservé aux archives des aff. étrangères. Turin, corr. pol., 1713.

² Cf. Péliissier. *Histoire d'Allos*, 2 vol. in-8°. Digne, 1901, t. II, p. 3 et 4.

³ Aff. ét. Corr. pol. Turin 1718 (supplément).

⁴ Le roi Victor-Amédée, par l'édit du 9 avril 1728 avait décrété qu'il fut procédé à la mensuration générale de tout le territoire de la Savoie, à l'établissement du cadastre et à la péréquation des taxes. Ce travail (qui devait servir de modèle au cadastre français) dura dix ans et fut achevé en 1738.

intendant à Grenoble, eut à soutenir dans plusieurs mémoires très documentés, les droits acquis des Dauphinois sur certaines propriétés voisines de la Savoie et à empêcher les officiers savoyards trop enclins à étendre les limites de leur pays, de faire figurer dans le cadastre et d'usurper des champs, des chemins ou des bois qui avaient été de tout temps considérés comme situés en Dauphiné. C'étaient surtout les territoires d'Avalon et de l'Entre-deux Guiers qui faisaient l'objet de ces contestations¹.

La situation et la délimitation de ces régions allaient enfin être réglées d'une manière définitive. Divers incidents de frontière qui se produisirent à cette époque décidèrent la cour de France et celle de Turin à conclure un traité solennel de limites. Depuis longtemps déjà la diplomatie française s'était préoccupée de la nécessité d'arrêter d'une manière sûre les frontières des deux Etats du côté de la Savoie ; mais de peur de froisser la cour de Turin par une telle proposition, au moment où l'alliance du roi de Sardaigne était activement recherchée par la France, on avait toujours reculé cette opération. Elle devint pourtant nécessaire, à la suite des événements qui se produisaient sur la frontière et dont nous ne pouvons nous empêcher de parler un instant.

Après les guerres qui se déroulèrent dans les Alpes de 1730 à 1748, quantité de soldats licenciés, d'Espagnols déserteurs, de paysans minés par le passage de troupes, couraient la Savoie, le Dauphiné, la Bresse ; il y avait des bandes de malfaiteurs sur le mont Cenis, dans les Bauges, dans le Chablais ; des rôdeurs pillaient les barques du Rhône ; les gorges du massif de la Grande-Chartreuse servaient d'asile aux bandits. L'arrestation des malfaiteurs et la poursuite des contrebandiers furent l'occasion de ces

¹ Fontanieu. *Cartulaire gén. de Dauphiné*. B. N. Ms fr. 10995 : Pièces pouvant servir à la vérification des confins du territoire d'Avalon en Dauphiné, du côté de la Savoie (1728) ; — La rivière du Guyers sert de limite entre la Savoie et le Dauphiné. (Extrait des titres de la Chambre des Comptes de Grenoble concernant les limites entre le Dauphiné et la Savoie du côté du Guyers).

divers incidents de frontière; les territoires n'étant pas délimités d'une manière précise, parfois les officiers Dauphinois pénétraient sur le terrain de la Savoie, et les Savoyards poussaient leurs recherches jusque sur le pays de Dauphiné; et ceci constituait une violation de territoire. Les moindres faits de ce genre étaient soigneusement notés par les agents de la cour de France et ceux de la cour de Turin.

Trois ponts importants s'élevaient sur le Guiers : l'un, à Saint-Genis, un second, à Pont-de-Beauvoisin, un troisième, aux Echelles, sur le Guiers-Vif.

Les Savoyards prétendaient avoir l'entière possession du premier, puisqu'ils l'avaient bâti à leurs frais, et les Dauphinois avaient les mêmes prétentions sur le second pour des raisons identiques. Mais celui des Echelles était censé appartenir par moitié aux deux Etats limitrophes. Or, vers 1730, au cours d'une extradition, contrairement à l'usage qui exigeait la remise du prisonnier au milieu du pont, les officiers savoisiens le restituèrent au bout du pont, du côté de France.

C'était une violation de territoire. Fontanieu, alors intendant de Dauphiné, annonça cet incident au roi, et en fit ressortir la gravité. C'était une occasion d'engager la dispute sur la question de l'Entre-deux-Guiers. « Toutefois, ajoutait Fontanieu, en considération des dispositions où est le roi de Sardaigne d'aider les agents Dauphinois pour la destruction des contrebandiers, il vaut mieux prendre le parti de dissimuler et de ne pas faire attention aux démarches d'un officier qui peut être désavoué¹ ». Son conseil fut écouté et l'incident n'eut pas de suite².

Mais en 1755, une violation du territoire de la Savoie par les officiers français, dépassa de beaucoup en audace

¹ Fontanieu, *Cart. gén. de Dauph.*

² La correspondance politique de la cour de Turin de 1730 à 1760 (Min. des aff. étrangères), est à moitié remplie de rapports et d'instructions relatives aux arrestations des malfaiteurs ou aux poursuites exercées contre les contrebandiers dans les vallées du Rhône et du Guiers.

celle de 1730 et amena un conflit diplomatique entre les deux cours. Louis Mandrin¹ qui, de soldat aux gardes, s'était fait chef de bandits dans la région de l'Entre-deux-Guiers, attaquait les bureaux des gabelles, vidait les caisses publiques et, quand il se trouvait serré de trop près par les troupes royales, se réfugiait en Savoie. Or, dans la nuit du 10 au 11 mai 1755, cinq cents hommes du régiment de la Merlière, en garnison au Pont-de-Beauvoisin se mirent à sa poursuite et s'avancèrent très avant sur le territoire sarde. Pour capturer le fameux brigand, ils firent le siège du château de Rochefort, près de Ste-Marie-d'Alvey, et plusieurs savoyards périrent dans la bagarre.

La violation de frontières était flagrante : Charles-Emmanuel rappela son ambassadeur de Paris, à la suite d'échange d'explications très vives avec la cour de France. Le roi de Sardaigne exigea des réparations, et Louis XV écrivit de sa main au roi son oncle pour lui faire des excuses de la violation du territoire, disant que cette capture n'avait pas été faite par des troupes, mais par les employés aux fermes², et il envoya à Turin, revêtu du caractère d'ambassadeur extraordinaire, l'un des plus grands seigneurs de sa cour, le comte de Noailles, porter à Charles-Emmanuel l'expression de ses regrets³.

LE TRAITÉ DU 24 MARS 1760. — Il fallait éviter le retour de semblables difficultés ; les deux cours éprouvèrent le besoin de collaborer à une revision générale de la frontière des deux Etats ; et des mesures furent prises pour procéder à la préparation d'un traité solennel et définitif de limites entre

¹ Louis Mandrin, né le 30 mai 1724 à St-Etienne, près de Romans, exécuté à Valence le 26 mai 1755.

² Mémoires de d'Argenson.

³ A propos de cette ambassade extraordinaire, d'Argenson écrivait « platitude, impudence, bassesse ! » Et le maréchal de Belle Isle disait en parlant de cet incident « qu'il avait honte d'être français et que depuis Hugues Capet, jamais la couronne de France n'avait essuyé un pareil outrage ». Le roi de Sardaigne avait enflé la voix ; il savait que la France recherchait son alliance et que dès lors elle en passerait par toutes ses conditions.

la France et les États du roi de Sardaigne. Le marquis de Chauvelin, notre ambassadeur à Turin se rendit à Paris en 1757 et rapporta les instructions du duc de Choiseul-Stainville, ministre des affaires étrangères, en vue de conclure une convention de limites avec la Sardaigne¹.

PROJETS DE LA COUR DE FRANCE. — Voici en résumé ce que contenaient ces instructions relativement à la délimitation des frontières du Dauphiné : 1^o Il faut conserver à la France le pays d'Entre-deux-Guiers, bien que le titre fondamental de la jouissance de ce territoire n'ait été que provisionnel, une possession constante de près de deux siècles² constitue pour la France un droit imprescriptible ; 2^o Il y a plusieurs raisons de conserver l'Entre-deux-Guiers : a) Raison de défense militaire si le duc de Savoie en était maître, il serait aux portes de Grenoble ; b) Raison de bienséance : car ce territoire comprend la Grande-Chartreuse et il est très avantageux pour un souverain d'avoir le chef-d'ordre d'un corps religieux sous sa dépendance³ ; c) raison de principe : puisqu'on doit prendre pour limite le cours des rivières, il faut faire observer que le Guiers mort est le plus souvent à sec et n'a pas de cours ; 3^o Si toutefois comme il est à prévoir, le roi de Sardaigne exigeait la possession de l'Entre-deux-Guiers, on pourrait lui offrir une compensation, même dans le Dauphiné ; 4^o Le lit du Guiers sera commun aux deux États, bien qu'il soit d'usage de laisser à la plus considérable des puissances souveraines

¹ Instructions données aux ambassadeurs de France, Savoie, Sardaigne, t. II, 1759.

² Depuis 1581, date à laquelle la Savoie fut restituée à son souverain, la France avait joui sans obstacle et sans opposition de tout le territoire d'Entre les Deux Guiers.

³ La bienséance n'y serait pas moins blessée : ce territoire comprend la Grande Chartreuse : c'est le chef d'ordre d'un corps religieux respectable, et les souverains ont autant d'intérêt que d'attention à conserver sous leur domination ces lieux principaux dont la dépendance concourt à leur assurer l'influence qui établit leur considération ». Choiseul. Instructions données à Chauvelin. (Aff. ét. Corresp. pol. Turin, CCXXXI).

la propriété entière du lit et même le tirage des deux rives, mais il faut épargner à la cour de Turin tout ce qui pourrait constater son infériorité; d'ailleurs il n'y a aucune navigation sur le Guiers. Les ponts seront mi-partis en établissant des barrières et des poteaux armoriés au milieu de chacun d'entre eux; 5^o Le Bréda ayant deux branches comme le Guiers, il faudra éviter toute contestation relative à la possession du territoire compris entre ces deux branches, en conséquence il faudra bien spécifier que c'est le petit Bréda et non le gros Bréda qui doit servir à la délimitation, on pourrait spécifier que la paroisse d'Arvillard qui est sur la rive droite, sera de la dépendance de Savoie et que la paroisse de Montgarin qui est sur la rive gauche de la branche sera toujours de la dépendance de la France, etc.¹.

PROJETS DE LA COUR DE TURIN. — La cour de Turin, de son côté, se prêta très volontiers à un arrangement. Après avoir cherché à établir les droits que la maison de Savoie prétendait avoir sur les cinq communautés de l'Entre-deux-Guiers et sur la Grande-Chartreuse, elle se décida à en faire le sacrifice au roi et demanda pour condition la cession des territoires de la Chapelle-Blanche et de Villar-Benoît dans la vallée du Graisivaudan, ajoutant que ces territoires étant séparés du Dauphiné par la rivière de Bréda, dont la partie supérieure faisait déjà le confin des deux Etats jusqu'aux montagnes de la Maurienne, la limitation deviendrait plus naturelle². La cour de France consentait volontiers à la cession du territoire de la Chapelle-Blanche; mais elle fit observer qu'il lui était difficile de céder entièrement celui de Villar-Benoît, parce que l'abandon de cet espace de terrain mettrait Fort-Barraux totalement à découvert; on trouva un moyen terme et l'agent français proposa pour limite la rivière de Colzette, appelée communément Coitzan, qui traverse la plaine du Bréda.

¹ Aff. étrangères. Corr. pol. Turin, 1759, tome 231, fol. 185-253.

² Corr. pol. Turin, tome 131. Mémoire du Ch^o Osorio.

Le roi de Sardaigne, pour éviter tout ce qui pourrait faire quelque peine à Sa Majesté très chrétienne, consentit à adopter la délimitation proposée, mais il demandait comme compensation que le roi son neveu voulut bien se prêter à ce qui pourrait rendre la limitation plus stable et plus régulière de la montagne de Granier jusqu'à la rivière de Bréda, qui est la partie la plus difficile quoique la plus courte de toute la frontière¹.

Faisant remarquer l'irrégularité de la limitation faite en 1672, Charles-Emmanuel ajoutait : « Le principe de l'arrangement général qu'on a en vue exige qu'au lieu de rétablir une telle limitation qui demande plus de bornes que tout le reste de la frontière, parce qu'elle entrecoupe dans toute son étendue les fonds des particuliers, on la redresse et on la simplifie par une ligne qui, dès la dent de Granier descend naturellement par une arête au ruisseau de Glandon, et de là à l'Isère pour se lier ensuite avec celle qu'on établit au-delà de cette rivière par le ruisseau de Cotzelle. Le petit terrain que ce redressement donne à la Savoie, qui est pour la plus grande partie bois et marais sans village, ne méritant pas qu'on s'écarte des règles qu'on s'est proposé (*sic*) dans le règlement des limites² ». Pour le reste de la frontière, depuis la source du Bréda, la limitation « qui subsiste actuellement entre le Dauphiné et la Maurienne ne fournissant matière ni d'échange ni de discussion, hors pour regard du terrain contesté entre les communes de St-Colomban et de Vaujany, il ne s'agira que d'arranger ce différend particulier³, pour toucher pour

¹ Même mémoire (extrait du).

² Cette rectification de limites (qu'on peut vérifier dans la carte insérée plus haut pour l'explication de la convention de 1672), était avantageuse pour la Savoie, mais conforme aux principes dont s'inspiraient les auteurs du traité. Elle rapprochait les limites de 6 à 700 toises de la paroisse de Bellecombe, et de 200 toises de la paroisse de Chapareillan.

³ La limitation entre ces deux localités n'était pas déterminée par les sommités des eaux pendantes, et donnait lieu à quelques contestations. Un article séparé du traité de 1760 stipulait que « cette limite devait être rectifiée et réglée comme celle des Hautes-Alpes en donnant

le surplus à cette partie des limites. Aucune modification n'était proposée pour le reste de la frontière du Dauphiné et du Piémont.

Diverses rédactions du traité furent proposées par les deux cours à la fin de 1759; elles ne différaient que sur quelques points de détail. Les plénipotentiaires (le marquis de Chauvelin, ambassadeur pour la France, et le chevalier Osorio, pour la Sardaigne), parvinrent à s'entendre facilement et ils convinrent :

1^o Que le Rhône serait mi-parti depuis sa sortie de la banlieue de Genève jusqu'au confluent du Guiers dans l'étendue du cours de ce fleuve qui appartient à ces souverains.

2^o Que le Guiers-vif serait également mi-parti depuis son confluent jusqu'à la source. Que la limitation depuis les sources du Guiers-vif jusqu'à la dent de Granier, suivrait son ancienne direction et que de la dent de Granier on la dirigerait sur les sources du ruisseau de Glandon, ou un peu plus en avant suivant les convenances, qu'il servirait lui-même de limite jusqu'à son confluent, à la rive droite de l'Isère.

3^o Qu'ensuite la limitation suivrait le cours de l'Isère jusqu'au confluent du ruisseau de Colzelle¹ lequel servirait de limite jusqu'au point où il coupe le chemin des Molet-

au roi de Sardaigne un équivalent ou correspectif équitable, pour le droit qu'il a d'avancer sur les eaux pendantes de cette partie de Loissant, dépendante du Dauphiné ».

¹ Cette disposition du projet fut modifiée : le texte du traité ne nomme pas cette rivière. Les commissaires avaient fait observer que « ce ruisseau pouvait d'autant moins servir de limite que ses eaux se trouvant suspendues par le cours de l'Isère, inondaient partie de la plaine en avant de Pontcharra et que son courant se trouvait confondu dans l'inondation ». Outre cela, il a son confluent dans l'Isère, dans un point trop rapproché de celui de Bréda. Ces considérations décidèrent les commissaires à adopter une délimitation plus directe et plus régulière. Voici celle qu'ils proposèrent : « Cette limitation se prendra au vallon du mas des Vignes, en avant du couvent des Augustins qui resteront toujours dans la partie de France, se dirigera (par le haut) au bas du penchant méridional du château de Beauregard qui sera

tes, d'où on la dirigerait le plus convenablement possible sur le torrent de Bréda, laissant les Augustins et Villard-Benoît dans la partie de France, comme la Chapelle-Blanche dans la partie de Savoie.

4° Depuis ce point la limite remontera le torrent de Bréda par le vallon de St-Hugon jusqu'aux montagnes de la Savoie, ou Grand-Charnier, d'où elle se prolongera sur lesdites montagnes comme anciennement jusqu'au col de l'Encombrette, au-dessus de la vallée d'Entraunes, la limite suivra l'ancienne direction des eaux pendantes selon la convention de 1718 et relativement au traité d'Utrecht¹.

Ces conventions donnant satisfaction aux deux Etats, les préliminaires du traité ne traînèrent pas en longueur; pendant que les commissaires travaillaient sur les lieux à la levée des plans, Chauvelin et le chevalier Osorio s'occupaient de la rédaction des articles. L'acte définitivement rédigé fut présenté aux deux cours au milieu de tévrier 1760 et approuvé les premiers jours de mars. Les deux plénipotentiaires signèrent le traité au nom de leurs souverains le 24 mars 1760².

Le texte du traité a fait l'objet d'un tirage à part, mais comme il ne figure pas dans les grands recueils³, il nous paraît utile d'en reproduire les articles relatifs à la délimitation du Dauphiné et de la Savoie :

« ART. 2. — Depuis le confluent du Guyers, la limitation remontera par le milieu du lit principal de cette rivière jusqu'à la source du Guiers-vif, S. M. le Roi de Sardaigne renonçant pour cet effet à tout droit ou prétention quelcon-

¹ Extrait de la corr. du marquis de Chauvelin. Aff. ét. Turin, tome 232, fol. 39 suiv.

² Un siècle plus tard, jour pour jour, le 24 mars 1860, le roi Victor-Emmanuel signait à Turin l'acte de cession à la France de la Savoie et du comté de Nice. Quelques années auparavant le roi de Sardaigne avait conclu deux autres traités de limites : un en 1753 avec le pape Benoît XIV ; un en 1754 avec la ville de Genève.

³ Il ne se trouve ni dans du Mont, ni dans de Martens. On peut en lire deux articles dans le recueil de de Clerq. Nous en avons pris le texte dans Wenck. *Codex juris gentium*, tome III, p. 218, 3 vol. in-8°. Leipsig, 1795.

que sur la totalité de cette rivière, ainsi que sur le territoire de l'Entre-deux-Guyers et de la Grande-Chartreuse.

« ART. 3. — Dès la source du Guyers-vif, la limitation continuera par la sommité des montagnes de l'Harpète et de Granier, jusqu'à la Croix du col du Fraine, d'où elle descendra de la manière la plus régulière, aux sources du ruisseau de Glandon, qui fera successivement la limite jusqu'à l'Isère que l'on suivra jusqu'à l'extrémité supérieure du rideau qui est au bas de la forêt de Servette, au-dessous du village d'Hauterive.

« ART. 5. — De là, traversant l'Isère, l'on tirera une ligne au travers de la plaine de Villars-Benoît, jusqu'au petit vallon qui, en laissant le couvent des Augustins du côté de France, se dirige par le mas des Vignes entre la hauteur du château de Beauregard qui restera dans la partie de Savoie, et celle qui se trouve vis-à-vis, du côté du Dauphiné, jusqu'au torrent de Bréda, au-dessous du pont des Gorges, ainsi qu'il sera plus particulièrement détaillé par les cartes et verbaux de la limitation.

« ART. 6. — La limitation remontera ensuite comme ci-devant jusqu'à la source de la partie de Bréda qui, dès la montagne du Charnier, coule le long du vallon de Saint-Hugon, et par ce moyen la paroisse de la Chapelle Blanche, avec la portion de Villard-Benoît renfermée dans ces limites sera incorporée à la Savoie.

« ART. 7. — Depuis la source du Bréda, la limitation actuelle entre le Dauphiné et la Maurienne subsistera, de même que celle qui par l'art. 4 du traité d'Utrecht, et par la convention d'avril 1718 est établie par les Hautes-Alpes entre le Piémont et le Dauphiné... ».

Les autres articles insérés au traité contenaient la délimitation des Etats du roi de Sardaigne qui confinaient les Alpes, la vallée de Barcelonnette et la Provence.

toujours de la partie de Savoie, d'où elle ira rejoindre le torrent de Bréda un peu au-dessous du pont des Gorges ». Ce fut cette limitation, énoncée d'une manière un peu plus claire, qui fut insérée dans le traité définitif. (Aff. ét. Corr. Turin, vol. 232, fol. 279-281).

Deux commissaires furent nommés pour l'exécution du traité du 24 mars. C'étaient Pierre Bourcet, maréchal des camps et armées du roi, et directeur général des fortifications des places du Dauphiné, pour la France, et Jean Poncet, seigneur de la Tour, conseiller d'Etat, pour la Sardaigne. Et le résultat de leurs opérations fut consigné dans un procès-verbal définitif qui fut signé le 15 avril de l'année suivante¹.

Ainsi se trouva définitivement résolue la question de l'Entre-deux-Guiers, grâce au bon vouloir des deux cours et à l'activité du marquis de Chauvelin, notre ambassadeur à Turin ; la France se voyait enfin maîtresse d'un territoire sur lequel elle n'avait exercé pendant plus de cinq siècles que des droits provisoires et contestés. La Savoie renonçait à ses prétentions, mais ce n'était à pas son désavantage, car elle obtenait par ce traité : la moitié du cours du Rhône, de Genève au confluent du Guiers² ; une importante rec-

¹ Cf. procès-verbal de la limitation générale convenue entre les cours de Versailles et de Turin par le traité du 24 mars. Turin, 15 avril 1761. (Venck, *Codex juris gentium*, t. III, p. 247). « Malgré le traité de 1760, quelques différends subsistaient encore entre les habitants de la communauté de Cervière et du Fond Christian en Briançonnais et ceux de Bousson, vallée de Cesanne, et donnaient lieu à des voies de fait repréhensibles de part et d'autre. Le roi de Sardaigne délégua à notre réquisition un magistrat du Sénat de Turin pour connaître et juger les motifs de ces contestations qui furent terminées à l'amiable par une transaction signée le 18 mai 1768, et où les députés que ces différentes communautés avaient envoyées ici (à Turin) pour y traiter de leurs intérêts, convinrent de l'échange des pâturages qui occasionnaient leurs querelles. Elles se renouvelèrent bientôt après. Une seconde transaction passée le 18 janvier 1770 sous les yeux du même magistrat et en présence des mêmes députés y mit fin d'une manière plus stable. Les précautions des deux souverains ont depuis prévenu le retour ». (Relation de Sainte-Croix, secrétaire français à Turin, 1773. *Miscellanea di storia italiana*, t. XVI, pp. 121-122.

² Le traité de Lyon de 1601 avait laissé à la France la propriété de tout le cours du Rhône depuis la sortie de ce fleuve du territoire de Genève, jusqu'au confluent du Guyer. Le traité de 1760 dérogea à cette disposition en établissant (art. 1^{er}) « que le Rhône formerait désormais par le milieu de son plus grand cours une limite naturelle et sans enclave entre la France et la Savoie ».

tification de frontière, sur la rive droite de l'Isère, lui donnait un espace de terrain considérable, et sur la rive gauche ajoutait à son territoire celui de la Chapelle-Blanche et une partie de celui de Villar-Benoît. A ce prix, le sacrifice qu'elle faisait de ses prétendus droits n'avait rien d'héroïque.

CONCLUSION

Le traité du 24 mars 1760 fut le dernier acte qui intervint entre la France et la Sardaigne pour régler les limites du Dauphiné et de la Savoie; notre travail s'arrête donc à cette date.

L'étude de la formation territoriale de ces deux provinces nous a fait embrasser une très vaste période de l'histoire au cours de laquelle nous avons vu se succéder en Dauphiné plusieurs dynasties de dauphins et de rois de France, tandis qu'en Savoie une même race acquérait successivement les titres de comte, de duc et de roi.

Mais la politique suivie dans cette région n'a pas varié au cours des siècles; les souverains du Dauphiné (dauphins ou rois) ont toujours senti le danger que constituait pour eux le voisinage de seigneurs aussi ambitieux que l'étaient les princes de Savoie, et en faisant peu à peu reculer vers les Alpes ces redoutables adversaires, ils ont su les forcer à détourner leur ambition de la possession du Dauphiné et à diriger leurs efforts vers la conquête d'une autre région où leurs descendants, héritiers de leurs principes, ont pu réaliser pleinement les projets de domination de leurs ancêtres. C'est par cette politique adroite et bien conduite que les rois de France sont parvenus à faire abandonner aux comtes de Savoie leurs possessions en Viennois et à donner au Dauphiné des frontières moins artificielles. On ne peut pas dire que le traité de 1760 donna à notre province ses limites naturelles car, si au nord et à l'ouest le Rhône était un^e

borne posée par la nature, à l'est, la vallée de l'Isère semblait faite pour unir et relier les deux pays voisins. Et lorsqu'on écrit l'histoire de la formation territoriale de ces deux provinces dont la délimitation fut si difficile et si longue à établir, on ne peut se défendre d'un sentiment pénible, en face de ces guerres et de ces pillages exercés entre habitants de deux pays qui devaient quelques années après faire partie de la même nation, et dont les frontières ne devaient être plus tard qu'une expression administrative.

TABLEAU CHRONOLOGIQUE

DES

PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS

RELATIFS

à l'établissement des limites entre le Dauphiné et la Savoie

- 1140. Guerre entre Guigues IV et Amédée III. Siège de Montmélian.
- 1141. Mort du Dauphin, à la Buissière.
- 1149. Mort d'Amédée III. Humbert III le saint, lui succède.
- 1154. Second siège de Montmélian par Guigues V. Le dauphin mis en déroute.
- 1163. Mort de Guigues V, à Vizille. Continuation de la guerre par son gendre Albéric Taillefer.
- 1165. Médiation de l'archevêque Pierre de Tarentaise.
- 1183. Béatrix, fille de Guigues V, épouse Hugues III, duc de Bourgogne, dauphin, 1183-1192.
- 1189. Mort d'Humbert III. Avènement de Thomas 1^{er}. Le nouveau comte signe la paix avec Frédéric Barbe-rousse.
- 1192. Mort de Hugues. Avènement de Guigues VI.

XIII^e SIÈCLE

- 1202. Mariage de Guigues VI avec Béatrix de Claustal qui lui apporte l'Embrunais et le Gapençais.
- 1209. Dauphinois et Savoisiens à la croisade contre les Albigeois.
- 1224. Révolte des villes Lombardes. Alliance du comte de

- Savoie avec l'empereur. Alliance du dauphin avec les villes de Turin, Pignerol, Testona.
1232. Mort du comte Thomas. Amédée IV lui succède.
1236. Mort de Guigues VI. Avènement de Guigues VII.
1237. Bataille de Cortenuova, à laquelle prend part le comte de Savoie. Privilèges que lui confère l'empereur.
1242. Mariage de Guigues VII avec Béatrix de Savoie.
1248. Mariage de Manfred, fils naturel de Frédéric II, avec Béatrice, fille du comte de Savoie.
1249. Le dauphin reçoit confirmation de l'empereur Frédéric, des biens qu'il a acquis dans l'Embrunais et le Gapençais. Frédéric II lui concède les alleux situés dans les comtés de Vienne, d'Albon et de Grenoble. Thomas, comte de Flandre, reçoit le Piémont.
1253. Mort d'Amédée IV. Son fils Boniface lui succède.
1256. Menace de guerre entre Guigues VII et Charles d'Anjou, relativement au Gapençais. Intervention de St-Louis et d'Alexandre IV. Le Gapençais laissé au dauphin à condition d'en faire hommage au comte de Provence.
1262. Le Faucigny, attribué à Béatrix, grande dauphine, par Agnès, dame de Faucigny.
1263. Mort de Boniface. Pierre II (1263-1268). Philippe (1268-1285).
1268. Guerre entre Guigue VII et Philippe de Savoie, motivée par des discussions sur le Faucigny.
1269. Intervention de St-Louis. Mort de Guigues VII. Jean I, dauphin.
1272. La Bresse entre dans les Etats de la Savoie par le mariage d'Amédée V avec Sibylle de Baugé.
1273. Humbert de la Tour, épouse Anne, fille du dauphin Guigues VII. Mort de Jean I.
1282. Avènement de Humbert de la Tour.
1283. Guerre entre l'empereur Rodolphe et Philippe de Savoie. Contestations et guerre entre Humbert de la Tour et Robert de Bourgogne.

1284. Intervention de Philippe le Bel. Traité de Paris. Coligny et Revermont cédés au duc de Bourgogne. Humbert reconnu dauphin.
1285. Le comte de Savoie, Amédée V, excommunié par l'archevêque de Vienne pour avoir envahi des territoires que le dauphin tenait en fief du dit archevêque, en appelle au Saint-Siège.
1286. Guerre entre Amédée V et le dauphin à propos de l'hommage du Faucigny. Mort de Thomas de Savoie pendant la guerre.
1287. Sentence arbitrale rendue entre eux par Guillaume, archevêque de Vienne, et Perceval de Lavanie, aumônier du pape. Intervention du pape Honoré IV, du roi d'Angleterre et du duc de Bourgogne. Faix perpétuelle.
1290. Le dauphin annexe à ses Etats la place de Bellecombe, clef du Graisivaudan. Ordonnance des archevêques de Lyon et de Vienne sur les contestations du dauphin et du comte de Savoie, au sujet d'Ambournay, St-Jean-de-Bournay, etc.
1291. Convocation des principaux seigneurs à Morat par Rodolphe de Habsbourg. Guerre du dauphin et du comte de Genève contre Amédée V. Dévastation du Faucigny. Le comte de Savoie envahit le Dauphiné.
1292. Le dauphin à Gonceclin. Siège de la Terrasse. Cartel proposé par Amédée V. L'armée savoisiennne harcelée à Barraux. Médiation de Charles II, roi de Sicile et comte de Provence.
1293. Traité de paix (cf. ci-dessus).
1297. Contre-coup de la politique française et anglaise. Amédée, allié au roi d'Angleterre. Humbert, au roi de France.

XIV^e SIÈCLE

- 1300. Rupture de la paix. Dévastation réciproque.
- 1301. Paix négociée par Charles de Valois, signée à Montmélian.
- 1302. Meurtre de Bocsozel. Nouvelle guerre.
- 1303. Arbitrage de Charles de Valois à son retour de Rome.
- 1304. Amédée fait la campagne de Flandre avec Philippe-le-Bel.
- 1305. Compromis de Clément V au sujet des dissentiments existant entre Humbert et Amédée.
- 1306. Bulle de Clément V chargeant les abbés de Cluny et de Cîteaux de faire observer la trêve établie entre le dauphin et le comte de Savoie et de la publier dans les chatellenies contestées.
- 1307. Mort de Humbert I. Jean II, dauphin.
- 1308. Transaction entre la grande dauphine et Hugues de Faucigny, d'un côté, et le comte de Savoie, de l'autre, au sujet de diverses questions à régler entre eux (Valb. II, p. 141).
- 1311. Traité d'alliance entre Philippe de Savoie, prince d'Achaïe, et le dauphin.
- 1313. Henri VII interdit au dauphin, sous peine de perdre ses fiefs, d'attaquer le comte de Savoie. Mort de l'empereur à Buonconvento. Alliance du dauphin avec le roi de Sicile contre la Savoie.
- 1314. Traité de paix et d'alliance signé à Villarbenoit, entre le dauphin et le comte de Savoie. Autre traité d'alliance offensive et défensive signé à Faverges.
- 1318. Mort du dauphin Jean II. Guigues VIII.
- 1319. Le roi de France ordonne au comte de Genève de rendre hommage au dauphin. La fille de Philippe le Long, roi de France, Isabelle, promise au dauphin.

- 1320. Trêve signée entre le comte de Savoie, le comte de Genève et le dauphin, à la demande du pape. Mariage d'Amédée avec Alix de Viennois.
- 1321. Prolongation de la durée de la trêve.
- 1322. Préparatifs de guerre : essai de pacification tenté par l'archevêque de Vienne et l'archevêque de Lyon, Pierre de Savoie. Nouvelle trêve.
- 1323. Mariage à Dôle du dauphin Guignes VIII avec Isabelle de France, fille de Philippe le Long. Mort d'Amédée V. Son fils Edouard, comte de Savoie.
- 1324. Bulle du pape Jean XXII, relative à la prolongation des trêves conclues entre le régent et le comte de Savoie. Menace d'anathème contre les infracteurs.
- 1324. Querelle entre le comte de Savoie et Hugues de Genève, relative au château d'Authon, et Hugues de Faucigny, relative au château des Allinges. Guerre entre gens du comte de Genève, du comte de Savoie, du Dauphiné et du Faucigny.
- 1325. Bataille de Varey ou de Pont-d'Ain. Victoire du dauphin. Négociations des légats du pape en vue de faire signer la paix entre les belligérants. Armistice, puis reprise des hostilités à la fin de 1325. Trêve de six mois.
- 1326. Continuation des hostilités.
- 1327. Ligue offensive et défensive du dauphin avec l'évêque de Lyon contre la Savoie. Essai de conciliation tenté par le roi de France Charles IV le Bel.
- 1328. Mort de Charles le Bel. Philippe VI hâte la conclusion de la paix entre les belligérants en vue de s'assurer leurs services pour la campagne de Flandre. Compromis signé entre le dauphin et le comte de Savoie. Bataille de Cassel, à laquelle prennent part Henri de Montauban, le dauphin et le comte de Savoie.
- 1329. Mort de Henri de Montauban, régent, oncle du dauphin, laissant tous ses biens à son neveu. Mort d'Edouard, comte de Savoie. Son frère Aymon lui succède. Alliance du dauphin avec Jean, duc de

Bretagne, en vue de faire valoir les droits de Jeanne de Bretagne, son épouse, fille unique d'Edouard, à la succession de la comté de Savoie.

- 1330. Continuation des hostilités.
- 1331. Invasion du Faucigny par le comte de Savoie.
- 1332. Arbitrage de Philippe de Valois agréé. Conférence de Paris. Le dauphin ne peut s'y rendre et la conférence n'aboutit pas.
- 1333. Lettres du pape Jean XXII adressées aux deux princes, en vue de la cessation des hostilités. Le comte Aymon s'empare du château de Paladru. Siège de la Perrière par le dauphin Guigues VIII. Sa mort. Son frère Humbert lui succède. Trêve.
- 334. L'archevêque d'Aix et l'évêque de Mende, envoyés par le pape, font prolonger la trêve conclue. Philippe de Savoie, prince d'Achaïe, s'entremet pour faire signer la paix. Traité de paix signé à Montmélian. Le pape envoie aux deux princes ses félicitations.
- 1336. Nomination d'arbitres pour les différends de frontière.
- 1337. Confirmation de la paix de 1334, avec addition d'un certain nombre d'articles nouveaux (Traité de Chatonnay en Viennois).
- 1339. Traité d'échange entre Humbert II et Hugues de Genève. Menaces belliqueuses du comte de Savoie, qui élève le fort de Bellecombe sur les limites de la Savoie et du Dauphiné. Préparatifs du dauphin. La guerre fut ajournée.
- 1343. Mort du comte de Savoie. Son fils Amédée VI lui succède. Donation du Dauphiné à Philippe, fils de Philippe VI, roi de France, et à ses descendants.
- 1346. Le dauphin à la croisade. Mort de sa femme Marie des Baux.
- 1347. Retour de la croisade. Troubles sur les frontières de Dauphiné et de Savoie arrêtés par le régent Henri de Villars. Traité de Bellecombe à la suite de divers incidents de frontière. Projets de mariage

entre le dauphin et Blanche de Savoie, sœur du comte Amédée.

- 1348. Prise par le dauphin du château de Miribel. Echec du projet de mariage du dauphin avec la princesse de Savoie.
- 1349. Traité de Romans. Donation du Dauphiné à Charles, fils aîné de Jean II, duc de Normandie.
- 1351. Le roi Jean renouvelle avec le comte de Savoie tous les traités signés avec des dauphins de Viennois. Traité de Villeneuve-lès-Avignon.
- 1352. Traité de Voiron entre Amédée VI et le dauphin de Viennois.
- 1354. Guerre entre Amédée VI et le dauphin. Bataille des Adrets. Défaite de Hugues de Genève, lieutenant du dauphin. Aymar de Poitiers, comte de Valentinois, nommé lieutenant du dauphin Charles.
- 1355. Mort de Humbert II à Clermont en Auvergne. Traité de Paris entre Jean, roi de France, Charles, son fils aîné, dauphin de Viennois, et Amédée VI, comte de Savoie.
- 1357. Lettre de Charles, dauphin, régent de France, au comte Verd, de lui amener 800 hommes d'armes à Arras, avant la St-Jean-Baptiste. Diète tenue au pont de Quirieu par le Conseil du dauphin (4 juin) et celui du comte de Savoie pour traiter des différends entre les dits princes et leurs sujets (22 août).
- 1362. Ligue entre le dauphin et le comte de Savoie contre les brigands qui infestaient leurs Etats.
- 1363. Diète tenue à Moirans entre Raoul de Louppy et les gens du comte de Savoie.
- 1364. Double requête adressée par Raoul de Louppy au comte de Savoie pour hâter l'exécution du traité de 1355.
- 1371. Convention entre le dauphin et le comte Amédée de Savoie par laquelle ils se promettent l'extradition réciproque des malfaiteurs.
- 1376. Nouveau traité explicatif et confirmatif de celui de

1355. Conférence tenue au Pont-de-Beauvoisin ; la partie de cette ville en deça du Guyers du côté du Viennois, abandonnée au dauphin avec Dolomieu, les Abrets, etc.
1377. Arrêt du Parlement de Paris, relativement aux limites sur le cours du Guiers.
1380. Lettre de Charles de Bouville, gouverneur du Dauphiné, au Conseil du comte de Savoie, au sujet de certaines incursions et déprédations des officiers savoyards dans le mandement de Bellecombe.
1382. Reconnaissance des frontières et limites du Dauphiné et de la Savoie, entre Bellecombe et les Mouches.
1388. Le comté de Nice et la vallée de Barcelonnnette sont cédés à la Savoie.

XV^e SIÈCLE

1401. Reconnaissance des frontières entre les mandements de Bellecombe, au lieu dit « Les Abimes ».
1407. Enquête faite par ordre du gouverneur du Dauphiné et par les soins du châtelain de Dolomieu et des Avenières, sur quelques usurpations commises depuis le traité de 1355, par les gens du comte de Savoie sur le cours du Rhône qui dans tout ce mandement appartenait exclusivement au dauphin.
1410. Charles VI, roi de France et dauphin, et Amédée, comte de Savoie, confirment le traité signé entre leurs aïeux le 3 janvier 1355. Ordonnance de Louis, fils aîné du roi de France, au gouverneur du Dauphiné, de ne pas molester le comte de Savoie pour l'hommage qu'il lui devait à raison du Faucigny, en vertu du traité du 5 janvier 1355.
1416. Le comté de Savoie-Piémont érigé en duché.
1419. Testament de Louis de Poitiers, comte de Valentinois et de Diois, laissant ses états à Charles de

- France, moyennant certaines conditions. Les conditions n'étant pas accomplies à la mort de Louis (juin 1419), le duc de Savoie dispute à la France la succession du comte Louis. Le pays est occupé par le comte de Savoie.
- 1423. Le roi Charles VII fait défendre aux sujets de Dauphiné de prêter aucun hommage au duc de Savoie.
 - 1430. Bataille d'Authon, les Savoyens, les Bourguignons et les troupes du prince d'Orange, battus par les Dauphinois.
 - 1431. Lettre du gouverneur de Dauphiné, par laquelle il confirme la convention établie entre lui et le Conseil de Savoie de ne laisser passer sur leurs territoires respectifs d'autres personnes que les commerçants.
 - 1433. Conférence tenue à Chapareillan en vue d'établir « ad æternam rei memoriam » les limites du territoire et du mandement de Bellecombe.
 - 1438. Rédaction d'un procès-verbal relatant les résultats de la conférence et décrivant les frontières du Dauphiné et de la Savoie de Lyon au mandement d'Avalon (Arch. de l'Isère, B. 3874). Traité conclu entre Pierre Fuzin, notaire, vice-châtelain de la Buissière et de Bellecombe, et noble Jean Meynier, châtelain d'Apremont et des Marches, par lequel est fixée la limite de juridiction des banniers delphinaux et savoyards.
 - 1444. Traité d'alliance défensive conclu entre Louis II, dauphin, fils aîné du roi de France, et le duc Louis de Savoie.
 - 1445. Traité de Bayonne. Le duc de Savoie Louis, sur le conseil de son père, le pape Félix V, renonce à toute prétention sur le Valentinois et le Diois, et fait abandon d'une créance de 3.000 ducats pour se libérer de l'hommage qu'il devait au roi de France comme seigneur de Faucigny et des fiefs transférés par le traité d'échange de 1355. Le Valentinois et le Diois réunis à la couronne depuis

ce traité. Projet d'alliance entre le dauphin et le duc Louis de Savoie, pour conquérir le territoire de la République de Gènes.

- 1446. Le dauphin Louis ordonne à ses officiers de la Chambre des Comptes de remettre au duc de Savoie tous les documents concernant le Faucigny et de se faire remettre ceux qui se rapportent à la comté de Valentinois et de Diois. Lettres patentes du dauphin, relatives à la démolition qu'avaient faite les Savoyards d'un pont sur le Guiers vif, appelé Pont des Gorges, près des Echelles.
- 1449. Traité d'alliance offensive et défensive signé à Briançon entre le dauphin et le duc de Savoie.
- 1450. Lettres patentes par lesquelles le dauphin de Viennois restitue aux sujets du duc de Savoie tous les biens qu'ils possédaient en Dauphiné et qui avaient été mis sous sa main, pour retard dans l'acquittement des services féodaux.
- 1451. Le duc de Savoie nomme des commissaires pour fixer les limites entre le Dauphiné et la Savoie. Diète tenue à Pont-de-Beauvoisin entre les représentants du dauphin et ceux du duc de Savoie au sujet de la fixation des limites entre les deux pays. Le Guiers vif est déclaré en être la limite commune.
- 1452. Nouvelle confirmation entre le roi de France Charles VI et le duc Louis de Savoie, du traité de 1355.
- 1454. Conférence de Lyon où sont fixées les contestations existant entre le duc de Savoie et le roi de France à raison de la souveraineté du marquisat de Saluces. On décide de surseoir pendant sept ans à l'hommage du marquisat, sans préjudice de leurs droits respectifs, les prisonniers rendus et les choses remises à l'état où elles se trouvaient avant la guerre. Une somme sera payée par le duc de Savoie au dauphin (11 sept.). Le dauphin de Viennois ratifie le susdit traité (20 sept.).
- 1455. Nomination d'une commission pour procéder à la

délimitation de frontières entre la Savoie et le Dauphiné.

- 1459. Le châtelain de Bellecombe écrit au Parlement de Grenoble pour lui notifier que le châtelain de Montmélian a fait apposer la Croix de Savoie sur le milieu du pont de Glandon, et arracher les bornes placées un peu au-delà du dit pont du côté de la Savoie.
- 1468. Philippe de Savoie entre dans le parti du duc de Bourgogne. Sur les ordres de Louis XI, le comte de Comninge, gouverneur du Dauphiné, envahit la Bresse, prend Sathonay, Mouthonay, Peroges, assiège Montluel. La conquête de la Bresse arrêtée par la paix de Péronne.
- 1487. Autre conférence à Pont-de-Beauvoisin entre les députés du roi comme dauphin et ceux du duc de Savoie. On essaie en vain d'y régler la question de la souveraineté du marquisat de Saluces. Les députés « appréhendant que ce ne leur soit un blâme de se séparer sans rien faire » règlent les limites de la Savoie et du Dauphiné de ce côté là.
- 1488. Le duc de Savoie défend à ses sujets de passer en Dauphiné et d'y travailler en qualité de manœuvres.
- 1489. Révocation des lettres de défense susdites, et permission accordée aux Savoyards de venir travailler en Dauphiné, excepté pour les minières.
- 1495. Le duc de Savoie voulant détacher du décanat de Savoie les paroisses qui dépendaient du diocèse de Grenoble, le Parlement de Grenoble fait saisir tout ce que les savoyards possédaient au décanat de Savoie appartenant à l'évêque de Grenoble et d'y faire mettre les panonceaux du roi dauphin.

XVI^e SIECLE

- 1501. Plantation de limites entre le Dauphiné et la Savoie par des commissaires nommés par le roi et par le duc de Savoie.
- 1526. Convention par laquelle les habitants de St-Genis s'obligent de faire rebâtir à leurs frais le pont du dit lieu que le Guiers avait abattu. Différends entre le duc de Savoye et le roy dauphin au sujet des réparations du pont sur le Guiers au Pont-de-Beauvoisin.
- 1533. Actes d'hostilité des savoisiens en Dauphiné à cause « de leur inclination pour l'empereur » (Chorier). Pillages opérés par Sébastien de Montbel, seigneur d'Entremont, en la montagne de Bonnevent qui appartenait aux Chartreux, et menaces de brûler le couvent desdits religieux. Le Parlement de Grenoble ayant mis les Chartreux sous la protection du roi et ordonné que ses armes écartelées de Dauphiné seraient affichées à l'entrée de leurs maisons, les officiers du duc y mettent celles de leur maître au-dessous.
- 1534. Protestations faites par les officiers du duc de Savoie contre les officiers dalphinaux qui avaient condamné au fouet quelques malfaiteurs surpris sur le pont du Guiers que les officiers savoyards prétendent appartenir au duc de Savoie. Le roy ordonne (3 nov. 1533) de mettre sous sa main le château d'Entremont, déclarant Montbel tombé en félonie et vassal pour son château d'Entremont « sis en Dauphiné ». L'exécution des ordres du roi fut différée et le pardon de Montbel obtenu par les instances des Chartreux.
- 1535. Le duc de Savoie « s'étant lié d'une étroite intelligence avec l'empereur » Chorier le roi de France lui déclare la guerre. Invasion de ses Etats par l'ami-

ral de Chabot. Conquête de la Savoie, de la Bresse et du Bugey. Le gouvernement de la Savoie est joint à celui du Dauphiné.

1536. Le gouverneur de Dauphiné mande Guy de Mangion, son lieutenant, et autre pour réduire sous l'obéissance du roy les pays, terres et seigneuries de Montmélian, Chambéry, et terres adjacentes, comme aussi toute la vallée de St-Jean-de-Maurienne, recevoir les foi et hommage, les droits et devoirs accoutumés. François 1^{er} mande au gouverneur de Dauphiné de faire exercer la justice en Savoie jusqu'à nouvel ordre.
1537. Edit de François 1^{er} par lequel il déclare que le pays et quartier d'Entre-deux Guiers et la Grande-Chartreuse a toujours été et est du pays de Dauphiné et du bailliage de Graisivaudan, voulant que la justice y soit administrée en première instance par le bailli ou son lieutenant du dit bailliage et en dernier ressort par le Parlement de Dauphiné, mandant audit Parlement et à la Chambre des Comptes de Dauphiné de députer des commissaires pour aller exécuter le dit édit sur les lieux, l'y afficher et mettre limites et piliers avec les armes delphinales en iceux et contre les rochers des dites limites et faire tous autres actes en tel cas requis.
1538. Exécution de l'édit ci-dessus, union de la ville, vicairie et judicature de Barcelonnette au pays de Dauphiné, avec ses appartenances et dépendances, de quelque diocèse qu'ils soient, d'Embrun, Nice ou Turin.
1540. Sur les plaintes des habitants de la vallée de Barcelonnette, le roi François 1^{er} rapporte l'édit par lequel il annexait la dite vallée au Dauphiné.
1542. François 1^{er} ordonne aux Chambres des comptes de Savoie et de Piémont de faire prêter hommage aux nobles.
1544. Traité de Crépy, par lequel le roi de France s'engage

- à rendre au duc de Savoie ses Etats, moins la vallée de Barcelonnnette et Nice.
1546. Ordonnance du même roi à la Chambre des comptes de Piémont et de Savoie de faire rendre hommage à tous ceux qui tenaient des fiefs.
1547. Les officiers du Parlement de Savoie, séant à Chambéry le 12 mai, déclarent être fidèles au roi et promettent d'exercer la justice en son nom. Mort du marquis de Saluces, Gabriel ; le marquisat de Saluces est réuni au Dauphiné.
1550. Un édit du roi Henri II du mois de décembre, supprime la Chambre des comptes de Savoie et de Piémont, et l'unit à celle de Grenoble.
1559. Traité de Cateau Cambrésis. Le roi de France rend le Piémont et ses dépendances au duc de Savoie, sauf le marquisat de Saluces, Turin, Pignerol, Chivasso, Chiers et Villeneuve d'Asti. Mariage de Marguerite, fille de François 1^{er} avec Emmanuel Philibert, duc de Savoie.
1561. Conférences de Lyon entre les délégués du Roy et ceux du duc de Savoie.
1562. Traité de Turin par lequel Catherine de Médicis voulant se réserver une retraite en Savoie, en cas de soulèvement en France, restitue au duc les places ci-dessus énumérées en échange de Pignerol, Savigliano et la Pérouse.
1566. Les Savoisiens étendent leurs limites dans le Dauphiné, du côté de Suse ; les habitants de Chaumont s'y opposent par les armes. L'avocat général Pressins et l'auditeur général Carres se portent sur la frontière pour suspendre les effets de ce différend. Ils avaient aussi avancé leurs limites du côté de Chapareillan, et pour s'assurer leur usurpation, ils avaient fait de grandes levées de terres en divers endroits pour la défendre. Ce travail fut renversé par le commandement de Gordes (d'après Chorier).

- 1574. Traité de Turin entre Emmanuel Philibert et Henri III, roi de France, par lequel ce dernier restitue à la maison de Savoie Pignerol, Savagliano et autres places de guerre. On y fixe quelles devaient être les limites du duché du côté de France.
- 2580. Mort du duc de Savoie Emmanuel Philibert. Son fils, Charles-Emmanuel, gendre de Philippe II, roi d'Espagne, lui succède.
- 1588. Le duc de Savoie prend Exiles.
- 1589. Prétentions du duc Charles-Emmanuel, petit-fils de François 1^{er}, à la couronne de France. Ses manifestes sont répandus en Dauphiné.
- 1591. Bataille de Pontcharra gagnée par Lesdiguières sur le comte de Savoie.
- 1595. Trêve conclue entre le duc de Savoie et le roi de France.
- 1597. Reprise de la guerre. Lesdiguières reprend Barraux et St-Jean-de-Maurienne.
- 1598. Traité de Vervins. Le fort de Barraux, place importante destinée à relier les vallées du Guiers et de l'Isère, reste à la France. Les parties s'en remettent à l'arbitrage du pape pour le marquisat de Saluces.

XVII^e SIÈCLE

- 1600. Proposition des conditions de la cession du marquisat de Saluces faites par le roi Henri IV à Charles-Emmanuel.
- 1601. Traité de Lyon.
- 1609. Traité de Turin entre Henri IV et Charles-Emmanuel (ligue contre l'Espagne).
- 1629. Le duc Charles-Emmanuel est dépouillé de la plus grande partie de ses Etats par les français. La Savoie moins Montmélian au roi de France.

- 1630. Mort du duc Charles-Emmanuel.
- 1631. Traité de Chérasco (31 mars). Restitution du Piémont et de la Savoie au duc Victor-Amédée I (6 avril).
- 1632. Traité de Turin par lequel le duc de Savoie vend au roi de France la ville et le château de Pignerol avec son confinage, y compris l'abbaye et le val de Lemie, et le fort et vallée de la Pérouse jusqu'à la rivière du Chison (5 juillet).
- 1637. Mort du duc Victor-Amédée I^{er}. François-Hyacinthe (1637-1638).
- 1639. Traité de Grenoble par lequel la régente s'engage à placer dans la garnison de Montmélian un égal nombre de savoyards et de français.
- 1648. Protestation du comte Nomis, plénipotentiaire de Savoie, au congrès de Münster, contre la confirmation de la cession de Pignerol à la France (22 octobre 1648). Traité de Münster qui confirme les clauses du traité de Chérasco, et cède à perpétuité Pignerol à la France (24 octobre).
- 1672. Traité de St-Germain.
- 1575. Mort de Charles-Emmanuel II. Son fils Victor-Amédée II lui succède.
- 1696. Traité de Turin. Mariage du duc de Bourgogne avec la princesse Marie-Adélaïde de Savoie.
- 1699. La cour de Turin demande que des commissaires soient désignés de part et d'autre pour discuter et délimiter les droits des deux Etats sur le pays de l'Entre-deux Guiers.
- 1703. Traité de Turin signé entre l'empereur et le duc de Savoie par lequel les deux princes décident « que tout ce qu'ils prendront en Bourgogne et en Franche-Comté appartiendra à S. M. Impériale et que tout ce dont on s'emparera dans le Pragellan, le Dauphiné et la Provence, restera à S. A. Royale ».
- 1709. Conférence de La Haye. Les alliés réclament pour le

duc de Savoie le Fort Barraux, Briançon et Montdauphin.

1712. Conférences d'Utrecht. Victor-Amédée réclame la cession des vallées d'Exilles et de Fenestrelles, de Montdauphin et de Briançon, du fort Barraux.
 1713. Traité d'Utrecht. Remontrance des habitants de la vallée de Barcelonnette au roi de France à l'occasion d'une nouvelle demande d'annexion de leur territoire au Dauphiné.
 1718. Convention de limites entre la Savoie, le Piémont et la France, conformément à l'art. 4 du traité d'Utrecht.
 1729. Confection du cadastre de Savoie, et à cette occasion discussion de limites sur les confins de Savoie et de Dauphiné.
 - 1750-1755. Nombreux incidents de frontière occasionnés par divers faits de contrebande sur les bords du Rhône et du Guiers.
 1755. Plainte portée à la cour de Savoie pour coups de fusil tirés par un contrebandier savoyard sur un capitaine des gardes françaises au Pont de Beauvoisin. Arrestation de Mandrin par les troupes françaises sur le territoire de Savoie.
 1760. Traité de Paris et procès-verbal de délimitation générale, convenue entre le roi de France et le roi de Sardaigne, en exécution du précédent traité (24 mars).
-



SONNETS

PAR M. GUÉRIN-LONG

A Madame Emile Peix.

L'ENLÈVEMENT D'ANGÉLIQUE

L'orque émerge des flots, et sa gueule béante,
Frôle déjà la chair d'Angélique. Soudain
Résonne dans les airs la voix retentissante
De Roger, le charmant et hardi Paladin.

Sur le coursier ailé. Son épée éclatante,
Comme un éclair jaillit des brumes du matin.
Elle frappe !... Le sang rougit la mer mouvante
Et le monstre vaincu flotte dans le lointain.

D'un beau geste, Roger met au fourreau son glaive,
Et dans un doux frisson de plumes, il enlève
La belle, sur son cœur, ployant son corps lassé.

Haletante, éblouie, elle lui tend ses lèvres.
Heureux celui qui peut, dans ses ardentes fièvres,
Monter en plein azur, à son rêve enlacé !

Aix, le 15 janvier 1906.

A Madame Maurice Rouget.

SOIR D'APOTHÉOSE

Déjà Phébus retient de sa quadruple rêne,
Ses chevaux frémissants, sur la pente du jour.
Sur le bucher, construit de sa main souveraine,
Héraklès est monté ; car, lassé de l'amour

Et de la gloire qui n'est qu'illusion vaine,
A tous ces souvenirs lointains, il reste sourd.
Purifié, prêt pour la joie Elyséenne,
Il meurt ; mais renaît Dieu, prenant sa place autour

De Zeus. — Dans les vallons sacrés, les nymphes roses
Cherchent toujours Hylas qui dit de douces choses,
Quand, sous la lune, dort le bois mystérieux,

Et le jeune berger qui ramène ses chèvres,
Anime sa syrinx du souffle de ses lèvres
Et chante Amaryllis et la beauté des Dieux.

Aix, le 10 mars 1905.

A Madame Dupuy.

LA VIEILLE MAISON

O ma chère maison où tous ceux que j'aimais
Sont morts ! Je te revois. La glycine et les roses
Mettent sur tes vieux murs et tes fenêtres closes,
De leurs rameaux lassés, les baisers embaumés.

Emu, j'entre. Voici toutes ces douces choses
Dont mes regards d'enfant, jadis, furent charmés...
Mon père est-ce toi dans tes familières poses ?
Mère m'as-tu parlé ?... Les parfums enfermés

De tant de jours défunts, dont tes salles sont pleines,
Me rappellent l'odeur, aux Fêtes-Dieu lointaines,
De mes beaux buis si verts que le temps a jaunis.

Dors, ma chère maison, où chanta ma jeunesse.
Un jour, je t'ouvrirai, quand viendra la vieillesse,
Ecrin de pierre, plein de souvenirs exquis.

Aix, le 25 mai 1906.



DÉCOUVERTES ARCHÉOLOGIQUES

à *Rambaud*
et emplacements successifs du principal village

PAR M. L'ABBÉ F. ALLEMAND.

Le nom de *Rambaud* est évidemment un nom d'homme et d'origine mérovingienne, *Rembaldus*. Il apparaît dès le XII^e siècle avec les formes successives que voici : *Mons Erembaldi* (1100); *Raybaudum* (1184); *Castrum Raybaudi* (1271); *Castrum Reymbaudi* (1272); *Rambaudum* (1342); *Rambaud* (1500).

Le village chet-lieu de la commune est situé à la base sud-ouest d'un monticule, qui se nomme dans son ensemble la *Côte* et, à son sommet, le *Châtellar*.

Dans les éboulis de cette éminence M. l'abbé Leydet, curé du lieu, a découvert un certain nombre d'objets antiques qui méritent d'être signalés, surtout en raison des conclusions historiques qu'il est permis d'en déduire.

Ce sont d'abord des fragments de poteries romaines, les unes très-fines, d'un beau rouge, paraissant être du II^e et les autres, plus grossières, du III^e siècle; des débris de tuiles à crochets; trois monnaies en bronze, dont deux d'Auguste et une de Septime-Sévère.

Ce sont ensuite divers spécimens de poteries grises faites au tour, se rapportant, les unes à l'époque mérovingienne, les autres à l'époque carolingienne, et d'autres, d'une pâte plus graveleuse et peu résistante, à une époque barbare. Deux de ces derniers permettent de reconstituer à peu près la forme du vase dont ils faisaient partie ; ce vase avait un orifice de 12 cent. de diamètre, une hauteur de 30 cent. environ et une panse très-renflée (1).

Que nous indiquent ces objets ? Qu'il y eut très-probablement, aux époques gallo-romaine et franque, un poste d'observation sur la colline de la Côte. Ce site, en effet, présente un point de vue superbe, d'où le regard embrasse tout le territoire jusqu'aux environs de Gap. Il était ainsi merveilleusement propice pour l'établissement du poste dont il s'agit. On sait d'ailleurs que ces sortes de postes de défense n'étaient point rares dans la région. Ainsi, on en trouvait un sur le sommet voisin de Puy-Maurel, où on a découvert des substructions, des monnaies, des débris de poterie rouge et grise et des tuiles à rebords. Il y en avait un de même à la Gardiole, près de Jarjayes, et un autre à la Garde, près de Gap, si on s'en réfère à l'étymologie de ces noms, *garda*, *gardiola* (bas-latin), petit poste d'observation.

On peut dès lors se demander si le principal village du territoire ne se trouvait pas également à la Côte, sous la protection de la forteresse. On serait porté à le supposer. Toutefois il n'en était rien. L'agglomération la plus importante, pendant le haut moyen-âge, existait, — je vais le démontrer, — dans le quartier qui porte le nom de *St-Marcel*.

(1). Parmi les trouvailles de M. l'abbé Leydet figurent aussi deux dents d'animaux de l'époque des grands mammifères, un fragment de vase avec enduit jaune à l'intérieur, du bas moyen-âge, et un poids en en laiton de la même époque.

Ce quartier est situé à un kilomètre environ de celui de la Côte, au sud-ouest. Il forme un petit plateau où s'élève une ferme de même nom. Près de la maison, existait, dès un temps immémorial, l'ancien cimetière de la paroisse. Dans son enceinte était construite autrefois une église dont les pierres, entassées tout-à-côté sous des broussailles, portent la marque du feu et témoignent que l'édifice avait été incendié. Les substructions de l'abside se remarquent encore affleurant le sol. Elle était circulaire et avait 4 mètres de largeur à son ouverture. Tout autour de ces ruines, on découvre des tombes en dalles et, un peu plus loin, dans le champ *l'Eglise*, d'autres en maçonnerie et recouvertes de tuiles à crochets.

De ces faits il y a lieu de conclure que le village de Rambaud était à St-Marcel avant le XI^e siècle. Là était le cimetière et là était l'église; de plus le quartier porte le vocable même de la paroisse. Si donc l'église et le cimetière existaient à St-Marcel, le village s'y trouvait également, et il était protégé là par le poste d'observation dont j'ai parlé plus haut.

Arrive le XI^e siècle; c'est l'époque où la féodalité s'établit, où les villages des plaines sont généralement abandonnés pour être remplacés par d'autres construits sur les hauteurs. Les habitants de Rambaud quittèrent alors le quartier de St-Marcel pour venir se construire d'autres demeures à la Côte, près de la tour féodale, et former là,

avec cette fortification, une nouvelle agglomération entourée de remparts et qui fut qualifiée de *Castrum*.

Sur ce monticule, en effet, et à son point culminant nommé le *Châtellar*, est une petite plate-forme où gisent çà et là des débris de maçonnerie et des tronçons de substruction. Ce sont évidemment les derniers vestiges du donjon construit par les évêques de Gap qui possédaient le fief de Rambaud.

Au-dessous, sur le flanc ouest, s'élevait l'église dont le tracé et une partie des fondations sont encore visibles. C'était apparemment celle qui avait été construite après la destruction par le feu de l'église de St-Marcel. Elle fut, à son tour, ruinée en 1565 par les réformés qui laissèrent toutefois intact le clocher, lequel subsiste encore. C'est une tour carrée de 5 mètres de côté et de 25 mètres environ de hauteur ; les murs ont 1 m. 20 cent d'épaisseur ; une pierre formant angle dans la maçonnerie porte la date de 1548.

A côté de l'église et au-dessous du donjon, sur la pente sud, s'étagaient les maisons des habitants séparées entr'elles par d'étroites ruelles.

Le castrum était protégé, du côté de l'est, par le rocher à pic et le torrent de Bramafam ; du côté sud, par un rempart dont quelques restes subsistent encore ; du côté nord, par une série de tranchées transversales et parallèles formant comme autant de stries sur toute la pente de la colline. Ces tranchées avaient une profondeur moyenne de deux mètres avec talus et rebords inégaux. Un fossé longitudinal coupait les tranchées et donnait accès de l'une à l'autre ¹.

¹ On peut se demander si ces tranchées n'auraient pas été construites à l'époque gallo-romaine pour protéger le poste d'observation, et conservées ensuite pendant le moyen-âge pour défendre le donjon féodal. Ce qui me frappe, c'est leur analogie avec d'autres très-anciennes que j'ai vues, il y a quelques années, dans un bois près du hameau d'Outrancourt, commune de Bulgnaiville (Vosges), et qu'un savant, M. J.-A. Schmit, décrit ainsi :

« On voit tout-à-coup s'ouvrir un long fossé large d'une dizaine de mètres et profond de trois et que le sentier descend et remonte par

Après l'œuvre destructrice des guerres de religion, le château fut rebâti dans la plaine au quartier de *St-Germain*¹, sous le nom de *Château de Vescal*, c'est-à-dire de l'évêque². Les habitants, de leur côté, reconstruisirent leurs demeures au-dessous des remparts, à l'exception de quelques-unes restées sur la pente ; c'est le village actuel.

De l'exposé qui précède je conclus :

1° Qu'il y eut, aux époques gallo-romaine et franque, sur la colline de la Côte un poste d'observation, témoins les objets antiques mentionnés plus haut.

2° Qu'avant le XI^e siècle, l'ancien village de Rambaud était situé avec l'église et le cimetière au quartier St-Marcel.

3° Qu'au XI^e siècle, ce village fut remplacé par un castrum à la Côte, où l'église paroissiale fut transférée après l'incendie de l'église du plateau St-Marcel, probablement pendant les troubles du X^e siècle.

4° Qu'après les guerres de religion, le village s'est reformé au bas du monticule en l'état où on le voit de nos jours.

F. ALLEMAND.

degrés taillés dans les parois. Huit mètres au-delà, nouveau fossé non moins long et plus profond encore, mais dont l'autre rebord ne se relève qu'au deux tiers de la hauteur du premier, aboutissant à une banquette de douze mètres de largeur, terminée elle-même par un dernier talus saillant de plus de deux mètres. » (*Simple notes pour servir à la géographie ancienne de Contrexéville, 1878, Nancy, Wicner.*)

¹ Ce quartier est ainsi nommé à cause d'une chapelle placée sous le juspatronat de la famille de St-Marcel.

² On trouve aussi à Rambaud une forêt nommée *Bois de Vescal* et qui, avant 1789, appartenait à l'évêque.



LE FLÉAU DE LA PESTE

AU VILLAGE DE TRESCLÉOUX¹

1631-1632

PAR M. ACHARD.

A peine la communauté de Trescléoux avait-elle liquidé ses dépenses occasionnées par les guerres de Religion qu'un fléau plus terrible encore que la guerre s'abattait sur elle : c'était la peste.

Depuis 1628 le mal contagieux faisait des ravages aux alentours, tant dans les bailliages de Dauphiné que dans la communauté de Mirabel aux Baronnie.

Dans une lettre que M. Marc Abert, procureur héréditaire à la cour de Grenoble, frère du châtelain de Trescléoux, Josué Abert, écrivait aux consuls le 30 nov. 1628, il leur disait : « Pour la santé elle est fort bonne ici grâce à Dieu, quoi qu'on vous dise, car si aultrement estoit, messieurs de la Cour quitterions la ville ; pas moins on y fait bonne garde comme partout ; faites en de mesme chez vous qui estes fort proche de la communauté de Mirabel aux Baronnie où la maladie est... (que) Dieu par sa grace regarde de son œil de pitié les lieux affligés de ces maladies et veuille en garantir ceux qui en sont exempts comme vous, et soit vostre sauve-garde de tous en général et en particulier, et que je me puisse toujours dire, votre

¹ Sources ; les archives communales de Trescléoux.

très humble et plus affectionné voisin et serviteur. Grenoble, 30 novembre 1628, jour de St-André ».

Les habitants n'avaient pas besoin de ce conseil. Pour préserver leur pays de ce terrible fléau, ils font bonne garde. Quelques jours avant de recevoir cette missive de leur voisin les consuls trouvent (20 nov.) « Jaques Faure sortant du plus bas membre de la maison de son père et lui déclarent avoir eu connaissance qu'il arrivait de Grenoble avec quelques asnes chargés de diverses marchandises, et qu'il avait logé en cette ville chez Jean Javel dont la maison avait été fermée parce qu'un muletier, venant de Chastillon, partant de ce logis, était allé mourir du mal contagieux à Varcès proches de Grenoble. Qu'en conséquence ils le sommaient de se retirer avec bestes et marchandises dans une grange écartée pour y faire quarantaine. » Jacques Faure les rassure un peu en leur disant que de fait il avait logé chez Jean Javel, mais qu'il avait aussitôt changé de logement et qu'après il était encore resté trois ou quatre jours à Grenoble pour vaquer à ses affaires, sans être inquiété.

Le 20 avril 1629, David Philippon va à Serres et Estienne Gontard, à Orpierre, pour savoir des châtelains et consuls s'ils laissent entrer librement ceux qui viennent de Grenoble « Attendu le bruit de peste qu'on dit estre à ladite ville, aux fins d'esviter de prendre le mal ».

Trois mois plus tard (19 juillet), les consuls de Trescléoux reçoivent une lettre de ceux d'Orpierre leur disant : « Hier au soir est arrivé Pierre Resseguaire de vostre lieu, venant d'Orange, où il y a du mal contagieux. En aucune part des lieux où il a passé, personne ne l'a voulu retirer, ains a toujours tenu la campagne ; nous l'avons fait coucher hors de la ville et le bureau de santé a jugé à propos vous mander ce porteur exprès pour qu'il ne se jetât dans vostre lieu devant que l'eussiez interrogé et pour vous conduire comme mieux advisés ou tenir à propos de le reléguer dans une cabane et lui faire faire quarantaine. »

Des cabanes sont bâties à l'écart du village et c'est là que successivement viennent faire quarantaine Daniel Philippon

(10 fév. 1630), Honora Seguin et Jean, son frère, revenant de faire la cueillette du blé en Piedmont pour le service du roy (13 juillet 1630); ainsi que plusieurs autres.

Malgré toutes ces précautions, vers le milieu de l'année 1631, la peste fait irruption dans le village. Il n'est aucun moyen qu'on n'emploie pour enrayer le mal. M. Aubert est nommé capitaine de santé, et son frère Bertrand est chargé de la garde du village; on lui adjoint comme guide Pierre Gra (11 août). Deux Galoupins¹ (Carabins) sont au service de la communauté: Jean Aubert, de Vaux, mandement de Dourbon, et Patacq, d'Orpierre, auquel on fournit un habit de toile; de temps en temps, Jean Seguin leur vient encore en aide.

Des barrières d'isolement sont établies (27 juillet) entre Lagrand, Méreuilh et Chanousse et des sentinelles veillent à ce que ces cordons sanitaires ne soient pas franchis. Dans les actes publics on jure en levant simplement la main, sans signer ni toucher le papier à la façon accoutumée: La communauté ayant à passer une obligation en faveur d'Elysée Maigre, d'Orpierre, pour fourniture de blé, les émissaires de Trescléoux se tiennent à distance en deça de la rivière, sur leur terroir; tandis que les témoins d'Elysée Maigre, savoir: Balthasard Lombard, châtelain de Lagrand, noble Jacques Autard de Bragard, sieur de Lançon, Balthasard Vieux, Alexandre Cartoux et Jean Janselme, d'Orpierre, se tiennent de l'autre côté de la rivière sur le terroir de Lagrand en la terre de Antoine Isnard.

Aux horreurs de la peste vient bientôt s'ajouter la famine. Déjà en janvier, la disette se faisait sentir au village et les principaux propriétaires, par arrêt de la Cour avaient dû se dessaisir de la majeure partie de leurs grains pour « prêter aux pauvres et les garder de mourir de faim. » Par comble, leur moulin se détache, une pierre est à changer, en sorte que le pays manque de pain. On passe une convention (22 Août) avec le sieur Philippe Marmet, d'Orpierre, qui s'engage à leur fournir du pain à raison de 43 livres par

¹ Aides, galopins,

eyminée, à la barrière de Lagrand « pendant le temps de leur maladie contagieuse, de laquelle ils sont affligés par la volonté de Dieu. » C'est là que vient le prendre David Ressegaire, « masson », pour le distribuer aux malades et aux nécessiteux. Vingt charges de blé prises à Elysée Maigre et deux à Benoit Armand, d'Orpierre, sont ainsi converties en pain tant blanc que rousset pour être ensuite distribué ; mais parfois le convoi est en retard, et les pauvres affamés vont l'attendre eux-mêmes jusqu'à la barrière de Lagrand. En même temps que ses chargements de pain, Marmet apportait encore : 2 quintals, 5 charges et 7 pots de vins ; ainsi qu'un certain nombre de civayers de sel ; 4 eyminées reprints (son) pour parfumer le village des dragées de plomb baillées à Ganin, chirurgien, et maintes autres commissions.

Les livres d'administration communale qui, depuis 1604, ¹ n'avaient daigné s'occuper du curé que pour lui donner diverses assignations, sont enfin obligés de rompre le silence devant son dévouement. Gaspard Subé, curé de Trescléoux et de Méreuil (1622-1634) ² part pour Veynes, monté sur le mulet de Barthélemy Verceuil, chercher le chirurgien Ganin, qui pendant neuf jours entiers fait l'inspection des malades du village ; durant un mois il y vient faire de fréquentes visites ; il y laisse même son valet et son cheval, et quand le danger devient pressant on va le quérir soit à Ventavon, soit à Veynes. Il est logé, lui, son garçon et son cheval, chez Martin Provensal, à raison de 25 sols par jour.

Pendant plusieurs semaines aussi, M. Subé quitte sa résidence de Méreuil pour venir s'installer au chevet des

¹ Epoque où Trescléoux vit se rétablir son culte catholique. C'est en effet le 30 novembre 1624 que M. Esprit Hugues, ancien sacristain, un instant même prieur de Lagrand, est nommé tout à la fois curé de Trescléoux et de Méreuil, avec résidence dans cette dernière localité. La grande majorité de la population était protestante ; sur près de 600 habitants à peine en restait-il une centaine fidèles à l'Eglise romaine.

² Nommé le 14 septembre 1632. En 1634 il passe à Montrond, puis le 11 mai 1636 à Serres qu'il résigne le 1^{er} octobre 1672.

pestiférés et pourvoir à ce que les ordonnances médicales soient bien observées. En témoignage de reconnaissance, la communauté se fend jusqu'à lui donner une paire de per-dreaux : 24 sols.

Les mêmes livres font également mention de M. Delacroix, pasteur d'Orpierre et adjacentes ¹. On lui donne en cadeau un chevreau, et quatre eyminées d'avointe probablement pour sa monture, preuve que lui aussi n'oubliait pas ses ouailles et venait leur rendre de fréquentes visites, à moins que ce ne soit pour intérêts de ses cent écus prêtés, car un peu plus tard il envoie aux consuls « une dernière fois un garçon, afin que sans retard et sans aultre délai, on lui apporte son argent » ².

Le 31 août, M. Gaspard Subé, muni de l'ordonnance du chirurgien, se rend à Sisteron auprès de M. Lantoys, apothicaire, avec le fils de Martin Provensal. Ils en rapportent un grand panier et un sac pleins de remèdes. Le grand panier est rempli de pots : opiacés préservatifs, onguent basilic, onguent mundicatif, fiole d'encostic, Diachilon cum gommis, Diapalma, etc... Dans le sac se trouvent, au fond, les parfums de purification : Résine, Orpiment, anti-moine, myrrhe, Laudanum, Ellébore blanc, Ellébore noir, Orizan, Cumin, Estorax, Gomme arabique, arsenic, salpêtre, mactic, etc. Puis par-dessus ces drogues sont les parfums de santé : Résine, Scanisson, yris de Florence,

¹) Noble Charles du Suau, sieur de La Croix, pasteur de l'église d'Orpierre et Trescléoux de 1623-1646. Il était de Tallard.

²) Cette lâcheté des pasteurs est soulignée par le protestant Charonnet lui-même dans son livre *Les Guerres de la Religion et la Société protestante dans les Hautes-Alpes* : « En 1630 et 1631, la peste fit à Gap d'horribles ravages ; le pasteur et les membres du consistoire sortirent de la ville, abandonnant leurs corréligionnaires ; seul le diacre Maillard resta à son poste sonnant la cloche du temple pour inviter les protestants à la prière et visitant les moribonds... Cette lâcheté des pasteurs et des anciens fut très préjudiciable, à Gap, au parti protestant... » Le même auteur est également obligé de reconnaître « que les religieux capucins furent admirables de dévouement et d'abnégation, on peut les nommer, avec raison, les héros de la charité (p. 325).

Benjoin, myrrhe, Ellébore, etc. Au total, la somme s'élève à 433 livres. Plus une boîte d'Angélica de Bohême pour les consuls, et pour M. Hubert, une fiole d'huile de Scorpion. Pour sa part, M. Subé, prend : 7 onces $1/2$ épithème cordiale ; 4 onces pilules tussi composées avec le bol oriental et thériaque ; $1/2$ livre galbanum : 1 livre 10 onces Diachilon ; mais on ne lui en fait pas cadeau, il verse à Pierre Faure, trésorier de la communauté, 14 livres 3 sols.

L'apothicaire termine sa facture regrettant de n'avoir pas eu le temps de mettre en poudre ces ingrédients, « saluant leurs bonnes grâces et priant Dieu de leur vouloir donner telle santé que le désire ». — LANTOIS.

Aussitôt tous ces parfums sont broyés, mélangés à 4 eyminées reprins (son) ; plusieurs civayers de sel et des graines de chavy (baies de genièvre) ; après avoir fait macérer tout cela dans du vin on en imbibe du foin sec et des étoupes qu'on fait brûler à travers le village, dans toutes les maisons et jusqu'aux granges les plus écartées ; pour la circonstance, le Galoupin, aidé de Pierre Gra et de Jacques Seguin, se transforme en parfumeur, et M. Gaspard Subé préside à l'opération,

La maladie n'en fait pas moins de sérieux ravages. Ils ne meurent pas tous, mais le grand nombre est atteint. C'est d'abord le Galoupin, Jean Aubert, si utile en ce temps de calamité ; on ne le laisse manquer ni de pain, ni de vin, ni de viande ; Annette Martin, Hellaine Philippon, Marguerite Ressegaire et Suzanne Taxil vont le voir tour à tour durant sa maladie. Ensuite c'est Bertrand Aubert, le gardien du village, qui meurt victime du mal, laissant à sa veuve, Marie Clavel, le soin de retirer ses gages, ainsi que les avances qu'il avait faites aux pauvres et aux malades. Un peu plus tard, le notaire royal delphinal, Noé Faure, est frappé à son tour et se voit contraint, lui aussi, de faire sa quarantaine. David Ressegaire qui depuis 3 mois distribuait le pain, vin et chair que la communauté lui faisait fournir aux barrières ou dans le lieu, quitte brusquement le village (5 octobre) « pour la crainte du mal, » après être resté quelques jours en cabane, laissant ses roles et ses papiers

dans un coffre, à l'infirmerie, sous la garde de Jean Aubert, Galoupin¹. Pendant son absence, c'est Pierre Gra et Jean Clavel qui le remplacent dans sa charge de distributeur.

Jean Seguin Pilatte et André Fauchier travaillent activement à la construction de nouvelles cabanes au quartier « D'Auteyrac ». N'ayant pas le temps d'aller chercher au loin des matériaux, ils prennent le bois et la paille du couvert de la grange de Jacques Arlaud. Ces cabanes sont immédiatement occupées, l'une par François Gontard et sa femme; l'autre par Claude Seguin; une autre par Mayet Martin, son fils, sa femme et sa belle-fille, ayant pour garde-malade David Faure, qui y trouve la mort, laissant une veuve, Jeanne Jean, atteinte à son tour et placée deux jours et deux nuits sous la surveillance de Pierre Faure.

Bientôt les cabanes ne suffisent plus, on crée alors une infirmerie, et à cet effet, on loue à Bertrand Philippon, sa grange de la Saulce, on lui donne 9 écus 18 sols « tant pour la ferme de ladite grange que pour le foin et fruitage des alentours. » Jean Seguin et Pierre Faure en sont successivement les gardiens, puis à l'automne, quand survient la convalescence, Gaspard Allier en a la garde pendant vingt-cinq jours à raison de 12 sols par jour, pour empêcher les enfants de sortir de l'infirmerie et aller aux vignes.

On est également obligé de dédommager les proches voisins de cette infirmerie : Jean Seguin à feu Vincent pour la

¹) Sa désertion ne lui fut point profitable, car, après la cessation du fléau, lorsque de retour au village (13 févr. 1632) il voulut rentrer en possession de ses papiers, parmi lesquels se trouvait le testament de sa femme, Marguerite Gommache, Jean Aubert lui dit avoir remis ce testament à Pol Gommache, frère de la défunte, « lequel l'avait à l'instant jeté au feu ». En sorte que David Ressegaire se trouvait ainsi contraint de restituer la dot de sa femme au lieu d'en avoir la jouissance. Mais ce ne fut pas la seule « méchanceté que le galoupin lui exhiba pendant son absence », il lui vendit trois de ses chèvres à 2 livres 3 sols pièce et desroba cinq bagues d'argent de sa femme Marguerite. David Ressegaire croyait se rattraper sur les gages que la communauté restait à devoir au galoupin, mais celui-ci avait pris ses précautions et établi comme ses cessionnaires Jean Bardel, sieur du Mollar, et André Faure, menuisier de Méreuil.

perte de ses fruits, n'osant aller à sa propriété à cause de l'infection; Jaume et Pierre André pour « 30 quintals de foin » pris à l'occasion du mal contagieux, ainsi que pour une vieille crèche et autres bois brûlés à sa grange d'Auteyrac.

Pendant toute la durée du fléau, la communauté, comme une bonne mère, prend soin de ses enfants malades, elle pourvoit à ce que jamais rien ne leur manque, elle se prive même pour leur acheter 13 moutons à 6 florins 5 sols le chacun, 5 fées à 7 liards la livre, plusieurs chevreaux, des chappons et une certaine quantité de fromages. Mais cette générosité maternelle n'alla pourtant pas au-delà d'une simple avance car, le 13 juillet 1633, la communauté dans sa détresse charge Pierre Gra et Jacques Seguin de recouvrer une taille de 602 livres 12 sols sur ceux qui avaient bénéficié de pain, vin, chair et autres choses pendant le mal contagieux, d'exiger en même temps le prix de onze charges, une eyminée, deux civayers de blé « presté aux pauvres » et un rôle relatif aux cabanes construites.

Prenant pitié de leur malheur, les gens de Méreuil leur apportent : trois douzaines et demie d'œufs à 4 sols la douzaine, et quelques livres de fromage « parce qu'ils sont été enfermés à cause du mal contagieux. »

Les habitants d'Orpierre¹ ne montrent pas autant de com-

¹) Ce n'est qu'un peu plus tard, en 1640, qu'Orpierre est atteint de la peste. Un certain nombre de ses habitants, surtout parmi les notables, se disséminent, de çà, de là, pour faire quarantaine. M. de La Croix, pasteur, est retiré à la grange du Villar de M. d'Allons (Méreuil). La communauté de Trescléoux lui fait parvenir par l'intermédiaire de Videt, son gendre, et de François Michel, deux chapons en octobre puis deux autres les 4 et 7 novembre, non pas en cadeau, comme on pourrait le supposer, mais « en acompte de ses estats ». M. Armand d'Orpierre, un des principaux créanciers de la communauté, est en quarantaine à la Blache (Trescléoux), on lui fait tenir quatre pots de vin et une douzaine d'œufs « le tout cotté 12 sols ». M^{me} Bozonnier, fille du procureur de Grenoble, autre créancier de la communauté, est aux Peyrouses (Méreuil); on lui porte à diverses reprises, entre autres le 17 novembre, quelques fromages.

Pierre Gra vérifie avec soin les billets de santé « tout le temps que

misération. Ils semblent au contraire profiter de cette occasion pour manifester leur jalouse rivalité. Comme écrivait ironiquement le procureur Marc Abert, aux consuls de Trescléoux. « Ceux d'Orpierre disait-il (se) gardent bien de vous oublier, estant de longue main de vos amis qui ne veuslent vostre mal, mais vostre bien. » Du 13 juin au 20 avril (1631), quatre compagnies du régiment du comte de Sault étant logées à Orpierre, et en novembre, deux autres compagnies du sieur Narestan y ayant pris position, Trescléoux leur est donné en aide et malgré son dénuement obligé de fournir sa quote-part. Comme sa misère le met dans l'impossibilité de satisfaire à cette nouvelle charge, un sergent et quatre soldats viennent à la requête du sieur de Perrissol mettre en sequestre l'averrage de Pierron Gontard, Guilhem Girard et des Faure. Force est d'emprunter de l'argent et de verser aux consuls d'Orpierre la somme de 246 écus, sans compter tous les frais de sequestre et 8 écus que la communauté doit donner à Mayet Faure pour « un anouge et sa sonnaille perdus dans la saisie », y compris d'autres frais.

Eufin, le samedi 24 jauvier 1632 se tient à Lagrand une

la maladie est à Orpierre » afin qu'elle ne s'implante pas encore dans le pays.

Deux ans après, Noé Faure, notaire, avec un consul, s'acheminent à Orpierre « pour vérifier une recheute qu'on disait avoir à Opiarre de la peste ». Le fait est malheureusement exact. De nouveau, le 1^{er} juin 1642 on rétablit le bureau de santé et un garde est proposé à la visite des billets. Pour échapper au mal, M. de La Croix vient s'installer pendant quelques temps à Trescléoux, dans la maison de Pierre Martin.

A la même époque (1642), « il plut également à Dieu d'affliger Rosans de la contagion durant environ deux années, si griesvement qu'elle a ravagé les principaux chefs de famille et la plus grande patrie des pauvres habitants, qui furent contraints par l'ardeur et la grandeur de ladite maladie d'abandonner non seulement ledit lieu mais de laisser leur terroir inculte... ce qui les a nécessité de s'obliger à de notables sommes envers médecins et chirurgiens qui les ont traistés et autres despenses s'élevant à 2.100 livres (Supplique au sieur de St-André-en-Royan, Virieu et autres places (1644), arch. de Trescléoux).

assemblée composée de M. Canius (al. Canus), curé de Serres, et Jacques Ruelle, tous deux députés par le bureau dudit Serres, Antoine Auruolle, consul, et Louis Vieux, députés d'Orpierre, ainsi que les députés de Chanousse et de Méreuil pour décider s'il faut ouvrir les barrières aux pestiférés. Constatation faite que le fléau a disparu, on accorde aux habitants de Trescléoux, après six mois de réclusion, le « droit d'entrée ».

Les pauvres miséreux s'empressent de franchir leurs barrières d'isolement; mais tandis que les administrateurs de la communauté courent à Grenoble auprès de M. Bozonnier, à Gap, Veynes, Serres, auprès de M. Charensy, Lachaup, Orpierre, Montjay, auprès de maître Ollivier Reynaud, notaire, pour faire des emprunts et liquider leurs dépenses, les particuliers s'en vont, une besace au cou, mendier leur pain.

Bien qu'aux abois, ils étreignent une fois encore leur propre misère pour en extraire quelques centaines d'écus et tâcher de se libérer de leurs créanciers. Deux lançons sont restés impayés au s^r Amat, receveur des deniers royaux, qui fait saisir les bœufs de Pierre Besson et ceux de Louis Ressegaire, mais à la place de ces bœufs, l'ierre Seguin donne « deux siennes cavales » qu'on est ensuite obligé d'aller chercher au Saix en portant un acompte et obtenant un délai pour le reste.

Leurs divers emprunts s'élèvent à la somme de 12.000 livres et aucun intérêt n'a été réglé. De nombreux taxats des localités du département de Nyons auxquelles Trescléoux avait été donné en aide, sont en retard; le 28 may 1632, Veynes fait sequester à la barque de Saléon « trois bestes asinnes », Clansayes et St-André en font autant. Heureusement que le procureur Abert vient à leur secours et leur obtient déchargement de plusieurs étapes.

Ensuite c'est Lantois, leur apothicaire de Sisteron qui, de sa patte de velours et tout en « saluant leurs bonnes grâces » majore sa note de plus de 200 livres non compris les intérêts. Il n'est pas jusqu'à leur « affectionné pasteur » qui ne les menace et fasse appel à leur *piété* pour... solder

sa créance : « Après avoir usé de toute la patience qu'il vous a plu exiger de moi, leur écrit-il, j'estimois que les services volontaires que je vous ai rendus, en tous temps, vous auroient convié à m'envoyer ce qui m'est encores dû... Comme je suis tenu de vous servir, aussi estes-vous obligés de me payer... Vous me le faites gagner une fois en vous servant et à diverses fois en vous le demandant... Ne treuvez donc mauvais si après celle-ci je fais valoir le parchemin et la cire, vous m'y contraignez. Donnez-moi donc sujet de vous servir sans regret... C'est ce que j'attends de votre piété... » — DELACROIX.

En résumé, un certificat signé par les curés, châtelains et consuls des environs nous montre l'étendue et l'horreur du désastre : En huit mois, 140 personnes ont péri, et 15 familles complètement disparu. Et comme un malheur vient rarement seul, la même année, une partie du village est détruite par les flammes en sorte que, dit l'acte, « la plupart des habitants furent réduits à aller mendier leur pain où Dieu conduisait leurs pas ».

Le souvenir de ce terrible fléau est resté gravé dans l'imagination populaire, et au-dessous du village de Lagrand sur le versant de Blaisance, on montre une source désignée aujourd'hui encore sous le nom de fontaine des malades de Trescléoux, non sans doute à cause de la vertu curative de ses eaux comme semble le prouver le mot restrictif de *Trescléoux* ; mais probablement parce que, quand les habitants venaient chercher leur pain à la barrière de Lagrand qui devait se trouver non loin de là, pressés par la faim, ils ne prenaient pas le temps de retourner à leur village et venaient en manger le premier morceau auprès de cette fontaine.



VARIÉTÉS

Supplique à Nosseigneurs de la cour en la Chambre de l'Édit, adressée par Madeleine Sausse, veuve d'Étienne Nicolas de Ste-Euphémie, dont le fils a trouvé la mort en luttant contre un horrible loup. La Chambre lui alloue comme récompense la somme de 400 livres à percevoir dans les localités avoisnantes où le loup exerçait ses ravages. Quelques communautés, entre autres Trescléoux, se refusant à celle contribution, sont citées à comparoir à Grenoble par devant la Chambre de l'Édit (1634-35).

« Supplie humblement Madallaine Sausse, veuve d'Estienne Nicollas, du lieu de Ste-Euphémie, disant qu'au mois de febvrier dernier il serait arrivé aux limitrophes d'Aygallaye ung orrible et espouvantable loup enragé quy donnoit de l'effroy à tout le voisinage en telle sorte qu'on n'estoit pas mesme en seureté dans les maisons tant sa rage estoit grande, ce quy obligea tous les païsans dudit voisinage de luy dresser des embuches pour tacher de le tuer; ce qu'ils ne peurent exécuter jusqu'au dernier dudit mois de febvrier, jour fatal et malheureux pour la suppliante, puisqu'en icelluy elle perdit l'unique espoir et soutien de sa vielliesse. En ce jour donques ceste maudite et enragée beste ayant ataqué certain bestail, et sur ce,

le berger y estant accouru, croyant d'empêcher le ravage duquel son troupeau estoit menassé, ledit loup auroit changé sa furie et se seroit rué contre icelluy berger, en sorte que sy ceux du voisinage ne feussent promptement acourus à son secours sur le bruit qu'ils en ouïrent, il eust esté la misérable proie de ce loup enragé; lequel courant la campagne alarma de telle façon tous ceux des hameaux voisins qu'un chacun se mit en armes pour se défendre et s'assouter de telle rage. Entre autre, Paul Nicollas, de Ste-Euphémie, fils de la suppliante, travaillant de son mestier de cardeur au quartier de St-Jaume, sortit avec plusieurs autres, ses compagnons, au bruit que tous les païsans de ce païs faisoient pour la frayeur qu'ils avoient d'un tel animal, de manière qu'icelluy Nicollas ayant appris le sujet de la crainte présente quy les détenoit, meü d'une sainte résoullution pour l'inthérêt du public, il print son espée et d'un courage herculléen dévança ses compagnons pour atraper ce monstre dévorant et en purger la contrée qui heut esté entièrement désolée par la violante rage de ceste beste farouche, sy par la valeur dudit Nicollas n'en heut esté délivrée. Mais, déplorable malheur pour la suppliante! le vengeur ne survécut guère à la victoire; car afin que la cour soit entièrement informée, iceluy ayant ataqué d'une générosité incomparable ceste espouvantable beste enragée, et après un long et rude combat, l'oreille du loup par laquelle il le tenoit lui estant eschapée, il fut contraint de l'embrasser pour le terrasser où il ne peut sy bien faire qu'il ne feût blessé en plusieurs parties de son corps, comme de tout ce, appert emplanement par l'attestation des consuls d'Aygallayes cy humblement jointe; desquelles blessures et morsures ledit Nicollas après avoir tué desoubs luy ledit loup, déplorable et lamentable victoire! iceluy moureût au quarantiesme jour ainsy qu'apert par le rapport du sirurgien quy l'a traité lequel est aussi cy humblement joint. Et d'autant que une sy généreuse action ne doit point demeurer sans récompense et que la suppliante a dépansé tout le peu qu'elle avoit pour faire médicamenter son pauvre enfant quy devoit estre le baston de sa

vieillesse et luy debvoir fournir par son travail de quoy vivre, et que mesme les consuls dudit Aygallaye avoient promis récompense audit enfant avant et après l'action, ne costant toutes fois que de promesses faictes après que le loup fut tué, lesquelles pourtant lesdits consuls n'exécutèrent aucunement.

La suppliante recourt à ce qu'il plaise à la cour par son équité et charité acoustumée, lui octroyer une récompense du moins de quatre cent livres à prandre sur le lieu d'Aygallaye et son voisinage de quatre lieues à l'environ où ce loup fréquentoit, à cette fin qu'elle ait moyen de payer les frais qu'elle a fait à la malladye de son fils et qu'elle puisse se soullager par ce moyen à défaut de son dit fils, et farez justice...

FLORENTIN.

(Archives communales de Trescléoux ¹⁾).

Devis estimatif d'un horloge à construire pour la commune de Gap par Pierre Gautier, horloger demeurant à Sisteron.

La cage aura 3 pieds et demi d'hauteur, deux pieds trois pouces de profondeur et quatre pieds de largeur.

ROUES DU MOUVENT (*sic*)

La première roue qui portera le cylindre aura 20 pouces ;
 La deuxième, qui fera son tour par heure, aura 16 pouces ;
 La troisième aura aussi pour diamètre..... 12 pouces ;
 La roue d'échappement à encre aura..... 10 pouces.

¹⁾ Communiqué par M. l'abbé Achard, curé de Trescléoux.

Ces 3 premières roues ci-dessus seront en fer et la roue d'échappement sera en cuivre et à encre.

SONNERIE

La sonnerie aura 3 roues non compris le volant.

La première roue, qui portera le cylindre, aura 21 pouces ;

La 2^e, qui portera la roue de compte, aura 18 pouces ;

La 3^e aura..... 14 pouces ;

Dans cette dernière engrainera la tige portant le volant.

Tous les pignons seront en lanternes.

Chaque pivot roulera dans des grains en cuivre jaune écroui.

L'horloge sonnera les heures qui seront répétées ; elle sonnera en outre les demies heures.

L'horloge ne se remontera que tous les 8 jours ; le sous-signé ne pourrait entreprendre cet horloge qu'au prix de trois mill cinq cent cinquante francs. L'ouvrier répondra de la bonté de l'horloge pendant six ans. Il s'engage aussi de faire son travail dans la commune de Gap, où il se procurera les matières premières ainsi que tous les ouvriers nécessaires.

Fait à Gap le 13 floréal an 13.

GAUTHIER¹⁾.

Note²⁾ des orloges neufs que les sieurs Pierre Gautier père et fils ont fabriqués.

Aux Barreaux, comtat d'Avignon.

Entre-Chaux, id.

Aliman en Provence.

A St-Étienne, id.

¹⁾ La signature seule est de la main de Gautier.

²⁾ De la main de Gautier.

Curés, id.

A St-André-de-Rosans, Dauphiné.

A Trez Cleaux, id.

Chauvac, id.

Chatillon, id.

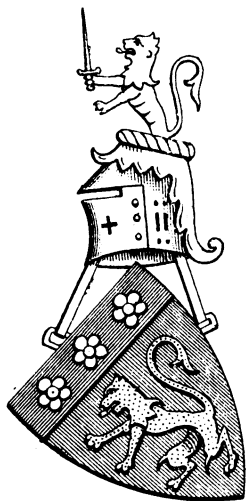
(Archives communales de Gap. — Liasses de la correspondance administrative).

Le Secrétaire-Gérant,
J. MICHEL.



GÉNÉALOGIE
DE LA
FAMILLE DE BONNE

Par M. J. ROMAN



Les contemporains du connétable de Lesdiguières se sont plu à obscurcir l'origine de sa famille. Videt la fait remonter à un officier romain nommé *Bonus* qui aurait fondé Bonneville en Faucigny ; Guy Allard, ni Chorier, ne soufflent mot de l'étude de notaire que les membres de cette famille exploitèrent pendant plus de deux siècles à Saint-Bonnet-en-Champsaur. Il y a eu une conspiration

générale pour faire le silence sur ces ancêtres importuns du puissant Connétable.

En réalité la famille de Bonne est beaucoup plus ancienne qu'on ne le croyait au ^{xviii}^e siècle ; elle remonte authentiquement à 1210, mais son origine est inconnue. On trouve en Languedoc, dès 1219, une famille de Bonne, qui du reste existe encore ; elle portait les mêmes armes que celle de Dauphiné et ses membres étaient même placés à un niveau social supérieur ; ils se qualifiaient de chevaliers lorsque nos de Bonne étaient encore de modestes notaires. La famille de Languedoc est-elle originaire de Dauphiné ; celle de Dauphiné vient-elle de Languedoc ; sont-ce deux races différentes dont l'une s'est appropriée les armoiries de l'autre ? Autant de questions auxquelles on ne peut répondre dans l'état actuel de nos connaissances.

Quoiqu'il en soit, les Bonne du Champsaur, d'abord simples notaires, abandonnent leurs protocoles pour se consacrer à l'étude des lois, puis les guerres de religion survenant, l'un d'eux, qui est le Connétable, embrasse la carrière des armes et le protestantisme, se distingue aussi bien dans la stratégie que dans la diplomatie ; avec une habileté consommée se fait craindre des uns, se rend nécessaire aux autres, s'impose au Roi qui lui confère la plus haute charge qu'un sujet puisse acquérir ; il fait, par des moyens plutôt douteux, une fortune immense et ne laisse aucune postérité masculine. Les autres branches de sa famille ont très peu profité de sa haute situation pour se pousser dans le monde ; la plupart sont restées protestantes et pauvres.

La famille de Bonne est éteinte aujourd'hui et elle est une preuve nouvelle que sous l'ancien régime il n'était pas besoin d'être de grande maison pour arriver à tout, comme beaucoup de personnes le croient ; il suffisait d'avoir du talent et de l'habileté. Le petit fils d'un notaire pouvait espérer, tout comme celui d'un duc et pair, devenir Connétable s'il le méritait.

Guy Allard a publié une généalogie très incomplète de la famille de Bonne ; j'en ai moi-même inséré une dans le

troisième volume de la Correspondance de Lesdiguières.
Celle-ci en est une deuxième édition très corrigée et très
augmentée.

ALLIANCES

Abon.	Léal.
Agoult.	Maguet.
Ambel.	Martin.
Arnaud.	Martin de Champoléon.
Artaud de Montauban.	Neuville-Villeroy.
Auriac.	Olivier.
Baile.	Olivier (l').
Barthélemy.	Piffard de Saigne.
Bérenger.	Pillon (du).
Bernard.	Poncet.
Boysson.	Raymond.
Castellane.	Revillasc.
Chabassol.	Richière.
Chabestan.	Rivière.
Chateauneuf.	Rousset.
Chypre.	Roux.
Cognoz.	Saignet.
Créquy.	Serre (du).
Davin.	Theys.
Davin d'Orpierre.	Tholon.
Dorgeoise.	Tholosan.
Faucher.	Thomas.
Faure.	Varey.
Flotte.	Vaujany.
Gaillard.	Veynes.
Gauthier.	Vieux.
Gruel.	Vignon.
Hostun.	Villeneuve.
Laye.	

FIEFS

Allots (les).	Molines-en-Champsaur.
Ambel en partie.	Montbrand.
Ancelle en partie.	Monteux.
Anthon.	Montreviol.
Auberive.	Motte (la) en Champsaur.
Auneau.	Mure (la).
Auriac.	Notre-Dame de Mésages.
Bâtie-Neuve (la).	Oze, baronnie.
Bourg-d'Oisans (le).	Pisançon.
Calas.	Pont d'Ain.
Champs.	Pont de Veyle.
Champsaur (le), duché.	Prabaud.
Châteauneuf.	Quinsonnas.
Châteauvillain.	Rattier (le).
Châtillon.	Redortier.
Claix.	Revest de Bion.
Colombier.	Rigneu.
Courbon.	Rochepaviotte.
Diguières (les), duché.	Rochette (la).
Éclose.	Rosans.
Fallavaux.	Roussillon, comté.
Fontclaire.	St-André-en-Bauchaine.
Furméyer.	St-Bonnet, en partie.
Glaizil (le), en partie.	St-Christophe.
Heyrieu.	St-Georges-de-Commiers.
Jarjays, en partie.	St-Jean-de-Bournay.
Lauris.	St-Jean-de-Vrain.
Laye, en partie.	St-Laurent-de-Mures.
Lazer, en partie.	St-Laurent-du-Cros en partie
Lourmarin.	St-Pierre-de-Mésages.
Maubec, marquisat.	Savournon.
Meyrieu.	Sellonet.
Moirans.	Serres.

Simiane.	Vercors (le), en partie.
Tallard, vicomté.	Verpillère (la).
Theys.	Veynes, en partie.
Tour-de-la-Pachoudière (la).	Villemur.
Tour-du-Pin (la).	Vitrolles, baronnie.
Treffort.	Vizille.
Valbonnais (le).	

ARMOIRIES

De gueules à lion d'or, au chef cousu d'azur chargé de trois roses d'argent.

. Cimier : Un lion à mi corps tenant une épée haute.

Devise : NIL NISI A NUMINE.

I

Branche des seigneurs des Diguières

I. — VINCENT DE BONNE (*Vincentius de Bona*) est témoin en 1210, d'une charte relative au Champsaur. A la même époque un *Pontius Bonz* est également présent comme témoin dans une charte citée par Fontanieu (Bibl. nation. mss. lat. 10951 p. 418). Le premier était certainement de la famille dont j'écris la généalogie ; il y a doute pour le second.

II. — GUILLAUME DE BONNE. Il n'est connu que par l'initiale G. de son prénom, mais il est infiniment probable que ce prénom était Guillaume. Il était notaire impérial et épiscopal à Saint-Bonnet en Champsaur et en cette qualité il rédige quatre chartes de 1219, 1225, 1226 et 1228.

Le 11 avril 1235, un autre G. de Bonne, chanoine de l'église cathédrale de Sisteron et prieur de Lardier, paraît dans une charte des archives des Bouches-du-Rhône. Peut-être est-ce le même personnage entré dans les ordres à la fin de sa vie, comme il y en a de si nombreux exemples au moyen-âge.

III. — JEAN I DE BONNE. Il était très probablement fils du précédent auquel il succéda dans l'étude de notaire de Saint-Bonnet. On le voit rédiger des actes de 1257, du 17 janvier et du 5 juin 1301.

Nous trouvons dans la généalogie des Bonne, par Guy Allard, un Boson ou Bosonet de Bonne, vivant en 1250 et dont il fait la souche de la famille ; je crois ce personnage de pure invention, d'autant mieux que Guy Allard prétend l'avoir trouvé dans un dénombrement et que je ne connais aucun dénombrement aussi ancien pour le Champsaur.

IV. — FRANÇOIS I DE BONNE, coseigneur de Saint-Bonnet. Notaire à Saint Bonnet. Il acheta au Dauphin une partie des

iles de cette seigneurie en 1302 et en rendit hommage le 9 janvier 1334. Il vivait encore en 1340 ; d'une femme dont j'ignore le nom il eut Jean de Bonne, dont je parlerai au degré suivant.

Vers la même époque nous trouvons Pons de Bonne, citoyen de Gap, vivant en 1318 et 1328, et Boson de Bonne, qui reçoit le 13 février 1329, la confirmation d'un acte d'emphythéose. C'est probablement le même que Guy Allard fait vivre en 1250 pour les besoins de sa cause.

Pour les besoins de la même cause il transforme *Rostaing de Sonna* (de la Sône) en *Rostaing de Bonna* (de Bonne), dont il fait un personnage considérable ayant assisté, en 1318, comme témoin au testament du Dauphin Jean II. (Voyez VALBONNAIS. T. I, p. 179).

V. — JEAN II DE BONNE, coseigneur de Saint-Bonnet, notaire en 1347. On trouve à la même époque Raymond de Bonne, qui était peut-être frère du précédent ; Pierre de Bonne, chapelain de la cathédrale d'Embrun en 1341 ; Jacques de Bonne dit Jacquet, citoyen d'Embrun en 1346. Ils étaient certainement parents sinon frères de Jean, qui d'une femme dont j'ignore le nom eut François, qui suit.

VI. — FRANÇOIS II DE BONNE, coseigneur de Saint-Bonnet. Notaire à Saint-Bonnet, il paraît comme rédacteur de plusieurs chartes datant de 1375 à 1385. Il acquit d'Onuphre de Roux, quelques droits seigneuriaux en Champsaur, et le 24 février 1381, il prêta hommage au Dauphin pour l'ensemble de ses terres. Il épousa en premières noces *Marguerite Vieux*, sœur de Jean Vieux, seigneur de Sigottier et de Champcrose, et en secondes, *Alix de Laye*, fille de Jean de Laye, seigneur de Laye, et de Sibylle de Campeis. Il eut du premier mariage : 1^o Gabriel, qui suit ; 2^o Martin, auteur de la branche des seigneurs d'Oze et de Vitrolles ; 3^o Jacques, dit Jamonet, auteur de la branche des seigneurs d'Auriac et de Tallard. Il eut du deuxième mariage : 4^o Raymond, prêtre, religieux de l'ordre de Saint-Dominique et évêque de Vaison (1385-1385). Il eut en outre un fils naturel : 5^o Honorat ou Honoré, coseigneur de la Rochette,

qui se fit passer des reconnaissances par ses vassaux en 1439 et fit héritier de ses biens Alexis de Bonne, son neveu (III^e branche).

VII. — GABRIEL DE BONNE, coseigneur de Saint-Bonnet, Notaire à Saint-Bonnet. Il rédigea en cette qualité plusieurs chartes de 1393, 1394 et 1409. Le 12 mai 1388, il passa une reconnaissance au nom de son père. En 1402 et 1413 il fait hommage, avec ses frères Jacques et Martin, au Dauphin, des terres qu'il possédait de son domaine. Il se maria une première fois avec *Marguerite de Veynes*, fille de Guillaume, coseigneur de Veynes et de Catherine de Roux. En secondes noces il épousa *Catherine Gauthier*, qui échangea au nom de son mari avec Nicolas Oudulphi, en 1402, une terre située à La Condamine près de Saint-Bonnet. Il eut de son premier mariage : 1^o François, qui suit ; 2^o Armand, vivant en 1458 ; 3^o Françoise, morte jeune. Il eut de son deuxième mariage : 4^o Augerie, épouse d'Antoine Thomas ; 5^o Isoaret ; 6^o Catherine.

VIII. — FRANÇOIS III DE BONNE, coseigneur de Saint-Bonnet, Saint-Laurent-du-Cros, Laye et du Glaizil. Notaire à Saint-Bonnet, il rédigea en cette qualité des actes de 1452 à 1477. Il rendit hommage le 28 avril 1450, au Dauphin, pour les terres qu'il tenait de son domaine. Il acquit en 1451, de Jean François de Laye, une portion des terres de Saint-Laurent-du-Cros et du Glaizil, et le quart de la seigneurie de Laye, de Raymond de Laye. Le 2 avril 1455, il acquit de Jean et François de Laye, un second quart de cette seigneurie. Le 2 mai de la même année, il rendit hommage au Dauphin pour ces nouvelles acquisitions. Il épousa en premières noces *Alix Poncet*, fille d'Arnoul Poncet, seigneur de Laye, et de Catherine Freichet ; il épousa en deuxième noces *Catherine de Chabestan*, fille de Guillaume, coseigneur de Chabestan. Du premier lit il eut au moins ses deux fils aînés : 1^o Raymond, coseigneur de Saint-Bonnet, de Saint-Laurent-du-Cros, de Laye, du Glaizil et des Disguières. Né en 1440, il fut notaire à Saint-Bonnet et vivait encore 1495 ; il fut le dernier notaire de la

famille de Bonne. Il épousa *Randonne de Rivière*, fille de Jordan de Rivière, seigneur de Montmorin, Bruis et Sainte-Marie, et de Beatrix du Puy-Montbrun, et mourut sans postérité faisant héritier Jean, son frère ; 2^o Jean.

On ne sait de laquelle de ses femmes François de Bonne, eut les enfants suivants : 3^o Antoine, prêtre, bénéficiaire du chapitre de Gap, encore vivant en 1521 ; 4^o Jean, prêtre, moine bénédictin au prieuré de Romette ; 5^o Martin, tué dans les guerres d'Italie ; 6^o Pierre ; 7^o Clémence, épouse de Jean Olivier ; 8^o Catherine, épouse de noble Jean Chabassol, coseigneur de Savine ; 9^o Lantelme, épouse d'Antoine du Serre, seigneur du Rivail (1440-1519) ; 10^o Jeanne.

IX. — JEAN III DE BONNE, seigneur des Diguières, coseigneur de Saint-Bonnet, Laye, Saint-Laurent-du-Cros et du Glaisil. Né en 1454, il assista en 1495 à la bataille de Fornoue et testa en 1531. Il épousa le 15 décembre 1504, *Benoite Richière*, fille de Michel Richière, seigneur de Montgardin, et de Jeanne de Montorcier, dont il eut sept enfants : 1^o Jean, qui suit ; 2^o Michel, dit Michaud, prêtre, curé de La Bâtie-Neuve, prieur de Saléon et de Saint-André-lès-Gap, chanoine de la cathédrale d'Embrun. Il rédigea en 1555, l'inventaire du trésor de Notre-Dame d'Embrun et mourut en 1570. Il laissa un fils naturel nommé Gratien de Bonne, dit le capitaine Gratien, qui fut châtelain des Diguières, commanda une compagnie sous les ordres de son neveu Lesdiguières, et vivait encore en 1590 ; 3^o Jacques, prêtre en 1544 ; 4^o Catherine, épouse de Jean Martin, châtelain de Saint-Laurent-du-Cros, qui fut tuteur de Lesdiguières ; 5^o Marguerite, épouse de Bernadin Davin, châtelain d'Orpierre, fils de Pierre Davin, d'Orpierre, et de Dauphine Arnaud ; elle fit son neveu Lesdiguières, son héritier ; 6^o Jacqueline ou Jamonne, qui épousa Pierre Davin, homme de loi à Orpierre, peut être frère du précédent ; 7^o Clémence, épouse d'Etienne Barthélemy, neveu de Bonaventure Barthélemy, premier président du Parlement de Grenoble (1533-1535).

X. — JEAN IV DE BONNE, seigneur des Diguères, coseigneur de Laye et du Glaizil. Il étudia les lois, vendit en 1532 à Louis Lobet, la terre des Diguères, avec faculté de rachat, dont il usa avant 1540. En 1540 et 1541, il prêta hommage à l'évêque de Gap pour la coseigneurie du Glaizil, et mourut en 1548. Il avait épousé le 26 mai 1542, *Françoise de Castellane*, fille de Claude et de Louise de l'Aube de Roquemartine, dont il eut un fils unique.

XI. — FRANÇOIS IV DE BONNE, duc de Lesdiguières et du Champsaur, marquis de Maubec et de Treffort, comte de Roussillon, seigneur d'Anthon, Auberive, Auneau, de l'Oisans, de Calas, de Champs, de Châteauneuf, Châteauvillain, Châtillon, Claix, Colombier, Courbon, Eclose, Fallavaux, Heyrieu, Lauris, Lourmarin, Meyzieu, Moirans, Monteux, La Mure, Notre-Dame et Saint-Pierre de Mésage, Pont-d'Ain, Pont-de-Veyle, Quinsonnas, du Rattier, de Redortier, de Revest de Bion, Rochepaviotte, Rosans, St-André-en-Bauchaine, St-Christophe, St-Georges-de-Commiers, St-Jean-de-Bournay, St-Jean-de-Vrain, St-Laurent-de-Mures, Savournon, Sellonet, Serres, Simiane, Theys, la Tour-du-Pin, la Tour-de-Pachoudière, du Valbonnais, de la Verpillière, de Villemur et de Vizille. D'après tous les auteurs il serait né à Saint-Bonnet, le 1^{er} avril 1543 ; cependant Lesdiguières, lui-même, dans quatre lettres écrites à des époques très différentes, se dit né en 1541, ce qui doit produire, sinon une certitude absolue, au moins un doute très sérieux relativement à l'exactitude de la date acceptée jusqu'ici. Jean Martin, son oncle par alliance, fut son tuteur. Il fut élevé aux frais de son oncle François de Castellane, prieur de Saint-André (1539-1566), son parrain et son oncle maternel, qui le destinait à l'étude du droit. Il embrassa le métier des armes, fut guidon de la compagnie du capitaine Furmeyer (1562), capitaine d'une compagnie de soldats protestants (1565), lieutenant de Montbrun en Gapençais (1573), chef des protestants en Dauphiné (1577), capitaine de 50 hommes d'armes (1591), conseiller d'Etat et lieutenant-général en Provence (1595), lieutenant-

général des armées du Roi (1597), lieutenant-général en Dauphiné (1598), maréchal de France (1609), duc et pair (1611), maréchal de camp général (1621), chevalier du Saint-Esprit et Connétable de France (1622), et mourut à Valence, le 2 septembre 1626. Il se maria en premières noces avec *Claudine de Bérenger*, le 11 novembre 1566 ; elle était fille d'André de Bérenger, seigneur du Gua, et de Madeleine de Bérenger-Pipet, et mourut en 1608, au château de Puymaure, près de Gap. Il épousa en deuxièmes noces, en 1617, *Marie Vignon*, fille de Pierre Vignon et de Marie Gabié ; elle était veuve d'Ennemond Matel, marchand de soie à Grenoble ; elle testa le 11 août 1655. Du premier lit Lesdiguières, eut :

XII. — 1^o Henri-Emmanuel, filleul du duc de Savoie, né en 1580, mort en 1591 ; 2^o Philippe, mort tout enfant ; 3^o Madeleine, née en 1576, morte en 1620, qui épousa en 1595, Charles de Créquy, comte de Sault, fils d'Antoine et de Chrétienne d'Aguerre, dont les enfants furent substitués au nom et aux armes de Lesdiguières ; 4. Bonne, morte jeune ; 5^o Claudine, morte jeune.

De Marie Vignon, mais avant de l'avoir épousée, il eut les deux filles adultérines suivantes, légitimées par lettres patentes d'Henri IV et de Louis XIII en 1610 et 1615 : 6^o Catherine, qui épousa le 10 février 1619, son neveu François de Créquy et mourut sans postérité en 1621 ; 7^o Françoise, née en 1604, qui épousa le 3 décembre 1623, Charles de Créquy, son beau-frère, et mourut sans postérité après 1645.

II

Branche des barons d'Oze et de Vitrolles issue de Martin de Bonne fils de François II de Bonne et de Marguerite Vieux.

VII. — MARTIN DE BONNE, coseigneur de Veynes. Il vivait en 1388, hérita de sa mère une coseigneurie à Veynes et en rendit hommage au Dauphin, le 18 mai 1405 ; il paraît encore dans une révision de feux en 1447. D'une femme dont le nom m'est inconnu, il eut :

VIII. — FRANÇOIS V DE BONNE, coseigneur de Veynes. Il vivait en 1440 et d'une femme dont le nom m'est inconnu, il eut : 1^o Raymond, qui suit ; 2^o Jean, qui eut un fils nommé Balthazard, mort sans postérité.

IX. — RAYMOND DE BONNE, coseigneur de Veynes. Il vivait en 1495 et d'une femme dont le nom m'est inconnu, il eut :

X. — BONNET DE BONNE, coseigneur de Veynes. Il vivait en 1502 et en 1545. Il épousa *Marguerite de Veynes*, fille de Guillaume de Veynes, coseigneur de Veynes, et de Claudine d'Alauson, dont il eut :

XI. — JEAN V DE BONNE, coseigneur de Veynes. Il épousa le 20 juin 1559, *Jeanne de Theys*, fille d'André de Theys ; seigneur de Clelles, et de Diane de Beaumont. Il était mort en 1590. Il laissa : 1^o Jean, qui suit ; 2^o Gaspard, seigneur de Furmeyer, coseigneur de Veynes, dit le capitaine Prabaud. Il fut un des officiers protestants qui servirent sous les ordres de Lesdiguières ; d'abord capitaine d'infanterie, puis colonel, gouverneur d'Embrun de 1586 à 1593, tué le 6 mai de cette dernière année à Saint-Colomban, en Italie,

Il épousa en premières noces *Claudine de Bérenger*, fille de Giraud de Bérenger et de Georgette de Bérenger du Gua. En secondes noces il épousa *Sybille Artaud de Montauban*, fille d'Antoine Artaud de Montauban, et en eut : 1^o Françoise, mariée en 1625, à Georges d'Abon, seigneur de Reynier, fils de Jean d'Abon et de Philippe de Faudon ; 2^o Marie-Madeleine-Clotilde, mariée en 1605, à Charles Martin de Champoléon, fils d'Aubert Martin, seigneur de Champoléon, et de Madeleine de Bérenger du Gua ; 3^o Jeanne, épouse de Jacques Baile, seigneur d'Aspremont, fils de Laurent Baile et de Françoise Sauret.

XII. — JEAN VI DE BONNE, baron d'Oze et de Vitrolles, seigneur de Remollon, gouverneur d'Exilles, de 1589 à 1593, et d'Embrun, de 1593 à 1626. Il fut un des capitaines protestants servant sous les ordres de Lesdiguières, puis devint colonel d'infanterie et épousa *Lucrèce Martin de Champoléon*, fille d'Aubert Martin, seigneur de Champoléon, et de Madeleine de Bérenger du Gua, dont il eut six filles :

XIII. — 1^o Jeanne, dame de Vitrolles, mariée en 1605, à Jacques de l'Olivier, seigneur de Réotier, gouverneur d'Embrun (1626-1635), fils de Claude de l'Olivier. Leurs enfants furent substitués au nom et aux fiefs de Jean de Bonne et leur descendance ne s'est éteinte que de nos jours ; 2^o Anne, dame d'Oze, épouse de Pierre Tholozan, anobli en 1640, fils de Pierre Tholosan, consul d'Embrun, et de Suzanne Félicité ; 3^o Marguerite, qui épousa le 17 mars 1613, Pierre de Dorgeoise, seigneur de la Thivollière, enseigne de la compagnie d'ordonnance de Lesdiguières, fils de Claude de Dorgeoise, et de Marguerite de Bressieux ; 4^o Lucrèce, qui épousa Jacques de Revillasc, seigneur d'Oriol, fils de Jean de Revillasc, coseigneur de Veynes et d'Olympe de Martinel (1628) ; 5^o Isabeau, qui épousa François de Gaillard, seigneur de Bellaffaire, fils de Jean de Gaillard et de Marguerite de Forbin ; 6^o Marguerite, qui épousa Henri de Villeneuve, seigneur de Clumane, le 31 décembre 1631 ; il était fils de Joseph de Villeneuve et de Claude de Graspe.

III.

Branche des vicomtes de Tallard, issue de Jacques de Bonne, fils de François II de Bonne et de Marguerite Vieux.

VII. — JACQUES I DE BONNE, coseigneur de Saint-Laurent-du-Cros, d'Ancelle et de Jarjays. Notaire à Saint-Etienne-d'Avançon, il rend hommage au Dauphin, le 16 mai 1405, paraît dans une révision de feux de 1427. En 1440, il rédigea un acte relatif au canal d'Avançon et était mort en 1469. Il avait épousé *Catherine Boysson*, dame en partie de Saint-Laurent-du-Cros, fille d'Antoine Boysson, secrétaire delphinal et de Catherine d'Aspres, dont il eut cinq enfants : 1^o Alexis, qui suit ; 2^o Guillaume, capitaine à Briançon, de 1454 à 1465 ; 3^o Jean, auteur des branches de Molines et de la Motte ; 4^o Arnaud, coseigneur d'Ancelle, en 1446 ; 5^o Jeanne, religieuse à la chartreuse de Berthaud, en 1453.

VIII. — ALEXIS DE BONNE, seigneur d'Auriac et la Rochette. Il hérita ces seigneuries d'Honoré de Bonne, seigneur de la Rochette en 1439, son oncle. Il rendit hommage au Dauphin, le 9 mars 1447. Il épousa *Isabeau d'Auriac*, dame d'Auriac, fille d'Eustache d'Auriac, dont il eut un fils unique.

IX. — PIERRE I DE BONNE, seigneur d'Auriac et de la Rochette. Il vivait encore en 1496 et d'une femme dont j'ignore le nom il eut quatre enfants : 1^o Honoré, qui suit ; 2^o Georges, auteur de la branche de Lazer et du Vercors ; 3^o Lantelme, prêtre, prieur de Saint-Pierre de Douzard à Vitrolles ; 4^o Balthazard, vivant en 1516.

X. — HONORÉ DE BONNE, seigneur d'Auriac, la Rochette et Montreviol, vice-châtelain du Champsaur, châtelain de Montalquier (1494-1510), capitaine des milices au château Dauphin (1512). Il testa le 8 février 1536. Il épousa en premières noccs *Alix de Pierre*, fille de François de Pierre, coseigneur de la Baume-des-Arnauds, et de N. de la Villette ; et en deuxièmes noccs le 21 février 1526, *Agnès Saignet*, fille du seigneur de Vaucluse, au Comtat-Venaissin. Du premier lit il eut : 1^o Gaspard, qui épousa *Jeanne Flotte*, fille de Jean Flotte, seigneur de la Roche-des-Arnauds, et d'Antoinette Artaud de Montauban, qui mourut sans postérité avant son père ; 2^o Marie, vivante en 1543 ; 3^o Jaqueline ou Jamonne, épouse en premières noccs de Jean de Roux, de Corps (1514), en deuxièmes, de Jean Bontoux, seigneur de la Salette, et en troisièmes, de Charles Faucher, châtelain de Lazer, fils de Charles Faucher, coseigneur du même lieu. Elle testa le 3 juin 1560 ; 4^o Louise, femme en premières noccs. de François de Beauvain, seigneur de Beauvain, et en deuxièmes, après 1543, de François de Vaujaný ; 5^o Marguerite, femme en premières noccs, d'Etienne d'Ambel, coseigneur d'Ambel, et en deuxièmes, de Georges Freysse, qui vivait encore en 1543. Du deuxième lit, Honoré de Bonne, eut : 6^o Charles, qui suit ; 7^o Pierre, chevalier de Saint-Jean de Jérusalem, vivant en 1529, et tué en Afrique, en 1552.

XI. — CHARLES DE BONNE, seigneur d'Auriac et la Rochette. Il prêta hommage au Dauphin, le 10 septembre 1541, et testa le 16 août 1592. Il avait épousé le 3 janvier 1543, *Jeanne de Varey*, fille de Jean de Varey, seigneur de Mantéyer et de Louise Flotte, dont il eut cinq enfants : 1^o Etienne, qui suit ; 2^o Gaspard, sieur de Fontclair, chanoine et archidiacre du chapitre de Gap ; il abandonna l'état ecclésiastique pour prendre les armes en faveur de la Ligue, devint capitaine d'infanterie et fut tué en 1580, à la prise de Moras, par les soldats d'Ornano, gouverneur du Dauphiné ; 3^o Louise, qui épousa le 30 décembre 1563, Benoit du Serre, seigneur du Rivail, fils de Georges du

Serre et de Bourguette de Roux ; 4^o Marguerite, qui épousa Antoine du Serre, seigneur de Saint-Léger, frère du mari de Louise, sa sœur ; elle vivait encore en 1608 ; 5^o Lucrèce, qui épousa en 1572, Gabriel Volans, seigneur d'Aubenais.

XII. — ETIENNE DE BONNE, vicomte de Tallard, seigneur d'Auriac, de la Rochette et la Bâtie-Neuve. Il acheta la terre de La Bâtie-Neuve, à l'évêque de Gap, en 1591, et la vicomté de Tallard, à Charles-Henri de Clermont, le 10 mars 1600. Il fut d'abord capitaine, puis colonel et gouverneur de Tallard (1577-1578), gouverneur de Gap, pour la Ligue (1585-1586), maréchal de camp (1620), pensionné par le roi, et il mourut en 1632. Il avait épousé *Madeleine de Rousset*, fille d'Albert de Rousset, seigneur de Prunières et de Rousset, et de Louise de Grimaldi ; il en eut cinq enfants : 1^o Alexandre, qui suit : 2^o Philippine, qui épousa en premières noces, Charles de Chypre, fils de Jacques de Chypre, gouverneur de Briqueras, et en deuxièmes, Albert de Gaillard, seigneur de Bellaffaire, fils de Jean de Gaillard et de Marguerite de Forbin ; 3^o Julie, qui épousa Claude de Gruel, seigneur de Laborel et Villebois, fils de Jacques de Gruel et de Melquionne de Gras ; 4^o Louise, qui épousa en 1622, Jean-Antoine de Tholon, seigneur de Sainte-Jalle, fils de Jacques de Tholon ; 5^o Julie, supérieure du couvent de Sainte-Claire de Sisteron (1611-1656).

XII. — ALEXANDRE DE BONNE, vicomte de Tallard, seigneur d'Auriac, de la Rochette et de la Bâtie-Neuve. Il fut colonel et lieutenant-général au gouvernement du Lyonnais (1631). Né en 1590, il mourut en 1639. Il épousa *Marie de Neuville-Villeroy*, fille de Charles de Neuville-Villeroy, secrétaire d'Etat, et de Marguerite de Mandelot, dont il eut une fille unique :

XIII. — CATHERINE, vicomtesse de Tallard, dame d'Auriac, la Rochette, la Bâtie-Neuve, qui épousa vers 1635, Roger d'Hostun, seigneur de la Baume-d'Hostun, fils de Balthazard d'Hostun et de Françoise de Tournon. Elle vivait encore en 1683.

IV

Branche des seigneurs de la Motte et d'Ambel, issue de Jean de Bonne, fils de Jacques I de Bonne et de Catherine Boysson.

VIII. — JEAN VII DE BONNE, coseigneur d'Ambel. Il vivait en 1458. D'une femme dont le nom m'est inconnu, il eut trois enfants : 1^o Pierre, qui suit ; 2^o Guillaume ; 3^o Reynaud, coseigneur d'Ambel, qui combattit à Fornoue, en 1495, et eut un fils nommé Guillaume, qui fut coseigneur d'Ambel, vécut au moins jusqu'en 1520 et mourut sans postérité.

IX. — PIERRE II DE BONNE, seigneur de la Motte-en-Champsaur. Il combattit à Fornoue, en 1495, épousa *Marie de Roux*, fille de Jean de Roux, seigneur des Préaux, et en eut deux enfants : 1^o Jean, qui suit ; 2^o Jacques, auteur de la branche de Molines.

X. — JEAN VIII DE BONNE, seigneur de la Motte-en-Champsaur. Il vivait encore en 1520, épousa *Claudie Raymond*, fille d'Antoine Raymond, coseigneur de Sigottier, et de Sébastienne de Montorcier, et eut quatre enfants : 1^o Pierre, qui suit ; 2^o Jean, prêtre, notaire delphinal, vivant encore en 1581 ; 3^o Madeleine, vivante en 1574, dans la paroisse des Infournas-en-Champsaur ; 4^o Philis, vivant en 1574, à Saint-Bonnet-en-Champsaur.

XI. — PIERRE III DE BONNE, seigneur de la Motte et de Molines-en-Champsaur. Il hérita la terre de Molines de son cousin François de Bonne, fut chevalier de Saint-Jean-de-Jérusalem et fut surnommé le capitaine Molines. Il vivait en 1565 et en 1578.

V

Branche des seigneurs de Molines issue de Jacques de Bonne, fils de Pierre II de Bonne, seigneur de la Molte, et de Marie de Roux.

X. — JACQUES II DE BONNE, seigneur de Molines en Champsaur. Il vivait en 1545 et assista cette année-là au contrat de mariage de son fils. Il eut d'une femme dont j'ignore le nom : 1^o François qui suit ; 2^o N..., épouse d'Arnoul de Laye, fils de Guigues de Laye et de Françoise Faure.

XI. — FRANÇOIS VI DE BONNE, seigneur de Molines en Champsaur. Il épousa le 10 mai 1545 *Catherine Faure*, fille de Gaspard Faure, coseigneur de Veynes, et d'Annette Martin de Champoléon. Il testa le 20 juillet 1578, léguant la terre de Molines à son cousin Pierre de Bonne (IV^e branche) et faisant des legs particuliers à ses trois filles qui étaient :

XIII. — 1^o Anne, épouse de Jacques de Vitrolles, sieur de la Ferraye, fils d'Arnaud de Vitrolles et d'Olive de Grégoire ; 2^o Marguerite, épouse de François de Roux, fils d'Antoine de Roux, seigneur des Préaux, et de Catherine du Serre ; 3^o Alix, épouse d'Antoine de Blosset, capitaine sous les ordres de Lesdiguières.

VI

Branche des seigneurs de Lazer et du Vercors, issue de Georges de Bonne, fils de Pierre I de Bonne, seigneur d'Auriac et la Rochette.

X. — GEORGES I DE BONNE. Il vivait en 1518 et testa le 18 mai 1528. Il avait épousé *Louise N...*, dont il eut quatre enfants : 1^o Balthazard, qui suit ; 2^o Catherine, épouse de Jean Léal, d'Embrun ; 3^o Jeanne, épouse de Jean Armand, vivant en 1536 et 1540 ; 4^o Barthélemy, vivant en 1560.

XI. — BALTHAZARD DE BONNE, coseigneur de Lazer. Il acquit cette terre le 3 mai 1562 de l'évêque de Gap, fut châtelain d'Upaix (1543), de Lazer (1551), et testa le 3 juin 1573. Il épousa *Dauphine Faucher*, fille de Charles Faucher, coseigneur de Lazer, et de Marguerite de Poncet, et en eut deux enfants ; 1^o Rolland, qui suit ; 2^o Madeleine, épouse de Jean Davin, châtelain d'Orpierre en 1570, fils de Fierre Davin et de dauphine Armand. Elle vivait encore en 1590.

XII. — ROLLAND DE BONNE, coseigneur de Lazer. Il fut capitaine protestant sous les ordres de Lesdiguières, et testa le 8 mai 1600. Il avait épousé *Françoise d'Agoult*, fille de Barthélemy d'Agoult, seigneur de Chanousse et de la Baume-des-Arnauds, et de Françoise de Rémusat, dont il eut sept enfants : 1^o Georges, qui suit ; 2^o Balthazard, seigneur de Rigneu. Il vivait encore en 1637, et d'une femme dont j'ignore le nom il eut un fils nommé Jean, qui fut seigneur de Rigneu comme son père, et mourut sans postérité ; 3^o Catherine ; 4^o Gaspard ; 5^o Louis ; 6^o Anne ; 7^o Marchonne ou Melquionne.

XIII. — GEORGES II DE BONNE, seigneur des Allots, coseigneur du Vercors. Il testa le 11 avril 1627. Le 28 janvier

1624 il avait épousé *Bonne de Cognoz*, dame en partie du Vercors, fille d'Henri de Cognoz et de Gabrielle de Chavannon, dont il eut trois enfants : 1^o François, qui suit ; 2^o Isabeau, vivante en 1680 ; 3^o Marianne, non mariée, dite Mademoiselle de Vercors.

XIV. — FRANÇOIS VII DE BONNE, coseigneur du Vercors. Avocat à Die, il fit en 1668 ses preuves de noblesse. Il épousa le 16 février 1673 *Marguerite Piffard des Sagnes*, fille de Pierre Piffard, ministre protestant à Saillans, et de Suzanne Tissé. Il testa le 18 septembre 1689. Il eut cinq enfants : 1^o Charles, mort avant 1682 ; 2^o Catherine, née en 1675, morte avant 1682 ; 3^o Suzanne, née en 1677, morte avant 1682 ; 4^o Clauda, née en 1678, morte avant 1682 ; 5^o François, qui suit.

XV. — FRANÇOIS VIII DE BONNE, coseigneur du Vercors. Avocat à Die, né en 1681, mort le 14 mars 1751, il épousa en 1711 *Françoise du Pillon*, dont il eut huit enfants : 1^o Charles, né le 19 septembre 1720, capitaine en 1757, mort sans alliance ; 2^o Marie-Françoise-Gasparde, née le 2 octobre 1721, morte le 13 mars 1794 ; 3^o Louise-Charlotte-Justine, née le 18 avril 1723, morte le 18 février 1730 ; 4^o Charles-Antoine, qui suit ; 5^o Marguerite-Marie Bonne, née le 19 mars 1727, morte le 8 février 1753 ; 6^o Marie-Anne-Angélique, née le 19 mars 1728, morte le 20 octobre 1771 ; 7^o Joseph, né le 6 décembre 1729, capitaine, mort sans postérité ; 8^o Honoré-Mathieu, né le 1^{er} juin 1732, capitaine, mort sans postérité ; 9^o François de Bonne eut en outre un fils naturel d'une fille de Saillans, nommée Anne Allemand ; son nom était Benoît.

XVI. — CHARLES-ANTOINE DE BONNE, coseigneur du Vercors. Naquit le 19 septembre 1724. fut officier d'infanterie, testa en 1786 et mourut à Montélimar en 1810. Il épousa en 1755 *Marie Bernard*, veuve de Jacques Vial, et en eut trois enfants : 1^o César, né en 1757, mort le 4 décembre 1760 ; 2^o Charles-Auguste-François, né vers 1760, mort célibataire en 1793 ; 3^o Barthélemy-Honoré-Scipion, qui suit :

XVII. — BARTHÉLEMY-HONORÉ-SCIPION DE BONNE, dit le marquis de Bonne-Lesdiguières, né en 1769, capitaine d'infanterie, chevalier de Saint-Louis, mort à Montélimar en 1848. Il avait épousé *Thérèse Maquet*, fille naturelle de M. Bernard de la Jonquière, qui l'adopta après son mariage et lui légua tous ses biens. Elle se remaria elle-même en 1851 avec Louis de la Bruyère, et mourut vers 1865, laissant toute sa fortune à Adrien de la Bruyère, fils d'un premier mariage de son deuxième mari, et époux de Mademoiselle de Luzy-Pélissac.

VII

Bonne-Saverdun

Cette famille est établie aux Echelles en Savoie, et si elle a un lien de parenté avec les de Bonne de Dauphiné, ce lien n'est pas connu. En voici la descendance d'après les registres de l'Etat civil des Echelles :

I. — CLAUDE BONNE, né aux Echelles, vers 1635. Il fut père du suivant.

II. — BERTRAND BONNE, marchand aux Echelles, y épousa le 27 novembre 1685 *Etiennette Farconnet*, fille d'Antoine, avocat. De ce mariage naquirent onze enfants :

- 1^o JEAN, né le 10 septembre 1687.
- 2^o BALTHAZARD, né le 1^{er} septembre 1688.
- 3^o FRANÇOISE, née le 21 avril 1689.
- 4^o MARIE, née le 17 novembre 1690.
- 5^o CÉCILE, née le 27 février 1693.
- 6^o FRANÇOIS, né le 2 mars 1694.
- 7^o JOSEPH, né le 24 mars 1695.

8° BERTRAND, né le 7 juillet 1696, qui entra dans les ordres et fut curé des Echelles.

9° FRANÇOIS, né le 23 décembre 1697, mort jeune.

10° ANTOINE, qui suit.

11° FRANÇOIS, né le 21 novembre 1702.

III. — ANTOINE BONNE dit SAVERDUN, né le 13 mars 1699. Il fut châtelain, receveur des douanes aux Echelles et épousa *Marie Belluard* dont il eut quatre fils :

1° FRANÇOIS BONNE-SAVERDUN, né le 17 novembre 1736, qui épousa en 1764 *Clauda Poncet*.

2° ANDRÉ, né le 6 octobre 1737. En 1774, il était receveur des tailles en Savoie.

3° BERTRAND, qui suit.

4° JOSEPH-JEAN, né le 7 avril 1747.

IV. — BERTRAND BONNE-SAVERDUN, dit le chevalier de Bonne-Saverdun, né le 4 septembre 1743; il entra au service du roi de France, devint officier et combattit sous Rochambeau en Amérique. Rentré en Savoie, il s'y maria, mais le nom de sa femme ne m'est pas connu. Il eut un fils dont le nom m'est également inconnu.

V. — N... DE BONNE-SAVERDUN, habitant aux Echelles.

VI. — JOSEPH-GUSTAVE-ALBÉRIC DE BONNE-SAVERDUN, dit le comte de Bonne, épousa à Chambéry le 23 juillet 1840 *Julie-Louise-Joséphine de Castagnery*, fille de Joseph-Victor et d'Adelaïde de Chevillard. Elle mourut le 5 mars 1868, laissant deux enfants :

1° N..., épouse d'Antoine-Simon Pacoret, comte de St-Bon, ministre de la marine du royaume d'Italie.

2° RAYMOND, qui suit.

VII. — RAYMOND, COMTE DE BONNE-SAVERDUN, né vers 1850, non marié.

Les Bonne-Saverdun portent les mêmes armoiries que les de Bonne dauphinois, mais remplacent la rose du milieu du chef par une tour d'argent.



LA BARBADO

Par M. l'Abbé PASCAL

(Suite)

III

La lengo marchò, la barbo règno, lou cop de Tèms

Lei Gilhardos an d'aigo, e n'a d'aigo la Sòrgo !
Ansinto courarien lei vers de ma Fatòrgo
Làrgis, gros, tourtentous, escumant tout de long,
Se disien tout cè que dissec Filopogon...
Quand s'agis d'averar dei bourssets la minòrgo,
Chascu sab que n'ei rèn de tau
Per tirar ou pu rede e virar ou pus aut
A la poua dei draïdus de la parlamenturo,
Sustout se li jounhèn un abrieu de naturo.
Mai es-ti l'interès, dou mestier la passieu,
La joio de farciar, ou pu noblo ambicieu,
Qu'eici, per aventuro,
Fan marchar la platino e trovon l'espressieu ??
Toujout es, que noste ome, adeja luen mandavo,
E sèns despliar enca lou founs de soun bibloc,
De soun banc fènt tribuno, fardiment s'azardavo
Din l'art des ouratours en richo lengo d'Oc ;
E li fasien escout les futurs barbaboçis

Que s'istavon aqui plantas coumo de tochis.
 E sèmpre lou mercier, que pu fort bagoulant,
 Din l'enverbiàgi de sa tèso
 Li foussissié de tout : Litoto e Catacrèso
 L'Epifounèmo e l'Ipoutèso ;
 E dre-que charié piéi devenir pu rounflant,
 Gounfle de pouesio e descugnènt la proso,
 Frandiavo l'Apoustrofo amai l'Ipotiposo,
 E venien l'Iperbolo emé d'Imprecacius
 Se mesclar fortament din ses Esclamacius,
 E cimounsavo enfin sa parla d'Epoupèio
 'Mé lou cop de martèu de la Prosopoupèio...

Creirieu qu'aguèssi fach braio routo ou Licèu,
 Que sa dicho souvènt l'aliscavo ou pincèu ;
 Mai, per sègre la modo, e fa mouostro de sciènci,
 De fes, avié 'n pau l'èr d'eissubliar l'elouquènci
 Que, naturellement, de restouble èro lèu.
 « Pertout, criavo, pertout, barbassugno s'atrovo,
 E boque sian eici n'en fourniren la provo.
 Qu voudrè me questioune en chauso que voudrè,
 E de me fa coupar, dengu jamai poudrè ;
 Sèmpre e toujout ouren de barbo ou de barbeno :
 Siégue ou sòu, siégue en l'èr, siégue à coueifo de feno.
 Aco dich, e bèn vist, si, que n'achatarèn
 De Barbado lou mounde, e, se n'en fretarèn.

Veguen dounc : Agacha dei jaus la sansougnoro
 Ou bèn touto outro pampagnoro
 Lei gènts lei designant nomon acò barboro ;
 Gacha : plantun, blasoun, la guerro, cènt outis ;
 Fasen encaro mieis, prenguen cè que n'a gis :
 Lei droulets soun barbèus tre que van à l'escoro
 E barbelas tant que sègon un barbicoro...
 O freirounous, tant bèn cè que parlan ounoro
 Que s'ei vist les fratrèrs, tout bèu just apendris,
 S'empatrounar : Barboun, Barbès e Barberis,
 Per l'ounour de touchar cè qu'ansint noui decoro :

Un brout qu'à peno pougne e que l'ome enflouris !
 Ah ! se la fasien crèisse e sabien la proudeure
 Aquelo noblo bauch, ou-lué de la destrure,
 Alor lei barbeiròus ourien drech ou respèc !
 Mai sabè cè que n'es... n'en soun les coutoueisaires,
 Aquelei massacrants, e se dison coueifaires !
 Mei se, dou mench, dou mench, n'avien pas tant de bec,
 Nostei grands parruquiés, toundèires e barbiaires,
 Que piéi, per s'en vantar, se fan subrefarciaires !

Auvé l'engraugnement d'un d'aquests. — Vous coupec ?
 M ana crier. — Noun, ei d'aurre : Erou just de voste iàgi
 Quand intrèrou vès eu, per croumpar un barbiàgi ;
 E flin-flou, m'espoueissant, tant fort ensablounec
 Qu'erou tout fach d'escumo, e zut ! m'abandonnec
 'Mé moun tourchoun ou couol...

Creiria que s'escusèssi

Quand dou café, tournec enfin

Moussu lou poumadin ?

— Esperàvou, meina, que ta barbo poussèssi ! —

La vaqui soun escuso...

Un autre, que fasié ?

- Su chasque mourre escupissié,
 E za ! 'mé soun mouchaire ou lou pan de sa blodo
 Les panouchavo, en criant : Ei la darriéro modo,
 E couosto que lou double !... Es-ti paia, veguen ?...

Jouves amis, mesfia-voui n'en

Dei rasaires ; qu'un flèu lei vire !

Pàrlou d'aqueles que, maugrat que vouguen pas
 Noui resougnarien tout : e lano, e barbo, e nas ;
 Per les autres, chascu soun goust, ai gaire à dire.
 E sus aco, suffit...

Avuro, mes pechots,

Reprénou l'argument :

« Avia-vous en navire,

E proun fes ouvirié que voste matelots
 Se rampèlon en barbo entourt la barbarasso
 Quand sènton que lou tèms abarbouchi menaço ;
 Din tous les arts dou mounde avèn milanto mots

Que soun embarbilhas : Parle un metalurgiste,
 Un canounier, un arbouriste,
 Un esquichaire, un archimiste,
 Ou qu que siégue pratician
 E se disènt naturaliste,

Fau que li vèngue, aqui, per esse tecnician....
 E lou pouorre dou sòu, e dou ciel la coumeto
 De pouorto-barbo soun... Lei nonei des couvènts

Ansint que la barqueto

An courdage e guimpou que s'apèlon barbeto.
 Voudria-ti qu'un tètèi, mai des inteligènts,
 Chousissè-m'un barbet, e n'en saré countènts...
 Es coumo aco ! Pertout la barbo fai soun quinge ;
 Avèn barbo de blad, barbo de capuchin,
 De chat e de reinard, de mouresco èt de chin ;
 Barbo d'ase, de suto, e de chabro e de singe,
 De sarraho, de toumo, e de flècho, e de pin,
 De plumo, de peissou, de counfituro enfin,
 E n'en passan...

Pouiè la countcurniar la 'sfèro,

E pertout, en roudant, la veiré barbifèro ;
 E noun s'encalaren sus un ècètèra,
 Que lou restant se provo embé lou *Barbara*.
 Tratessia pas tau mot, mei bèus, de barbarisme,
 Bèn que vous ague l'èr d'un vèrbe mascara,
 Es un tèrme d'Escoro, es un grand silougisme
 Que noui vai relançar e pus aut e pu larg ;
 Eici destrepassan Ambrun, Veine et Talard :
 Vouorou que ma resoun tout mescreieùt coufounde ;
 E sourtènt ardiment lou nas fouoro meisoun
 Anaren per ensèns faire lou vir dou mounde.

Enfants, arregarda les pras et lei meisous
 Que gènts amai bestiaus prouvesisson de vieures,
 Lei bèllei bladariés, les fens, e lei revieures,
 E lou gèrp qu'amoutis, cuèrbe-sòu dé gazous,
 Eh ! bèn, se sabian pas auparavant cè qu'èro ?
 Avuro, saubren qu'es la barbo de la tèrro.,

Avisa-me, put aut, la mountagnasso oustèro,
 Soun suc semblo arraï de vielhoung e de set,
 Mai la tepo enca li prouspèro;
 E lei bouosc, lei bouscas que l'aparon dou fret,
 Arrapas à ses flanc, maugrat vènts e tounerres,
 Sabè-ti cè que soun ? Soun la barbo dei serres...

Atencieu ! bèu jouvènt ; per lou plesir d'un jourt,
 Que sarié de garnir d'un cop la bouscatiéro,
 M'anessia pai, ei mounts, lour juar lou mechant tourt
 De lei desembarbiar d'uno man chaplassiéro,
 'Mé la destrau escabassiéro.

Ah ! lour fasè rascleto... Aiai ! vosto varchiéro,
 La granjo e les troupèus, lou dedinc e l'entourt,
 E lei brès per dessus, à la bada d'un gourt,
 Les anaré piéi quèrre ou founs de la rebiéro...
 Aco n'es qu'un revenge, aqueu de la serriéro !!

Avuro, pàurei gènts, netia-les, vosteï drap,
 Long de Buëch, de Durènço, e d'Egues ou dou Drac ;
 Avuro, resta-li soui lou cubèrt des clap
 Qu'Esterello a champia, la Fado aclapassiéro !

N'avè fa de talhas, es couonts em' ei recouonts,
 Avè, sènso respèt, deinuda nostos Fados
 E dansa su lour Tauro, e fa sechar lour Fouonts,
 Desteurissa lour Baumo emé milo bravados,
 E 'ncuèi per s'assoustar n'an gaire que les pouonts
 Coumo la boumianalho ! En retourt : la Pelvouse,
 Seüsino, e Chalhoro, e la fado d'Ourouso,
 E la fado dou Dufre, an peréu manda dur ;
 An pereu fa lour buas, prouvant à la Mourmouso
 Qu'èro qu'un pechot gan, e 'ncaro mau-segur,
 D'esse countrariarello à la raço Pierouso¹...
 E lou puple, em' aco creié d'esse moussur !... »

¹ La Mourmouso e la Pierouso, conte de Fées-gavotes.

Aqui 'n fernissement coumo es cop dou malur
 Bourdoueirivo soun ouditori :
 Se li pensavon plus, quasi tous, ou païs,
 S'en souvenien d'aguer ouvi pariéro istori
 Lou vèspre, de velha.

Lou mercier pas testori
 Noun laisso aqui sei gars sounjassiar atristis,
 Es que gobi e maucouor tout aco restrechis
 La man que duerbe bourso ; e lou drouguiste oussèrvo :
 « Passen, e passent vite. Ai bèn d'àutrei resous
 Per moustrar que tout a sa barbo e la counsèrvo.
 Es ansinto que l'an aguènt quatre sesous,
 Quatre barbos aurè : la vèrdo e la douraio
 Per la primo e l'estieu. emé la bigarraio
 Per l'outouno. E l'uvèrt ? l'uvèrt qu'est tout jouri,
 Sarè que pu barba, sarè barboflouri ;
 Que, tous, l'avè bèn visto, aquelo barbo cano,
 Coumbant pareilalin e la couolo e la plano,
 Tant blanchò que se vei rèn aurre de pu blanc,
 A mench qu'avisia trop, qu'ador semblo d'oucano ;
 Nostes Aup jusqu'ou cièl s'en amagon les flanc,
 E tant espesso vèn, qu'à l'endarrier, nous pouorto,
 E toumbo en pendourino, aqui, subre la pouorto...

Es-ti tout ? Pancareto, oh ! painieu noun, panca,
 N'en soubro mai que mai, e me sarieu manca,
 Se noun prenian en noto uno outro barbariasso,
 Aquelo dou Gros-tèms, tant negro e larjariasso
 Qu'escounde la roundour de tout lou fiermament.
 Alor, lou viel Saturne emé soun barbament
 S'ei destoua de sa tauno, e din la tempourasso
 Vèn agusar soun dal que n'ès que trop agus ;
 E se vei triplo barbo : uno, la nivourasso
 Fènt barris, chastèus, mounts, que clafisson l'espaco,
 E piéi, dedinc aquesto, aquelo des eilus
 Que soun remenament la trounadisso adus,
 E l'ourage es per orto, e la pòu noui desoro.
 Alor, Plutoun de fuec, Netune escumassi,

E Joùs, l'autre pogonoforo,
 Sabè-ti cè qu'an fach ? an entremesclassi
 Lour barbos, e se vei : ni mar, ni ciel, ni terro...

Urousament dessubre es enca, dieumarci,
 Un autre bèu barbu que tout n'es esclarci :
 L'èr, e lou sòu, e l'oundo, ensournis de coulèro.

Ardi ! jouvènt, bouon pèd, bouon uel, un darrié saut,
 E zou ! qu'escalabren pus aut meme qu'Oulimpe,
 Que terro manque ou noun, isso ! que s'escarlimpe,
 Tant que sian pas ou bout apereilavoundaut...

Apereilamoundaut, disè-me cè qu'existo ? »
 — Li veièn lou souréu, lou grand souréu clardiant,
 Que fai vergougno à nosto visto.
 — « Aquesto cop li sia. Coucho-eigagno Durant
 Fau lou veire, noun pas à mieijourt eibaulhant,
 Mes, ou bèn quand se coueijo, ou miéis tre que se lèvo :
 Aqueles flo de rais qu'aduson lou matin,
 Que dauron tout-d'abord dei mountagnei lou cim,
 Fieus d'or lisc e sedous, e long, e long sèns fin,
 Que fan raisso de flours mai que cè que s'en rèvo,
 E que, quand soun desplias fouoro de lour eserin,
 Soun tant dous e tant forts que tout se reviscoro,
 Que l'univers entier se sènte de gaioro,
 E la terro dou sourne, en priant Dieu, sorte e ris ;
 Alor la roso ei roujo e se fai blanc lou lis,
 Lou pieu d'erbo n'en luse e bouoto pampalhora,
 L'ouriveto es en l'èr, e l'abelho picoro,
 E se mavuron lei rasis ;
 E l'ome matinier s'eigaio din l'ouroro
 Esclatanto d'azur, pimpanto de rubis,
 E touts les uei veiènts, tarament soun ravis,
 Que tout cè qu'a 'n pau d'amo alor devèn felibre :
 Iroundello, cigalo, e pastre pouorto-cibre...
 Or, tau raionnement, soua, sutile, e tant libre,
 Que, se l'empresounan, deja lou tenèn plus ;

Aqueu dardai que fau que tout taste e n'en vibre,
 Qu'adoucis touto asprour en li flourant dessus,
 Sabè cè qu'es aco ? cè qu'es aqueu trelus ?
 Eh bèn ! ei simplement la barbo de Fébus,
 Dou Fébus-Apolon que sa primo barbeto
 Ero, per les ancians, uno Dieuvo : L'Aubeto ;
 L'Aubo qu'avié de roso e sei bras e sei des,
 E durbié l'Ouriènt, e lour fasènt babeto,
 Es omes em' ei dieus traïé flours à brasseto.
 Mai denous et brassous, aco 's court, trop espes,
 Nous autres pus estruch, avuro, s'abèn qu'es,
 De ta barbo, astre d'or, lou giscle e la pouncheto
 Que douonon la berlhaudo ; e piei, de mai, sabèn
 Qu'aquéu barbis de rais pouo jamais esse imounde,
 Bèn que fassi tout vèire, e que tout descoufounde,
 E, memament, que làissi rèn
 Sèns li fierar entourt, e sèns que noun l'inounde
 De soun esplandissènço ; e 's causo que disèn :
 Ta barbo, o Coucho-nuech, ei lou lume dou mounde !
 E vaqui per que n'en vourèn,
 Nous autres, uno briso, ou mentou, l'an que vèn...

L'an que vèn estènt luen, e la chauso pressanto,
 Lou pulèu, mes amis, sarié 'nca lour melhour ;
 Or, just, ai cè que fau, o joueinesso charmanto,
 Per que din gis de tèms toun mourre pouorti flour ».

E sèns leissa venir la counclusieu que rèsto,
 L'ouditori 'nleva per un vènt de tempèsto,
 Tempèsto d'estrambord, te li mando subran
 Milo aploudissements à s'enfouchar la man,
 Li criant à pleno gouro : Ei vous que sia lou mèstre...

E lou marchand qu'ensinto acimavo lou fèstre
 Dou bagoulage e de la poupularita,
 Pouié groupar aqui lou bout qu'avié jita,
 Mai sa tèmo lou meno.

E, zoup ! virant lou dèstre,

Tiro su la pratico e din lou sentiment,
E fai :

« Es entendu que tout a barbiment
Que la naturo vouo que quasi tout s'embarbe
D'un barbun que sié fach 'mé d'aurre que de charbe,
Qu'aquest se déu tenir que din les coueifariés
Ount vous an grapoudia 'mé de poustichariés,
Milo troumpo-couièti e cènt poutringariés.
Mes eici sian, garçous, e per coumplir ma tacho,
Dévou dire — ah ! tant-pis, se lou souréu s'en facho ! —
Voui dire, que la barbo, aquelo piéi que n'es,
Coumo ou bout de la man avèn lei verais des,
Que la barbo barbanto, es esta souque facho
Per nous autres, per l'ome... aqui la verita.
Tout lou rèsto ei semblanço, antifacho, iperbolo,
Simplo coumparesou que la lengo fignolo ;
E noste paire Adam, chéf de l'umanita,
Quand Dieu lou trameirec ou Paradis terrestre,
Ero un bèu barbaru, sèns aguer à cousta
Gis de barbier per toundre aquelo majesta ;
E la barbo fouguec cè qu'a toujout esta,
Cè que sèmpre sarè, cè qu'ei sa resou d'èstre :
Noste fier signe d'ome e de virilita...

Eici n'apuarèi pas, l'ouratour ajustavo,
Que, devè me coumprendre... e la chauso es trop gravo ;
Car, s'agis de rènn mench, que de necessita...
Fau saupre se vourèn din nosto vito umano
Esse un ome, e dei bouons, e des forts esse l'un,
Ou se vourèn restar, ni-tu, ni-vous, dengun ! »

L'enguentier, sus aco, durant uno semano
N'en tournèssi deiblutar, quand, tè ! subre sa bano
Autro idèio se rublo, e chaupiant lou Vindsor
Que proumète ou fenun tignasso semblant d'or,
Ou la plumo des couarp joucas ei bouosc d'Outano,
Revanto encaro mai soun chic Pogonoflor,
Disènt qu'èro lou noum que sa drogo pourtavo
Din lou mounde sabènt quand, d'aco se tratavo.

E lei droles paiment n'in demandavon plus :
Li bevien ses poutets, grilhant d'esse barbus...

Tout-d'uno, double sort ! quand semblo qu'acabèssi,
S'aue defouoro un brut, diria que tournoueirèssi ;
Coumo quand un fais d'aigo ei degoulòus d'un biau
Toumbo en troumbo dei brinc ahissa coumo un brau,
Ansinto aqueu boucan barrulavo en charriero,
E toujout pus empres tau qu'uno tubassiéro.
Les fenos que devien, just à l'oisso, venir
Per faire bello vènto, e les chalands servir,
T'avien garambardia, vourènt saupre cè qu'èro ;
E lou Filopogon, grand parlaire, fènt chut,
Rèsto eu meme badant, jijèu, moudourre e mut !
E quand chascun de drech, criavo : qu'es aqueu brut ?
De pu prochi s'entènde uno vouas que proufèro :
« Lou desastre de Tchousima !
E lou Japoun vincèire ! e lou Russe abima ! »

Es un pouorto-journaus qu'au pus aut de la gamo
Mountavo ansinto la reclamo,
Proufitant lou malur per vèndre soun papier,
E faire emé recèto ounour à soun mestier ;
Mai es egau, quand meme, un pau trop fort bramavo !
E la foulo seguié l'ome que declamavo,
Per ouvir, per aprendre, e saupre qu'èro aco :
Lou nouvèu Trafargar, cop d'esclat dou Togo ?
E courrien coumo ou fuec.

L'ourriblo tarrour jauno
Se pouo plus mesurar ni per pan ni per auno,
Que tout lou mounde blanc, franc, dison, des Anglès,
N'an pèu, à pleno pèu, dei jaunei Japounés.

Lou sensible ouratour, faciant taro nouvello,
Sènte bèn quaucarèn, peraco pèrde pas,
Pas trop, dou mench, la cabussello ;
Veient sa vènto à l'aigo, ou cuecho, din lou cas,
Doumaci soun long bavardàgi :
« Ah ! dissec, jour de dòu, per nostes alias !

Ieu lèvou la séanço en signe d'amistàgi
A la noblo Russio... ».

Ansint parlo, e subran,
Coumo èron touts en l'èr, per clavar su sa noto,
A grand massous prenènt sa barbasso fènt floto,
'M'un gèste grandaras, frandi de l'autro man,
Se boutec à lour crier :

« Mes omes, à deman...

Voui dirèi su Togo cè que n'en fau counclure,
Eh !... per aquélei sòus, qu'encuei devia m'adure,
Anessia pai lei beure ! ouria trop de regrès ;

Noun ei l'ouro d'esse destrùssis ;
Se dirié memament qu'arribo tout-esprès,
Per me faire resou, la desfacho dei Rùssis ! »



NOTICE BIOGRAPHIQUE

SUR

JEAN-JOSEPH SERRES

Ancien Député, ancien Sous-Préfet

(1762-1831)

Par M. l'Abbé F. ALLEMAND

BUT DE CETTE NOTICE

J.-J. Serres occupe un rang honorable parmi les hommes marquants des Hautes-Alpes, aux époques de la Révolution, de l'Empire et de la Restauration. Il fut chirurgien, botaniste, agriculteur, industriel, député, conseiller de préfecture, et sous-préfet. Son dévouement à la chose publique, sa fermeté et sa sagesse politiques, ses talents administratifs, lui acquirent un renom justement mérité. Esprit cultivé, il a laissé des discours politiques, des mémoires sur l'instruction publique et l'agriculture. Homme de bien, d'un caractère élevé, il compta parmi ses amis des personnages d'élite, tels que Villars, l'abbé Chaix, le Père Paradu Fanjas, le poète Faure, le comte de Vitrolles et autres. Serres, en un mot, fut une noble et sympathique figure.

On ne saurait dire qu'il soit un inconnu dans nos pays, car son souvenir a marqué une trop profonde empreinte. Mais, comme il est déjà loin de nous, son nom commence

à subir les atteintes du temps. Il importe donc de faire revivre cette digne physionomie, d'autant plus qu'il n'existe de Serres aucune biographie proprement dite. Michaud, dans sa *Biographie universelle*, Henrion, dans son *Annuaire biographique*, Rochas, dans sa *Biographie du Dauphiné*, Gaillaud, dans ses *Ephémérides des Hautes-Alpes*, lui ont bien consacré des articles élogieux, mais en se bornant à des résumés généraux et trop succincts.

Je viens, dans les pages qui vont suivre, tâcher de recueillir les divers éléments biographiques que les documents et la tradition ont pu nous conserver à son sujet. Heureux, si je réussis à ne pas rester trop incomplet, et à mettre assez en relief une mémoire dont le pays à bon droit s'honore.

F. A.

I

*Sa naissance ; ses études ; sa campagne des Indes ;
son mariage*

Jean-Joseph Serres naquit à la Roche-des-Arnauds, le 13 décembre 1762, du mariage de Jacques Serres et de Thérèse Ducreux. Il eut deux frères, Balthazard, capitaine, et Reymond, percepteur à la Roche, ainsi qu'une sœur, Thérèse, mariée au même lieu ¹.

Les parents étaient d'honnêtes agriculteurs qui, par leurs labeurs quotidiens et une sage économie, s'étaient acquis une modeste aisance. Ils inculquèrent à leur fils les premiers principes d'une saine éducation. Remarquant sa précoce intelligence, ils le destinèrent à faire ses études classiques et l'envoyèrent dans ce but très probablement au collège de Gap. L'enfant répondit pleinement à leur attente : il devait devenir un lettré, un savant, un administrateur.

Ses études terminées, il s'agissait pour lui de faire un choix de vie. Il se détermina pour la carrière de chirurgien-médecin. Dans cette intention, il se rendit à la Faculté de Montpellier. Il en suivit les cours, et si bien, qu'un diplôme honorable vint couronner ses studieux labeurs. Il avait alors dix-sept ans. Pour se perfectionner dans son art, il se fit admettre en qualité d'élève chirurgien à l'hôpital de Grenoble et y passa près de deux années encore.

Cependant ses études chirurgico-médicales avaient ouvert à son esprit un horizon nouveau. Comme la thérapeutique, à cette époque, puisait le plus clair de ses ressources dans la vertu des plantes, le jeune débutant se sentit attiré vers une autre branche du savoir : la botanique. Il est per-

¹ Sa maison de naissance, qui fut aussi celle où il mourut, est aujourd'hui la maison *Magnan*,

mis de croire qu'il y fut initié par Villars lui-même et par l'abbé Chaix, curé des Baux. Ce qui le prouve, c'est qu'il fut constamment l'ami des deux savants, dont l'un était son compatriote. Nul doute que l'influence de ces deux disciples de Linné n'ait contribué à l'attirer dans leur orbite. Toujours est-il que Serres devait faire de la botanique les délices de toute sa vie.

Le jeune chirurgien-botaniste allait bientôt modifier sa destinée. C'était en 1782. Pierre André de Suffren¹, bailli de l'ordre de Malte, fut envoyé avec une escadre par le duc de Castries, au cap de Bonne-Espérance, pour secourir les Hollandais. Il joignit la flotte de l'amiral d'Orves, qui mourut sur ces entrefaites, et le bailli, mis à la tête des deux escadres, fut chargé seul de l'expédition des Indes contre les Anglais. De brillants faits d'armes et des succès inespérés signalèrent la campagne. Or, le jeune Serres avait été joint au corps expéditionnaire en qualité de chirurgien. Lui-même va nous expliquer dans quelles circonstances. Il a laissé une relation de son voyage écrite au jour le jour, et voici comment il s'exprime dans ce mémoire² :

« Sans cesse en butte aux caprices bizarres d'une jeunesse présomptueuse et sans expérience, je quittai l'hôpital de Grenoble, où j'étais, depuis près de deux ans, élève de chirurgie dès ma dix-septième année, et m'engageai dans l'artillerie de marine. Je n'eus pas plutôt rejoint le régiment que j'éprouvai pour la première fois les désagréments de la servitude où je venais de me plonger par ma faute. A ces regrets venaient s'ajouter ceux d'avoir offensé mes parents et de m'être attiré leur juste colère... Je cherchai, dès ce moment, à rendre ma situation moins pénible. J'envisageai la mer comme seule capable d'opérer cette révolution avantageuse. Je sollicitai un embarquement, et il me

¹ Né à Saint-Cannat, le 13 juillet 1746, et mort à Paris, le 10 octobre 1788.

² *Relation sur l'expédition des Indes, 1782-1784*, manuscrit de 100 pages in-8°.

fut accordé peu de jours après, grâce à de fortes recommandations¹. »

Serres partit donc de Toulon. Ses occupations à bord consistaient à suivre le chirurgien-major dans ses visites et à faire le quart. Il s'en créa une autre, celle, comme je l'ai dit, de relater les principales péripéties de sa campagne. Il décrit la marche de l'expédition, les batailles gagnées², les villes, les sites, les productions, les industries, les mœurs et coutumes des pays parcourus. Sa mission ne fut pas infructueuse. Il en rapporta de riches éléments sur la faune des Indes, sans compter une foule d'observations sur l'histoire naturelle et la physique.

Ici se place un évènement qui m'a été raconté par un parent même du botaniste, M. l'abbé Serres, curé de Lettret. Le jeune naturaliste, un jour, au cours de ses expéditions scientifiques, se vit tout à coup attaqué par un serpent à sonnettes. A la vue du péril, sous le coup de l'émotion, il fut atteint d'une congestion dans l'appareil auditif. Il en résulta pour lui une certaine surdité dont il se ressentit toute sa vie.

Cependant, le 9 février 1783, était intervenu le traité de Paris, qui consacrait la perte définitive des Indes pour la France, au profit de l'Angleterre. Le bailli de Suffren, après s'être couvert de gloire, fut rappelé en France. Serres fit retour avec la flotte et débarqua, le 25 mars 1784, à Toulon.

Après son repatriement, nous le perdons de vue. Servit-il quelque temps encore dans l'artillerie de marine? Je ne saurais le dire. Mais il est certain qu'il abandonna la carrière militaire, et tout porte à croire qu'il se retira dans sa famille.

Il y était le 14 février 1789. A cette date, il épousa une jeune fille de la Roche-des-Arnauds, Mademoiselle Mar-

¹ Celles entr'autres du chevalier de Pierrevert, embarqué avec lui sur le même vaisseau.

² Dans cet écrit nous trouvons une poésie sur la bataille du Cap Finistère, sous ce titre : *Pro amore patriæ*.

guerite Brochier. Je donne en note, ci-dessous, leur acte de mariage¹.

L'épouse appartenait à une famille qualifiée de bourgeoise. Elle eut un neveu trésorier général de Gap, en 1810, et propriétaire du château de Charance, une nièce qui fut mariée à M. Bontoux, conseiller à la Cour de Grenoble, et père de M. Eugène Bontoux, fondateur de la Société de l'*Union Générale*. Par sa femme, Serres était ainsi allié à cette honorable famille et à celles des Raige et des Roubaud², de Gap.

Madame Serres était elle-même douée de grandes qualités et donna l'exemple de toutes les vertus chrétiennes. Un fait suffit à le montrer. Au témoignage de ses petits enfants, elle n'avait jamais manqué son jeûne de carême. Or le jeûne, à cette époque, se pratiquait dans toute sa rigueur, et le chemin de fer n'apportait alors à la Roche-des-Arnauds ni la marée, ni les légumes frais de la Provence³.

Les deux époux devaient avoir de leur mariage dix enfants. Ils mirent tout leur cœur à les élever selon leurs principes et leurs sentiments. Ils y réussirent. Ces enfants se montrèrent en tout à la hauteur de leurs dignes parents, et ne dévièrent jamais de la ligne d'honneur et de probité qui leur avait été tracée.

¹ « L'an 1789 et le 14 février, nous, curé de la Roche-des-Arnauds, avons béni le mariage entre Jean-Joseph Serres, fils de feu Jacques et de Thérèse Ducreux, chirurgien, d'une part, et Marguerite Brochier, fille de sieur Jean et de Rose Chaix, tous deux de cette paroisse, d'autre part, après une seule publication faite à la messe paroissiale, à cause de la dispense de deux bans concédée aux dits par M. le grand Vicaire, signée Dupuy, sans avoir découvert aucun empêchement canonique ou civil au dit mariage, qui a été célébré du consentement et en la présence de sieur Jean Brochier, père de l'épouse, et de Thérèse Ducreux, mère de l'époux, et d'Etienne Grimaud, Joseph Marcellin, Joseph Chabre, Dominique Amouriq, témoins requis et soussignés avec nous ; Reynaud, curé. »

² Le docteur Roubaud, dont le souvenir comme homme de bien est encore si vivant à Gap, avait épousé une sœur de M. Eugène Bontoux.

³ Lettre de Mademoiselle J. Serres, en date du 13 avril 1906.

II

*Ses débuts politiques; son rôle à la Convention nationale
et au Conseil des Cinq-Cents*

Depuis plusieurs années, nos pays, comme toute la France, étaient travaillés par une sourde agitation. Partout fermentaient dans les esprits des idées de réforme et dans les cœurs des mouvements de révolte. Le peuple aspirait à secouer son joug. Il s'insurgeait surtout contre les droits féodaux et en réclamait l'abolition. On ne se doutait point alors que c'était là les grondements précurseurs du grand volcan qui devait secouer de fond en comble le vieil édifice social et l'engloutir enfin sous ses laves.

Serres adhéra de bonne foi aux idées nouvelles. Il se déclara libéral, républicain même. Mais toujours aussi il se montra l'adversaire résolu des opinions extrêmes. Si, partageant des illusions généreuses, il s'affirmait réformateur, ce fut toujours en sage et jamais en démagogue. Et c'est ce qu'il y avait tout d'abord à constater.

La Révolution vint et le trouva dans ces dispositions. En 1789, il fut nommé capitaine au 2^e bataillon des volontaires des Hautes-Alpes. C'est en cette qualité qu'il adressa, le 5 août 1790, à ses concitoyens une déclaration politique où il préconisait les idées d'émancipation et de liberté. Le 16 octobre suivant, il prononça un discours conçu dans le même esprit à l'assemblée électorale du district de Gap. En 1791, ayant été nommé administrateur des Hautes-Alpes, il publiait un écrit de 19 pages in-4^o, où il donnait des avis aux électeurs, ses concitoyens. En 1792, 16 mai, il prononçait un grand discours dans une séance des *Amis de la Constitution du Buis* et, quelque temps après, il en adressait un autre à l'assemblée des électeurs des Hautes-Alpes.

Serres, on le voit, travaillait la matière électorale. Il était jeune, ardent, sympathique.

Ses efforts furent couronnés de succès. S'étant présenté, la même année, comme candidat à la Convention nationale, il fut élu avec Marcellin, Baréty, Borel, Isoard et Caseneuve. Le 20 septembre, il adressait à ses électeurs une lettre où il les remerciait chaleureusement de leurs suffrages.

La Convention nationale s'ouvrit sous les plus fâcheux auspices. Elle comprenait 749 représentants, repartis en trois groupes : la *Montagne*, ou la gauche ; la *Plaine*, ou le centre ; la *Gironde* ou la droite. Serres, siégea dans ce dernier et y déploya autant d'activité que de courage.

C'était l'heure des grands crimes. Dès le 21 septembre, l'assemblée abolit la royauté et bientôt mit le roi lui-même en accusation. La Montagne intriguait pour le faire condamner à mort. La Gironde, par contre, voulait le sauver, mais en prenant des moyens dangereux, c'est-à-dire en faisant des concessions à la Révolution. Serres, il faut bien l'avouer, partagea ces illusions. Dès le 28 novembre, il se fit remarquer en combattant la théorie d'après laquelle la personne du roi était regardée comme inviolable, et demandait qu'il fut jugé en vertu des lois communes. Il publiait en même temps un écrit où il se demandait quel était le moindre mal, la mort ou l'existence du roi, et il concluait en faveur du dernier cas.

Arriva le 15 janvier 1793. Serres, d'après le *Moniteur*. émit ainsi son vôte : « Et moi aussi j'aime ma patrie, et moi aussi je hais les tyrans, et moi aussi j'ai ma conscience. Ma patrie, mon amour pour la liberté et ma conscience me dictent la peine de la détention pendant la guerre et le bannissement à la paix. » La majorité fut pour la mort. Le président Vergnault demanda le sursis, puis l'appel au peuple. Serres, vota l'un et l'autre. Ce fut en vain. La majorité devait l'emporter encore, et Louis XVI, le 21 janvier, monta sur l'échaffaud. Serres éprouva toute l'horreur d'un tel forfait qu'il n'avait pas dépendu de lui d'éviter. Hâtons-nous d'ajouter pour l'honneur des Hautes-

Alpes, qu'aucun de ses représentants n'avait voté la mort du roi.

Cependant la Montagne commençait à menacer la Gironde. Serres ne se laissa pas effrayer. Le 5 avril suivant, il attaqua violemment Marat, « s'étonnant, disait-il, que cet être fut encore au sein de la convention nationale » et provoqua ainsi sa mise en accusation. Deux jours après, il s'en prenait au duc d'Orléans. Ce dernier demandait, en sa qualité de député, à n'être point compris dans la loi d'exclusion des Bourbons votée la veille. Serres, dans un vigoureux discours, lui reprocha la lâcheté de renier son origine et fit passer à l'ordre du jour sur ces indignes prétentions.

D'un autre côté, il publia contre le parti au pouvoir un écrit portant ce titre : *Quelques vérités à la Convention nationale sur les prétendues bases constitutionnelles*. Ensuite, après le 31 mai où l'insurrection victorieuse fit arrêter les Girondins sur leurs sièges, il signa la protestation du 6 juin contre la Montagne. Il écrivait en même temps aux administrateurs des Hautes-Alpes contre la commune de Paris qu'il accusait de préparer de nouveaux massacres, et il les engageait fortement à la résistance.

Tant de hardiesse lui attira des menaces, des persécutions. Enfin, le 2 juillet, il fut arrêté et incarcéré avec les autres Girondins. Robespierre fit condamner à mort les chefs du parti, et ils devaient être exécutés le lendemain. Une nouvelle hécatombe des prisonniers pouvait être décrétée à tout instant. Ce fut une nuit horrible pour les uns et pour les autres. Ils se livraient à tous les transports de l'exaspération et du désespoir, chantant, s'étourdissant dans une suprême orgie. Au milieu de ces accès de délire, en face la mort, Serres, s'asseyant sur son lit, entonne d'une voix puissante et calme le *Credo in unum Deum*. Et l'un des prisonniers de se tourner vers lui en disant : « Tu es heureux, jeune homme ¹. »

Cependant Robespierre, à son tour, payait de sa tête le

¹ J'ai entendu plusieurs fois, dans mon enfance, Faure du Serre raconter ce trait.

supplice de tant de victimes. C'était le 9 thermidor. Les prisons s'ouvrirent et Serres recouvra la liberté.

A la Convention, qui succomba sous le poids de ses crimes autant que de son impuissance, succéda le Directoire (26 octobre 1795), avec un Conseil des Anciens et un Conseil des Cinq-Cents. Serres, fut élu membre de ce dernier. Assagi par les excès révolutionnaires, il était entièrement revenu aux idées d'ordre, de sagesse et de modération qui devaient le caractériser pendant le reste de sa vie.

Aussi, sans se laisser effrayer par la journée du 18 fructidor où furent arrêtés les principaux membres royalistes des deux assemblées, il s'opposa, en 1797, au projet de déportation et de spoliation des nobles présenté par Boulay, de la Meurthe. Deux jours après, il soutint avec la dernière énergie la même opinion, malgré les interruptions de Chénier et les fureurs des Jacobins qui menaçaient de le déporter lui-même. Il devait s'opposer aussi dans l'intérêt de la sécurité publique et de l'inviolabilité de la magistrature, au projet de Grandpré qui tendait à investir le Directoire du pouvoir de destituer à son gré les accusateurs publics ; il voulait que ce fut la loi qui fixât la durée des fonctions de ces magistrats¹.

Serres sortit du Directoire en mai 1798, d'après Rochas, ou seulement le 18 brumaire, si on s'en réfère à une note manuscrite de son fils, M. Aimé Serres.

C'est ici le lieu de dire que le représentant des Hautes-Alpes, pendant son séjour à Paris, vécut dans une constante intimité avec le Père Para du Fanjas, son compatriote². On sait, en effet, que le courageux député venait assidûment chercher auprès du prêtre et du philosophe les fortes pensées, les conseils salutaires, au milieu des événements tragiques dans lesquels il était appelé à jouer un rôle si direct. Et, quand Para mourut en 1797, Serres fut à ses côtés pour remplacer la famille absente et lui fermer les yeux.

¹ Voir aux *Pièces accessoires*.

² Voir ma *Notice biographique sur Para du Fanjas*, dans le *Bulletin de la Société d'Études*, 1905, II.

III

Sa retraite à la Roche-des-Arnauds; ses derniers rapports avec Chaix et Villars; sa vie industrielle et agricole.

Sorti du Directoire, Serres fut rendu à la vie privée. Il se retira bien vite sur son domaine patrimonial de la Roche-des-Arnauds. Il y retrouvait le bonheur de la vie champêtre au milieu des siens, après les agitations, les luttes, les frénésies politiques d'une époque si étrangement troublée. C'était le repos après une tempête sans égale. Il put dire avec le poète : « J'ai trouvé le port ; espérance et fortune, adieu : vous m'avez assez joué, jouez maintenant les autres :⁴ »

Il semble revenir à point pour renouer ses relations avec son ami et confrère en botanique, l'abbé Chaix, et lui rendre les derniers devoirs. Né en 1730, à la ferme de Bertaud, l'ancienne Chartreuse, Chaix avait grandi dans ces âpres solitudes. Devenu prêtre, il fut vicaire de Gap pendant quatre ans, puis curé des Baux et enfin de la Roche-des-Arnauds. Il n'eut toujours au cœur que deux passions, son ministère et la botanique, et Serres était bien fait pour les comprendre. Chaix, un jour, fut frappé d'apoplexie ; son ami, médecin, fut là pour le réconforter et lui administrer ses soins. Dix mois après, survint une nouvelle attaque qui fut mortelle. Serres, par une lettre du 7 thermidor an VII (22 juillet 1799), annonce la fatale nouvelle à Villars, leur ami commun, en ces termes :

⁴ Investi portum ; spes et fortuna, valete :
Sat me lusistis, ludite nunc et alios.

VIRGILE.

« Vous n'apprendrez pas sans chagrin le fâcheux événement qui nous prive pour toujours du meilleur des amis. Le citoyen Chaix, ce vénérable vieillard, éprouva le 5 du présent mois une attaque d'apoplexie en disant la messe. Il expira la nuit suivante à 2 heures du matin, emportant les regrets de sa famille et généralement de tous les citoyens de la commune. Aucun symptôme n'a précédé cet accident, en sorte que rien n'a pu faire soupçonner sa fin prochaine. La veille, il se portait mieux qu'à l'ordinaire, au point qu'il écrivit pour vous une partie de la journée et le catalogue de ses livres pour vous l'envoyer¹ ».

Villars ajoute : « Je reçus, en effet, peu de jours après, ce catalogue par les attentions bienveillantes du citoyen Serres. Chaix, avait en moi une entière confiance ; elle était réciproque. Le citoyen Serres, digne à tous égards de la partager, ne contribua pas peu à l'entretenir. Le caractère bien connu de ce dernier, sa conduite courageuse pendant sept ans au corps législatif, son généreux dévouement suivi de persécutions et d'incarcération après le 31 mai, me dispensent d'entrer dans d'autres détails pour faire connaître un ami qui s'offenserait des éloges les mieux mérités² ».

C'est là un beau témoignage rendu par Villars, à son noble et modeste compatriote ; il fait le plus grand honneur à l'un et à l'autre.

Cependant l'ancien député ne demeurait point oisif dans sa retraite. Il consacrait les premiers de ses soins à sa famille. Secondé par sa vertueuse épouse, il s'attachait à inculquer à ses enfants, dont le nombre allait augmentant, les principes d'honneur et de bien dont ils ne devaient jamais se départir. Son foyer avait un caractère patriarcal ; il était l'asile du bonheur, fruit de la religion et de la vertu.

Après ses devoirs familiaux, il employait ses talents aux œuvres industrielles et agricoles. Le préfet Ladoucette,

¹ *Bulletin de la Société d'Études*, 1884 : Notice biographique sur D. Chaix, par Villars, publié par M. l'abbé Guillaume.

² *Ibidem*.

ayant fondé en 1804 la *Société d'Emulation*, Serres en fut un membre des plus en vue et y produisit des travaux importants. C'est ainsi qu'en 1805, il avait composé un *Mémoire sur la suppression des jachères et le meilleur mode d'assolement à introduire dans les Hautes-Alpes*. Ce mémoire, offert à la Société, fut couronnée par elle et reproduit dans le *Journal d'Agriculture* (10^e année). Dans cette œuvre, l'auteur donne aux agriculteurs alpins de précieux avis. Il y préconise surtout la culture intensive. Il eut ainsi le rare mérite d'être le promoteur d'un si utile procédé, bien avant que les découvertes de la science en eussent suggéré l'emploi.

En 1807, dans une lettre parue dans le même journal, il signale à la Société un engrais chimique dont il avait fait, disait-il, une expérience concluante. C'était un engrais tiré du sel marin, modifié et combiné à de l'argile sablonneuse, d'après des procédés dont l'inventeur, H. Gay, de Marseille, s'était réservé le secret ¹.

En 1813, il offrait encore à la Société une machine hydraulique de son invention et à laquelle il avait donné le nom d'*Hydro-Serres*. Il s'agissait d'une sorte de pompe destinée à élever l'eau au-dessus de son niveau pour l'arrosage. Un rapport signé par Farnaud, Faure, Gautier et Allier approuve avec éloges l'invention et accorde à son auteur une récompense de 100 fr. Ce rapport, après une minutieuse description de l'appareil, ajoute : « Il pouvait élever à 50 pieds une colonne d'eau de 4 pouces cubes, laquelle, réduite de moitié par l'intermittence de pression, donnait un courant non interrompu d'au moins 2 pouces cubes, ce qui suffisait, selon nous, à l'irrigation d'un verger de deux arpents métriques. »

Dans ce même temps, Serres avait établi à la Roche-

¹ Cette même année, Ladoucette voulant créer un *Muséum* central à Gap, Serres donna pour cet établissement en formation 30 échantillons de chaux, d'argiles, de fer sulfuré, etc. et vendit, au prix de 300 francs, un herbier composé en majeure partie de plantes des Alpes. (Nicollet : *Museum central de Gap*. — *Bulletin de la Société d'Etudes*, III, 1893).

des-Arnauds une fonderie, une faïencerie et même, dit-on, une cotonnerie. Ces industries devaient, dans la pensée de leur auteur, se propager dans le pays et contribuer au bien public. Il n'en fut rien toutefois. Elles demeurèrent le monopole exclusif de leur introducteur et lui survécurent à peine. Elles étaient installées à la *Tuilerie*, aujourd'hui maison *Rostaing*.

En 1806, le *Journal d'Agriculture*, constate que Serres, continuait avec succès « ses belles plantations. » C'est à cette époque, en effet, qu'il créa ces vergers et ces jardins qui furent alors admirés et le sont même encore. Faure du Serre, dans la *Tallardiade*, racontant le voyage du Char treux à Durbon, célèbre ces vergers et consacre en passant un bel hommage à leur auteur :

« On se remet en marche, on descend, on s'approche,
 Au bord du petit Buëch, des vergers de la Roche.
 Ces vergers qu'a créés un seul homme de bien.
 Que dit-on à de Vars de ce seul homme ? Rien.
 Notre pays pourtant doit bénir sa mémoire.
 O Serres, noble ami, pour moi je m'en fais gloire ;
 Mes paroles, surtout depuis que tu n'es plus,
 N'ont cessé de louer ton nom et tes vertus. »

(*Tallardiade, chant septième*).

Serres non seulement pratiquait les plantations pour son compte, mais encore il les recommandait à ses compatriotes : « Plantez, leur disait-il, à la naissance et le long de vos torrents ; plantez sur vos montagnes ; plantez dans vos terrains vagues ; plantez au bord des grandes routes et des chemins vicinaux ; plantez partout où il vous sera possible. Mais jamais ne cessez de vous persuader que vous ne sauriez rien faire de plus utile ¹. »

C'est ainsi que par son exemple non moins que par ses conseils cet homme d'intelligence et de cœur imprimait autour de lui un salubre essor aux œuvres agricoles. Il stimulait ses concitoyens à renoncer à leurs vieilles routines

¹ *Mémoire sur les jachères.*

pour adopter des procédés plus conformes aux données de la science. Il leur signalait les améliorations utiles et les portait surtout à établir des canaux d'arrosage et des voies de communication. Il était ainsi, en matière agricole, l'oracle de la région.

Homme de bien, Serres se montrait tout dévoué aux excellents habitants de sa commune. Il prévenait leurs besoins, dirigeait leurs affaires, réglait leurs différends, et surtout les détournait des procès. Heureux et fiers de le posséder, ceux-ci lui témoignaient autant de respect que d'attachement.

Mais son existence devait entrer dans une phase nouvelle. Sans trop s'éloigner de son village, sans rompre tout à fait avec son apostolat champêtre, Serres allait s'engager dans la carrière administrative.

V

Il devient Conseiller de Préfecture, puis Sous-Préfet de Gap ; son rôle pendant les Cent-Jours

Les Hautes-Alpes eurent pour premier préfet, Bonnaire, remplacé bientôt par le baron de Ladoucette. Ce dernier fut, au rapport de Farnaud¹, ainsi jugé par Napoléon lui-même : « Un homme aimant à faire de l'extraordinaire, à sortir des voies battues, hazardant tout pour faire sa volonté,... dont l'administration fut le merveilleux et l'utile. » Doué d'une imagination ardente et d'une volonté ferme. épris de gloire, attaché de toutes ces fibres à notre pays, il

¹ *Bulletin de la Société d'Etudes*, 1903 : *Le passage de Napoléon dans les Alpes*, d'après Farnaud, par M. P. Lemaitre.

exécuta pour son bien de grandes et belles choses¹. Il est de nos préfets celui dont le souvenir est resté le plus populaire, et le département lui a érigé une statue.

Serres vivait à ses côtés ; il avait un esprit fécond, inventif ; un cœur loyal, passionné pour le bien public. Ces deux hommes ne pouvaient manquer de converger l'un vers l'autre. Et c'est ce qu'ils firent.

Serres devint l'ami de Ladoucette. Puis il fut nommé vers 1807, conseiller de préfecture². Il se trouva dès lors mêlé dans toutes les entreprises qui donnèrent au pays une face nouvelle : encouragements aux lettres, à l'agriculture, à l'industrie ; plantations d'arbres le long des routes, ponts, digues, canaux d'arrosage. Il n'est qu'équitable de reporter au conseiller du préfet une part des mérites dont l'honneur est resté jusqu'ici tout entier concentré sur le nom de ce dernier.

En 1809, le baron Défermon remplaça Ladoucette. « C'était, disait Napoléon à Farnaud, un vrai patriarche, peu brillant dans ses discours, mais ayant beaucoup de bon sens, tout entier à ses devoirs avec des qualités parfaites. »

Ce haut témoignage nous révèle l'homme de bien par excellence qu'était Défermon. Serres ne pouvait, sous un tel chef, manquer d'être en faveur. Il fut nommé, le 24 mai 1813, sous-préfet de Gap et il l'était encore en 1815. On sait, en effet, qu'il y avait alors des sous-préfets dans tous les arrondissements, même dans ceux des chefs-lieux, comme Gap.

C'est aussi sous Défermon que Faure, notaire à Orcières,

¹ « Nous lui devons ces charmantes allées
Dont les rameaux ombragent nos vallées ;
Nous lui devons des ponts et des chemins,
Des prés nouveaux, des canaux d'arrosage ;
De nos torrents il contient le ravage
Il sut en tout pourvoir à nos besoins.

(FAURE DU SERRE : *Tallardiade. Dédicace*)

² Selon M. Gaillaud, dans ses *Ephémérides*, c'est en 1804, qu'il aurait été nommé conseiller de préfecture, mais, d'après le *Journal d'Agriculture*, il était encore à la Roche, en 1806.

fut nommé chef de bureau d'administration générale. Serres se lia d'amitié avec le nouveau venu, et cette union faite de similitude d'opinions et d'estime réciproque ne devait plus se rompre.

Après Défermon, vint Chazal, qui ne fit que passer; puis, en 1814, Harmand d'Abancourt, précédemment auditeur au Conseil d'Etat et plus tard pair de France. Celui-ci, dès son arrivée, noua d'étroites relations avec ses deux subalternes, Serres et Faure. Chose digne de remarque, ces trois serviteurs de l'empire étaient des royalistes dans l'âme. Pourquoi? « La politique, a dit quelque part Lamartine, est dans le sang. » D'ailleurs, si tous les trois avaient applaudi le soldat de génie dont l'épée avait abattu les factions jacobines, ils le détestaient maintenant, en le voyant, au lieu de fermer les blessures faites à la patrie, les rendre plus béantes par des guerres, glorieuses sans doute, mais trop longues et trop meurtrières. Et leurs vœux étaient acquis au retour des Bourbons.

Ils se réalisèrent. Napoléon tomba et Louis XVIII monta sur le trône. Serres, pour sa part, en rendit grâces au Tout-Puissant et s'associa pleinement à l'allégresse universelle. Il conserva ses fonctions de sous-préfet de Gap, et Harmand d'Abancourt lui-même ne fut pas déplacé. Tout allait pour le mieux; l'avenir s'annonçait plein de promesses.

Mais, l'année suivante 1815, il en fut tout autrement. Serres se trouvait à l'extrémité de son arrondissement, quand, le samedi 4 mars, éclata comme un coup de foudre la nouvelle que l'Empereur revenait de l'Ile-d'Elbe et marchait sur Gap. La ville parut attérée. Or, dans ces graves conjonctures, Serres fut avec Faure le conseil et le bras du préfet. Il eut part dans toutes les mesures alors concertées en vue d'organiser une résistance qui, si elle se fut produite, aurait changé, peut-être, la face des événements. Mais toutes tentatives demeurèrent vaines. Le lendemain à 5 heures du soir, l'Empereur entra dans Gap, au milieu des vivats d'une population qui, la veille, s'était montrée si stupéfaite.

Il partait le lendemain, lundi, après avoir nommé préfet le secrétaire général Farnaud. Celui-ci, prévoyant les peines qu'il aurait à se faire accepter, réunit à l'Hôtel-de-Ville le sous-préfet de Gap, les conseillers de préfecture, le maire et autres notables. Comme il venait de prendre la parole pour se concilier leur faveur, Serres tout à coup l'interrompt : « Monsieur, dit-il, je sais où vous voulez en venir. Il s'agit de votre autorité nouvelle. Comme sous-préfet, je refuse de la reconnaître. Je m'opposerai de toutes mes forces à ce que vous exerciez aucun acte administratif, et je livrerai aux flammes toutes vos proclamations, si elles me parviennent. Sachez, au reste, que je vais de ce pas chercher le vrai préfet et le ramener avec moi. »

Serres sortit et l'assemblée se sépara. Il était allé, en effet, vers Harmand d'Abancourt, qui, s'étant enfui sur la route de Grenoble, s'était jeté dans le Dévoluy. Il le ramena le jeudi matin. D'Abancourt convoqua de suite les autorités de la ville, et Farnaud comparut. Celui-ci rétracta ce qu'il appelait son erreur d'un moment et jura fidélité au roi. Il remit au préfet le décret de sa nomination, ainsi que les lettres et proclamations de l'Empereur, et du tout on fit un autodafé solennel¹.

Cependant le général Chabert, le 23 mars, s'emparait de Gap au nom de l'Empereur, et le secrétaire général, faisant revivre ses titres brûlés, était installé avec pompe en qualité de préfet. Ce ne fut pas pour longtemps. Quelques jours après, un décret, signé par l'Empereur, à Lyon, nomma Pétiet, préfet des Hautes-Alpes, et Farnaud se trouva ainsi évincé². Harmand d'Abancourt lui-même se retirait à Aix-en-Provence. La cause du roi était d'ailleurs vaincue.

Serres, dès lors, fut traqué comme un malfaiteur. On l'arrêta les premiers jours d'avril, sans à le remettre bientôt en liberté. Mais, sur d'incessantes dénonciations, Pétiet, fit

¹ E. Gaillaud : *Ephémérides*. — Faure du Serre : *Ma vie politique*.

² Redevenu royaliste, Farnaud fut nommé de nouveau secrétaire général en 1818.

lancer contre lui et contre Faure des mandats d'amener. Tous deux esquivèrent le coup, l'un en se cachant dans les montagnes d'Orcières, l'autre dans celles de la Roche-des-Arnauds.

En ce qui concerne Serres, voici quelques traits de cette persécution. Un matin, avisé que les gendarmes étaient là, il eut le temps à peine de se vêtir à demi, de s'élancer dans un bosquet et, de là, gagner le hameau des Roux où il se réfugia chez sa sœur. Un jour, il se blottit sous un paquet de linge que les agents vinrent heurter de leur sabre sans découvrir l'homme. Une autre fois, il se dissimula sous des fagots ; il entendit du bruit et se crut perdu. C'était une chèvre qui était venu brouter au bois.

Cependant, vers la fin de juin, il fut pris avec son ami Albertin, de la Roche-des-Arnauds, percepteur, et enfermé dans la forteresse de Mont-Dauphin. Il paraît que ses jours furent en danger et que dans sa prison on lui mesurait même l'espace de ses promenades¹. Il s'est lui-même expliqué sur cet événement dans une lettre qu'il écrit sous la date du 18 juillet, au baron de Vitrolles :

« Monsieur le baron et très cher ami,

« Je suis arrivé cette nuit de Mont-Dauphin, où j'ai été détenu 11 jours, avec mon ami Albertin. Vous avez su peut-être par quelle fatalité le sort a voulu que je fusse arrêté par des mauvais garnements de votre commune et ensuite traduit militairement, et non sans danger pour ma vie, dans la susdite forteresse.

« La Providence a visiblement protégé mes jours. Elle a voulu que je fusse témoin de l'allégresse publique qu'ont répandue dans nos montagnes les nouvelles des heureux événements qui viennent de nous rendre notre monarque chéri. Quoiqu'il fut 11 heures du soir, je suis entré dans

¹ Comme il s'en était plaint au colonel, celui-ci répondit qu'il voudrait lui donner tout l'espace en dehors de la prison, c'est-à-dire la liberté, et qu'il espère en avoir bientôt l'ordre, ce qui arriva.

Gap aux acclamations de toute une population ivre de joie et de bonheur.

« A mon réveil, j'ai appris l'agréable nouvelle de votre promotion à la dignité de ministre d'Etat. Comme vous ne doutez pas du plaisir qu'elle m'a fait éprouver, je me borne à vous prier d'agréer mes sincères félicitations.

« Je vous prie aussi de faire agréer à M^{me} de Vitrolles, l'hommage de mon respectueux attachement, et de croire l'un et l'autre au dévouement sans bornes, Monsieur le baron et très cher ami, de votre très humble et obéissant serviteur. — J. SERRES¹. »

VI

Il devient sous-préfet d'Embrun; son administration

Après la défaite de Vateloo, Napoléon, de retour à Paris, fut renversé par les Chambres, et Louis XVIII ressaisit le pouvoir.

Ce fut, dans ces conjonctures, un grand remuement dans la préfecture des Hautes-Alpes. Pétiet partit et Harmand d'Abancourt redevint préfet de droit. Enfin, le 30 juillet, arriva le vicomte de Nugent qui remplaça ce dernier. Quant à Serres, il restait sous-préfet de Gap et, de plus, avait été nommé administrateur du département par le comte de Polignac, commissaire du roi.

Tout de suite, un différend s'éleva. Serres avait touché

¹ Eugène-François-Auguste d'Arnaud, baron de Vitrolles, né en 1774, travailla pour ramener les Bourbons, fut admis auprès du Czar Alexandre, puis reçu par le comte d'Artois et chargé de missions importantes; il fut nommé ministre d'Etat, ambassadeur à Florence, pair de France, envoyé par Charles X pour arrêter l'émeute en 1830, mourut à Paris, en 1854, à l'âge de 80 ans. (*Arch. des Htes-Alpes*).

les fonds cumulatifs afférents au service de la préfecture du 18 au 30 juillet, jour de l'entrée en fonctions du nouveau préfet. Jaubert de Beaujeu, ex-conseiller de préfecture, en réclama la réversion. Serres refusa de l'effectuer, alléguant que ces fonds revenaient à l'ancien préfet. L'année suivante, 1816, le conflit persistait. Serres, par une requête du 22 décembre, en saisit le ministre de l'intérieur, mais la décision de celui-ci n'est pas connue¹.

Serres, tant en qualité d'administrateur des Hautes-Alpes que comme sous-préfet de Gap, avait eu à faire reconnaître dans son ressort l'autorité du roi et à réduire l'opposition. Il avait ouvert dans ce but avec les maires des communes une correspondance confidentielle, qui révèle de curieux détails sur l'état politique du Gapençais à cette époque. Par sa sage énergie il sut ramener les esprits à la concorde².

A. Rochas, dans sa *Biographie du Dauphiné*, dit que Serres avait été sous-préfet d'Alais. Malgré de minutieuses recherches, je n'ai pu trouver trace de ce fait. Quoiqu'il en soit, il fut nommé sous-préfet d'Embrun, en janvier 1816. Il remplaçait Viguiier-Châtillon, qui avait lui-même succédé à Nicolas Meissas, ancien membre du conseil des Cinq-Cents.

Le renom qu'il s'était acquis comme administrateur le suivit dans son nouvel emploi. En 1816, en présence de la disette qui sévissait, le curé de Bézons avait proposé au préfet un système de panification de la pomme de terre et une machine pour exécuter l'opération. Le vicomte de Nugent, sur l'avis de Faure, secrétaire général, confia l'examen du projet à Serres qui conclut à son adoption, et la machine fut achetée au prix de 60 francs³.

En ce même temps, un différend s'était élevé entre le maire d'Embrun et le directeur du Petit-Séminaire. Il avait trait aux réparations à faire à un escalier commun entre cet établissement et le tribunal, formés l'un et l'autre de l'ancien archevêché. L'évêque de Digne se plaignait sur-

¹ *Archives des Hautes-Alpes.*

² *Ibidem.*

³ *Ibidem.*

tout du procédé inconvenant du maire qui, s'étant fait accompagner d'un gendarme devant la porte du Séminaire, avait fait appeler là le directeur pour lui exposer ses griefs. Le préfet soumit l'affaire au sous-préfet. Celui-ci fit comparaître les contendants, mit sous leurs yeux leurs exagérations respectives et leur proposa une base d'entente qu'ils s'empressèrent d'accepter ¹.

Le nouveau sous-préfet s'occupa sans tarder des intérêts de ses administrés. C'est ainsi qu'en 1817, il fit exécuter des réparations importantes à la maison centrale, qu'il commença la construction du pont de la Clapière, qu'il mit en avant un projet relatif au collège et qui n'est pas autrement désigné. Il avait recommandé cette affaire au préfet. Celui-ci fit répondre par Faure qu'elle relevait en premier lieu du recteur d'Académie, qui en avait été préalablement saisi ².

Faure était ainsi devenu l'intermédiaire habituel entre la préfecture et Serres. Or, la correspondance des deux amis prenait toujours un caractère intime ³.

En 1817, la disette empirait ; le blé valait 73 francs la charge. Le gouvernement avait accordé 9.000 francs au sous-préfet d'Embrun, pour acheter des grains et approvisionner les marchés. Un négociant, nommé par une commission, était allé acheter 80 charges de blé à Marseille. La marchandise parvint à Embrun en mauvais état. De là conflit. Par lettre du 26 avril, Faure engage Serres à ne pas écouter ceux qui le poussent à créer une grosse affaire avec des riens et lui conseille de procéder avec plus de modération ; puis il lui donne ses avis pour une vente lucrative de ses grains ⁴.

D'autres fois, leurs lettres tournaient à la politique. La même année, lors de la discussion de la loi électorale, Serres avait écrit qu'il ne faudrait ni élections ni chambre représentative. Faure répond le 26 janvier, que leurs prin-

¹ *Archives des Hautes-Alpes.*

² *Ibidem.*

³ *Ibidem.*

⁴ *Ibidem.*

cipes sont conformes, mais qu'il l'engage à garder secrète son idée, que si on s'est chamaillé sur cette loi, c'est que les partis opposés avaient choisi ce terrain pour mesurer leurs forces, que là gisait tout le secret de l'énigme. Le 24 février, Faure l'assure encore que leurs opininions ne diffèrent pas, mais que certains hommes n'ont pas changé et ne sont pas dignes de la confiance du roi. Quels étaient ces hommes ? C'est resté secret entre eux¹.

Puis, ils se confiaient leurs affaires personnelles. Le 16 avril 1817, Faure annonce que les secrétaires généraux viennent d'être supprimés et ajoute : « Me voilà aussi heureux que Diogène et gros Jean comme devant ». Serres aussitôt le console, le conseille. Faure, le 22 avril, le remercie, dit que sa manière de voir est conforme à la sienne, qu'il n'a jamais songé à rompre en visière avec l'administration, qu'il n'est pas humilié du pas rétrograde qu'il est obligé de faire, qu'il a le noble orgueil de se croire tout aussi honnête homme dans sa nouvelle place que dans celle qu'il perd².

Mais, cette nouvelle place, il ne l'occupa même pas, puisqu'à cette époque il sortit de la préfecture. Il dira plus tard, dans la préface de ses *Œuvres choisies de 1858*, qu'« il fut immolé en bouc émissaire au profit d'un haut fonctionnaire qui en avait besoin ». Aucun document jusqu'ici n'a permis d'élucider la cause de cette disgrâce, mais je crois savoir qu'elle eut pour prétexte l'affaire des grains et la construction de la maison de la Pépinière.

Cependant un retour tardif de fortune s'était déclaré en faveur de Faure ; il avait été nommé, en 1822, sous-préfet de Sisteron. Il s'adresse à Serres pour lui demander un secrétaire. Celui-ci lui envoie son cousin, le jeune Marcelin, de La Roche-des-Arnauds, et dont le sous-préfet de Sisteron n'eut toujours qu'à se louer. Ce secrétaire épousa plus tard Mademoiselle de Montblanc, nièce d'un archevêque de Tours. Son fils aîné épousa lui-même Mademoiselle

¹ *Archives des Hautes-Alpes.*

² *Ibidem.*

Toscan du Plantier, de Gap, et le fils cadet mourut chanoine de Digne¹.

Le vicomte de Nugent avait eu pour successeurs : le chevalier Liégeart (1817), le baron Asselin (1827), le comte de Beaumont (1828-30). Tous ces préfets apprécièrent les mérites du sous-préfet d'Embrun et l'honorèrent de leur amitié.

Liégeart, en 1820, frappé des succès obtenus par la *Société d'Emulation*, voulut la faire revivre sous le nom de *Société d'Agriculture*. Il fit appel à Serres qui s'était distingué dans la première. Celui-ci se fit inscrire avec empressement dans la seconde. Mais celle-ci ne donna pas les résultats attendus et dura tout au plus l'espace d'une année.

Cependant notre sous-préfet ne se ralentissait pas dans son zèle administratif. En 1820, il adressait à ses maires une circulaire relative à la protection des forêts et défendit d'allumer des feux à proximité des bois. Il pourchassa leur principal ennemi : les chèvres. En 1822, il faisait vendre toutes celles qui n'étaient pas autorisées, et, à partir de 1829, il n'accorda plus de permis d'en garder que sur un certificat de maladie produit par les intéressés².

Sa sollicitude se portait sur les écoles primaires. Il avait composé un long mémoire sous ce titre : *Réflexions sur l'instruction publique*. Dans cet écrit il s'appesantissait sur la nécessité de l'instruction et de l'éducation et indiquait les moyens de les réaliser. En 1822 et 29, il prescrivait aux maires de surveiller les instituteurs et interdisait à ceux-ci d'enseigner sans brevet de capacité et certificat de bonnes mœurs³.

Il avait à cœur les travaux publics. Par ses soins, en 1826, fut donnée l'adjudication de réparations considérables à la maison centrale. Il s'appliquait de même à la prospérité de l'agriculture. C'est ainsi qu'en 1829, il avait

¹ Communication de Mlle J. Serres.

² Actes administratifs.

³ Ibidem.

organisé à Embrun un brillant concours agricole, où de grands encouragements furent donnés à ses administrés¹.

La cause royale surtout lui était chère. Tous les ans, quand venait la fête du roi, il s'efforçait par des circulaires animées du plus pur patriotisme, d'inspirer aux populations l'amour du souverain. Il le fit notamment en 1824, lors de la mort de Louis XVIII et de l'avènement de Charles X.

Mais la monarchie était de plus en plus ébranlée. L'opposition, forte de toutes les concessions qui lui étaient faites, la battait en brèche. Survinrent les ordonnances de juillet. L'émeute éclata. Charles X partait pour l'exil.

Serres ne se dissimula pas le sort qui l'attendait. Fidèle à son prince jusqu'au bout, il fut révoqué et une fois encore dut se retirer sur son cher domaine de la Roche-des-Arnauds.

Il put s'appliquer ces vers de Faure, frappé d'ailleurs comme lui :

« Puisqu'on trouble ma paix, que le nouveau pouvoir
S'abaisse à me punir d'avoir fait mon devoir,
Je me dérobe au monde et vais, loin des affaires,
Cultiver les sillons que cultivaient mes pères ».

¹ *Ibidem.*

VII.

*Son retour à la Roche-des-Arnauds; sa vie privée;
sa mort; ses écrits*

Serres rentrait donc pour n'en plus sortir dans le vieux nid de famille qui fut toujours son asile aux heures d'épreuve. Il y revint, jeune encore, à son retour des Indes, puis, à sa sortie du Conseil des Cinq-Cents, et il y revenait après la perte de son emploi.

Dans cette solitude désormais fermée à tout vain bruit, il commençait comme une vie nouvelle. Sa famille lui donnait toute satisfaction. Sa vénérable épouse était toujours à ses côtés, charmant son foyer par ses bontés et ses vertus. Ses enfants étaient honorablement placés, et, de loin, leur affection pleine de vénération rajeunissait sa vieillesse.

À ces joies s'ajoutaient celles de la religion en laquelle il plaçait ses plus hautes espérances. Serres, en effet, fut un croyant sincère. Il conformait sa conduite à ses convictions. Dans son cher village, il édifiait grandement ses compatriotes en pratiquant sans forfanterie comme sans faiblesse les devoirs religieux prescrits.

Il se trouvait à la tête de son exploitation agricole qui eut toujours ses goûts préférés, et il prenait en personne la direction des industries qu'il avait créées.

S'il lui restait des loisirs, il les donnait à la botanique dont il fut toujours un fidèle et fervent adepte. Le massif d'Aurouse, par sa flore abondante, présentait à ses investigations toujours en éveil un terrain propice. C'est ainsi qu'il put former un riche herbier qui vint se fondre dans celui de son fils.

Et puis il était trop homme de bien pour ne pas trouver

encore du temps à donner aux œuvres de bienfaisance. L'une de celles-ci était l'exercice gratuit de la médecine en faveur de ses concitoyens, qui, d'après la tradition, accouraient à lui avec une confiance sans bornes. S'il ne fut jamais un praticien de carrière, ce qui s'excluait avec ses fonctions administratives, il n'avait jamais renoncé pour tant à un art auquel il avait consacré les études de sa jeunesse.

Tel était le genre de vie que l'ancien député et sous-préfet était venu embrasser. Il y déployait une activité qui était loin de s'éteindre. Il pouvait se promettre de longues années de cette existence digne d'envie. La Providence, à laquelle il croyait de toute son âme, en avait autrement disposé. Survint une maladie qui ne fut pas longue. Il y succomba chrétiennement le 5 août 1831, à l'âge de 69 ans. Je reproduis ci-dessous, en note, son acte de décès¹.

Ses obsèques furent simples et imposantes comme avait été sa vie. Des vieillards que j'ai consultés ont gardé le souvenir du grand concours formé autour de son cercueil, par les populations environnantes et de nombreux amis venus de Gap, d'Embrun et d'autres lieux. On l'inhuma, non dans le cimetière, mais, en considération de ses mérites, devant la porte de l'église.

Il était chevalier de la Légion d'honneur.

Serres avait un caractère grave, franc et ouvert, une volonté ferme, un cœur tout au bien, un esprit actif, plein de verve, s'exhalant parfois en bons mots dont quelques-uns sont restés traditionnels. D'un tempérament ardent, il était prompt à s'élever contre l'injustice et à soutenir avec indépendance ses convictions. En face de la contradiction

¹ « Le 6 août 1831, à 10 heures du matin, par-devant nous, Jean-Etienne-Joseph Chaix, maire de la Roche-des-Arnauds, est comparu Etienne Serres, percepteur à vie du dit la Roche et y domicilié, âgé de 28 ans, et Jacques-Philippe Gonthard, âgé de 27 ans, domicilié au même lieu, lesquels ont déclaré que M. Jean-Joseph Serres, ancien sous-préfet d'Embrun et propriétaire, demeurant au dit la Roche, est décédé le jour d'hier, âgé de 69 ans et ont signé avec nous, après lecture à eux faite, le présent acte. »

ou du péril, il était d'une imperturbable sang-froid et d'un courage à toute épreuve.

Il avait une taille élevée, un grand front, une physionomie inspirant le respect. C'est ce qu'attestent ceux qui l'ont connu et des portraits conservés dans sa famille.

Si j'ai réussi dans ces pages à reconstituer dans son ensemble et dans ses traits essentiels cette existence mêlée à tant de péripéties, bien des détails surtout d'ordre intime ont pu échapper à mes recherches. Mademoiselle Serres, sa petite fille, m'affirme, en effet, que son aïeul conservait les lettres qu'il recevait et la copie de celles qu'il écrivait, qu'elle se rappelle avoir vu des sacs de correspondances maintenant disparues. Là, sans doute, il y aurait eu à glaner. Nous devons donc nous contenter de ce qu'il a été possible de retrouver.

Il ne me reste plus qu'à donner la liste des écrits tant imprimés que manuscrits que Serres nous a laissés. Tous n'ont pas un égal mérite, parce que tous n'ont pas été l'objet d'un égal travail. Si tous sont judicieusement conçus, méthodiquement ordonnés, quelques-uns n'ont pas toute la perfection de forme qu'ils auraient pu revêtir. L'auteur négligeait parfois de parfaire la toilette de ses œuvres.

ECRITS IMPRIMÉS

1^o *Joseph Serres, capitaine au 2^e bataillon des Hautes-Alpes, à ses concitoyens. 5 août 1790.* — In-4^o de 3 pages.

2^o *Discours prononcé par M. J. Serres à l'assemblée électorale du district de Gap. 16 octobre 1790.* — Gap, Allier, in-4^o de 8 pages.

3^o *Discours prononcé par M. Serres à l'assemblée électorale du département des Hautes-Alpes (s. d.).* — Gap, Allier, in-4^o de 11 pages.

4^o *Avis aux électeurs des Hautes-Alpes. 1791.* — Gap, Allier, in-8^o de 19 pages.

5° *Discours prononcé par M. J. Serres, le 6 mai 1792, dans une séance des Amis de la constitution du Buis. 1792.* — Avignon, in-8° de 7 pages.

6° *Lettre de Serres à ses électeurs. 20 septembre 1792.* — Paris, in-8° de 4 pages.

7° *Opinion de J. Serres sur les Subsistances. 1792.* — Paris, impr. nat., in-8° de 10 pages.

8° *Opinion de J. Serres contre l'inviolabilité du roi (s. d.).* — Paris, impr. nat., in-8° de 10 pages.

9° *J. Serres sur la question suivante : La mort de Louis XVI intéresse-t-elle le salut de la République ? 1792.* — Paris, impr. nat., in-8° de 12 pages.

10° *Discours contre Marat. 1793.* — Paris, impr. nat.

11° *Quelques vérités à la Convention nationale sur les prétendues bases constitutionnelles (s. d.).* — Paris, impr. nat., in-8° de 6 pages.

12° *Réflexions sur l'instruction publique (s. d.).* — Paris, impr. nat., in-8° de 28 pages.

13° *Mémoire sur la suppression des jachères et sur le meilleur mode d'assolement à introduire dans les Hautes-Alpes. 1805.* — Gap, Allier, in-8° de 56 pages. (Couronné par la Société d'Emulation.

14° *Lettre sur un engrais chimique publiée en 1807, dans le Journal d'Agriculture (5^e année).*

ECRITS MANUSCRITS

1° *Relations sur l'expédition des Indes. 1782-84.* — In-8° de 100 pages.

2° *Discours contre le duc d'Orléans, 1793.*

3° *Discours de Serres, des Hautes-Alpes, contre le projet de Boulay, de la Meurthe. 2 brumaire, an VI.* — In-8° de 13 pages.

4° *Discours sur le projet de Grand-Pré. An VI. — In-8° de 5 pages.*

5° *Requête au Ministre de l'Intérieur au sujet des fonds cumulatifs de la Préfecture des Hautes-Alpes du 18 au 30 juillet. — In-4° de 7 pages.*

6° *Feuille volante avec cet épigramme. 1805 :*

Prenez le crâne de Tibère,
Délaissez le cœur de Néron
Avec le sang de Robespierre,
Vous aurez un Napoléon.

VIII

Ses fils

Serres, comme je l'ai dit plus haut, eut dix enfants. Son fils aîné, nommé comme lui Jean-Joseph, naquit à la Roche-des-Arnauds le 24 avril 1790. Il fit brillamment ses études classiques au lycée de Grenoble. A 18 ans, il se présenta et fut reçu dans les premiers rangs à l'Ecole Polytechnique. Il fut admis ensuite avec distinction à l'Ecole d'Application de Metz. De cette dernière il sortit sous-lieutenant et alla rejoindre en Allemagne l'armée française en marche pour la Russie. C'est dans cette mémorable campagne qu'il devait faire ses premières armes.

En 1812, nous le trouvons lieutenant d'artillerie, attaché au parc de siège de Riga. En 1813, il prit part à la bataille de Lutzen. Sa belle conduite dans cette journée le fit remarquer par le prince Poniatowski qui lui remit de sa propre main, sur le champ même du combat, la croix de la Légion d'honneur.

Après la bataille de Bautzen où il se distinguait encore,

il fut promu capitaine. Il prit part ensuite aux combats de Leipzig, d'Hanau et de Flessingue.

A la Restauration, il fut attaché comme capitaine en premier à la fonderie des canons de Toulouse. Dans ces fonctions, il se fit remarquer par ses rares aptitudes et une série d'innovations heureuses et de découvertes, qui lui valurent d'être nommé commandant-directeur de la fonderie. C'est alors qu'il écrivit un ouvrage sur l'art de la fonte des canons, ouvrage qui eut deux éditions, publiées l'une et l'autre aux frais du régiment. Le général Gourgaud, dans une tournée d'inspection, put apprécier ses mérites et le fit nommer lieutenant-colonel en même temps que chevalier de la Légion d'honneur.

Devenu colonel, Serres dut quitter la fonderie et reprendre la vie active du régiment. Ses anciennes campagnes, les études de toute sa vie, avaient altéré sa santé. Quand il eut droit à sa retraite, il s'empessa de l'accepter.

Aussi modeste que son père, il vint se fixer dans sa maison patrimoniale de la Roche-des-Arnauds.

Heureux et solitaire dans cet asile, il s'y sentit revivre, et se livra tout entier à son goût passionné pour la botanique. Déjà, quand il était à Toulouse, il avait écrit une flore estimée des environs de cette ville. Il ne songea plus dès lors qu'à enrichir son herbier. Pour en assurer la conservation, il voulut le léguer, en mourant, ainsi que le catalogue descriptif et raisonné des plantes qu'il contenait, à la bibliothèque du grand Séminaire de Gap. Cet herbier a été transféré depuis au petit Séminaire d'Embrun, où il se trouve actuellement.

Tout renfermé en lui-même, le colonel Serres ne s'était jamais marié. C'était un ferme croyant. En tête de chacun des volumes de son catalogue il avait écrit cette devise : *Deus maximus in minimis*.

Dans sa longue maladie, il recourut plusieurs fois à la confession comme à son suprême secours. A son lit de mort, il fit comparaître les bons habitants de son village, et, leur ayant demandé pardon à tous s'il avait pu quelquefois les mésédifier, — ce qui n'était certes pas le cas, — il

rendit pieusement son âme à Dieu. C'était le 15 août 1858. Il était âgé de 68 ans.

Le docteur Roubaud, son parent et ami, a écrit de lui dans le *Compte-Rendu de l'Académie Flosalpine* une biographie dont les exemplaires sont devenus très rares.

Les ouvrages du colonel Serres sont les suivants :

1^o *L'art des fontes ou cours sur le service des officiers d'artillerie sur les fonderies ; deux éditions.* — Toulouse, Douladoure.

2^o *Catalogue des plantes cultivées au jardin de botanique de Toulouse.* 1827. — Toulouse, Douladoure, in-8^o.

3^o *Flore abrégée de Toulouse.* 1836. — Toulouse, Douladoure, in-8^o.

4^o *Catalogue descriptif et raisonné contenu dans mon herbier.* — Manuscrit en plusieurs volumes au petit Séminaire d'Embrun.

Le dixième enfant de J.-J. Serres, fut *Aimé*. Né à la Roche-des-Arnauds le 13 juin 1813, il fit ses études au petit Séminaire d'Embrun, son père étant sous-préfet. Devenu percepteur, il exerça ses fonctions dans diverses villes. Finalement il se retira dans sa belle campagne de Furonnières-sur-Claix, près de Grenoble, et c'est là qu'il mourut subitement le 19 février 1893, à l'âge de 80 ans. Il avait épousé Mademoiselle Adèle-Amélie Chabannes, décédée en 1883, à l'âge de 66 ans. Il avait eu d'elle deux filles, Mesdemoiselles Jane et Madelaine.

Aimé Serres a laissé un petit poème illustré, composé l'année de sa mort, portant pour titre : *Furonnières*, 1893. Corbeil, Edm. Crété, in-8^o de 44 pages. Dans cette œuvre, le poète célèbre sa campagne ; il nous la fait visiter en détail et mêle à ses descriptions des traits d'esprit pleins de finesse, de verve et de poésie. Puis, ce que ses vers ont exprimé, sa main veut le rendre encore dans 16 jolies gravures dessinées par lui-même. Citons quelques passages :

Après avoir présenté son hameau, il s'écrie :

O Claix, charmant séjour, ô ma chère commune !
 C'est là que mon étoile et ma bonne fortune
 M'ont fait trouver enfin, après mille tourments,
 Repos, santé, plaisirs et tous les agréments
 De la vie en famille et de la solitude.
 Ami passionné des champs et de l'étude,
 Amateur de jardins, de livres et de fleurs,
 Ici j'ai rencontré presque tous les bonheurs
 Qu'un vétéran blanchi dans le fonctionnarisme,
 A le droit d'exiger, sans le moindre égoïsme.
 Je dois en rendre grâce au ciel ;
 Après l'amertume, le miel.
 Battu par la tempête, assailli par l'orage,
 J'ai pu trouver le port dans mon étroite cage.
 Sur le velours des prés aujourd'hui je m'étends ;
 Mais sachez que pendant bien près de cinquante ans,
 J'eus pour siège automatique
 Le rond-de-cuir bureaucratique.
 Sur ce maudit passé je tire le rideau.

Il nous fait visiter ses appartements ; voici sa chambre,
 il nous dit :

Mes Dieux lares sont là ; c'est le vrai sanctuaire ;
 C'est le lieu sacro-saint du pauvre octogénaire,
 Qui croit plus que jamais adorer son pays,
 En y gardant le culte et des rois et des lys ;
 Si mon corps a fléchi, mes principes robustes
 Restent inébranlés. Regardez ces deux bustes :
 Oui, par tradition, je l'affirme tout net,
 Pour moi, voilà le roi, voilà Philippe Sept !
 Près de lui, de Chambord, voici la douce image ;
 Henri Cinq fut mon roi ; bien plus, il fut un sage.
 Chers princes exilés, depuis votre départ,
 Ce malheureux pays craque de toute part...
 Citoyen radical, flatteur de la canaille,
 Ton bloc ensanglanté ne dit plus rien qui vaille.
 Te voilà distancé ; l'anarchiste insolent
 Te conspu, et pour lui le pétrole est trop lent.
 La guillotine aussi, n'irait pas assez vite ;
 Mais, la chimie aidant, il a la dynamite...
 Sa chère dynamite aura le dernier mot.
 Quant au Gouvernement, présidé par un sot,

Il ne lui reste plus une faute à commettre.
 Contre ces malandrins qui n'ont ni Dieu, ni maître,
 Inerte, bras ballants, suant toutes les peurs,
 Il n'ose pas sévir : ce sont ses électeurs !
 On peut donc sûrement, sans être une Cassandre,
 Prédire que bientôt la France doit s'attendre
 Au branle-bas final, nouveau nonante-trois,
 Pis que son devancier, plus horrible cent fois !

Il arrive à la serre dont les soins sont confiés à ses filles,
 et il ajoute :

Je leur abandonnai, sûr de leur agrément,
 Ce splendide département,
 Sans vouloir disputer des goûts et des couleurs,
 Et de l'intituler : Ministère des fleurs...
 Les voyez-vous, là-bas, mes deux charmantes filles,
 Pour bichonner nos fleurs, délaissant leurs aiguilles ?
 Tandis que Madelaine, avec un sécateur,
 Coupe sur un rosier la plante qui se meurt
 Jane, tenant en main une baguette blanche,
 Va donner un tuteur à la plante qui penche,
 Tous les jours, cette vue, en mon calme bonheur,
 Vient réjouir mes yeux et réchauffer mon cœur.

Enfin le poème se termine ainsi :

Si mes vers n'ont pas eu la chance de vous plaire,
 Attribuez-le, cher lecteur,
 A la vieillesse de l'auteur,
 De l'impuissant octogénaire.
 De son travail fini, signé puis paraphé,
 N'allez pas, dédaigneux, faire un autodafé.
 Ce qu'on aurait bien pu placer en épigraphe,
 Ah ! ne le forcez pas de mettre en épitaphe
 Sur son indigeste factum :
Non licet omnibus adire Corinthum !
 Et si de vos faveurs vous le jugez indigne,
 Plaiguez-le tout au moins, car c'est le chant du cygne¹.

¹ Un autre fils de J.-J. Serres, Frédéric, était entré dans les contributions directes et fut payeur du Trésor dans l'Isère pendant vingt ans, jusqu'en 1867 où ses fonctions furent supprimées ou plutôt réunies à celles du payeur général. Il avait épousé à Libourne, en

PIÈCES ACCESSOIRES

I. — *Discours de Serres, des Hautes-Alpes, contre le projet de Boulay, de la Meurthe, (2 brumaire an VI)*

REPRÉSENTANTS DU PEUPLE,

Tant qu'il sera permis à cette tribune de faire entendre la vérité, tant qu'il sera permis d'invoquer les vrais principes de justice et d'humanité, tant qu'une goutte de sang coulera dans mes veines, je ne souffrirai pas qu'on avilisse dans ma personne le caractère dont je suis investi. Je défendrai la Constitution, je défendrai les droits d'une partie intéressante du peuple, ceux du peuple lui-même, droits qui sont indignement outragés. Que m'importe que la calomnie sème à l'avance sur les motifs de ma conduite d'odieuses préventions ! Que m'importe même le péril dont on me dit environné. Je braverai l'exil, je braverai la mort ; je provoquerai même contre moi la haine des tyrans, plutôt que de rester le silencieux complice de leurs attentats.

Je préviens le Conseil que je n'ai point assujéti mon discours aux formes méthodiques, ni suivi l'ordre naturel des idées et des sophismes du rapporteur. Je me suis borné à dérouler à vos yeux l'épouvantable série des crimes qu'on médite, à retracer les malheurs qui vous menacent et mettre en évidence l'abîme qu'on creuse sous vos pas et qui, n'en doutez pas, engloutirait et les hommes et les choses.

1833, Mlle Alida Brun, nièce du duc Dècaze. Sa fille Mlle Marguerite Serres, fut mariée, en 1838, à M. d'Escure de Bazas, et sa petite-fille, Mlle Berthe d'Escure, devint l'épouse, en 1878, de M. Justin Maumus, avocat au barreau de Mirande et frère des R. P. Jean et Vincent Maumus, les deux religieux dominicains bien connus. Il ne reste plus aujourd'hui aucun rejeton mâle de la famille J.-J. Serres.

Mon intention, d'ailleurs, n'a pas été de faire un discours académique, mais seulement d'engager la discussion, d'avertir les Français du péril, d'invoquer à mon secours les lumières des écrivains courageux et surtout de relever le courage abattu des fidèles représentants du peuple.

J'ai cru également inutile de fatiguer l'assemblée par un vain et fastidieux étalage d'érudition sur ce qu'était l'ostracisme dans les anciennes républiques. Ici il n'est pas question d'ostracisme. C'est une véritable proscription en masse qu'on propose ; c'est la révocation de l'édit de Nantes ; c'est la réhabilitation de la loi des suspects ; c'est, comme l'a dit éloquemment un écrivain distingué, la régularisation de l'arbitraire et l'érection d'une tyrannie sans exemple à côté des pouvoirs constitués.

C'est aussi sous ce point de vue que je vais analyser le projet et le rapport. Posons d'abord les principes.

Article 5 de la Déclaration des Droits de l'Homme :

« La propriété est le droit de jouir et de disposer de ses biens, de ses revenus, du fruit de son travail et de son industrie. »

Article 8 de la Constitution :

« Tout homme né et résidant en France, qui, âgé de 21 ans, s'est fait inscrire sur le registre civique de son canton, qui a demeuré pendant une année sur le territoire de la République et qui paye une contribution directe, foncière ou personnelle, est citoyen français. »

Ainsi s'exprime la Constitution. Telle a été la volonté du Souverain, lorsqu'il l'a acceptée. Comment donc qualifier un projet si scandaleusement inconstitutionnel. Faudra-t-il, par déférence aux volontés du haut et puissant rapporteur, l'appeler par dérision un divorce accommodant avec ses ennemis, ou bien, par un détour jésuitique (*sic*), l'appeler du modeste titre de conservateur. Non, il faut le qualifier comme il le mérite. Je dis donc qu'on vous propose la suspension des droits politiques et civils d'un grand nombre de citoyens français, une distribution nouvelle de

la nation en castes privilégiées et en castes proscrites, une violation sans exemple du droit de propriété, la spoliation des plus nobles attributs de la justice, en un mot, l'usurpation de la souveraineté.

Je dois, avant d'aller plus loin, attaquer le sophisme le plus spécieux, celui qui peut-être a séduit quelques esprits irréfléchis, celui enfin qui fait parler le corps législatif, qui n'est qu'une émanation de la souveraineté, comme parlerait le souverain lui-même.

« La République, dit-on, est notre conquête ; nous l'avons obtenue sur les privilèges exclusifs, sur les distinctions, sur les droits héréditaires, sur la famille royale enfin. Elle est légitime parce que nous sommes les plus nombreux, les plus courageux et les plus forts. Donc tous les moyens nécessaires à assurer cette conquête sont légitimes. »

Pour que ce raisonnement tout militaire fut applicable au cas dont il s'agit, il faudrait au moins que les vainqueurs et les vaincus fussent encore sur le champ de bataille, mais il n'en est plus ainsi depuis plus de deux ans. La victoire est remportée ; il existe un contrat solennel entre les vainqueurs et les vaincus que le corps législatif ne peut annuler ni modifier, sans se constituer en révolte contre le Souverain de qui émanent ses pouvoirs.

Que le peuple français ait bien ou mal fait d'avoir été généreux, d'avoir accueilli les ci-devant nobles comme des égaux et des frères, qu'il ait, en un mot, associés les vaincus aux avantages de la conquête, c'est, je le répète, ce que vous ne pouvez infirmer sans usurper la souveraineté, sans devenir des tyrans.

Eh, quoi ! les mandataires du peuple deviendraient des tyrans ! Quoi ! les Français seraient-ils donc condamnés à ce nouvel opprobre ! Non, non. Rassurez-vous, républicains sévères, et vous tous, amis de la liberté. S'il est vrai qu'il existe parmi nous quelques vils et méprisables aspirants à la tyrannie, il est vrai aussi qu'il existe encore une foule d'âmes généreuses, de républicains inflexibles qui ne transigeront jamais avec elle.

Les cruautés de Robespierre n'étaient que des jeux d'enfants, des actes d'humanité en comparaison du plan dévastateur qui vous est soumis. En vérité, sous le règne de la Terreur, les boucheries humaines étaient journalières ; mais les victimes étaient comptées ; elles expiraient d'un seul coup. Les pères emportaient en mourant la consolation de léguer à leurs enfants et leur haine pour le tyran et le soin de leur vengeance.

Aujourd'hui, on vous propose de condamner un nombre indéterminé, mais très considérable, de citoyens français à périr sur un sol étranger, loin de leur patrie, et de quelle manière encore ? dans les transes de la plus horrible misère, dans les convulsions d'une lente agonie, emportant avec eux le touchant et pénible regret de se voir périr dans tout ce qu'ils ont de plus cher au monde : leurs femmes, leurs enfants, leurs amis. Et ce plan exterminateur on l'appelle généreux, juste, politique et humain. Etrange et déplorable abus des mots ! O justice, ô humanité sainte, dites-nous donc dans quelle partie de l'univers, sur quelle terre maudite, sous quel genre de tyrannie futes-vous exposées à une si honteuse et aussi sanglante prostitution ?

« La Révolution, dit-on, a-t-elle changée le cœur de l'homme ? Non, elle n'a pu faire ce miracle. Le principal mobile des actions humaines est toujours l'intérêt personnel et l'amour du pouvoir. Cette tendance de l'homme, fondée sur l'amour de soi, sur le désir de son bien-être, est éternelle et indestructible. C'est le ressort de la nature humaine, c'est celui des sociétés politiques. Donc les nobles qui, avant la Révolution, étaient tout, possédaient tout, places, honneurs, richesses, ne doivent pas aimer la république. »

Non, sans doute, ils ne doivent pas aimer la république, si la république est pour eux une implacable furie qui les tourmente sans cesse ; si, à chaque secousse révolutionnaire, leur sûreté est compromise, leur existence menacée ; si on leur impute à crime le souvenir de leurs anciennes jouissances ; si on punit le légitime désir de leur mieux être et jusqu'au soupçon de leurs espérances.

Pourquoi donc, vous qui citez sans cesse Rousseau, méprisez-vous ses plus salutaires maximes ? « Les fondateurs d'une république, dit ce philosophe, ne doivent pas commencer par la peupler de mécontents. » Or, pensez-vous la faire aimer, cette république, par des proscriptions en masse ? N'est-ce pas, au contraire, lui attirer de nombreux ennemis ? Proscrivez aujourd'hui ceux que vous soupçonnez ennemis de la république, demain vous éprouverez le besoin de proscrire d'autres. Si vous voulez qu'on aime la république, ne lui prêtez pas les fureurs des tyrans.

« Quels sont les ennemis de la république ? Ce sont ceux, dites-vous, qui gagneraient le plus à sa destruction. »

Examinons quel serait le résultat de ce faux principe. Raisonnons comme le rapporteur.

Un tel, dira-t-on, était prêtre ; il jouissait de 15.000 francs de rente ; il était le confesseur d'un prince puissamment riche, il postulait un évêché. La révolution détruit sa fortune et ses espérances. Peut-il aimer la république ?

Celui-ci appartient à la noblesse. C'est un ambitieux ; il aspire à la direction du pouvoir. Croyez-vous qu'il aime la république ? Pouvez-vous nier que cet opulent qui tient en ses mains les moyens de corrompre et de nuire, ce prédicateur dont l'influence sur la multitude est d'autant plus grande qu'il parle et agit au nom du Ciel, cet homme de lettres dont les écrits véhéments exercent tant d'empire sur les volontés, ne soient pas infiniment dangereux ? Vous, vous êtes de bonne foi, vous aimez la république ; donc vous voulez ce qui est nécessaire à la consolider. Ainsi avec de pareils raisonnements et cet inépuisable ergotisme on dépeuplerait la moitié de la France.

Nous ne confisquons pas leurs biens, dites-vous. Comment donc qualifier les dispositions fiscales du projet ? Cherchez, j'y consens, un terme plus adouci. Appelez le une taxe de guerre, un droit de commission, le résultat de votre mesure sera-t-il moins la spoliation sans exemple d'une grande partie de leurs biens ? Quant à l'autre, en admettant même que l'étianger, oubliant ses intérêts, permette chez lui l'importation des marchandises françaises, vous avez la

précaution de vous en réserver le choix, ainsi que la faculté de les expédier. Et vous appelez cette opération vendre leurs biens pour leur en donner le produit. Quelle outragante dérision ! En vérité, vous êtes d'habiles spéculateurs, j'ai presque dit d'audacieux fripons.

Représentants du peuple, si vous n'arrêtez le mal dans sa source, attendez-vous aux plus audacieuses entreprises. Les plus tendres épanchements de la nature, l'expressive douleur de l'amitié, toutes les vertus privées et publiques seraient autant de crimes qu'on punirait par l'exil. On ne chercherait plus de correctif pour le vice, mais pour la vertu. Ne pas applaudir même à tant d'outrages serait conspirer pour la monarchie. Malheur à qui serait soupçonné de haïr les tyrans ! Vous verriez bientôt le génie soupçonneux et farouche de Tibère siéger au milieu du Sénat, tenant d'une main des lettres interceptées et de l'autre les tables fatales où tour à tour vos noms seraient inscrits. Vous verriez, comme aux temps des proscriptions romaines, vous verriez, dis-je, des français bannis pour leur belle maison d'Albe.

Si, pour vous convaincre, j'ai besoin de recourir à des faits, je ne les chercherai pas ailleurs que dans l'histoire de nos propres malheurs. Vous vous rappelez sans doute que, sous le règne décemviral, les principes et les motifs qui avaient servi de base à la loi des suspects auraient fait de la France une immense solitude, si, pour son bonheur, les bourreaux n'avaient mis un terme à leurs sanglantes exécutions, en tournant contre eux-mêmes leur rage meurtrière. Aujourd'hui, peut-on n'être pas alarmé, quand on rapproche les événements qui suivirent le 31 mai de ceux qui nous menacent ? Peut-on ne pas croire que, si ce ne sont pas les mêmes hommes qui dirigent l'autorité, c'est au moins le même esprit ?

Représentants du peuple, avez-vous remarqué l'excès d'audace avec lequel on vous propose de retrancher et d'ajouter à la Constitution, et l'hypocrite respect qu'on feint pour elle, lorsqu'on la déchire en lambeaux, lorsqu'on parle du bonheur général, lorsqu'on médite la mort d'un

million de personnes, en invoquant la justice et l'humanité, et surtout la maxime du bien public, prétexte banal de tous les tyrans.

Vous avez remarqué avec quelle astucieuse jonglerie, on vous a peint la république environnée de périls pour vous mettre dans la nécessité de la sauver ; avec qu'elle hypocrite prévoyance on vous a observé que la république a des ennemis de plus d'une espèce, qu'outre les armées coalisées des nobles et des prêtres, elle a contre elle beaucoup de plébéiens, pour se ménager le prétexte de la défendre. Vous vous rappelleriez surtout avec quelle arrogance on vous a dit qu'il fallait renoncer à la république ou prendre contre les nobles les mesures qu'on vous propose. Il n'y a pas de milieu, disait-on, il faut choisir.

Mais qu'est-il besoin de vous effrayer sur les conséquences inévitables qu'amèneraient les faux principes que je viens de vous exposer. Le projet en lui-même ne suffit-il pas pour vous saisir d'horreur, pour soulever d'indignation l'âme la plus insensible ? L'histoire de la perversité humaine offre-t-elle l'exemple d'un plan d'extermination aussi meurtrier ? Parcourez les archives du crime ; y trouverez-vous un rapport aussi astucieusement atroce, où la plus insigne barbarie y soit honorée du plus beau nom de justice, aussi rempli d'injures dégoutantes, de sarcasmes indécents, de jongleries politiques, où percent tout au long les passions haineuses avec des prétentions à la générosité ?

O vous, qui vous honorez du titre respectable de républicains, en pratiquez-vous les devoirs, en suivez-vous les maximes ? N'avez-vous donc prévenu la proscription dont, dites-vous, vous étiez menacés que pour devenir proscripteurs ? Vous qui, de sang-froid et avec la plus révoltante ironie, proposez le bannissement de 300.000 français, avez-vous une patrie, avez-vous une âme ? Malheur au gouvernement, malheur à vous-même, si, pour affermir votre autorité, vous avez sans cesse besoin de recourir à des mesures violentes !

Représentants du peuple, je crois avoir démontré qu'on veut faire du corps législatif un instrument de vengeance,

abuser de votre patriotisme pour légaliser la proscription et le brigandage, vous ériger en tyrans, vous tyranniser ensuite, éteindre dans cette enceinte, comme au dehors, tout sentiment généreux et libéral, proscrire la vertu, les républicains, les talents et les richesses.

Je demande la question préalable sur le projet de Boulay.

II. — *Opinion de J. Serres, sur le projet de Grandpré*

REPRÉSENTANTS DU PEUPLE,

Au point où la discussion est parvenue, je crois inutile d'examiner si la dangereuse innovation qu'on vous propose est ou n'est pas défendue par la Constitution. Tous ici doivent être convaincus que lorsque on soumet à vos délibérations une proposition qui n'est pas réprouvée par le texte même de la constitution, cette proposition peut donner lieu à d'interminables controverses ou chaque orateur invoque la constitution, l'un sur ce qu'elle dit, l'autre sur ce qu'elle ne dit pas. Ainsi se perpétuent bien des débats qui n'auraient qu'une durée fort courte, s'ils étaient réduits à des termes plus simples. Je crois donc que la seule question importante à décider, la seule qui intéresse essentiellement la liberté, doit-être ainsi posée : Convient-il de donner au Directoire le pouvoir de destituer et de remplacer les accusateurs publics ? Représentants du peuple, j'espère que vous répondrez par la négative. Ceux de mes collègues qui ont combattu le projet ont si bien démontré les dangers qui en résulteraient pour la liberté que je crois inutile de remettre sous vos yeux les raisons et preuves alléguées. Je me bornerai donc à quelques observations sur les réponses faites par le rapporteur à leurs principales objections.

Dans le projet, dit-il, ce n'est pas le Directoire qui destitue, mais c'est la loi, et le droit qu'il attribue au Directoire expire au prochaines élections. D'ailleurs, dit-on encore, si le Directoire abuse de cette faculté, le corps législatif peut

dans tous les cas la lui retirer. On ajoute : Si vous voulez que le gouvernement soit aimé, il ne faut pas l'environner de défiance, ni suspecter le républicanisme de ses membres.

Représentants du peuple, est-ce vous qu'on peut rassurer avec de semblables réponses, lorsque de toute part vous entendez dire que quelques novateurs ambitieux veulent reculer l'époque constitutionnelle des élections, lorsque surtout vous n'avez pas perdu l'affligeant souvenir du règne décemviral et de quelle manière il fut établi ? Je le demande à tous ceux, de mes collègues qui ont été les témoins impuissants de tant de crimes et de scandales, n'est-ce pas aussi sous le prétexte des circonstances, n'est-ce pas avec cette maxime du bien public invoquée par tous les tyrans, n'est-ce pas en opposant les mêmes réponses à ceux qui manifestaient une courageuse répugnance à voir s'accroître l'autorité décemvirale, qu'on vint à bout de perpétuer l'horrible tyrannie dite de salut public.

Je ne prétends établir ici aucune comparaison entre les hommes d'alors et ceux d'aujourd'hui. Mais en ce temps, on disait aussi : Les pouvoirs du comité expirent au bout d'un mois ; la Convention peut les lui retirer quand elle le juge à propos. D'ailleurs leur autorité ne doit effrayer que les royalistes ; les patriotes peuvent dormir en paix, etc. Eh ! bien, si une trop funeste expérience vous a appris combien étaient peu fondés ces insignifiants motifs de sécurité, ne devez-vous pas être plus circonspects à l'avenir ? Devez-vous confier à la vertu, hélas ! trop chancelante des hommes la garantie que la loi seule peut et doit leur assurer ? O vous qui, pour appuyer ce funeste projet, invoquez avec tant d'affectation l'intérêt des patriotes, détrompez-vous ? Les vrais républicains, n'en doutez pas, dédaignent la funeste protection qu'un zèle indiscret semble leur promettre ; ils aiment mieux, j'en suis sûr, être exposés de nouveau aux coups meurtriers de quelques assassins, plutôt que de voir établir une tyrannie légale ? Or, tel serait le résultat infaillible du projet qui vous est soumis ; car dès l'instant qu'il deviendrait loi, la souveraineté du peuple ne serait plus qu'une superbe chimère et le gouvernement

actuel un pentarchat absolu ; puisqu'il réunirait les deux plus redoutables pouvoirs, qu'il pourrait non seulement paralyser l'exercice des droits du peuple, mais encore en détruire les résultats, et confier aux créatures de l'autorité exécutive l'exercice de la justice criminelle, l'un des plus nobles attributs de la souveraineté.

Je demande la question préalable sur le projet et son renvoi à une commission de la proposition Boulay, pour que celle-ci présente un projet de loi déterminant la durée des fonctions des accusateurs publics et secrétaires greffiers des tribunaux criminels.

NÉCROLOGIE

Alfred PROVANSAL

M. Alfred Provansal est décédé à Laragne, le 7 octobre 1906, à l'âge de 76 ans.

Retracer les grandes lignes de son existence si bien remplie sera la meilleure manière d'acquitter envers sa mémoire le juste tribut que nous lui devons.

Il naquit à Laragne, le 1^{er} septembre 1831, au sein d'une vieille famille notariale où le dévouement au pays natal était de tradition.

En 1864, il remplaçait son père comme l'un de ses fils devait lui succéder.

Sa vive intelligence des affaires, sa science juridique, sa haute culture d'esprit, par-dessus tout, son inlassable ardeur au travail, le placèrent bientôt aux premiers rangs dans l'honorable corporation des notaires. Son influence rayonnait bien au-delà de sa circonscription territoriale et sa compétence dépassait les limites de ses attributions professionnelles, pourtant délicates et étendues.

Le gouvernement s'honora en lui conférant des fonctions judiciaires auxquelles il était bien préparé.

La magistrature ne peut que gagner à se recruter parmi les hommes qui ont consacré la plus grande partie de leur existence à la pratique des affaires lorsqu'ils joignent à une expérience consommée l'élévation de l'esprit et l'honorabilité parfaite de la conduite privée.

Successivement juge à Privas, où il fut chargé du service

des ordres, président du tribunal d'Embrun, juge de paix à Bordeaux et à Marseille, Alfred Provansal laissa partout la réputation d'un magistrat à la fois intègre, éclairé et laborieux. La présence à ses obsèques d'une délégation des juges de paix de Marseille a montré combien ses collègues le vénéraient et l'estimaient.

Ce n'est point ici le lieu d'insister sur le rôle politique d'Alfred Provansal... Il possédait une qualité qui force l'estime des adversaires eux-mêmes : nous voulons parler de la fidélité à ses convictions.

Républicain de la veille, il était, pour son opposition au coup d'Etat du Prince Président, arrêté, traduit en cour d'assises et condamné à quatre ans d'internement et à cinq années de surveillance de la haute police.

Lors de l'attentat d'Orsini, au lendemain de son mariage, il se vit de nouveau arrêté à Lyon où il était en voyage de noces. Il n'eût pas de peine, d'ailleurs, à prouver sa complète innocence dans la tentative criminelle dirigée contre le chef de l'Etat.

Après le 16 mai, il fut révoqué de ses fonctions de suppléant du juge de paix.

Quatre ans plus tard, ses concitoyens lui confièrent le mandat, renouvelé pendant 24 années consécutives, de les représenter au Conseil général. Il acquit bien vite dans l'assemblée départementale une des premières places et durant quinze ans il y exerça avec autorité et distinction les fonctions de vice-président.

Tous ceux qui l'ont connu vantent la sureté de ses relations et le charme de sa conversation.

Il eut une existence trop active, trop absorbée par le souci des intérêts privés et publics qui lui étaient confiés pour pouvoir s'adonner, autant qu'il l'aurait voulu, au culte des lettres, des arts, de la science et de l'histoire.

Néanmoins il était bien des nôtres, non seulement par l'intérêt qu'il portait à notre société dont il était l'un des plus anciens membres et à laquelle il demeura toujours fidèle ; mais encore par l'étendue de ses connaissances, la

finesse de son esprit, la notion approfondie qu'il avait des mœurs, coutumes et traditions locales.

Avec lui disparaît une des plus marquantes et des plus sympathiques personnalités du département.

E. MARCHAND

Chaque année, la mort implacable prive la *Société d'Etudes des Hautes-Alpes*, de quelques-uns des membres distingués qui s'étaient empressés, dès sa fondation, de lui apporter le précieux patronage de leur adhésion.

Et ils étaient nombreux, dans nos Alpes, les hommes érudits, à l'esprit élevé, aux connaissances solides et étendues, qui saluèrent avec joie la fondation de la *Société d'Etudes* ; car ils prévoyaient en elle, non seulement un lien entre tous les travailleurs, les hommes d'étude de notre pays, mais encore un puissant stimulant en faveur des recherches historiques, archéologiques ou scientifiques. Elle leur paraissait ainsi être un excellent moyen pour faire connaître et apprécier nos montagnes.

Cet élan généreux a sans doute produit des floraisons intéressantes. Mais combien il reste encore à faire dans ces vastes champs d'exploration ; et combien il serait désirable de voir entrer dans la Société une génération de jeunes travailleurs qui lui apporteraient de nouvelles initiatives et la puissante vitalité d'un sang plus vigoureux, surtout maintenant que les premières difficultés semblent être élaguées, que des voies nouvelles et fécondes sont ouvertes et promettent de fructueuses moissons.

Mais hélas ! on dirait que l'intérêt se détache des études sérieuses, sollicité qu'il est, soit par des préoccupations sociales d'ordre divers, soit, surtout peut-être, par les attractions de la vie moderne.

Et la *Société d'Etudes* voit avec tristesse disparaître un à un ses membres les plus anciens et les plus dévoués. Le 7 décembre dernier, c'était le tour du distingué Pasteur d'Aspres-sur-Buëch, M. E. Marchand, qui suivait de près dans l'au-delà son confrère et ami Benjamin Tournier.

M. E. Marchand, d'une très honorable et ancienne famille du Haut-Champsaur, était né au Forest-Saint-Jullien, le 27 juillet 1839. Il commença ses études classiques au collège de Gap et alla les terminer chez des parents dans le Piémont.

Appelé par ses goûts dans la carrière pastorale, il suivit les cours de la Faculté libre de théologie à Genève et prit sa licence à Florence en 1863. Il fut élu pasteur d'Aspres-sur-Buëch, le 26 janvier 1865.

« Son intelligence, sa culture, sa distinction, lui auraient permis de prétendre à une situation plus en vue. « Déclinant tout appel, il consacra sa vie à la plus humble « des paroisses ; et cela simplement, sans phrases, sans « gestes d'abnégation. Il aimait ardemment ses Alpes ; leur « sol, austère cadre de vie ; leur archéologie, leur histoire, « leur esprit religieux ; et il ne désirait rien de plus.

« Il desservit cette église pendant 37 ans. Quand il y « arriva, le seul logement qui s'offrait au jeune pasteur et « à sa compagne était une petite aile de bâtiment en voûte, « sur une marne désolée. Tranquillement, avec une patience antique, M. Marchand, entreprit de créer là une « oasis, et il réussit. Noyé dans la verdure, encadré de buis « imposants, recouvert d'un lierre prodigieux, le presbytère du Villard est aujourd'hui le plus pittoresque et le « plus modestement confortable qui soit. La tenacité du « pasteur en fit tous les frais ¹. »

M. Marchand occupa les loisirs que lui laissait son ministère à des sujets d'étude variés : l'histoire et l'archéologie locales l'intéressaient vivement, aussi il en connaissait

¹ Extrait de *La Vie Nouvelle*, journal des Protestants Français, du 22 décembre 1906.

toutes les particularités dans sa région. En ce faisant, il avait réuni les éléments d'un petit musée local dont il avait annoncé de bonne heure la donation au Musée de Gap (*Bulletin* de 1898, p. 45).

Membre de la *Société d'Etudes des Hautes-Alpes*, dès la première année de sa fondation, il publia dans le *Bulletin* la traduction de deux chartes d'un réel intérêt au point de vue des *us* et *coutumes* de l'histoire d'Aspres et d'Aspremont.

On aurait été heureux de le voir collaborer d'une manière plus active au *Bulletin* ; mais par excès de modestie, il se complaisait surtout dans les études spéculatives, mais il demeura un assidu lecteur du *Bulletin* dont il savait apprécier les publications avec une rare compétence.

Il sortit cependant une fois de la réserve qu'il s'était imposée et soutint en 1898, une controverse au sujet de la direction de l'*Alpis Cottiae* et surtout de l'emplacement de la *Mutatio Cambonum*. Mais il sut, à son honneur, apporter dans cette polémique une remarquable dextérité de doigter et la plus parfaite courtoisie.

Par sa dignité de caractère, son esprit de modération, sa compétence des affaires, M. E. Marchand jouissait d'une haute considération. Il fut président du Consistoire d'Orpieres, pendant 25 ans, membre du Conseil départemental de l'Instruction publique depuis 1884 ; il fut nommé Officier d'Académie le 31 janvier 1880 et Officier de l'Instruction publique le 1^{er} février 1900.

Ces honneurs multipliés ajoutaient peu à son bonheur ; car nous l'avons vu, au Villard, puis dans sa retraite d'Aspres-sur-Buëch, entouré des soins les plus dévoués et les plus délicats que lui prodiguait une compagne accomplie.

« E. Marchand est mort comme il a vécu, en paix, affectueux, sobre de démonstrations, souhaitant seulement à ses obsèques un de ses cantiques préférés¹. »

D. M.

¹ Loc. citée.

BIBLIOGRAPHIE

MARCHAND (Pasteur). Transaction entre le Dauphin et la ville d'Aspres en 1359. *Bull. Soc. Et.* 1882, p. 232.

- Les Dîmes d'Aspremont en 1904. Transaction entre le prieur et les habitants, 1884, p. 222.
- La Beaume-des-Arnauds à l'époque Gallo-Romaine et pendant le haut moyen-âge (Réponse à M. l'abbé Allemand), 1898, p. 37.
- Réponse à la réplique de M. l'abbé Allemand, 1898, p. 335.



TABLE MÉTHODIQUE DES MATIÈRES

(ANNÉE 1906)

ACTES OFFICIELS DE LA SOCIÉTÉ

Composition du Conseil d'administration au 1 ^{er} janvier 1906.	V
Liste des membres de la Société.....	VII
Liste des Sociétés correspondantes.....	XIX
Procès-verbal de l'Assemblée générale du 28 dé- cembre 1905.....	XXIII
Situation financière au 31 décembre 1905.....	XXVII
Projet de budget pour 1906.....	XXIX

ARCHÉOLOGIE ET HISTOIRE

Notice historique et archéologique sur la com- mune de la Bâtie-Neuve, par M. l'Abbé ALLEMAND (1 ^{er} trimestre).....	I
La station de Montseleucus et la voie Romaine des Alpes Cottiennes, par M. David MARTIN (1 ^{er} trimestre).....	35
Essai historique sur la formation des limites entre le Dauphiné et la Savoie. par M. Louis JACOB (2 ^e et 3 ^e trimestres)...	97-147
Découvertes archéologiques à Rambaud et em- placements successifs du principal village, par M. l'Abbé ALLEMAND (3 ^e trimestre)	193
Le fléau de la peste au village de Trescléoux 1631-1632, par M. l'Abbé AGHARD (3 ^e trimestre)	199
Généalogie de la famille de Bonne, par M. J. ROMAN (4 ^e trimestre).....	219

BIOGRAPHIE

Notice biographique sur Jean-Joseph Serres, ancien député, ancien sous-préfet, par M. l'Abbé ALLEMAND (4 ^e trimestre)....	253
--	-----

DOCUMENTS

Convention pour la contribution de guerre levée sur le Queyras, par M. TIVOLLIÉ (1 ^{er} trimestre).....	25
Chronique (1 ^{er} trimestre)	43
Bibliographie (1 ^{er} trimestre).....	51
Une rectification, par M. THOUARD (1 ^{er} trimestre).....	65
Le premier règlement de police promulgué par le Corps municipal de Gap, 5 août 1792, par M. J. MICHEL (2 ^e trimestre). ..	67
Congrès des Sociétés savantes de Provence (2 ^e trimestre).....	143
Variétés (3 ^e trimestre).....	211
Nécrologie: MM. Tournier, Provansal, Marchand (1 ^{er} et 4 ^e trimestres).....	55-297-299
Tables des matières (4 ^e trimestre).....	303-305

LITTÉRATURE

Sonnets, par M. P. GUÉRIN-LONG (1 ^{er} et 3 ^e trimestres).....	23-189
La Barbado, par M. l'Abbé PASCAL (2 ^e et 4 ^e trimestres).....	87-241

SCIENCES

Aperçu sur les travaux relatifs à la mise en observation des glaciers Dauphinois (2 ^e trimestre).....	131
--	-----



TABLE ALPHABÉTIQUE PAR NOMS D'AUTEURS

(ANNÉE 1906)

ACHARD (l'abbé). — Le fléau de la peste au village de Trescléoux 1631-1632 (3 ^e trimestre).....	199
Actes officiels de la Société (1 ^{er} trimestre).....	v
ALLEMAND (l'abbé). — Notice historique et archéologique sur la commune de la Bâtie-Neuve (1 ^{er} trimestre).....	1
Découvertes archéologiques à Rambaud et emplacements successifs du principal village (3 ^e trimestre).....	193
Notice biographique sur Jean-Joseph Serres, ancien député, ancien sous-préfet (4 ^e trimestre).....	253
ANONYME. — Bibliographie (1 ^{er} trimestre).....	51
Chronique (1 ^{er} trimestre).....	43
Congrès des Sociétés savantes de Provence (2 ^e trimestre).....	143
Nécrologie: MM. Tournier, Provançal, Marchand (1 ^{er} et 4 ^e trimestres).....	55-297-299
Variétés (3 ^e trimestre).....	211
GUÉRIN-LONG (P.). — Sonnets (1 ^{er} et 3 ^e trimestres)	23-189
JACOB (Louis). — Essai historique sur la formation des limites entre le Dauphiné et la Savoie (2 ^e et 3 ^e trimestres)....	97-147
MARTIN (David). — La station de Montseleucus et la voie Romaine des Alpes Cottienues (1 ^{er} trimestre).....	35

Aperçu sur les travaux relatifs à la mise en observation des glaciers Dauphi- nois (2 ^e trimestre).....	131
MICHEL (Joseph). — Le premier règlement de police promulgué par le Corps mu- nicipal de Gap, 5 août 1792 (2 ^e tri- mestre).....	67
PASCAL (l'abbé). — La Barbado (2 ^e et 4 ^e trimes- tres)	87-248
ROMAN (J.). — Généalogie de la famille de Bonne (4 ^e trimestre).....	25
Table alphabétique des matières (4 ^e trimestre).	305
Table méthodique des matières (4 ^e trimestre)..	303
TIVOLLIER. — Convention pour la contribution de guerre levée sur le Queyras (1 ^{er} trimestre)	25
THOUARD. — Une rectification (1 ^{er} trimestre)..	65

Le Secrétaire-Gérant,

J. MICHEL.

UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 06851 2238

